



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

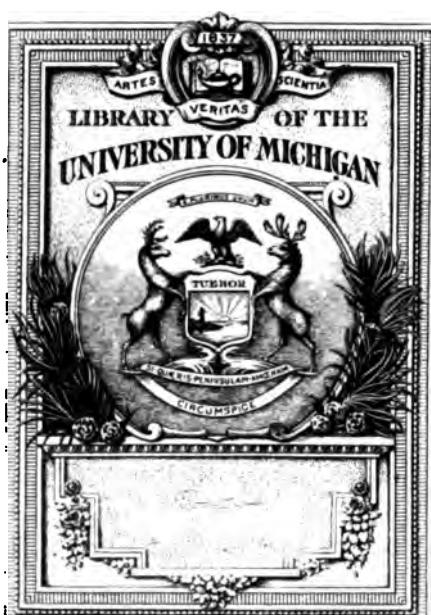
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

A

491229



A
163
-152



MÉMOIRES

DE

L'ACADÉMIE

DU DÉPARTEMENT DE LA SOMME.



MÉMOIRES

DE

L'ACADÉMIE

Amiens.
DES SCIENCES, BELLES-LETTRES, ARTS, AGRICULTURE

~~ET COMMERCE~~

DU DÉPARTEMENT DE LA SOMME.



2^{ME} SÉRIE. — TOME V.



AMIENS,

IMPRIMERIE DE E. YVERT, RUE DES TROIS-CAILLOUX, 64

—
1866.



*Lib. Com.
N. 10. 10. 3
10. 2. 5*

ESQUISSE HISTORIQUE

sur

LE DROIT DE L'INDIVIDU.

DISCOURS

PRONONCÉ A LA SÉANCE PUBLIQUE DE L'ACADÉMIE

Par M. DAUSSY, Directeur.

(20 août 1865).




MESSIEURS,

Le développement complet de toutes les forces individuelles me paraît être un des besoins les plus vivement sentis de notre époque : la tendance est générale ; elle se rencontre dans nos lois, pénètre nos mœurs ; elle est proclamée hautement dans les régions les plus élevées de l'instruction publique. Il peut être utile, en la constatant, de rechercher dans le passé les conditions juridiques où jusqu'à

ce jour s'est trouvé l'individu, et les obstacles qui s'opposaient au libre essor de ses facultés : sans approfondir ce vaste sujet d'étude, je veux vous soumettre quelques-unes des réflexions qu'il m'a suggérées.

L'homme n'arrive pas du premier coup aux idées justes et simples, surtout dans la science de la vie. Son histoire morale n'est-elle pas celle de ses tâtonnements et de ses erreurs ? C'est que l'esprit humain, si sagace en ses observations quand il s'agit d'étudier les faits extérieurs de la nature, se trouve empêché et comme perdu dans la complication infinie des divers mobiles de l'homme quand il s'agit d'étudier l'homme lui-même. Qu'un pasteur des premiers âges, dans le silence des nuits étoilées, contemplant la voûte céleste, et observant la révolution constante des mêmes phénomènes, ait appris à connaître et à préciser les mouvements des astres, cela lui était plus aisé que de descendre dans les ombres de sa conscience confuse encore, et d'y démêler le sentiment de ses devoirs, la notion juste de ses droits et de ceux d'autrui. Les lois de la nature sont ce que Dieu les a faites ; que nous sachions les découvrir à travers les phénomènes multiples du monde extérieur ou que nous soyons condamnés à les ignorer, peut-être toujours, *sunt ut sunt*, nous n'y pouvons rien changer : le monde physique est frappé du sceau de la fatalité. Mais nous possédons sur nous-mêmes un pouvoir qui nous rend les maîtres



du monde moral : Dieu nous a octroyé le suprême et redoutable bienfait de la liberté; asservis d'un côté par les instincts qui sont les lois inévitables de notre existence matérielle, nous nous sentons, du reste, libres d'agir suivant les déterminations de notre volonté. C'est donc en nous que se trouve la force impulsive de nos actions, et c'est pour cela qu'elles sont marquées du sceau de la responsabilité, de la moralité. Précisément parce que cette force est en nous, qu'elle se confond avec notre personnalité, qu'elle est nous-mêmes, il faut un grand effort et un puissant retour sur nous pour lui trouver des règles et les lui imposer au milieu du conflit incessant des besoins, des passions, des intérêts qui nous agitent. Quoi d'étonnant si l'humanité cherche sa voie, hésite, s'égare souvent, et ne parvient qu'à grande peine à se discipliner elle-même. Les lois qui la régissent aujourd'hui ne sont point le résultat d'un pacte social où chacun, en pleine connaissance et possession de ses droits, aurait, après débat contradictoire de ses intérêts, librement stipulé un contrat d'association; elles sont le fruit de la dure expérience des siècles, la pénible et glorieuse conquête de vérités qui se sont fait jour malgré de puissantes et longues erreurs. Aussi ne peut-on bien comprendre le présent sans se rendre compte du passé de l'humanité.

Qu'est-ce que le Droit ? où est-il ? où n'est-il pas ? Bien avant qu'une pareille question se posât

nettement devant l'esprit humain, les faits avaient parlé, et leur empire alors souverain dominait l'entendement des hommes. Semblable aux enfants, l'humanité, dans les âges primitifs, avait agi avant de réfléchir, et l'action portait ses conséquences : le plus fort était maître. Frappé de ce grand fait, l'esprit humain ne pouvait guère concevoir d'autre source de droit que la force. Plût à Dieu qu'aujourd'hui même cette source impure fût partout à jamais condamnée ! Mais l'humanité ne se guide pas toujours par la notion exacte du juste et par le ferme désir de la traduire en une réalité pratique. Elle subit les ténèbres de l'ignorance, le joug des passions, l'influence de son passé qui retentit longtemps dans son avenir. Prenons-la lorsque déjà elle est parvenue à un état de progrès où brillent d'un vif éclat les fleurs d'une civilisation féconde, et nous verrons ce que ses institutions conservent encore de la barbarie de ses premiers temps.

Rome est maîtresse du monde ; non contente d'assujettir les peuples dont elle a triomphé, elle leur communique la civilisation dont elle est le foyer étincelant, et subjugue les esprits en même temps qu'elle opère la fusion des nationalités : elle les pénètre de la vie romaine et les transforme. Leur langage reçoit la forte empreinte de la langue des vainqueurs ; il disparaît même pour lui faire place en certaines régions, et le vieil idiôme celtique, réfugié dans la presqu'île rocheuse qui s'avance

sur l'Océan à l'extrémité de la terre, *finis terræ*, cède à l'idiôme des Latins tout le surplus de la Gaule. La civilisation qui jette ainsi sur tout le vieux monde des racines indestructibles est celle qui a produit les immortels chefs-d'œuvre d'une littérature que les âges à venir devront prendre pour modèle ; c'est celle qui a produit l'admirable Corps de Droit où toujours on trouvera désormais la raison écrite, œuvre plus monumentale que les amphithéâtres et les aqueducs dont les vastes proportions étonnent nos regards. Voyons cependant ce qu'elle renfermait comme héritage des siècles barbares, et le rôle qu'y jouait l'idée de l'individu.

Ce qui nous frappe d'abord dans la société romaine, ce sont ces innombrables créatures humaines auxquelles on refuse la condition d'hommes. Les esclaves ne sont point des personnes, mais des choses : ils ne se marient point, ils s'accouplent : ils ne possèdent rien, pas même leurs enfants ; ils sont possédés, et le sort de leur progéniture est réglé comme celui du croît des animaux. Le maître dispose des esclaves suivant son intérêt et son caprice ; il peut même, en principe, et sauf les restrictions apportées par la révolte des sentiments naturels, les faire périr, puisque la propriété est le droit d'user et d'abuser de sa chose. N'en était-ce pas un monstrueux abus que de faire s'entre-égorger ces choses humaines pour le barbare plaisir de la foule assemblée, dont les yeux suivaient avidement les inci-

dents du combat, et dont les mains applaudissaient au gladiateur qui savait mourir avec grâce ? *Ave, Cæsar, morituri te salutant.* Je ne sais rien de plus douloureux pour l'histoire de l'humanité que cette plainte résignée qui nous fait frissonner d'horreur, mais dont la société romaine, loin d'en être touchée, ne paraît même pas avoir l'intelligence. Ses jurisconsultes nous expliquent, sans se troubler, l'origine de l'esclavage. La guerre autorise le vainqueur à immoler son ennemi vaincu ; s'il se contente de le priver de la liberté quand il pourrait lui ôter la vie, c'est l'application toute simple d'un axiome bien connu : « Qui peut le plus peut le moins. » Et voilà comment la barbarie primitive, l'abus de la force brutale forme, dans cette civilisation, la base incontestée d'une institution qui a juridiquement supprimé de la façon la plus absolue l'individualité de tant de générations d'êtres humains.

Supprimer l'individualité, c'est supprimer la responsabilité morale, c'est supprimer toute notion du devoir. Logiquement l'esclave qui, par mensonge, par fraude ou violence, lutterait contre le maître et contre la société qui l'oppriment, serait pleinement dans son droit, car il ne ferait que repousser la violence brutale qui est le principe de son esclavage ; avec lui pas de contrat possible ; nul engagement ne saurait le lier, ni juridiquement, ni moralement, puisqu'il serait infecté de ce vice originel de la violence.

Rendons grâce au Christianisme qui a renouvelé la face du monde en faisant crouler, devant le souffle tout puissant de la doctrine évangélique, une institution qui était la honte de l'humanité. Pussions-nous en voir disparaître du monde moderne les derniers vestiges. Pussions-nous voir sur toute la surface du globe tous les hommes appelés à l'individualité, restitués à la vie morale. Nous en saluons l'espérance.

Dans la société romaine, tous ceux dont la personnalité était reconnue par la loi n'étaient point pour cela dans la plénitude de leurs droits. Je ne veux prendre que l'exemple le plus saillant, et, sans parler de la condition des femmes qui n'échappaient au pouvoir paternel que pour tomber sous la domination et se trouver dans la main du mari, je me borne à signaler à votre attention la situation du fils de famille. Son individualité était loin d'être complète.

La famille avait été constituée à Rome sur des bases puissantes. Un excellent livre, dû à la plume d'un savant et habile écrivain que nous avons le bonheur de compter parmi nos membres honoraires, a mis en vive lumière la part qui revenait aux traditions religieuses dans l'organisation de la famille antique. Il n'est point surprenant que celui qui présidait au culte des ancêtres, qui devait être un jour l'un des dieux domestiques, et qui formait un lien auguste entre les générations présentes et

leurs aïeux divinisés, que le père de famille, *Pater familias*, fût investi sur tous les siens d'un suprême pouvoir. A l'origine, les choses divines se trouvent presque partout mêlées et confondues avec les choses humaines. En lui donc se résumait et se concentrait le droit : en lui résidait la propriété, le domaine, ce qui appartient à la maison ; le patrimoine, ce qui appartient au père. Ses enfants n'étaient point ses choses, car ils étaient libres ; mais leur individualité disparaissait dans la sienne ; ils étaient siens, ils se confondaient en lui. Le fils de famille, fût-il un consul victorieux, un orateur illustre, ne pouvait rien posséder. Le père de famille avait, dans la rigueur primitive du principe, un droit absolu, même sur la personne de ses enfants. Je sais qu'à cette rigueur l'équité contristée apporta l'adoucissement de quelques expédients ; mais telle était l'institution, et telle, avec la tenacité qui était un des traits du génie romain, elle fut maintenue à travers les siècles.

Aussi ce n'est pas dans la société romaine que nous pouvons trouver le germe du respect de l'individualité. Le vieux monde et ses lois s'écrouleront au choc des Barbares sans que cette idée vienne à éclore sur les ruines de l'univers ancien.

Le moyen-âge nous présentera le spectacle véritablement nouveau d'institutions dont on ne peut méconnaître la puissante originalité. Ce n'est pas, à mon sens, dans les rudiments des sociétés celtiques

ou germanes qu'il faut en chercher les racines. Le passé de l'époque féodale a contribué, sans nul doute, à produire la société qu'elle a organisée ; mais tous les éléments antérieurs mélangés, fusionnés, ont donné, par une transformation complète, naissance à un ordre de choses tout nouveau. Chez nous, par exemple, il n'y a plus alors ni Francs, ni Romains, ni Gaulois ; la France, sortant du chaos, commence le cours de sa glorieuse carrière. La société féodale n'a pas d'ancêtres ; elle crée des institutions sans précédents.

Ce qui les caractérise, c'est la prédominance des choses sur les personnes. Le droit romain était essentiellement personnel ; il rapportait tout, je ne dirai pas à l'homme, mais au citoyen. Le droit féodal rapporte tout à la terre. Il s'est donc formé un principe nouveau ; c'est le droit réel qui domine et sous l'empire duquel se constitue la société.

Je n'ai pas besoin de dire que le droit individuel ne saurait même être soupçonné par elle.

L'esclavage subsiste, accommodé aux nouvelles institutions. Au lieu d'être attaché à la personne comme l'esclave romain, le serf moderne appartient à la terre, il est attaché à la glèbe. Son individualité se confond avec celle du fief. Vendez la terre, vous vendez en même temps ces hommes et ces familles qui sont immeubles par destination.

Les artisans et les bourgeois qui habitent les villes n'étant pas incorporés à la terre et ne la possédant

point, sont véritablement déclassés dans le monde nouveau. S'ils n'y ont point de place, ils s'en font une par l'association ; ils se liguent en corporation ; ils se conjurent contre l'oppression, et leur serment crée une communauté d'efforts dont la réunion leur permet d'entrer en lutte avec les puissants, et d'obtenir ou de conquérir le droit de commune, une banlieue, une justice. Mais cet être collectif absorbe l'individu qui ne peut rien, qui n'a de droit que par sa commune et dans sa commune, qui est perdu s'il en est banni.

Dans les rangs de la hiérarchie féodale qui possède la force et qui tient la terre, ce n'est pas l'idée individuelle qui domine. Le suzerain n'a point de rapport direct avec son arrière-vassal, car ce n'est point de lui que ce dernier tient son fief ; il commande au vassal qui relève de lui, et le vassal à l'arrière-vassal qui est son homme à cause de son fief. Leurs relations se déterminent par les origines de la propriété de leurs terres ; leurs devoirs sont impersonnels ; c'est le fief qui doit le service militaire, et voilà pourquoi, s'il échoit à une fille, le suzerain a le droit de la marier comme il lui plait, afin de s'assurer que le service militaire sera fourni. Ainsi les nobles sont, même dans les choses qui touchent de plus près à la liberté individuelle, asservis à la terre : le donjon de leur manoir étouffe leur personnalité.

Il a fallu qu'un tel régime prit fin pour que


l'individualité conquiert ses droits. Une époque où la France, dans l'éclat de sa gloire, a fait rayonner sur le monde entier sa puissante et légitime influence, le dix-septième siècle, marque la transition entre la société féodale et la civilisation moderne.

La royauté de Louis XIV anéantit, dans sa puissance et dans sa splendeur, les dernières forces vives de la féodalité et n'en laisse subsister que des formes sous lesquelles la réalité est absente. La vie communale s'éteint. L'unité de la patrie se forme définitivement ; la nationalité française s'affirme et se complète. Tous les Français relèvent directement de la loi que personnifie le grand roi : tous sont ses sujets immédiats, et l'individu est dès lors placé en face de la loi.

Mais tout lien n'est pas rompu avec le passé ; ses formes subsistent ; la nation reste divisée en classes distinctes constituant des intérêts collectifs auxquels est sacrifié l'individu. Si les États généraux du royaume étaient convoqués, ils voteraient encore séparément. Le noble n'a pas le droit de tirer parti de ses capitaux et de son intelligence dans les entreprises commerciales et industrielles ; il dérogerait en contribuant à la prospérité de la nation. La prédominance de l'immeuble sur le capital mobilier reste marquée par une empreinte profonde dans la législation. Les idées de conservation perpétuelle du patrimoine immobilier sont plus étendues et aussi vivaces que jamais : bourgeois et nobles, tous

ceux qui possèdent, veulent maintenir dans son intégrité, en faveur du fils aîné, le domaine de la famille. Les substitutions enlèvent les biens au mouvement des transactions. Les filles, les cadets sont sacrifiés au profit de celui qui doit être le chef de la famille : en soutenir le nom, en personnifier la puissance. pour les unes s'ouvrent les grilles du cloître, pour les autres, en dehors de la carrière des armes, ou des fonctions d'un sacerdoce pour lequel ils ne se sentent peut-être aucune vocation, point d'issue. Le pouvoir paternel conserve, surtout dans les contrées du Midi, où règnent les traditions du droit romain, une étendue et des rigueurs parfois excessives ; ni la majorité ni le mariage n'affranchissent le fils d'une autorité domestique à laquelle le pouvoir prête au besoin le concours de ses lettres de cachet.

Le souverain se croyait en effet le droit absolu de disposer de la liberté de ses sujets. Les principes qui le conduisaient à un pareil résultat devaient, à plus forte raison, l'autoriser à réglementer l'usage des facultés dont il leur laissait l'exercice. De là une immixtion administrative de tous les instants dans tous les actes de l'individu. Les jurandes deviennent un instrument du pouvoir royal, un rouage administratif, à l'aide duquel les prescriptions les plus minutieuses sont imposées au commerce et à l'industrie : on réglemente jusqu'à la largeur des étoffes. Sans nul doute l'intervention



du pouvoir s'exerce dans le sens qui paraît le plus favorable au bien public, mais je me borne à en constater le principe ; c'est la négation du droit individuel.

Elle se rencontre à chaque page dans la législation. Un étranger laisse en mourant des biens situés en France : il n'a pas fait de testament. Bonne aubaine pour le trésor royal. Cet homme ne transmettra pas à ses enfants les biens qu'il a su acquérir par le labeur de sa vie ; il est étranger, par conséquent le roi hérite de lui. La législation est donc bien loin d'accepter en principe que la simple condition d'homme suffise pour être la cause du droit ; que tout individu ait en lui-même une source de droits.

Il fallait qu'un travail profond de la pensée philosophique vint pénétrer les esprits et modifier les mœurs ; il fallait bien plus, un de ces événements qui remuent le monde entier et pour longtemps jettent l'humanité dans une voie nouvelle, il ne fallait rien moins que la révolution française pour introduire le principe du droit de l'individu.

On pourrait, en comparant dans le monde moderne les nations nouvelles, qui ne datent pour ainsi dire que de notre époque, avec celles que la chaîne des traditions rattache à une civilisation antérieure, rechercher le chemin différent qu'a fait chez elles l'idée du droit de l'individu. On pourrait, surtout au point de vue des mœurs, comparer la France et

l'Amérique. Mais pour ne parler que de nous, chez qui tous les souvenirs du passé ont laissé un esprit d'ordre, de classification et de règle qui contient dans de sages limites la liberté individuelle, que de chemin déjà parcouru !

Avant tout constatons un profond respect de la vie humaine : l'existence du moindre individu est chose sacrée. On agit, vous savez avec quelle passion généreuse, la question de savoir si, même pour la défense de ses plus graves intérêts, la société peut porter atteinte à la vie d'un homme.

Bientôt nous allons voir disparaître la contrainte par corps ; la dette de l'insolvable ne livrera plus sa personne à la stérile rigueur d'un créancier qui jusqu'à ce jour avait le droit de lui retirer le premier instrument du travail, la liberté individuelle.

Les liens de la famille, sans être rompus, ne sont plus une chaîne sous le poids de laquelle l'individu doit plier la maturité de ses forces et de sa raison. Une indépendance qui n'a rien d'excessif, et qui se concilie avec les sentiments de piété filiale que Dieu a mis au fond de nos cœurs, assure au citoyen devenu majeur le libre usage de son activité.

S'il la tourne vers le bien, il peut, quelle que soit la carrière embrassée, conquérir, par son travail et les services rendus à la patrie, les plus hautes situations.


Une nouvelle noblesse, tout individuelle, voit sans cesse renouveler ses rangs qui forment une légion d'honneur.

Les idées sur la propriété sont modifiées ; le sol n'asservit plus l'homme : la propriété immobilière n'est plus considérée d'une manière aussi absolue comme la propriété par excellence. A côté d'elle s'élève et s'agrandit chaque jour l'immense édifice de la propriété mobilière. L'exploitation de la terre elle-même s'allie intimement à l'industrie, et le rapide mouvement du commerce entraîne dans sa sphère d'action les immeubles eux-mêmes. La pensée de perpétuer et d'immobiliser une portion préférée de sa descendance dans une possession territoriale fait place au désir d'assurer à chacun de ses enfants les moyens de développer individuellement leurs facultés naturelles. Tous les efforts sont encouragés et facilités. La propriété artistique et littéraire trouve une protection chaque jour plus vigilante et plus éclairée. L'immense concours de toutes les forces individuelles se mouvant librement assure à la prospérité publique un magnifique développement.

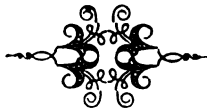
L'association, heureuse combinaison dont les procédés se multiplient et se perfectionnent, permet à un même individu de prêter ce concours dans une quantité considérable d'entreprises utiles. Au moyen-âge l'association, dans sa forme de corporation ou de commune, dominait l'individu ; aujourd'hui elle le laisse libre et n'est pour lui qu'un instrument. Nos lois nouvelles viennent d'étendre le cercle des sociétés qu'on peut appeler impersonnelles, où le

capital seul est engagé par l'individu dans les limites qu'il a consenties. Ainsi l'association, loin d'anéantir les individualités, ne fait qu'en créer de nouvelles, souvent puissantes, dont l'action et l'exemple montrent combien de choses peuvent être sans danger abandonnées aux efforts et à l'initiative des intérêts particuliers. Aussi la réglementation, sans disparaître complètement, tend à se restreindre et à laisser l'individu, sous sa responsabilité, plus complètement maître de ses actions.

Je m'arrête, Messieurs, je n'ai voulu qu'indiquer comment, instruits par les leçons du passé, nous obéissons à une tendance qui se manifeste dans une foule de faits ; dans des institutions où tous les individus sont appelés, par une relation directe avec l'État, à exercer leurs droits et à remplir leurs devoirs de citoyen ; dans un besoin profondément senti de verser partout, de faire parvenir à chaque individu le bien-être matériel, et ce qui vaut mieux encore le bienfait de l'instruction, de l'éducation, des idées morales qui sont l'aliment de sa vie intellectuelle. Ce sera l'honneur insigne de notre époque, d'avoir donné satisfaction à ce besoin qui est une conséquence nécessaire du rôle que l'individu est appelé à remplir. A côté de la force qui est en lui, de ses énergies dont le développement demande l'atmosphère vivifiante de la liberté, il est indispensable de placer les lumières de l'instruction, l'influence des idées saines et religieuses, le sentiment



profond du devoir ; pour que l'individu comprenne clairement que s'il y a en lui une source d'activité qui fait sa force, de liberté qui est son droit, il y a en même temps, et par une intime corrélation , un principe de responsabilité qui est la base du devoir. Au niveau de la liberté de l'individu, il faut, pour maintenir un équilibre nécessaire, élever sa moralité. Le progrès de l'une a pour condition le développement de l'autre.





COMPTE-RENDU

DES

TRAVAUX DE L'ACADÉMIE

Par M. ANSELIN, Secrétaire-Perpétuel.

(Séance du 20 Août 1865).



MESSIEURS ,

Nous voudrions, comme nous l'avons tenté dans de précédentes séances, couvrir de quelques fleurs l'aridité de nos analyses, égayer de quelques innocentes plaisanteries, l'examen toujours trop sérieux de nos travaux, et appeler le sourire sur les lèvres de nos auditeurs ; mais, le cœur gonflé de tant d'émotions douloureuses, pourrions-nous faire trêve aux sentiments amers, aux regrets que nous inspirent les pertes successives et si rapprochées de nos collègues ; de nos amis : Creton, Hubert, Breuil ?

Il n'est qu'un moyen d'adoucir ces regrets, c'est

de reporter notre pensée sur les compensations que nous avons cherchées dans le choix de nouveaux collègues qui, déjà certains de notre estime, sauront, par leur collaboration empressée, combler le vide dans nos travaux et aussi conquérir cette sympathie, cette affection née de la confraternité, dont ils possèdent comme nous le germe, mais que le temps seul peut développer et mûrir.

Déjà ces collègues ont réalisé notre espoir ; déjà nous pouvons classer dans la liste de nos travaux les premières paroles qu'ils ont prononcées en venant prendre place parmi nous. La part faite à la modestie qui s'excuse, à la bienveillance qui encourage, il reste de ces réceptions des pages recommandables par le choix du sujet, l'élévation de la pensée, la pureté et l'élégance du style.

M. Albert
Dauphin.

Avons-nous ouvert nos rangs à un jurisconsulte jeune encore, et que recommandent ses succès au barreau, — que recommandait à nos sympathies particulières son éloge de Voiture, — nous voyons M. Albert Dauphin, à sa première apparition parmi nous, dérouler les tableaux comparés des législations européennes qui régissent les droits des femmes ; et sans s'émouvoir de quelques plaintes formulées contre nos codes par une portion intéressante de la société française, mettre en regard les dispositions de la législation de l'Europe civilisée, qui leur seraient applicable, et exprimer la conviction que, comparaison faite, droits et devoirs pesés,

les intéressées les plus récalcitrantes, libres de leur choix, viendraient se replacer sous l'empire du Code civil.

. Béraud. Précédé des bons souvenirs qu'il avait laissés dans le département de la Sarthe, M. Béraud, conservateur des Forêts, vous avait fait hommage de plusieurs Mémoires qui attestent des études sérieuses de sa spécialité, présentées avec une grande clarté par une plume correcte et exercée. Elles étaient d'un heureux présage.

En l'entendant exposer les causes de la variété des productions forestières, cette richesse du pays, cette sauve-garde de l'agriculture par son influence sur l'atmosphère, vous avez vu se révéler en lui le géologue, le mathématicien, le chimiste, l'observateur attentif du sol, et vous vous êtes applaudi de le voir appelé dans notre département à surveiller, à entretenir la prospérité de nos forêts, à mettre un terme à ces tendances de défrichement qui sont une calamité pour l'agriculture.

M. Bohn. M. Bohn, élève et soldat de l'Université, en a soutenu haut et ferme le drapeau. Après avoir signalé la nécessité de former, pour un siècle où tout tend à se niveler, de fortes individualités, *des hommes, enfin*, comme l'a dit un éminent ministre de l'Instruction publique, il a préconisé sous ce rapport l'éducation universitaire, si bien appropriée à l'époque. Là encore il a rappelé la marche progressive de l'âme humaine et continué pour ainsi dire, avec

la même magie de style, l'étude philosophique qui précédemment lui valait dans cette enceinte un succès mérité.

Les bons souvenirs que nous a laissés M. Bécot, premier avocat général, ne pouvaient que favoriser une candidature puisée dans le parquet de la Cour impériale ; dans cette magistrature militante où, en dépit de la vraie modestie, le talent est forcé chaque jour de se révéler et de se mettre en évidence. — Un vote unanime accueillit M. Watteau ; Il répondit à notre attente par un brillant discours dont le Progrès fut le texte.

M. Watteau

Progrès ! est la devise et le vœu de toutes les intelligences ; car le don de *perfectibilité* et la notion de l'Être Suprême, sont les deux attributs précieux qui distinguent l'homme et l'élèvent au-dessus du reste de la création. Mais tout divin qu'est ce don, il faut en modérer les élans pour arriver à des résultats véritablement utiles. C'est ce qu'a bien senti M. Watteau quand il a défini le progrès sainement entendu : « C'est, dit-il, l'élévation successive et » *pratique* du niveau de l'esprit de l'homme, se » traduisant par des manifestations infinies, aussi » bien dans l'ordre matériel que dans l'ordre intellectuel et moral ; aussi éloigné des réminiscences » sans portée, que des chimères de l'utopie et des » frivolités de la mode. »

A la clarté de cette définition nette et franche, notre nouveau collègue passe en revue les effets et

la marche du progrès, tant dans les sciences que dans les œuvres de l'esprit et les productions littéraires ; nous regrettons de ne pouvoir, dans les limites qui nous sont tracées, enrichir ce compte-rendu de citations de cet excellent discours.

Garnier Si nous voulons nous faire une idée du progrès, nous pouvons en étudier la marche dans certaines institutions provinciales qui ont précédé de peu notre époque. M. Garnier eut l'excellente pensée de rechercher dans nos archives les éléments d'une intéressante histoire de notre Académie. Nous y voyons que peu de temps avant son institution, une Société s'était formée, qui, dans ses règlements, affectait la première heure des réunions à la lecture commentée d'un chapitre de la grammaire de Restaud. Et pourtant alors, l'Académie française brillait d'un grand éclat ; d'illustres écrivains épuraient et fixaient la langue. Mais la province était encore sous le joug du vieux langage, de la vieille orthographe, que nous rencontrons dans les premières éditions de Corneille, de Molière, de Racine et même de Boileau. La prescription réglementaire qui, passerait pour une puérilité maintenant, était une aspiration de la province à s'initier aux règles grammaticales qui devaient généraliser et fixer cette langue française devenue européenne et qu'ont illustrée tant de chefs-d'œuvre.

Obry Puisque nous sommes en voie rétrospective, nous pouvons bien remonter avec M. Obry au culte des

ancêtres et à ses études sur la gentilité romaine. Il est vrai qu'il faut un grand courage pour suivre notre infatigable collègue dans un passé dont l'éloignement ne se compte plus par années, mais par siècles. Suivant le fil qui le guide dans ce dédale de la nuit des temps, le voilà à Rome, puis il franchit la Mer; plus heureux que le câble télégraphique, il est en Grèce, et bientôt, de chaînon en chaînon, le voilà dans l'Orient, en pleine Asie, c'est-à-dire sur son terrain, où les livres mystérieux de ce berceau du Monde s'ouvrent pour lui révéler l'origine des mœurs et des lois de l'Occident.

Dans la même carrière, un de nos collègues, un professeur qui prit place parmi nous, et qui nous appartient encore comme membre honoraire, M. Fustel de Coulange, vient de remporter un succès éclatant. Son livre de la *Cité antique* a été couronné par l'Académie française qui lui a décerné l'un des prix Gobert. Présenter dans un cadre resserré une analyse simple et lumineuse d'un tel ouvrage, en faire sentir le mérite et embrasser l'ensemble, est un véritable service rendu à chacun de nous par M. Vion, et cela avant qu'il nous ait été possible de juger par nous-même de la portée de cette œuvre remarquable. Le rapport de M. Vion serait, pour de jeunes lecteurs, un guide à consulter avant d'aborder la *Cité antique*.

M. Dauphin N'abandonnons pas l'antiquité sans nous adresser, avec M. Dauphin, au Sphinx. Si le fameux tableau

de Moreau nous a, l'année dernière, fourni quelques phrases peut-être trop légères, il a offert à M. Dauphin le sujet d'une étude bien autrement grave. L'étrange beauté de cette composition a porté M. Dauphin à rechercher, d'abord, la pensée de l'artiste, puis le sens allégorique du mythe, ce qui l'a conduit à étudier dans son ensemble la légende d'OEdipe. De ses recherches, il est résulté que la fable d'OEdipe est la traduction de faits anté-historiques, relatifs à l'antagonisme des deux races grecque et phénicienne, en *Béotie*, et la prédominance finale des Hellènes. Suivant lui, l'homme est le sujet du défi entre les deux peuples ; parce que l'homme est le grand problème dont la solution assure la prééminence d'une nation. Le Sphinx est l'emblème de l'humanité, selon l'idée qu'en avaient les Phéniciens. Le héros grec, en pénétrant le Sphinx et l'énigme, s'est placé, par la connaissance de l'homme, au niveau du Phénicien ; mais il a sur lui l'avantage, en ce qu'il a déchiré les voiles qui couvraient la vérité. Là est le trait distinctif des deux races, et ce qui marque le génie libre de la Grèce, destiné à éclairer le Monde, sur le génie phénicien, arrêté dans son essor par le symbolisme oriental. Ceci complète, aux yeux de M. Dauphin, l'explication du mythe d'OEdipe, puisé dans la lutte matérielle des deux peuples.

Lenoël Les énigmes que pose la nature ont aussi leurs OEdipes. Heureux ceux-là, quand ils ont soulevé un

coin du voile. Honneur aussi à ceux qui, dans des résumés accessibles à tous, font connaître les découvertes; ils sont les propagateurs de la science, les missionnaires du progrès. A peine en physique a-t-on posé et résolu le problème de la conversion de la chaleur en mouvement, que MM. Béclar et Hirn en cherchent et déterminent l'application dans les mouvements musculaires des êtres organisés. M. Lenoël vous a développé et expliqué cette théorie et son application dans une lecture à laquelle vous avez donné toute votre attention, et que la clarté de la démonstration a rendue des plus intéressantes.

Ce Mémoire peut être considéré comme une suite de celui dans lequel, l'année dernière, notre collègue présentait la chaleur solaire comme cause de la motilité des animaux.

Quand l'activité inquiète de l'homme s'attaque à la forme même du globe, comme dans le percement de l'isthme de Suez qui, dans moins d'un siècle, sera inévitablement suivi de celui de l'isthme de Panama; quand la rapidité de la vapeur a fait disparaître les distances et rapproché les contrées les plus éloignées, quand la recherche de l'or appelle en d'autres climats, ou porte au loin des habitants nouveaux, il est du devoir de l'humanité, autant que de celui de la science, d'étudier et de rechercher les conditions les plus favorables à l'*acclimatement* — qu'il nous faut distinguer de l'*acclimatation*, nous a dit M. Herbert, dans une lecture où il nous a fait

connaître le système du docteur Bertillon, appuyé de curieuses statistiques. — L'*acclimatement* est la révolution spontanée par laquelle l'organisation se met en harmonie avec les nouvelles conditions fonctionnelles, et d'où il résulte que l'homme s'accommode à un climat sous lequel il n'est pas né.

L'acclimation est l'art avec lequel l'activité humaine intervient pour accommoder des êtres à un climat qui n'est pas le leur. — Les observations consignées dans cette étude constatent des phénomènes d'acclimatation de la plus haute portée et dignes de fixer l'attention de tout gouvernement appelé, par des possessions *extra-européennes*, à tenter la colonisation.

Mais si la colonisation peuple une contrée, l'émigration peut dépeupler un État, et la cause de l'émigration tient souvent à une administration vicieuse. C'est ce que nous a fait voir notre honorable
Daussy directeur, M. Daussy, en nous présentant, avec des remarques de statistiques locales, les conséquences économiques du régime féodal, produisant les émigrations qui se multiplient dans le Mecklenbourg.

M. Mancel n'a pas déserté la cause des marins, chez lesquels l'usage du tabac est aussi nécessaire et salubre qu'il est inutile dans les salons. Il a présenté des observations tendantes à établir, pour les marins, un système de faveur dont il serait heureux de voir l'idée obtenir un succès analogue à celui qu'ont eu ses judicieuses observations sur l'ins-

cription maritime ; succès presque toujours assuré aux innovations ou aux réformes dont l'imagination seule ne fait pas les frais, mais qui renferment un germe utile et sont marquées au coin du bon sens.

M. Henriot Le *Bon sens* ! titre heureux d'une lecture que vous a faite M. Henriot. — Le choix du sujet était bon ; prêtant à des développements curieux, à des contrastes tranchés, à des applications piquantes. — M. Henriot a établi l'incontestable prédominance du *Bon sens* en toute matière ; sa force et sa supériorité dans la pratique. — Il le regarde comme la source des meilleures inspirations, même dans les œuvres d'art ; ne permettant pas à l'imagination de s'égarer. — Plus heureux qu'Archimède, qui demandait un point d'appui, vous disait, en terminant, M. Henriot, sans autre point d'appui, sans autre moteur que lui-même, le bon sens est le levier moral de l'humanité.

M. de Marsilly M. de Marsilly, suivant avec persévérance ses études sur le charbon employé dans des machines à vapeur, vous a communiqué les résultats de ses expériences sur la combustion du coke et de la houille, tant sur les locomotives que dans les chaudières fixes

Dans une lumineuse démonstration, il a su faire saisir le mécanisme des appareils de combustion ; le dégagement des gaz qui s'y produisent, la combinaison qui s'opère de ces gaz avec l'air atmosphérique ; et encore l'activité de la combustion dans la

locomotive, s'augmentant à partir du point du départ jusqu'à la plus grande vitesse acquise.

Le savant Mémoire, dont il ne vous donnait que le résumé, fut par lui présenté à l'Académie des sciences, et nous l'avons vu, avec plaisir, tenir une place honorable dans le recueil des procès-verbaux des séances de l'Institut.

Mathieu Amener des économies dans la production de la force, c'est favoriser le développement de l'industrie et donner les moyens, sinon de dominer, au moins de soutenir la concurrence, objet des préoccupations du commerce de fabrication, et de quelques esprits judicieux qui sont restés les défenseurs du système protectionniste. Parmi ces derniers, nous devons compter notre collègue, M. Mathieu, qui, récemment encore, vous a soumis de graves réflexions sur la question du libre-échange : Mémoire important dicté par un esprit patriotique et appuyé de tableaux statistiques d'une grande autorité.

Roussel Le développement de l'industrie mécanique est tel, les produits merveilleux dont elle nous entoure sont si nombreux, qu'ils excitent moins d'attention que ne l'eût fait la vue d'un tourne-broche au siècle de Louis XIV.

Le voyageur passe, indifférent et ignorant de sa construction, auprès de la locomotive qui va l'entraîner avec une vitesse réputée impossible et fabuleuse il y a cinquante ans. Que dis-je ! le mécanisme de la montre est un mystère pour la majeure partie de ceux qui la portent. Faut-il donc s'étonner si

cette coupole qui nous domine renferme un chef-d'œuvre d'horlogerie presque ignoré, alors même que chaque jour son beau et puissant mécanisme soulève le pesant marteau qui fait résonner un timbre gigantesque ? M. Roussel a voulu réveiller notre indifférence locale et appeler l'attention sur ce beau produit de l'art mécanique. Non seulement il a fait l'historique de la construction de l'horloge du Beffroi, mais il en a présenté les détails, fait connaître les problèmes qu'elle eut à résoudre, les obstacles qu'elle eut à vaincre pour arriver à la force dans le mouvement, à la régularité dans la marche ; et de tout cela il a parlé en homme initié à la science des Lepaute et des Bréguet.

M. Anselin

Votre secrétaire a payé un modeste tribut, en déposant sous vos yeux le *fac simile* d'un fossile de grande dimension, le *cerithium giganteum* trouvé dans l'une des carrières qui composent les collines situées autour de Laon, et à environ cent mètres au-dessus de la vallée.

Il vous a entretenu des oscillations de l'écorce du globe terrestre, des soulèvements et des dépressions, dont la réalité est constatée par de nombreuses observations. Il vous a soumis une mappemonde muette qui représente l'état, actuellement constaté, de ces oscillations et qu'il a dressé sur l'intéressant travail de M. Elisée Reclus.

L'art et la poésie ne nous ont pas fait défaut. Tout deux attestaient leur présence à l'une de vos dernières séances. L'art, par l'hommage que vous fai-

oeville sait M. Forceville, d'une gracieuse statue de la Nuit; la poésie, par la lecture que vous donnait M. Henriot, d'une pièce de vers qu'il intitulait modestement : *Confidences de la rue*, conversation intime et populaire, dont la naïveté s'accommode si bien du vers libre dans lequel M. Henriot sait l'encadrer.

urtillier Plus récemment M. Courtillier, dans un morceau tenant de l'élégie et de la satire, flétrissait la *Courtisane de marbre*, et en regard du faux amour, le seul qu'elle puisse inspirer, traçait de l'amour vrai un portrait dont vous me saurez gré, Messieurs, de rappeler les vers éloquents et faciles :

Deux amours ennemis se partagent la terre,
Et des mondes, par eux, s'accomplit le mystère;
L'un, du ciel descendu, comme nous exilé,
N'aura point de repos, qu'il n'y soit rappelé.
Epris de l'idéal, si la beauté l'enflamme,
C'est qu'il y voit briller comme un rayon de l'âme.
Mais trop souvent, hélas ! dans son esprit déçu,
Il a beaucoup donné sans avoir rien reçu.
C'est l'amour vrai, l'amour qui tout entier se donne,
Qui souffre sans se plaindre, alors qu'on l'abandonne,
C'est, dans l'isolement de ce triste abandon,
L'éternel sacrifice et l'éternel pardon.
Alors qu'autour de lui, tout périt et s'efface,
Il demeure, il survit à la beauté qui passe;
Car le bien qu'il poursuit, c'est dans leur noble attrait,
La vérité sans fard, la vertu sans apprêt.
La lumière inconnue au milieu des ténèbres,
Et qui brille au-delà de nos cippes funèbres,
Ainsi de l'amour vrai.
. L'autre issu de l'enfer.

Mais toute vigoureuse qu'en soit la peinture, elle

peut craindre le grand jour. Laissons là s'abriter entre deux feuillets de Juvénal.

M. Yvert

Et M. Yvert, me dira-t-on ? Je m'attends à la question et j'y ai fait réponse. — M. Yvert, comme toujours, nous a fait entendre, non seulement des poésies légères, mais nous avons eu les prémisses d'une œuvre plus importante, de sa comédie en vers : l'*Egoïste*, dont nous avons porté un jugement ratifié par le public.

Récemment il nous a prouvé, dans une douloureuse circonstance, qu'il sait animer d'un brillant coloris les œuvres de l'esprit ; il sait aussi parler le langage du cœur et le revêtir d'expressions qui vont à l'âme. Organe des sentiments de l'Académie, il s'est rendu le fidèle interprète des profonds regrets qu'elle donne à la mémoire de l'un de ses membres, dont la perte fut par elle si cruellement sentie, à ce collègue dont le caractère et la loyauté avaient conquis l'affection de tous, à M. Breuil, qu'une mort prématurée vient de nous ravir.

Les paroles de M. Yvert vibrent encore au fond de nos cœurs, et l'émotion qu'elles ont produite ne s'effacera de longtemps.

Je m'arrête, Messieurs. Quelqu'étendue que puisse vous paraître cette analyse de vos travaux, elle n'en comprend pas encore la généralité.

J'aurais pu y faire entrer plusieurs rapports, et la mention d'œuvres émanées de nos collègues qui nous en ont fait hommage, comme les *Leçons de physique* de M. Poiré, et la deuxième partie du tra-

M. Poiré

neche vail de M. Ponche : *Amiens industriel* ; le supplément
ix à *l'Etude sur l'extinction de la misère*, par M. Fuix ;
uthors le *Traité des sources du droit rural* , par M. Bouthors ;
 les *Mémoires de la reine Marie-Antoinette*, par M.
art Huart, associé correspondant ; une analyse biogra-
rdouin phique, extraite par M. Hardouin, membre hono-
raire, d'un commentaire par M. Alexandre, inspec-
teur général de l'Université, sur Genistus ou Pleton,
jurisconsulte du moyen-âge.

Si, par l'exposé déjà trop long que j'ai mis sous vos yeux, j'ai pu vous convaincre de l'utilité et de l'étendue de nos travaux, j'aurai satisfait aux devoirs de la mission dont on a daigné me charger, et au besoin que nous éprouvons de faire preuve d'un zèle soutenu.

Pour terminer, je défère au vœu de l'Académie, en proclamant les noms des deux jeunes lauréats de notre lycée, qui ont obtenu, l'un dans les sciences et l'autre dans les lettres, les prix qu'elle a fondés.

Tous deux appartiennent au Département : le prix *Delambre* a été décerné à Etevé (Oscar), de Montdidier ; le prix de *Gresset* a été remporté par l'élève Hénouille (Emile), d'Amiens.



RAPPORT

SUR

LE CONCOURS D'ELOQUENCE

Ouvert par l'Académie pour l'année 1863 (1)

Par M. H. DAUPHIN.

(Séance publique du 20 Août 1863).

MESSIEURS,

Le sujet mis au concours cette année par l'Académie était ainsi formulé :

« L'Art en Province. — Rechercher quels sont les moyens de favoriser aujourd'hui dans les diverses parties de la France , la culture pratique des Beaux-Arts, et de leur créer, hors de Paris, plusieurs centres d'activité. »

L'Académie avait eu d'abord devant les yeux l'état affligeant des arts dans ce beau département,

(1) Membres de la Commission : MM. Bouthors , Garnier , Tivier, Watteau, Yvert et H. Dauphin, rapporteur.

au cœur de l'ancienne Picardie ; mais une situation à peu près pareille dans les autres parties de la France, et même dans nos plus grandes cités, lui a permis de généraliser son programme. Elle a vu un grand intérêt à sauvegarder.

L'heureuse impulsion donnée dans cette ville par la Société des Amis des Arts, et par des hommes tels que MM. de Betz et Rigollot, dont la perte à jamais regrettable ne sera point réparée, a dû influencer aussi sur le choix du sujet mis au concours. Alors nos aspirations étaient hautes. Le champ de nos espérances n'avait pas de bornes. De généreux enfants du pays ont pu s'écrier : *Anche noi siamo pittori !*

Espéraient-ils que la sphère de l'art serait un jour la même pour Paris et les Provinces ? Non assurément. Paris sera toujours, pour la France, l'unique foyer du grand art qui crée les chefs-d'œuvre, et la Province ne saurait, en aucun sens, prétendre à marcher de pair avec lui. L'Académie n'a point embrassé cette chimère ; mais elle a cru qu'il existait pour l'art provincial une sphère d'action plus humble et pourtant glorieuse dans le système des forces qui concourent à la grandeur et à la prospérité du pays.

Une seule pièce, Messieurs, a été envoyée à l'Académie sous cette épigraphe : « S'il est vrai
« qu'elle ait entrepris sérieusement de secouer le
« joug et de se refaire une vie nouvelle, que la

« Province entende bien qu'elle n'y parviendra point
« sans chercher dans le développement des Beaux-
« Arts un vigoureux secours. Qu'est-ce , en effet ,
« que les Beaux-Arts, si ce ne sont des modes d'édu-
« cation du cœur et de l'esprit par les sens les plus
« nobles de l'homme. » (*Chénevières-Pointel*).

L'auteur , dans un vaste cadre qu'il aurait pu réduire , s'il avait donné à ces mots du programme *l'Art en Province* , le sens limité qu'il présentait , a exposé toutes les faces de la question , mais en se plaçant , ce nous semble , à un point de vue trop élevé.

Voici, en substance, les moyens qu'il croit les plus propres à opérer la rénovation qu'appellent tous nos vœux.

L'auteur signale d'abord trois grandes forces : 1° l'action de la Presse, 2° l'action des conseils municipaux complétés dans leur organisation. Il voudrait que l'élément artistique y fût plus largement représenté, ou du moins qu'une commission d'hommes spéciaux fût placée près de lui pour être consultée dans les questions d'art ; 3° les institutions, c'est-à-dire les établissements officiels ou libres.

Ces institutions comprennent les musées , les écoles de dessin et les expositions. L'auteur y joint quelques faits accidentels comme la construction des monuments publics, civils et religieux.

Les musées n'auront, dit-il, toute leur valeur que si chacune de nos grandes cités en possède trois

également nécessaires , un musée de tableaux , un musée d'antiquités et un musée d'art industriel.

Les écoles de dessin doivent aussi pourvoir séparément aux intérêts de l'art et de l'industrie. Il faut qu'elles puissent , au moyen de bourses accordées par la munificence des villes , écouler vers Paris et quelquefois vers Rome les élèves doués d'aptitudes exceptionnelles , afin que les germes de talent et même de génie , que Dieu dépose aussi dans les classes pauvres , n'avortent pas faute de soleil.

Les expositions , moins fécondes que les musées en résultats positifs , suivant l'auteur , les expositions de province devraient , dit-il , toujours aboutir à quelques achats d'œuvres importantes , et de productions écloses sur les lieux , afin d'attirer les grands artistes , d'encourager ceux du pays et d'enrichir le musée de la province.

Ce qu'il demande surtout , c'est une exposition industrielle , annexe de l'exposition artistique. Elle profiterait non-seulement à l'ouvrier , mais encore à l'artiste qui en a besoin pour les détails de ses compositions. Elle contribuerait puissamment à former le goût.


L'auteur , en poussant à la construction des monuments publics , voudrait voir les administrateurs d'une grande cité élever un splendide édifice , grand travail qui avancerait l'art dans une province plus rapidement que toute autre mesure. A-t-il pu ignorer

que ce beau spectacle a été donné à notre ville, et (ce qui semblait plus improbable encore) par l'initiative et l'action directe des citoyens animés par l'amour du bien public ? Au moment où il exprimait ce vœu, à ses yeux presque chimérique, son désir était ici réalisé.

Au point de vue de l'action privée qui s'exerce au bénéfice des Beaux-Arts, les institutions comprennent encore les cercles artistiques, les sociétés philharmoniques, les sociétés industrielles, les sociétés savantes et les congrès. Ici le développement des idées se fait de lui-même. L'auteur relève un avantage précieux des cercles artistiques, celui d'offrir aux artistes de province un atelier spacieux et des toiles de maître louées à Paris pour leur usage.

L'auteur n'avait dit qu'un mot des conservatoires de musique. Il est aussi bref sur les sociétés philharmoniques, quoique la nôtre eût quelque droit à être citée dans une étude où abondent les citations et les faits. Il a cru sans doute que l'art devait y être envisagé surtout au point de vue du dessin et de ses applications. La musique tient peu de place dans son travail.

Après avoir exalté, peut-être outre mesure, l'action du clergé sur la culture des Beaux-Arts, et signalé la part incontestable qu'il a prise dans ces derniers temps au mouvement archéologique, traduit par son zèle en édifices religieux de tout genre, l'auteur conclut que, par l'action combinée de ces




divers moyens, on peut ressusciter l'art dans nos provinces, l'animer d'un souffle nouveau, lui ouvrir même une source abondante de gloire

Quant à lui créer hors de Paris plusieurs centres d'activité, seconde partie du programme, l'auteur n'admet la possibilité de ce résultat que dans nos plus importantes cités, mais il fonde sur elles de hautes espérances; il voudrait de grandes écoles, formées sur le patron de l'École des Beaux-Arts de Paris, à Marseille, à Bordeaux, à Nantes et à Lille. Ces grandes écoles seraient le couronnement des institutions indiquées par l'auteur, le meilleur des moyens qui doivent concourir avec elles à la création de centres d'activité, où l'art ait sa vie propre et sa libre expansion hors de la Capitale.


Tels sont, Messieurs, les moyens à l'aide desquels l'auteur croit possible de raviver l'Art en Province. Déjà connus, pour la plupart, et mis en usage dans un grand nombre de villes, ils n'auraient besoin que d'être étendus et perfectionnés. Mais il y a, dans le travail envoyé à l'Académie, deux indications qui, à certains égards, paraissent propres à l'auteur : C'est le grand levier du pouvoir municipal, élevé à sa plus haute puissance au profit des Beaux-Arts, et l'établissement hors de Paris de quelques grandes écoles.

Il serait fort utile, sans doute, que le goût et le sentiment élevé du beau fussent plus largement représenté dans nos conseils de ville, qui deviendraient



ainsi ce puissant levier qu'on espère ; mais malheureusement tout appel à la réforme sur ce point ne saurait être qu'une exhortation aux électeurs. Il est manifeste que la loi ne peut classer obligatoirement les éléments de ces conseils. C'est sur l'opinion des masses , bien attardées surtout en fait d'art , qu'il faudrait agir ; ce qui réduit singulièrement l'efficacité du moyen présenté. D'un autre côté, en proposant de créer sur quelques points de la France des établissements modelés sur l'École des Beaux-Arts de Paris , l'auteur ne s'est peut-être pas fait une idée bien exacte de l'art provincial et de ses limites.

En effet, l'état de notre pays ne permet pas d'espérer que plusieurs foyers d'un art diversement original puissent y briller sur différents points , comme plusieurs écoles ont fleuri en Italie , cette terre privilégiée des arts. Je ne sache pas, si je puis ici exprimer mon opinion personnelle , que , dans aucun temps, même dans ce moyen-âge, étudié aujourd'hui avec une partialité si ardente , on ait jamais vu sur notre sol ces phares divers et brillant chacun de sa lumière propre. Ni la France féodale, ni la France monarchique, n'ont offert aux yeux cette merveille. Des grands artistes ont honoré les villes de province qui les ont vus naître ; mais ils n'y ont point fondé d'écoles, à prendre ce mot dans sa haute et véritable signification. Ils appartiennent à la France. La confrérie de Notre-Dame du Puy et d'autres pareilles aspireraient en vain à faire passer



leurs travaux , si estimables d'ailleurs, pour monuments une école picarde. L'architecture elle même n'a pas eu d'école distincte fondée en Picardie par un Robert de Luzarches, ni ailleurs, quelles que soient la valeur des hommes qui ont tracé les plans, et l'habileté des mains qui les ont exécutés. On ne saurait donc, à mon sens, admettre que l'art français ait jamais eu parmi nous plusieurs écoles. Mais il existe un art provincial, (si l'on peut employer ce mot), qui a sa sphère propre. Il est plus rapproché de la vie réelle, et touche par plusieurs points au domaine de l'industrie moderne, dont il est l'âme. S'il crée moins qu'il n'exécute, il supplée, par l'habileté pratique dans les détails, à l'insuffisance de l'invention. Il fournit même aux grandes œuvres, sinon la pensée première et le cachet du maître, au moins tout ce que réclame une imitation exacte et en quelque sorte de seconde main.

A l'art provincial ainsi limité s'offre encore un vaste champ, où il peut se déployer et grandir pour la gloire des contrées où il s'exerce. Sa mission a même un côté plus élevé ; car, si l'on ne conçoit guères qu'il puisse y avoir en France plusieurs foyers rivaux du grand foyer de l'art national, il peut fournir à celui-ci des aliments inépuisables, en suscitant partout des talents supérieurs, en dirigeant sur un seul point les rayons épars du génie français.

Quel que soit, à cet égard, le point de vue où s'est placé l'auteur de l'étude envoyée au concours, les

moyens par lui indiqués n'en auraient pas moins de valeur par rapport au but spécial du programme tracé par l'Académie, si l'art provincial pouvait leur devoir son avènement. Je réduirai son vœu trop ambitieux à un souhait plus modeste dont la réalisation avancerait peut-être la solution du problème. Que la Province n'envie point à Paris son école des Beaux-Arts, et ne prétende pas en avoir de pareilles. Des écoles supérieures de dessin, sur un plan plus ou moins grandiose, pourraient, avec des professeurs renommés et par le prestige d'un haut enseignement, produire un bien immense dans les villes qui possèdent des musées, des sociétés des Amis des Arts et des expositions. Ce serait la clé de voûte d'un édifice à construire avec d'excellents matériaux qui existent déjà dans le pays. Les études par là deviendraient plus fortes, plus variées, plus appropriées au génie des populations et aux besoins de l'industrie. En deçà des hautes régions de l'idéal, toujours ouvertes aux âmes d'élite, on pourrait tracer à l'art provincial une belle carrière. Pourquoi ne pas lui accorder quelque chose d'analogue à cet enseignement spécial qu'organise en ce moment pour la jeunesse française un ministre aux vues larges et libérales ? Ici l'enseignement serait plus élevé, mais restreint toutefois dans les limites que lui assignent la nature des choses et l'inexorable loi de la centralisation.

Ces écoles supérieures de dessin, idée que je crois pratique et féconde, ne sont qu'une moindre expres-

sion de la pensée de l'auteur qui demande plusieurs grands établissements modelés sur l'École des Beaux-Arts de Paris ; mais avec elles devraient concourir les autres moyens indiqués.

Quoiqu'en se proposant, par une conception trop haute de *l'Art en Province*, un but impossible à atteindre, l'auteur ait mis sur la voie du bien réalisable, ce résultat de son travail n'a pas toute la portée qu'une vue plus circonscrite de son sujet lui aurait donnée. Au mal mieux défini les remèdes auraient été plus topiques et d'une efficacité plus sensible. Ses moyens, trop nombreux, trop dispendieux pour être jamais appliqués dans leur ensemble, auraient été simplifiés et appropriés au but spécial du programme. — « Tout chemin mène à Rome » disait un ancien proverbe ; mais ce n'est pas à Rome précisément que nous avons à conduire, sous la bannière de l'art, nos initiés de province. Les natures d'élite y tendront d'elles-mêmes et sauront se frayer la voie. Qu'il nous suffise de faire pénétrer le goût et la pratique des Beaux-Arts dans nos grandes villes, et d'en répandre le sentiment de proche en proche dans toute notre belle France, en appelant ses enfants à contribuer, selon les lieux et les circonstances, à sa prospérité sous toutes les formes, à sa supériorité dans tous les genres, en un mot à élever chez elle le niveau de l'art, comme tend à s'y élever le niveau des sciences et des lettres.

On peut regretter encore que l'auteur n'ait pas

relié par une forte synthèse les divers éléments de son travail, d'ailleurs bien distribué sur un plan facile à saisir. Des moyens connus et pratiqués, pour la plupart en plusieurs lieux, peuvent, lorsqu'on les rattache à quelques principes lumineux, acquérir une vertu que leur variété même semble exclure. Disséminés, ils laissent l'esprit flottant; groupés par une main qui montre leur étroite solidarité, ils convainquent. Cette synthèse, nécessaire surtout dans une étude compréhensive, est en défaut chez l'auteur. Car, s'il relève avec d'heureux développements tout ce qui a été fait en faveur des Beaux-Arts dans nos provinces; s'il énumère, sans rien omettre, les institutions qu'elles possèdent, les forces diverses qui s'y déploient et celles qu'il faudrait leur adjoindre, il ne marque pas assez comment et sous l'influence de quelle pensée féconde ces rayons épars, émanés de sources multiples, doivent converger au même foyer.

Une bonne synthèse aurait indiqué les rapports qui existent entre les causes extérieures qui favorisent l'essor de l'art, et ce qui lui est essentiel, je veux dire l'enseignement sans lequel il n'existerait pas. En exposant comment toutes ces choses se tiennent et concourent au développement artistique des provinces, une bonne synthèse aurait groupé les divers éléments du sujet suivant leur nature et suivant leur degré d'importance, de manière à faire valoir l'ensemble par la proportion des détails, et à

•

donner au tout, dans une étude complète, une force irrésistible.

La haute protection de l'État, la munificence des villes, l'action privée des citoyens et l'influence du clergé, qui ne sont après tout que des mobiles extérieurs, doivent être appréciés à ce point de vue. Il ne faut exagérer ni leur force actuelle, manifestée sous nos yeux, ni leur portée dans l'avenir. Les opinions de l'auteur, sur quelques-uns de ces points, ont le tort de se produire sous une forme trop absolue.

Faire des conseils municipaux la base d'un système dont l'État protecteur est le pivot, remettre à celui-ci la direction de l'art, que la société, livrée à elle-même, serait incapable de pousser dans la bonne voie, dire que, dans le mal qui nous travaille, le salut dépend de l'argent et de l'action officielle du gouvernement, n'est-ce pas donner à des instruments utiles une valeur exagérée ? La société, quoi qu'on dise, n'est pas constituée aujourd'hui de manière à rendre moins de services qu'autrefois à la cause qu'a prise en main l'Académie. On ne peut, sans injustice et sans dommage pour cette cause, la reléguer au second plan ; car c'est aux forces vives du siècle que nos grands artistes, même en traitant des sujets antiques, empruntent l'éclat de leurs plus belles compositions.

Que le moyen-âge soit vanté pour ses immenses cathédrales, qu'on veuille à cet égard le purger du

reproche de barbarie , rien de mieux assurément : mais le proposer comme souverain maître en fait d'art , préconiser l'archéologie en lui donnant pour mission de former, sur le moyen-âge, le goût des générations vivantes, n'est-ce pas aussi dépasser la mesure ? n'est-ce pas engager les esprits dans une fausse route ?



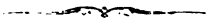
La pièce du concours, appréciée comme elle doit l'être, eu égard à la complexité du sujet et à la variété des questions qu'il soulève, à la difficulté de faire aboutir tant d'éléments divers au résultat cherché , mériterait , alors même que ce résultat resterait incertain, les éloges publics de l'Académie. *L'Étude sur l'Art en Province* a le mérite d'embrasser sans confusion une quantité d'objets divers, et d'offrir des vues, sinon toujours neuves et profondes, au moins nettes et le plus souvent justes. Elle révèle un esprit exercé à considérer l'art sous toutes ses faces, un homme qui en connaît le prix et qui l'aime, un ardent propagateur de son culte. Mais l'auteur, se se plaçant à un point de vue trop élevé, n'a point assez approprié les moyens au but spécial qui lui était proposé, savoir : la culture pratique des Beaux-Arts dans les diverses parties de la France , et non l'essor de l'art français provoqué partout avec une force égale. L'art provincial , à notre époque, était à définir , à créer plutôt qu'à réveiller , et cette étude, peu synthétique , a manqué le moindre but en visant un but supérieur , impossible à atteindre.

Elle offre cependant de l'intérêt et paraît être le fruit de méditations sérieuses.

L'Académie l'aurait jugé digne du prix si l'insuffisance du fond avait été rachetée par la beauté de la forme ; mais il laisse trop à désirer sous ce dernier rapport.

L'auteur a une exubérance d'idées que son plan, bien tracé d'ailleurs, aurait contenue s'il s'y était exactement renfermé. A de longues digressions, qui le rendent quelquefois difficile à suivre, se joignent des apologies excessives, des attaques passionnées qui indisposent le lecteur impartial, et feraient prendre en défiance les vues saines et justes, les excellentes pensées qui abondent dans cet écrit. Le style en est clair et rapide, mais un peu lâche et gâté par cette facilité dont abusent tant d'écrivains de nos jours. Il offre surtout, dans sa dernière partie, les traces visibles d'une précipitation à laquelle il faut attribuer quelques négligences d'une plume évidemment exercée.

Ces taches, grossies à la loupe académique, auraient suffi pour obscurcir une œuvre plus remarquable. Mais si la pièce envoyée cette année au concours ne saurait aspirer à la palme, elle réunit assez de mérites, elle se recommande par des qualités assez nombreuses, pour avoir droit à une mention très-honorable que l'Académie est heureuse de lui décerner.



NOTICE

SUR

M. CRETON

Par M. HENRI HARDOUIN,

Président du Tribunal de Béthune, Membre
honoraire de l'Académie d'Amiens.

(Séance publique du 20 Août 1865).



« *Multis ille bonis flebilis occidit.* »

Hor. O. 24, l. 1.

« Restons un moment encore auprès de l'ami que
« nous avons perdu. Ce fut un homme de bien, un
« homme de cœur, un ami fidèle, un citoyen dé-
« voué, un de ceux dont la mort est douce pour
« eux, cruelle pour leurs amis et leurs concitoyens. »

Prononcées ; il y a trente-cinq ans, lors des
obsèques de M. Vulfran Warmé, ces paroles de M.
Creton ne furent-elles point, d'avance, l'expression
la plus touchante du recueillement et des regrets

qui devaient aussi survenir lorsque, à son tour, il descendrait dans la tombe ?

C'était à son ami le plus cher qu'il appartenait de rendre témoignage de sa vie. Mais l'Académie a pu comprendre ce qui a retenu M. le Conseiller Dauphin. Son fils, que M. Creton aima comme l'un de ses enfants, n'a pas seulement été, naguère, l'éloquent interprète du Barreau d'Amiens dont il est le bâtonnier ; il a de plus exprimé, avec tous les regrets de ses proches, sa propre et trop légitime douleur. — M. Dauphin père a cru ne devoir rien ajouter personnellement à ces adieux d'une affection toute filiale. — Il avait parlé par l'organe de M. Albert Dauphin. — Mais l'assiduité et l'obligeance de son concours à la rédaction de la notice, dont l'Académie veut bien agréer la lecture et l'hommage, doivent trouver ici mention et remerciement.

M. Nicolas-Joseph CRETON naquit à Amiens le 5 mars 1798. — Son père avait longtemps exercé les fonctions d'officier comptable des subsistances militaires.

Une rare précocité d'intelligence, développée par la sollicitude éclairée de ses parents, permit de hâter l'entrée du jeune Creton au Lycée d'Amiens. La supériorité dont il ne cessa de faire preuve, durant le cours entier de ses études, est l'un des souvenirs et des exemples qui sont le plus volontiers cités et suivis dans cet établissement de l'État. Sans parler des succès de chaque année, les prix

d'honneur remportés en rhétorique et en mathématiques spéciales furent autant de préludes auxquels nul démenti n'était réservé par l'avenir.

L'École polytechnique avait été, originairement, le but des efforts et de l'ambition du lauréat, mais ce fut, en définitive, la prédestination au Barreau qui domina.

M. Creton fit preuve d'une assiduité, de tout temps peu fréquente, aux cours de la faculté de droit de Paris. Il ne dédaigna pas, non plus, de s'initier à la pratique de la procédure, qui lui demeura toujours remarquablement familière.

En dépit du labeur qu'elles exigeaient, de telles études ne pouvaient néanmoins suffire à défrayer l'activité d'esprit et l'imagination qui, jusqu'à la fin, caractérisèrent au plus haut degré son intelligence et sa nature. Littérature ancienne et moderne, préceptes ou essais de l'art oratoire, poésie même, marchèrent de front avec l'étude des codes, tout opiniâtre qu'elle pût être

Cette étude subissait d'ailleurs une concurrence bien autrement sérieuse que celle des muses. A l'époque où M. Creton suivait les cours et obtenait ses diplômes, — c'était de 1818 à 1820, — le deuil de l'invasion des armées étrangères et de ses suites subsistait encore trop amer dans les rangs de la Nation, pour laisser, même à l'insouciance de la jeunesse, la liberté de rimer. L'attention était absorbée par la gravité des événements qui se suc-

cédaient, par les conflits de la tribune et de la presse, par les drames politiques et judiciaires. Dans les esprits et au fond des cœurs fermentait une agitation à laquelle participaient tout naturellement les écoles.

Précipité par l'entraînement de l'âge et de son caractère au plus fort de la mêlée, M. Creton vit accueillir les essais de sa plume dans l'une des feuilles périodiques de l'époque, et il ne tarda point à être impliqué dans une poursuite déferée au jury de la Seine.

L'accusation eut pour organe M. de Marchangy.

A l'aspect d'un prévenu encore mineur, et dès qu'eurent vibré les premiers accents d'une parole dont il pressentit l'avenir, le célèbre avocat général ne put se défendre d'une émotion qui comprima sur ses lèvres les rigueurs du réquisitoire. Il laissa se briser en sa main l'arme levée pour frapper. Un blâme lui parut suffire, et M. Creton, qui terminait son cours de droit, put rentrer immédiatement dans sa ville natale, et y prendre place au Barreau pour ne le plus quitter.

On l'entendit souvent revenir sur cet épisode peu connu de la carrière d'un magistrat demeuré illustre comme orateur, en dépit de la diversité des jugements portés sur son caractère et sur son rôle politique.

Deux des anciens de M. Creton se trouvent encore debout au Barreau d'Amiens, (rare privilège),

après un demi-siècle d'exercice : celui-là, M. Anselin, continuant à défier les glaces de l'âge par l'étingelle du feu sacré des arts et de la littérature ; celui-ci, M. Deberly, l'émule des plus savants et des plus dignes d'entre les avocats de la vieille France , au travail avant l'aube , toujours le premier et le dernier à l'audience. Le cœur de confrères si longuement aimés du défunt, saigne de sa perte comme de celle d'un pûiné, l'âme et l'honneur de la famille.

A la même époque (1820), l'ordre comptait aussi dans ses rangs M. Decaieu, qui avait si résolument échangé l'épée de l'élève de l'École polytechnique et du capitaine au Corps impérial du génie militaire, contre la toge de l'avocat, le jour où disparut, pour un temps, le drapeau qu'il avait vaillamment suivi. On sait que cette toge a fait place à l'hermine de président à la Cour d'Amiens.

Membres du même Barreau, puis de la même magistrature, M. Damay, le savant et très-disert procureur général actuel de Poitiers, et le chef éminent de la Cour de Bordeaux, M. Raoul-Duval, ont également été des amis et des condisciples de M. Creton.

Au nombre de leurs prédécesseurs s'est rencontré M. Berville dont la parole, applaudie au Barreau, puis au parquet de la Cour impériale de Paris et à la tribune parlementaire, résonne encore si gracieusement, quoique demeurée, semble-t-il, sans écho dans l'Académie française qui couronna ses débuts.

Comment oublier, enfin, parmi les membres dont le barreau d'Amiens garde plus particulièrement mémoire, M. Vivien, le procureur général, le député et le ministre distingué, ami intime de M. Creton, ou MM. Varlet, Machart, et Girardin père remplacé par un fils si douloureusement moissonné naguère dans la fleur de l'âge et du talent ?

La vaillance ne faisait donc pas plus défaut que le nombre aux athlètes contre lesquels allait avoir à lutter dans l'arène judiciaire un débutant dont cessaient à peine les études.

On le vit, du reste, surpasser promptement toutes prévisions.

Bientôt, néanmoins, gronda sur sa tête le nouvel orage qui se trouve rappelé en ces termes dans une correspondance conservée par M. Creton et annotée de sa propre main :

« A peine majeur, écrivait un honorable magistrat, on fulminait un réquisitoire contre le jeune avocat qui avait tourné les yeux vers le captif de S^{te}-Hélène. Ses débuts, sa profession étaient compromis parce qu'il avait cédé à un mouvement de sensibilité pour une grande infortune. »

Et M. Creton d'ajouter : « L'allusion contenue dans cette lettre est fondée sur le fait que voici : Peu de temps après le détestable attentat commis sur la personne de M. le duc de Berri, je plaçais, devant la Cour d'assises de la Somme, pour un malheureux convaincu d'avoir crié : vive

« l'Empereur. L'accusé était un homme simple qui
« n'avait eu certainement aucune intention crimi-
« nelle. Attribuant sa faute à des souvenirs d'affec-
« tion et à l'imprudence de l'ivresse, quelque chose
« comme la phrase suivante m'échappa : « Ah !
« quand sur un rocher , au sein de l'Atlantique ,
« Napoléon expie ses fautes et nos malheurs , ne
« soyons pas inflexibles envers ceux qui font pour
« lui les vœux que la religion nous commande de
« faire pour nos ennemis..... Que le fanatisme
« politique s'exhale en souhaitant la vie, ses mains
« n'aiguiseront plus de poignards. » Des conclu-
« sions , poursuit M. Creton , furent prises contre
« moi. La Cour, après s'être retirée, rendit un arrêt
« portant qu'il n'y avait lieu de prononcer aucune
« peine ; et néanmoins il me fut recommandé d'être
« plus circonspect à l'avenir. »

Cet arrêt intervint sous la présidence de M. le conseiller Amye.

M. Creton put donc poursuivre sa carrière rapide et brillante entre toutes.

Il ne sera point hors de propos de rappeler ici, à ce sujet, que, loin de courber la tête sous le joug du préjugé fort invétéré, surtout alors, de l'incompatibilité entre la jurisprudence et la littérature, il ne cessa de les considérer comme des sœurs germanes, et que, sans frustrer celle-là de sa prérogative d'aînée, il se fit un devoir comme un plaisir de consacrer à l'autre des loisirs trop souvent pro-

digués à la frivolité des salons. Il ne dédaigna pas plus, d'ailleurs, que ne le firent MM. Warmé et Alexandre Bouthors, ses contemporains, de commencer par obtenir les couronnes de l'Académie dans ses concours, pour finir par mériter ses suffrages lors d'une élection au titre de membre. Déjà chef de famille et presque parvenu au premier rang comme avocat, M. Creton, il y a trente-neuf ans, à pareil jour et dans l'enceinte où se trouvent encore réunis ses collègues, cueillait, aux applaudissements d'une nombreuse assistance et sous les yeux de l'auteur de la notice, encore élève du Lycée d'Amiens, un modeste laurier qui, désormais, s'effeuille sur sa tombe (1).

A la même époque il consacrait à la presse locale, organe des idées libérales, une collaboration toute passagère et pour ainsi dire accidentelle, mais néanmoins remarquée.

Ce fut beaucoup plus activement qu'il concourut à la fondation de la Société d'enseignement mutuel,

(1) Les vers suivants de la pièce couronnée, véritable prophétie, furent surtout applaudis :

L'amitié, quel doux nom ! dès nos jeunes années,
Cet astre protecteur charmant nos destinées,
Dissipa nos chagrins, fut témoin de nos jeux.
Sa clarté nous conduit ; réchauffés par ses feux,
Nous cueillerons des fleurs sous les glaces de l'âge,
. . . . et quand viendra l'heure fatale,
Nous sentirons fermer nos yeux
Par la piété filiale.

ainsi que des deux écoles, aujourd'hui encore prospères, dont elle dota la classe nécessiteuse d'Amiens en un temps où l'instruction élémentaire gratuite restait à propager comme à organiser.

Dévoué avec ardeur à la cause des intérêts moraux de la population ouvrière, si nombreuse à Amiens, M. Creton ne cessa jamais de consacrer à la défense de cette cause sa plus vive sollicitude. Il avait accoutumé, d'ailleurs, d'étendre sur les actes multipliés de sa bienfaisance envers la jeunesse indigente, le voile d'une discrétion que seule la gratitude de ses obligés put quelquefois trahir.

Le 28 juillet 1830, pendant qu'une cause des plus importantes était plaidée à la barre de la Cour par deux avocats de grand renom, appartenant au barreau de Paris, MM. Barthe et Vivien, l'un et l'autre à la veille, — sans le savoir, — de parvenir aux plus hauts emplois, se répandit le bruit des événements dont la Capitale était le théâtre. M. Creton fut des premiers dans les rangs du cortège improvisé qui voulut saluer respectueusement au départ M. le président Caumartin quittant Amiens pour courir à son poste de député. On le vit aussi concourir activement à l'organisation d'une municipalité provisoire, et surtout à la résistance aux tentatives de désordre. Son énergie à réclamer le respect des personnes et des propriétés, ainsi que la sollicitude et les égards qu'il témoigna au chef de l'administration remplacée, M. Daveluy, lui

concilièrent à jamais les sympathies de cet honorable ancien maire de la Ville.

Nommé conseiller municipal aussitôt que le régime électif eût été inauguré, M. Creton conserva ce titre sans la moindre opposition durant plus de vingt années consécutives.

Quoique, dès cette époque, l'idée d'une candidature à la députation lui fût venue, il continua à laisser prédominer les exigences du Barreau. Il y occupait un rang dont l'éclat était rehaussé par toute la modestie de ses goûts et de ses habitudes.

Une agilité d'esprit et de dialectique décuplée par le débat d'audience, une précision de langage toujours prête à revêtir, au besoin, la parure de l'art et de l'élégance du style, une sagacité bientôt aidée du puissant concours de l'expérience, tels furent, avec un organe incisif, et en dépit d'une complexion chétive incessamment minée par l'excès du travail, les traits caractéristiques du talent de M. Creton. Fréquemment en contact avec les maîtres les plus renommés de la parole, tantôt en dedans et tantôt en dehors du barreau d'Amiens, il sut affronter, sans nul désavantage, les plus rudes assauts, toujours sous les armes, jamais terrassé, ni chancelant sur la brèche.

Parfois, loin de l'enceinte du Palais, la foule des assistants s'impressionnait de toute l'émotion dont vibrait sa parole interprète de l'éloquence du cœur.

Il en fut ainsi , par exemple , de ses adieux à M. Vulfran Warmé ; ainsi encore de l'allocution suivante qu'il prononça lors des funérailles d'un jeune avocat mort subitement et dans les plus navrantes circonstances : « Bon jeune homme ! confrère bien
« aimé de nous tous , c'est du fond du cœur que
« nous pleurons sur ta tombe. Toi, tu n'auras plus
« à pleurer dans cette vie de misère : réfugié dans
« le sein de ton père céleste, tu ne connaîtras pas
« les douleurs et les déceptions qui envahissent
« l'âge mûr ; tu n'escorteras plus de convois funè-
« bres, et tu ne verras point le tombeau de tes
« enfants. Que ton frère nous reste, et que notre
« amitié verse quelque consolation dans son cœur
« déchiré. La bonté ne doit pas exclure la force
« d'âme ; c'est par le courage que l'homme est
« homme et qu'il peut gravir le sentier de la vie.
« Celui qui remplit ses devoirs envers les siens, et
« qui paie sa dette à la patrie , n'est pas malheu-
« reux sur la terre ! »

Se voir honoré du mandat de député d'Amiens, fut, chez M. Creton , une ambition dont il ne dissimula jamais la persistance.

Toutefois, cette ambition, légitime s'il en fut, ne se manifesta guères que lorsque s'ouvrit , par le décès de M. le président Caumartin , sa succession politique. — M. Caumartin avait été , sans interruption, depuis nombre d'années, l'élu du collège d'Amiens dit *intra muros*, composé en très-grande

majorité de chefs d'établissements industriels ou commerciaux.

Cette majorité, tout en rendant pleinement hommage au caractère de M. Creton, comme à l'élévation de son talent, ne se prononça point tout d'abord en sa faveur. Néanmoins, son concurrent commerçant, l'honorable M. Massey l'aîné, ne triompha qu'à un second tour de scrutin. Le nombre des suffrages laissa dès lors entrevoir l'issue toute différente d'une seconde lutte.

Peu de temps après, — ce fut le 4 septembre 1842, — dans une séance publique de l'Académie, M. Creton donna lecture d'une notice biographique sur M. Caumartin. Rarement pages plus éloquentes furent ou seront tracées. Le début suivant fut tout particulièrement applaudi : « Il y a des hommes à qui ce bonheur est donné de traverser la
« vie au milieu des sympathies publiques sans que
« leur prospérité ou leur élévation excite l'envie,
« qui n'ont ressenti ou inspiré que des passions
« généreuses, et pour lesquels le jour d'une complète justice est arrivé avant la mort. Un tel
« bonheur est sans doute une immense faveur du
« Ciel : il semble être la figure et le présage des
« récompenses qu'un dogme sublime promet à la
« vertu. Mais une existence si belle ne peut être le
« partage d'un esprit vulgaire, et, pour y aspirer,
« il faut aux plus nobles facultés de l'âme joindre
« les vertus du citoyen : être juste, bon, courageux,

« dévoué, n'avoir jamais fait de mal, vouloir le
« bonheur de tous, et rendre un véritable culte à
« la patrie : vivre enfin comme a vécu le collègue
« dont la perte a fait naître tant de regrets, et
« qui laisse des souvenirs si durables parmi nous,
« et près et loin de nous. »

Rentré dans la lice en 1846, M. Creton fut élu.

« Je suis de l'opposition, avait-il écrit, non pour
« détruire, mais pour améliorer et conserver; non
« pour attaquer les personnes, mais pour combattre
« les abus, mettre un frein à de funestes tendances,
« imposer des bornes à l'effrayante progression des
« budgets, et satisfaire aux besoins réels des ser-
« vices publics sans compromettre l'avenir. »

Dominant le bruit des acclamations à l'instant où fut proclamé le résultat du scrutin, on l'entendit s'écrier : « Ici se sont trouvés des rivaux et non
« des adversaires, de sorte qu'après la lutte on ne
« rencontre pas de vaincus. Toute question per-
« sonnelle a disparu, et, pour tous, le mot de
« ralliement a été l'honneur et la prospérité de la
« France ! » Tout le premier, le nouvel élu rendit donc pleinement hommage à son concurrent M. Massey d'honorable mémoire, qui, par son désintéressement et son obligeance, avait su, lui aussi, mériter le suffrage de ses concitoyens.

« Je ne suis pas homme de parti, écrivit plus tard
« M. Creton. Dans la carrière, déjà bien longue
« que j'ai parcourue, je me suis efforcé de discer-

« ner ce qui était véritablement grand et utile, et
« j'ai suivi avec ardeur la route que je croyais être
« celle de l'honneur et de la liberté. Souvent déçu
« dans mes vœux et dans mes espérances, je ne
« me reproche rien, parce que tout ce que j'ai pu
« faire, dire, écrire ou penser, n'a jamais été ins-
« piré que par ce qui est encore à mes yeux le
« véritable intérêt de mon pays. Très-inférieur à
« beaucoup d'autres, quant aux facultés qui mettent
« les hommes politiques en évidence, je ne me
« trouve inférieur à personne dans le sentiment du
« droit et de l'honnêteté. » Nul portrait plus fidèle
du député qui vit constamment honorer par la pres-
que unanimité de ses collègues, sans distinction de
partis ou d'opinions, son courage, son mérite, sa
loyauté pleine de candeur.

Mais ce n'est point aux contemporains que peut
être dévolue l'appréciation du rôle des hommes
politiques. Elle ne relève que de l'histoire et de la
postérité.

L'Académie n'attend donc pas, et cette notice ne
saurait comporter des indications détaillées sur les
travaux et sur les discours de M. Creton, comme
membre des deux dernières assemblées parlemen-
taires (1).

(1) Un simple coup-d'œil sur les comptes-rendus publiés par
le *Moniteur* attestera, d'ailleurs, toute l'activité qu'il ne cessa
de déployer tant à la tribune que dans les délibérations des
bureaux et des commissions où son aptitude remarquée le fit

Aux abords de la tombe et de la mémoire d'un collègue vénéré, le recueillement et la douleur doivent seuls trouver place ; et si le respect dû à la vérité ne permet point de passer sous silence la captivité de peu durée et l'exil dont M. Creton connut les rigueurs, le même respect commande de rappeler que l'ancien député, une fois l'ordre assuré, fut rendu à l'affection des proches et des concitoyens qui, par l'unanimité de leurs vœux, hâtèrent son retour dans sa ville natale.

Il reprit, au Barreau et à l'Académie, l'habitude d'une confraternité dont le charme contribua à l'adoucissement de souffrances et de chagrins sur le navrant souvenir desquels il n'y a point à ramener davantage l'attention de l'Académie. Une santé dès longtemps épuisée par les fatigues de la vie politique en temps de révolution ; un gendre, ou plutôt un fils d'adoption, M. Ferdinand Gossart, élève distingué de l'École polytechnique, mortellement atteint par l'explosion des poudres d'Esquerdes, et laissant une veuve de vingt-six ans, mère de cinq enfants ; un

souvent appeler à siéger. Dans le discours à l'appui de sa proposition d'abroger les lois interdisant le séjour du territoire aux membres de deux familles de souverains déchus, (ce discours fut prononcé à la séance de l'assemblée législative du 24 octobre 1849), M. Creton s'éleva aux accents d'une haute éloquence. Quiconque le connaissait savait d'ailleurs que, sans lien comme sans engagement de parti, il ne faisait que céder, en cette circonstance, à l'élan d'une conviction toute de sentiment et d'humanité.

petit-fils encore au berceau et privé de sa mère ; telles furent, entr'autres, les épreuves que M. Creton sut endurer avec toute la dignité d'une résignation puisée à des sources qui ne jaillissent point de la terre.

— « Ce qu'il nous est donné d'entendre ici-bas ,
« s'écriait-il, naguère, en prononçant les adieux de
« l'Académie à un collègue regretté, c'est que l'être
« infini qui a tout créé possède nécessairement la
« justice, la sagesse et la bonté infinies. Les joies
« de ce monde s'évanouissent comme une fumée ;
« mais nos douleurs passeront aussi, et le bonheur
« inaltérable viendra pour ceux qui auront espéré. »

Naguère aussi on l'entendit , non sans partager vivement son émotion , répéter , sur la tombe d'un vénérable ami , M. Dufour père , que la mort vint atteindre dans son cabinet de travail où , plus qu'octogénaire, il continuait l'assiduité de ses soins aux intérêts des pauvres malades et de l'enfance abandonnée : « qu'il reçoive nos adieux pleins de tristesse, mais, en même temps, pleins d'espérance.
« La mort du juste porte la consolation en elle-même , puisqu'elle affermit dans nos cœurs le
« sentiment de l'immortalité. »

Ce fut le 3 novembre dernier, dans la matinée, que M. Creton , de plus en plus affaibli , s'éteignit presque subitement et sans apparente agonie. — Il avait, la veille encore, accueilli M. Dauphin père , et, peu avant d'expirer, la fille de cet affectionné condisciple.

« Mon combat fut un bon combat , écrivit aux
« approches de la mort , l'un des premiers et des
« plus vaillants athlètes du Christianisme. Je gardai
« ma foi. Voici ma carrière achevée. Au demeu-
« rant j'entrevois réservée à mon front la couronne
« de justice que ne me refusera pas Dieu juste
« juge. » (1).

Quelque faible écho de ce témoignage, depuis dix-huit siècles répété et par l'église et par l'histoire, n'aurait-il point été recueilli par une oreille inclinée vers les lèvres de M. Creton expirant ?

La cérémonie religieuse d'usage , immédiatement avant l'audience solennelle de rentrée des tribunaux, cessait à peine, lorsque parvint au Palais la nouvelle de la perte dont le barreau de la Cour impériale venait d'être frappé. Les membres de l'Ordre étaient à leur banc , et ce ne fut point sans une vive gratitude qu'ils entendirent M. le procureur général Sautbreuil terminer par l'allocution suivante le remarquable discours par lequel il venait de captiver l'attention d'un auditoire d'élite : « Il
« n'y a qu'une heure, ici s'arrêtait notre deuil. (2)
« Nous en avons un autre à porter : un des hom-

(1) Bonum certamen certavi. Cursum consummavi. Fidem servavi. In residuo mihi seposita est corona justitiæ quam dabit mihi Deus , justus judex. *Paulus ad Thimotheum II*, IV, 7.

(2) M. le procureur général venait de parler des magistrats dont la Cour avait eu à déplorer la perte récente.

« mes qui ont le plus honoré ce barreau, un hom-
« me de bien chez lequel la vertu rehaussait encore
« le talent, vient d'expirer. Sa mort nous surprend
« et nous contriste en s'ajoutant à notre funeste
« nécrologe : elle ne laissera personne indifférent
« au milieu de ceux qui m'écoutent. Elle me brise
« le cœur à moi-même, qui pourtant n'avais pu
« apprécier les nobles qualités, l'élévation de son
« âme que depuis quelques mois seulement. Mais il
« n'est pas nécessaire d'habiter ce pays pour con-
« naître M. Creton. Un des plus doux souvenirs de
« ma vie est de l'avoir eu ici même pour adver-
« saire, dans les vives années de ma jeunesse où,
« par l'exercice assidu d'une profession aimée, je
« préludais au culte de la justice qui devait plus
« tard m'attirer tout entier. Qu'il reçoive donc mon
« dernier adieu, celui de la magistrature, au nom
« de laquelle je me crois, par la rigueur des cir-
« constances et la rapidité du coup, autorisé à
« parler. Il avait notre estime et notre affection.
« Puisse ce témoignage être un allègement à la
« douleur d'une famille si cruellement éprouvée,
« et pour ses confrères un encouragement à se
« pénétrer davantage encore des devoirs d'une pro-
« fession qui fut le culte de sa vie, et qui lui a
« donné les dernières joies qu'il lui ait été permis
« de goûter en ce monde. »

An sein de l'émotion générale qui suivit ces ac-
cents de l'éloquence et du cœur, M. Albert Dauphin,

bâtonnier, sollicita et obtint de la Cour l'autorisation d'exprimer les remerciements de l'Ordre tout entier, ce qu'il fit en ces termes : « Avant de renouveler notre
« serment, je demande à la Cour la permission de re-
« mercier M. le procureur général des bonnes paro-
« les qu'il vient de prononcer sur l'éminent confrère
« que le Barreau a perdu quelques heures avant l'au-
« dience de rentrée. Science du droit, ressources
« de la parole, profonde connaissance des affai-
« res, loyauté et délicatesse sans égales, dévoue-
« ment, chaleur de cœur, je dirai presque senti-
« ments chevaleresques dignes d'une autre époque,
« qu'il a déployées non-seulement à cette barre en
« l'illustrant, mais dans toutes les situations de la
« vie : tels sont les souvenirs que conserveront de
« lui ses confrères qu'il aimait tant ; tels sont les
« hauts mérites qui appelaient sur lui l'hommage
« que la Cour vient de lui décerner par l'organe
« du chef de son parquet. »

L'initiative de M. le procureur général Saut-
breuil et la participation de la Cour tout entière au
deuil de l'ordre des avocats, demeureront un nouvel
et touchant exemple de l'union qui toujours subsiste
entre la Magistrature et le Barreau, tout particulière-
ment lorsqu'il s'agit d'honorer la mémoire de l'hom-
me de bien qui se distingue par le talent de la
parole.

Les autres témoignages de la douleur publique
et privée sont trop présents à la mémoire de l'Aca-

démie, pour qu'il soit besoin d'en rappeler la rare unanimité. Mais comment taire le succroît apporté à ce premier deuil par la mort soudaine et du vénérable M. Hubert, frappé quelques jours à peine après l'adieu qu'il prononça, au nom de l'Académie, sur la tombe de son regretté collègue, et de M. Auguste Breuil, le littérateur érudit, le poète gracieux, l'homme de cœur si aimant, si aimé durant son trop rapide passage ? Que de funérailles, hélas ! Combien de regrets ! Quelle solitude dans les anciens rangs de cette compagnie ! Mais, en même temps, quels noms doux et chers à retenir, et quels exemples à suivre par les collègues qui succéderont à ceux dont aujourd'hui s'épanche la trop légitime douleur !

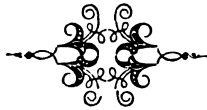
« En M. Creton, disait naguère, s'adressant à
« ses condisciples réunis, l'honorable et dévoué
« président de l'Association des anciens élèves d'A-
« miens (1), sa famille perd un chef à jamais vénéré,
« notre Lycée l'un de ses anciens lauréats les plus
« renommés, l'ordre des avocats à la Cour impériale
« un membre qui ne dut pas moins à ses labeurs
« et à la dignité du caractère qu'à la précocité de
« ses succès une éclatante et durable supériorité !
« En M. Creton, sa ville natale regrette le député
« qui, s'il considéra comme le plus beau jour de sa
« vie celui où il devint l'élu de ses concitoyens,

(1) M. Charles Maillet aîné.

« honora d'autant plus par son mérite , par sa
« loyauté, par l'énergie de son dévouement, son
« mandat et leur confiance. En M. Creton enfin, le
« barreau français tout entier , dans les annales
« duquel son nom restera gravé, voit s'éteindre l'un
« des avocats qui, dans leur carrière publique ou
« privée, associèrent à tout l'éclat du savoir et du
« talent la pratique assidue des plus austères vertus. »

Daigne l'Académie accueillir aussi ces paroles par
la citation desquelles se résumera et finira une
notice déjà trop longue.

Elles furent des accents du cœur et tout ensemble l'expression de la vérité.



LE QUARTIER S^t.-LEU,
LE FAUBOURG S^t.-PIERRE

ET

LA CITADELLE D'AMIENS

DIALOGUE

Par M. EUGÈNE YVERT,

(Séance publique du 20 Août 1865).



SAINT-LEU.

Eh ! c'est ce bon Saint-Pierre !

SAINT-PIERRE.

Eh ! c'est ce cher Saint-Leu !

Comment va la santé ?

SAINT-LEU.

Je sors de l'Hôtel-Dieu,
Et n'en suis pas, vraiment, beaucoup plus à mon aise ;
A parler franchement, un grand souci me pèse.

SAINT-PIERRE.

Vous m'étonnez beaucoup en me parlant ainsi.
On vous a récemment bien traité, Dieu merci !
Chez vous la Ville a fait, d'une manière exquise,
Etablir des trottoirs, restaurer votre église ;

Pour que l'on vienne à vous, sans redouter un choc,
Vous allez, avant peu, voir s'élargir le Bloc ;
Secondant vos travaux, aidant votre commerce,
Plus d'un bras de la Somme en tous sens vous traverse,
En sorte qu'aisément filateurs et meuniers
Font mouvoir jour et nuit leurs moulins, leurs métiers.
Louis-Onze, aujourd'hui, non sans douce surprise,
Retrouverait en vous sa petite Venise.

SAINT-LEU.

Oui, mais il gémirait en voyant que chez nous
Le bord de mes canaux attend des garde-fous.
Trop souvent des marmots, quelquefois même un homme,
Tombent du haut des quais dans ces bras de la Somme,
Et si n'était pas là quelque brave ouvrier
Prompt à les secourir, ils pourraient s'y noyer.

SAINT-PIERRE.

Heureux, mon cher voisin, de vous venir en aide,
Dites-moi, s'il vous plaît, quel tourment vous obsède ?

SAINT-LEU.

Sachez que par un sort bien fait pour me navrer,
De la place où je suis je ne peux démarrer.
A me développer envain j'ose prétendre.

SAINT-PIERRE.

Comme vous, par malheur, je ne saurais m'étendre,
Et suis, ainsi l'exige un Génie importun,
Frappé de servitude et hors du droit commun.
Tous deux nous endurons une gêne cruelle,
Et cela, cher ami, grace à la Citadelle.

LA CITADELLE (à part).

Je crois qu'on m'a nommée. Avec attention
Suivons de ces messieurs la conversation,
Et lorsque contre moi, dont l'aspect les désole,
Leurs propos cesseront, je prendrai la parole.

SAINT-LEU.

La Citadelle ! Ah ! oui ! son front sinistre, altier,
Est un sujet d'effroi pour Amiens tout entier.
Ne pouvant dans mon centre obtenir cette voie
Qui, reliant deux ports, eût certes fait ma joie,
Etant très-populeux, j'éprouvais le besoin
De prolonger ma zone et de m'étendre au loin ;
Mais non ! ne souffrant pas que près d'elle on arrive,
La Citadelle est là , qui me criant : qui vive ?
Et dirigeant sur moi les gros canons qu'elle a,
Si je répons : Saint-Leu, me réplique : halte-là !
Alors, vous comprenez que, craignant pour ma tête,
Et voulant vivre encore, il faut que je m'arrête.

SAINT-PIERRE.

Cet obstacle est affreux ; mais ne pourrions-nous pas
Protester, réclamer pour qu'on le jette à bas ?
N'a-t-on pas (la nouvelle à mon cœur en fut douce),
Abattu récemment les forts de la Croix-Rousse ?
Or, on peut nous donner la satisfaction
D'imiter pour Amiens ce qu'on fit pour Lyon.
A garder des remparts qui pourrait nous contraindre ?
Le pays est calmé, pas d'émeutes à craindre,
Partout sont comprimés les esprits turbulents,
Avec tous nos voisins des rapports excellents ;
De sagesse, en un mot, véritables modèles,
Nous pouvons, sans danger, raser nos citadelles,
Et tirant bon parti de leurs vastes terrains,
Y bâtir des maisons, ou récolter des grains.

SAINT-LEU.

J'approuve ce discours assurément insigne ;
D'un ami du progrès il est tout à fait digne.

SAINT-PIERRE.

N'ai-je pas, en effet, lieu de gémir céans
De me voir refuser la simple clé des champs,

Alors que mon patron, le bienheureux saint Pierre,
Des clés du Paradis est le dépositaire !
Et quant à vous, mon cher, vous n'avez que trop lieu
De plaindre votre sort et d'invoquer saint Leu.

LA CITADELLE (*à part*).

Montrons-nous, il est temps.

SAINT-PIERRE.

Dieu ! c'est la Citadelle !
Voyez-vous, cher ami, des soldats auprès d'elle ?

LA CITADELLE.

Non, Messieurs, je suis seule, et je viens d'un ton doux,
Si vous le permettez, converser avec vous.
Mes gardes au repos sont tous dans leur caserne,
La cartouche sommeille au fond de leur giberne,
Et dépourvus de poudre ainsi que de boulets,
Dormant sur leurs affûts, mes canons sont muets.

SAINT-LEU.

N'importe ! sans retard, nous voulons vous abattre !

LA CITADELLE.

Sans égards, sans respect pour l'œuvre d'Henri-Quatre,
De ce roi dont le peuple, heureux de le bénir,
Garde au fond de son cœur l'éternel souvenir ?

SAINT-LEU.

Henri-Quatre, en nos jours, conjurant le trépas,
S'il revenait ici ne vous bâtirait pas.
Ce bon prince, abjurant une antique méthode,
Et des us surannés se mettrait à la mode ;
Loin de multiplier des remparts qui font peur,
Partisan éclairé du gaz, de la vapeur,
De l'électricité prisant les avantages,
Par elle on lui verrait transmettre ses messages,
Et comme ses sujets, voyageurs fendant l'air,
Sc risquer avec eux sur les chemins de fer.

Au lieu de les gêner, il leur viendrait en aide.

LA CITADELLE.

Ah ! les chemins de fer ! il faut que tout leur cède ;
Que nul n'ose aujourd'hui contre-carrer leurs plans,
Entraver leur parcours, arrêter leurs élans ;
En coupe il faut pour eux que les forêts soient mises,
Que tombent les maisons, les châteaux, les églises,
Que les parcs, les jardins, ou vastes ou petits,
Soient, pour eux, ravagés, fouillés, anéantis.
Un seul de ces chemins, démolisseurs-modèles,
Fait cent fois plus de mal que trente citadelles
Dont le but salulaire est de vous protéger
Si chez vous, par malheur, pénétrait l'étranger.

SAINT-PIERRE.

Loin de nous protéger de manière efficace,
Vous n'êtes contre nous qu'une vieille menace
Sans motif, car jamais, jamais sur notre sol
N'osera revenir le soldat espagnol.
D'ailleurs, convenez-en, il n'est place si forte,
Qu'au temps où nous vivons un assiégeant n'emporte :
Investir, attaquer, abattre des remparts :
Ce triple fait, sans doute, implique des retards,
Mais il est fort aisé d'indiquer la minute.
Où l'assaillant vainqueur fera finir la lutte.

LA CITADELLE.

Il se peut ; mais, en guerre, aussi bien qu'en amour,
C'est, on l'a fort bien dit, beaucoup d'avoir un jour,
Jour souvent favorable à l'amant qui soupire,
Jour enfin qui, parfois, peut sauver un empire :
Ne méprisez donc pas les précieux instants
Qu'en trois mots je résume ici : Gagner du temps.

SAINT-PIERRE.

D'accord ; mais avant tout, aujourd'hui, le bien-être !
Or, pour que nous l'ayons, il vous faut disparaître.

Et, nous débarrassant de vos constructions,
Nous rendre des terrains que nous exploiterions.

LA CITADELLE.

Comment ?

SAINT-LEU.

En les couvrant de nombreuses bâtisses
Dont nous saurions tirer de larges bénéfices.

LA CITADELLE.

J'en doute avec raison, car dans les hauts quartiers
S'installent, chaque jour, vos bienheureux rentiers
Qui, fuyant à bon droit votre atmosphère humide,
Vont jouir d'un air vif, d'un horizon splendide ;
Avantages réels, et qui, très-précieux,
Délectent à la fois leurs poumons et leurs yeux,
Tandis que vos vapeurs, vos brouillards et vos brumes,
Offusquent les regards et font gagner des rhumes.
Et ne voyez-vous pas vos administrateurs
Imiter de nos jours les nombreux déserteurs
Qui courent à l'envi porter leur domicile
Ceux-là dans Saint-Louis, ceux-ci dans Henriville ?

SAINT-PIERRE.

Nous vous démolirons !

LA CITADELLE.

Ah ! je vous en défie.
Des modernes Vaubans le soin me fortifie.
Ministre de la Guerre, Intendant des Beaux-Arts,
Arrêtant le marteau levé sur mes remparts,
Comprimeront l'élan qui pourrait m'être hostile.

SAINT-LEU.

Mais ne servant à rien, tout à fait inutile,
Vous n'êtes que nuisible, on a su le prouver.

LA CITADELLE.

Erreur ! profonde erreur ! Ne peut-il arriver
Qu'un jour, avec le Nord, qui ne nous aime guère,

Nous soyons obligés d'entrer encore en guerre !
Alors mes sœurs et moi, plus fortes qu'à demi,
Nous saurions, dans sa marche, arrêter l'ennemi,
Et contre lui, Messieurs, combattant avec gloire,
Au drapeau de la France enchaîner la victoire.
Et ce n'est point, d'ailleurs, lorsque devant nos ports,
L'Anglais a, depuis peu, multiplié ses forts,
Alors qu'il nous témoigne ainsi ses défiances,
Qu'il faut imprudemment affaiblir nos défenses...
Nous ne le craignons plus sur le turf ni sur l'eau :
D'accord : mais gardons-nous d'oublier Watterloo !

SAINT-LEU.

Bah ! toutes vos raisons n'ont rien qui nous séduise,
Et nous persévérons ; il faut qu'on vous détruise.
Nous vous bombarderons !... A défaut de boulets,
Nous vous assaillirons de discours, de pamphlets,
La parole, et la preuve en est dans nos annales,
Est, pour vaincre, à présent, plus forte que les balles.
Nos journaux progressifs, s'escrimant comme il faut,
Lanceront contre vous leurs colonnes... d'assaut.

LA CITADELLE.

Des journaux ! des pamphlets ! ce genre de mitrailles
Ne saurait, j'en réponds, écorner mes murailles,
Au sein d'un Parlement où le scrutin fait loi,
La plupart des élus n'ont rien dit contre moi,
Et la Chambre, malgré l'orateur de Narbonne,
A pensé qu'à garder j'étais encor très-bonne.

SAINT-LEU.

N'avez-vous pas cité l'Intendant des Beaux-Arts
Comme un des défenseurs acquis à vos remparts ?

LA CITADELLE.

Oui, car je suis, ce fait est des plus authentiques,
Au rang des monuments classés comme historiques.
De cette vérité vous seriez convaincu
Si vos regardiez...

SAINT-PIERRE.

Quoi ?

LA CITADELLE.

La porte Montre-Écu.

SAINT-LEU.

Pour qu'aux yeux du public elle soit exposée,
Il faut la transporter dans la cour du Musée;
Sans doute elle y saura charmer les curieux,
Puisque l'on fait partout du neuf avec du vieux.

SAINT-PIERRE.

Si je me plains si fort quand je vous considère,
C'est que vous entravez certain débarcadère,
Qui doit, dans mon faubourg, servir de complément
Au rail-way qu'on projette entre Amiens et Frévent.
Or à mes intérêts votre masse s'oppose,
Et c'est ce qui me rend contre vous si morose.

LA CITADELLE.

Ah ! fort bien, donc ici, vous m'en faites l'aveu,
L'intérêt personnel comme ailleurs est en jeu.
C'est pour votre agrément, pour votre bénéfice,
Que vous criez si haut pour qu'on me démolisse...
Or, qui terminera ce débat plein d'aigreur ?

SAINT-PIERRE.

Le savez-vous ?

LA CITADELLE.

Très-bien.

SAINT-LEU.

Et qui donc ?

LA CITADELLE.

L'EXPEREUX.



LE PREMIER CONCILE ŒCUMÉNIQUE
DE LYON
A-T-IL PRIS PART A LA DÉPOSITION DE FRÉDÉRIC II

DISSERTATION HISTORIQUE

Par M. l'Abbé J. CORBLET

(12 Mars 1864).

Tout le monde sait que Frédéric II, empereur d'Allemagne, fut déposé de son trône au premier Concile Œcuménique de Lyon, en 1245, et que la sentence prononcée par Innocent IV est revêtue de cette formule : *Sacro præsentis Concilio*. Je ne viens pas, après tant d'autres, apprécier le rôle de la Papauté dans ces débats émouvants ; je veux simplement traiter cette question de fait, qui ne me semble pas avoir été suffisamment élucidée jusqu'ici, à savoir si le Concile de Lyon a déposé l'empereur d'Allemagne, de concert avec le pape Innocent IV. M. l'abbé Gosselin, dans son

estimable ouvrage sur *le pouvoir du Pape au moyen-âge*, en se prononçant pour l'affirmative, a surtout invoqué le silence des prélats comme un consentement tacite : « Les membres d'un tribunal, a-t-il dit, sont toujours censés adhérer à la sentence prononcée en leur présence par le président, à moins qu'ils ne manifestent expressément leur opposition. » Nous ne nions pas, en thèse générale, la valeur de cet argument; mais, dans la circonstance historique qui nous occupe, il pourrait donner lieu à de subtiles distinctions. Nous croyons qu'il faut résoudre cette question d'une manière plus positive et plus absolue. Examinons donc l'interprétation de Bossuet, dans sa *Défense de la déclaration du clergé de France*, et tâchons de démontrer, contre lui, que l'approbation du Concile a été aussi formelle que possible.

- Bossuet, pour se débarrasser d'un précédent historique qui aurait contredit ses maximes favorites, a imaginé le système que nous allons exposer. Selon lui, le moyen-âge attribuait au Pape, sur les empereurs romano-germains, un droit temporel et politique, acquis et légitimé par le temps : *Aliquid peculiaris juris processu temporis quæsitum et comparatum*. Ce fut en vertu de ce droit spécial qu'Innocent déposa Frédéric. Le Concile ne prit aucune part à cet acte, parce qu'il ne pouvait, en qualité de Concile, exercer un droit purement temporel, et qui appartenait exclusivement au souverain cou-

ronné de la tiare. C'est pour cette raison que la sentence de déposition est revêtue de cette simple formule : *Sacro præsente Concilio*, qui se borne à constater un fait matériel, et non point de la formule ordinaire qui mentionne expressément l'approbation du Concile : *Sacro approbante Concilio*. Quand le Pape déclare qu'il a rendu cette sentence, après en avoir délibéré avec les Pères du Concile, cela n'implique, en aucune façon, la connivence de l'auguste assemblée, qui a eu voix consultative et non pas délibérative. Le Pape a agi, vis-à-vis des prélats réunis à Lyon, comme nos évêques le font à l'égard de leur chapitre, avec lequel ils peuvent conférer de leurs mandements, sans leur en faire partager la responsabilité. Il y a deux actes d'ordre tout différent dans la conduite d'Innocent IV : il y a un acte spirituel, l'excommunication, auquel s'associe le Concile, parce qu'il est du ressort de la puissance spirituelle ; il y a, en second lieu, un acte purement temporel, par lequel le Pape, agissant seul et usant de son droit de suzerain, dépose son vassal révolté, en présence d'un Concile qui ne peut que reconnaître son incompetence en pareille matière. Cette théorie, imaginée par Bossuet, ⁽¹⁾ a été adoptée par Fleury. ⁽²⁾ « Il faut observer, dit-il, que dans le titre de la sentence, le Pape dit

(1) *Déclarat.* lib. IV.

(2) *Hist. Ecclés.* livre 82, art. 29.

seulement qu'il a prononcé en présence du Concile, mais non pas avec son approbation, comme dans les autres décrets. D'ailleurs, le Pape prétendait avoir un droit particulier sur l'empire d'Allemagne, depuis Othon 1^{er}. » Ces appréciations ont été adoptées par tous les écrivains de l'école gallicane et parlementaire, et on en retrouve un écho jusque dans les ouvrages élémentaires qui sont confiés aux mains de la jeunesse. Nous allons essayer de montrer : 1° que les faits donnent un démenti formel aux assertions de Bossuet ; 2° que l'approbation du Concile est prouvée par la conduite et les paroles d'Innocent IV ; 3° par celles des Pères du Concile ; 4° par celles de Frédéric II et de son représentant Thadée de Suesse 5° que cette approbation a été expressément mentionnée par les écrivains contemporains.

1° Les faits donnent un démenti aux assertions de Bossuet.

On ne peut, en aucune façon, assimiler l'Empire aux quelques royaumes qui, comme la Sicile, étaient à cette époque feudataires du Saint-Siège. Jamais l'Empire ne fut considéré comme un fief ; jamais les empereurs ne se regardèrent comme des vassaux. Bossuet ne pouvait l'ignorer, et c'est sans doute pour échapper à une affirmation positive, qu'il enveloppe sa pensée d'un vague qui ne lui est pas habituel : *aliquid peculiaris*. L'Eglise n'avait pas

d'autre droit sur l'Empire que celui qu'elle exerçait sur toutes les puissances temporelles; toutes, sans exception, étaient alors regardées comme soumises à la stricte obligation de servir l'Eglise et de lui prêter l'appui d'une protection efficace. Ce devoir, reconnu par le consentement général, impliquait de la part de l'Eglise, un droit corrélatif. L'Empereur, en qualité du plus puissant souverain de la chrétienté, avait dans sa plus haute expression, le titre de défenseur de l'Eglise, et les obligations en étaient d'autant plus étroites. C'est en ce sens que l'Eglise avait sur lui un droit particulier; mais l'exercice de ce droit, dont je constate l'existence *sans en apprécier ici la portée politique*, était purement spirituel; il appartenait au Pape, non pas comme prince temporel, mais comme étant le chef de l'Eglise et prononçant sur des faits qui appartenaient au domaine de la conscience. Aussi il n'est fait aucune mention du prétendu droit dont parle Bossuet, ni dans les délibérations du Concile, ni dans la sentence de déposition. Il y est uniquement question du droit de lier et de délier donné par Jésus-Christ au chef de l'Eglise, dans la personne de saint Pierre.

Bossuet commet une seconde erreur de fait, en disant que l'excommunication fut prononcée par le Concile réuni au Pape, mais que la déposition fut l'œuvre isolée du Souverain Pontife. Aucun arrêt d'excommunication ne fut prononcé contre Frédé-

ric, au Concile de Lyon. Ce prince avait été excommunié bien antérieurement par Grégoire IX, et un des principaux griefs articulés par son prédécesseur, Innocent IV, c'est le mépris outrageant qu'avait professé l'Empereur contre cette sentence ecclésiastique, qu'il aurait été inutile de renouveler. La procédure est conforme à la jurisprudence canonique de cette époque. On accordait au prince excommunié un certain délai pour qu'il puisse manifester son repentir. Ce laps de temps écoulé, il était avéré que le prince persévérât dans sa rupture avec l'Eglise, qu'il ne pouvait plus, par conséquent, en être le protecteur; et, comme la défense de l'Eglise, ne l'oublions pas, était alors considérée comme une condition essentielle du droit de régner, on procédait à la déposition. Il n'y a donc pas eu, au Concile général de l'an 1245, deux actions distinctes, l'une du Pape et du Concile excommuniant, l'autre du Pape seul déposant. Il n'y a eu contre Frédéric qu'une seule sentence, celle de la déposition. Quant à la seule excommunication qui ait été prononcée dans cette assemblée, elle ne tombe point sur Frédéric, elle frappe uniquement ceux qui désormais le reconnaîtraient comme empereur et qui, en raison de cette qualité, lui prêteraient obéissance et secours. Remarquons ici dans quelle singulière contradiction tombe le défenseur de la *déclaration du clergé de France*. Il ne peut nier assurément que l'excommunication ne soit du domaine spirituel, et,

de son aveu, c'est le Concile qui, conjointement avec le Pape, a prononcé la dernière excommunication dont nous venons de parler. Ainsi, d'un côté, il refuse au Concile le pouvoir de délier les sujets de l'Empereur du serment de fidélité, et, de l'autre, il reconnaît que ce même Concile a pu légitimement excommunier ceux qui auraient persisté à reconnaître Frédéric comme leur souverain.

La signification exclusive que Bossuet voudrait prêter à la formule *Sacro præsente Concilio* est démentie par le sens de cette même formule, partout où elle nous apparaît. Et pour ne parler ici que du premier Concile général de Lyon, sur dix-sept décrets il n'y en a que quatre qui soient suivis de cette mention *approbante Concilio*, tandis que les treize autres qui ne sont pas moins importants, portent cette désignation : *Sacro præsente Concilio*. Pour que l'opinion que nous combattons ne froisse pas tous les droits de la logique, elle devrait considérer ces treize décrets comme l'œuvre personnelle du Pape. Or, cette conséquence rigoureuse, mais absurde, n'a jamais été hasardée par personne. Bossuet considère tous ces décrets comme œcuméniques et ne fait d'exception que pour celui qui générerait sa thèse gallicane. Il faut donc reconnaître que la différence de ces deux formules n'est qu'apparente, et qu'il n'y a aucun motif sérieux pour leur prêter, selon les circonstances, des sens arbitraires et contradictoires.

2° *L'approbation du Concile est démontrée par la conduite et les paroles d'Innocent IV.*

Si Innocent IV avait voulu juger Frédéric en qualité de suzerain, il n'aurait pas eu besoin d'assembler un Concile avec tant de peine et à si grands frais. Il aurait pu juger son vassal du haut de son trône temporel, sans déployer un inutile appareil. S'il assemble un Concile, c'est parce qu'à ses yeux, comme aux yeux de tous, il s'agissait d'une question spirituelle ; il s'agissait de décider ce qui était alors un cas de conscience soumis à l'approbation de l'Eglise, à savoir si Frédéric étant tombé dans le schisme et l'hérésie, n'avait point par là même, selon le droit de cette époque, rompu les liens qui l'attachaient au trône de l'Empire. En convoquant un Concile pour juger cette grande cause, il la posait devant le seul tribunal dont Frédéric ne contestait point la compétence, et il se rendait d'ailleurs aux vœux de la Cour de France. D'après le témoignage de Mathieu Paris, Louis IX avait écrit au Pape que c'était seulement par l'autorité d'un Concile général que Frédéric pouvait être dépossédé de sa puissance : « *Si Fredericus ab apice imperiali, meritis exigentibus, deponendus esset, non nisi per generale concilium cassandus judicaretur.* » Que cette lettre ait été réellement écrite par saint Louis, ou bien ce qui nous paraît plus probable, avec Daniel et Berthier, qu'elle ait été rédigée sans la participation du

Roi, par les seigneurs de la Cour de France, qui étaient alors très-hostiles au Pape, il n'en est pas moins vrai que cette missive a dû hâter la résolution d'Innocent IV, et que s'il s'est empressé d'obtempérer aux vœux formulés à la fois par Frédéric et par Louis IX, en convoquant à Lyon un Concile général, c'était pour lui faire rendre, sur cette affaire capitale, une décision souveraine et sans appel.

Le langage qu'il tient dans cette auguste assemblée prouve bien que, dans sa pensée, c'est le Concile tout entier qui doit juger les méfaits religieux de l'Empereur. Dès la session préparatoire, il invoque l'autorité du Concile. Aux promesses fallacieuses de Thadée de Suesse, ambassadeur de Frédéric, il répond par ces paroles qu'inspire une légitime défiance : « Il est manifeste que l'Empereur ne parle ainsi que pour détourner la cognée qui est déjà à la racine de l'arbre, *et pour se jouer du Concile*, quand il ne le craindra plus. » Dans la troisième session, ce n'est pas en son nom personnel, mais au nom du Concile, qu'il répond à Thadée de Suesse, qui voulait infirmer l'autorité de cette assemblée, en alléguant l'absence d'un certain nombre d'évêques : « Ceux qui sont absents, dit-il, ont été arrêtés par des obstacles dus aux artifices de Frédéric. Serait-il juste d'en faire un motif de différer la sentence de déposition qu'il mérite, et de permettre qu'il recueille de sa fraude le fruit qu'il a espéré en retirer ? » N'est-ce pas dire bien clairement que les

Pères du Concile, malgré l'absence forcée de quelques-uns de leurs collègues d'Allemagne, sont des juges compétents pour prononcer la déchéance du prince prévaricateur ?

3° *L'approbation du Concile est prouvée par la conduite et les paroles de ses membres.*

Si les Pères du Concile n'avaient pas cru avoir qualité pour déposer Frédéric, pourquoi se seraient-ils irrités contre la détermination de l'Empereur, refusant de comparaître en personne devant leur tribunal ? Pourquoi, dans leur seconde session, l'auraient-ils traité de contumace et de rebelle à l'autorité de l'Eglise ? Ce n'est pas seulement le Pape qui prend la parole pour accuser Frédéric, ce sont les évêques qui sont tous unanimes pour flétrir ses forfaitures. Mathieu Paris ne nous laisse aucun doute sur ce point : « *Constanter igitur et acerrimè in pleno et jam plenissimo concilio imperator Fredericus, quasi toti Ecclesiæ contumax et rebellis, a quatuor mundi inhabitantibus accusatus* » (1). Plusieurs prélats, entr'autres un archevêque d'Espagne et l'évêque de Calvi s'élevèrent avec énergie contre les déprédations de Frédéric, et s'unirent à beaucoup d'autres pour regretter hautement le délai de douze jours que le Pape avait cru devoir accorder, entre deux sessions, au royal accusé.

(1) Page 149 de l'édition de 1644.

La sentence de déposition constate que le Pape délibéra avec les Pères du Concile. Pour échapper à cette affirmation si positive, certains auteurs gallicans prétendent que dans ces délibérations il ne fut question que de la culpabilité de Frédéric, et non pas du châtement qui devait lui être infligé, que, par conséquent, la déposition est l'œuvre du Pape et non pas du Concile. Pour faire admettre cette distinction échappatoire, il faudrait gratuitement supposer qu'Innocent IV, qui fut une des lumières de la jurisprudence civile et canonique de son siècle, n'avait aucune notion de la valeur des termes dont il se servait ; il faudrait oublier que, dans le langage légal de cette époque, délibérer sur le crime d'un coupable, ou délibérer sur le châtement qu'il méritait, c'était une seule et même chose. On ne saurait assimiler les fonctions d'un Concile à celles de nos jurys modernes, et quand bien même on commettrait cet anachronisme historique, il faudrait se rappeler que le jury, en rendant son verdict, s'associe en principe à l'application de la peine, et qu'on ne peut le considérer comme étranger à l'arrêt que doivent prononcer les juges. Mais des témoignages irrécusables nous prouvent que la sentence pénale a été formellement approuvée par le Concile : « Le Pape et les évêques, dit Mathieu Pâris, portant des cierges allumés lancèrent contre l'Empereur cette sentence foudroyante qui couvrit de

confusion les ambassadeurs » (1). Bientôt après, tous apposèrent leurs sceaux à la sentence de déposition, comme nous l'apprend un témoin oculaire, Nicolas de Courbe (2). Peut-on imaginer un genre d'acquiescement qui soit plus positif et plus authentique ?

4° *L'approbation du Concile est démontrée par la conduite et les paroles de Frédéric et de son ambassadeur, Thadée de Suesse.*

Ce fut Frédéric II qui, après la sentence d'excommunication prononcée contre lui par Grégoire IX, le 24 mars 1239, réclama l'intervention d'un Concile général, pour juger sa conduite. Or, ce Concile, dont il entrava plus tard la réunion par des moyens odieux, c'est celui qui se tint à Lyon en 1245. Il lui reconnaissait donc d'avance le pouvoir et la mission de le juger. Sollicité de se rendre devant le tribunal qu'il avait appelé de tous ses vœux, refusa-t-il d'y comparaitre, sous l'unique prétexte que le Pape était son ennemi personnel ? Non, il met également en jeu tout le Concile, et, par là même, il reconnaît que le Concile avait voix délibérative dans cette discussion : « La majesté de l'Empire, s'écria-t-il à Turin, souffrirait trop de ma soumission, si je me rabaisais à subir les jugements d'un concile, surtout lorsque ce concile m'est contraire. »

(1) *Hist. angl.* ann. 1245.

(2) Ap. Muratori, *scrip. rer. ital.* t. III, p. 592.

Thadée de Suesse, qui assista au Concile en qualité d'ambassadeur et d'avocat de Frédéric, reconnaissait si bien les attributions de cette assemblée, qu'à la fin de la première session, il sollicita quelques jours de délai pour engager l'Empereur, par les plus vives instances, à venir comparaître en personne. Dans le cours de la seconde session, il formula d'amères récriminations contre quelques-uns des assistants qui avaient donné de réels sujets de plainte à son maître. N'est-ce pas là la conduite d'un défenseur qui veut d'avance récuser l'autorité de quelques-uns de ses juges par des motifs personnels, mais qui, en principe, reconnaît la compétence du tribunal dans l'ensemble de sa composition. Après l'arrêt prononcé, il pourra changer d'avis sur ce point, comme sont disposés à le faire tous les condamnés ; mais il n'en reconnaîtra pas moins le fait de la condamnation par le Concile. En effet, s'il avait considéré le Pape comme unique juge dans cet arrêt, il en aurait rappelé du Pape au Concile, comme ont fait beaucoup d'autres. Loin de là, il en appelle du Concile de Lyon à un Concile plus général, et par là même il reconnaît la réalité de la sentence que le Concile vient de prononcer.

5° *Cette approbation a été expressément mentionnée par les écrivains contemporains.*

Nous avons cité divers passages de Mathieu Paris. Nous nous bornerons à ajouter ici que le chroni-

queur anglais cesse de donner le nom d'empereur à Frédéric, après l'acte de déposition, et qu'il n'est que le fidèle écho de la croyance générale quand il attribue sa déchéance non pas au Pape seul, mais à l'Eglise : « *Fredericus quem nominare imperatorem prohibet ECCLESIA.* »

Il est utile de remarquer que ce chroniqueur nourrissait une haine toute britannique contre la Cour de Rome, depuis la taxe qu'elle avait imposée à son monastère de Saint-Alban (1). Ses attaques contre le Saint-Siège doivent donc nous être fort suspectes, tandis que les témoignages favorables qu'il lui rend parfois doivent avoir, aux yeux de la critique, une valeur incontestable. Si le moindre différend s'était élevé entre le Pape et le Concile, au sujet de Frédéric, Mathieu Paris n'aurait pas manqué de l'enregistrer dans ses annales. L'unanimité qu'il constate emprunte à ses sentiments hostiles un caractère de véracité qu'il est impossible de méconnaître.

Nicolas de Courbe, qui a écrit la vie d'Innocent IV, dont il avait été le confesseur, dit que la sentence de déposition fut approuvée par tous les prélats qui assistèrent au Concile : *ab universis ecclesiarum praelatis approbata* (2).

Le pape Martin IV, dans une procédure analogue disait, en 1282 : « Tout le monde sait de quelle

(1) Voir les jugements portés sur cet écrivain, par Noël Alexandre, Dom Ceillier, Muzarelli, Weiss, etc.

(2) Muzarelli, *op. cit.*

manière notre prédécesseur d'heureuse mémoire, le pape Innocent IV déclara au Concile de Lyon, qui l'approuva, *eodem Concilio approbante*, que Frédéric s'était rendu indigne de l'Empire. » Comment supposer que, dans un acte public, il ait pu dénaturer la vérité sur un fait aussi considérable, et se soit exposé à rencontrer de nombreux démentis parmi les témoins qui vivaient encore ?

Guillaume de Nangis rappelle le même fait à peu près dans les mêmes termes : « *Fredericum imperatorem Innocentius Papa IV.... indignum imperio, in concilio lugdunensi, eodem sacro approbante Concilio, reddidit.* » (1)

En face de pareils témoignages, corroborés par l'étude attentive du texte même du Concile, nous avons le droit de conclure que l'hypothèse de Bossuet est en contradiction manifeste avec les faits les plus avérés, et que les plus grands génies, même ceux qui, par les nobles tendances de leur nature, sont plus spécialement voués au service de la vérité, se laissent bien facilement aveugler par l'erreur, quand ils sont entraînés par l'esprit de parti. Prêtons à Bossuet une confiance absolue et pleine d'admiration quand il développe, dans un magnifique langage, les dogmes de la religion, ou bien quand il nous révèle les plans du Créateur dans la succession des événements qu'il déroule à nos yeux ;

(1) *Gesta Philippe III.*

mais quand il descend de ces sublimes hauteurs et que, pour complaire à certains préjugés, il traite les détails de l'histoire avec une partialité préconçue, maintenons-nous dans une défiante réserve, pesons les preuves et vérifions les faits : ce n'est plus l'aigle de Meaux qui parle, c'est l'avocat des doctrines gallicanes.

On remarquera que dans cette rapide discussion, nous nous sommes constamment tenu sur le terrain des faits, sans nous écarter de l'objet spécial de nos recherches historiques. Il n'entrait point, en effet, dans notre plan, d'apprécier le pouvoir des Papes du moyen-âge sur le temporel des rois. Nous devions nous borner à simplement constater, à ce sujet, ce qui était considéré comme le droit public du moyen-âge. Ce droit, à jamais disparu, puisqu'il était basé sur un consentement général qui n'existe plus, ce droit que personne ne songe à ressusciter en face d'une civilisation nouvelle, nous l'étudierons peut-être un jour dans un travail spécial, et nous espérons y apporter cet amour exclusif de la vérité, que n'intimide point l'autorité des plus grands noms, et qui vient de nous guider dans l'examen d'une simple question de fait.



ÉTUDE SUR REBOUL

LE POÈTE DE NIMES

Par M. TIVIER.

(Séance du 25 Juin 1864).



MESSIEURS,

Il y a quelques semaines à peine, une ville du Midi de la France célébrait d'imposantes funérailles; une foule immense et recueillie, les premiers magistrats et les dignitaires de tout ordre accompagnaient la dépouille d'un modeste homme de bien, d'un écrivain plus honoré que populaire; le maire de Nîmes faisait son éloge public, et la religion renouvelant pour lui des honneurs accordés jadis aux grands capitaines et aux hommes d'Etat, honneurs qu'elle réserve encore à ses plus augustes ministres, signalait du haut de la Chaire chrétienne, sinon par la bouche de l'Evêque, dont la maladie

enchaînait alors les forces et la volonté, du moins par celle de son représentant et de son délégué, les vertus et les titres de celui dont elle consacrait ainsi le souvenir. Elle saluait dans *Jean Reboul*, le plus honorable des travailleurs, le plus pur des poètes et le meilleur des citoyens.

Ces hommages ont paru à quelques-uns manquer de mesure et de discrétion. — La grande critique ne relève pas volontiers de si modestes titres et ne s'occupe guère de ces talents que la pudeur d'une inspiration trop exclusivement chrétienne a tenus dans l'ombre ; elle a gardé le silence. La critique ordinaire, chargée dans les grands journaux de la besogne courante, a consacré quelques lignes au poète dont la mort venait de produire un certain retentissement qui l'obligeait à s'en occuper. Prenant le contre-pied d'éloges trop libéralement accordés, disait-elle, au caractère comme au talent de Reboul, elle s'est demandé pourquoi l'ouvrier perceait si peu sous l'écrivain ; pourquoi ses œuvres offraient si rarement la trace des labeurs et des soucis ordinaires de sa condition ; poète, elle l'a trouvé bien pâle ; citoyen, bien effacé !

Pour moi, Messieurs, je m'associe volontiers à des éloges confirmés par la reconnaissance et les regrets d'une ville entière, et faisant, si l'on veut, la part d'une certaine disposition innée chez nos compatriotes méridionaux, à dépasser un peu la juste mesure dans l'expression des sentiments les

plus légitimes et des sympathies les mieux fondées, je solliciterai votre adhésion au jugement qu'une critique, ou pour mieux dire, une opinion prévenue, a taxé d'exagération ; je viens protester, dans cette étude, contre ses louanges parcimonieuses et l'iniquité de ses restrictions.

Reboul, dit-on, ne s'est point inspiré de son état ; il a suivi de trop hautes visées ; il a dédaigné de chanter les peines et les joies de l'ouvrier. C'est d'abord par cette raison bien simple qu'il ne l'était pas. Fils d'un chef d'atelier, appartenant lui-même à cette classe d'humbles patrons qui partagent et dirigent le travail de leurs auxiliaires, ayant déjà du bourgeois la tenue et les loisirs, il n'a pas connu les angoisses et la sombre poésie de la misère. Alexandre Dumas l'a bien représenté au milieu de ses ouvriers, accomplissant sans honte, comme sans affectation de simplicité, son labeur quotidien, donnant le coup-d'œil du maître aux travaux de sa profession ; le soir, à l'heure du repos et des loisirs studieux, à l'heure des confidences littéraires et des entretiens intimes, déposant le vêtement du jour pour un costume qui tient un milieu sévère entre ceux du peuple et de la bourgeoisie, quittant l'atelier pour cette humble chambre aux rideaux blancs, meublée de quelques chaises de paille, d'un bureau de noyer et d'une bibliothèque composée de deux volumes : la Bible et Corneille. C'est là que, pendant les longues heures du soir, la poésie le visitait

ou lui députait ses plus nobles enfants ; c'est là que la Muse allégeait ses tristesses en leur donnant issue dans de beaux vers, et que les plus nobles amitiés venaient le consoler de son isolement douloureux. Mais s'il n'était pas l'ouvrier vivant d'un étroit salaire, il appartenait par le cœur, les habitudes et les souvenirs, à cette classe des pauvres et des petits que l'Evangile recommandait à son amour et près desquels s'était écoulée sa vie. S'il a rarement attristé ses peintures des sombres couleurs de l'indigence et des accents de la plainte, s'il n'a pas satisfait à la malsaine et impudente curiosité des lecteurs vulgaires, avides surtout d'émotions et de contrastes, il a du moins compris les vrais besoins des ouvriers ses frères, comme il partageait leurs fiertés les plus légitimes. Voyez le jugement qu'il en porte et le témoignage qu'il leur rend, lorsque s'adressant à Lamartine, il l'invite à visiter sa ville natale.

Ce fragment détaché des bords de l'Italie,
Où le Ciel se peignant d'un éternel azur,
Est presque monotone à force d'être pur ;
Où, tout intelligence on ne vit que par l'âme ;
Où, sous des cheveux noirs brillent des yeux de flamme ;
Où la misère sobre et portant la fierté
Que donne à ses enfants le Dieu de vérité,
Dédaignant le nectar qui pend à nos collines,
Convive de la foi, s'enivre de doctrines,
N'arme jamais son bras pour demander du pain.....

Les souvenirs de son enfance, les images du

foyer domestique n'occupent-ils pas, dans son œuvre, une large place ? Les douleurs de sa mère, ses jeux aux bords de la *Vistre* pendant les jours de congé, jours troublés d'inquiétudes qui le ramenaient en larmes au chevet d'un père mourant d'une lente consommation, les riants tableaux de la fête de Noël, les naïves amitiés qu'il avait rencontrées au logis paternel, tout cela revit dans ses vers, comme des souvenirs analogues ont inspiré ceux d'un autre languedocien, son émule et son ami, le poète *Jasmin*. Tous deux également simples, également vrais, ont accepté la part que la Providence leur avait faite, et célébré les biens d'une existence étroite, mais paisible, en embrassant tous leurs frères, grands et petits, dans une large et généreuse affection.

On reproche parfois à *Reboul*, et l'amitié l'a rappelé sur sa tombe pour le défendre contre cette injure, d'avoir manqué de tendresse. Il est vrai, il n'a point parlé le langage enivrant des passions sensuelles ; si par hasard il s'y est essayé, c'est avec une réserve et un embarras qui l'avertissaient de son erreur et devaient le ramener bien vite dans sa voie. Mais il a connu les chastes ardeurs et les poignants regrets attachés aux sentiments légitimes. Il ne s'est point épanché en confidences prétentieuses ni renfermé dans un stoïque silence ; ses souffrances atténuées dans leur expression par la réserve naturelle à son talent, et cet esprit d'abnégation qu'il

avait puisé à l'école du Christianisme, se sont, sinon épanchées, du moins dévoilées dans des plaintes dont la délicatesse relève et fait ressortir la sincérité. Reboul a donc dit, avec raison, que son talent était le fruit du malheur, et qu'il s'était inspiré de toutes les tristesses de sa vie.

Mais il a mieux fait que de les traduire en vers ; il a gardé de son enfance féconde en privations et nourrie de fortes croyances, comme de sa jeunesse visitée par le malheur, la profonde intelligence et le constant amour de la vérité révélée. De là dans sa vie, dans ses discours, dans ses actes, la persévérante uniformité, l'obéissance à une pensée dominante et supérieure, cette *constance*, en un mot, dont un sage de l'antiquité faisait le but et la plus haute expression de la philosophie. Que Reboul chante les souvenirs de Nîmes ou la splendeur de Marseille, qu'il parcoure les *arènes* en y recueillant les impressions du passé, qu'il évoque celui d'Aigues-mortes dans l'état de marasme où l'ont jetée le délaissement et l'incurie, qu'il interroge la Nature au bord de la Mer, ou sa conscience pendant l'insomnie, partout se mêle à ses tableaux quelque forte et pieuse pensée. S'il chante un événement contemporain, la délivrance de Rome reconquise par nos armes, ou la mort d'un prélat illustre, victime de la guerre civile, il y voit moins un thème à d'heureux développements qu'à de salutaires méditations. Il n'a pas une tristesse, une défaillance

qui ne révèlent l'espoir d'un monde meilleur et la confiance en Dieu ; il n'a pas contracté d'amitiés, si séduisantes et si glorieuses qu'elles fussent, sans les subordonner aux plus strictes exigences du devoir et se ménager le droit de faire entendre toujours la vérité : il a pu dire, sans craindre qu'on ne l'opposât à lui-même, ni que l'anathème retombât sur son auteur :

Malheur à la lyre avilie
Qui flatte un peuple dans la nuit,
Qui chante à table et qui s'oublie
Jusqu'à s'enivrer avec lui !
De déshonneur elle est frappée,
Ainsi que cette indigne épée
Qui, répudiant la valeur,
Au milieu de la grande place,
Pour amuser la populace,
Tourne entre les mains du jongleur. (1)

Il a pu se tracer la route lui-même, sans crainte de se condamner à l'avance ; il a pu se rappeler sans trouble, au lit de mort, cet engagement pris au début de la carrière :

Que ma bouche, avant que j'expire,
Puisse avouer tous tes accents ;
Souviens-toi du Ciel, ô ma lyre,
Car c'est du Ciel que tu descends.

Toutes ses œuvres, à bien peu d'exceptions près, et d'exceptions sans valeur, portent ce double ca-

(1) Aux Poètes chrétiens. — Février 1831.

ractère, de la chasteté des inspirations et de l'élévation du but. C'est ainsi qu'il a conçu et traité ce sujet du *Dernier jour*, œuvre capitale à laquelle Reboul voulait, non pas attacher son nom : l'humble écrivain ne fut jamais courtisan de la gloire, mais consacrer tout ce qu'il avait d'intelligence et de cœur pour en faire l'enseignement de son siècle, et protester, à sa manière, contre le matérialisme envahissant des doctrines et des mœurs. Malheureusement ce sujet avait déjà reçu l'empreinte de deux grands génies. Il était difficile de peindre l'archange rebelle à la suite de Milton, et d'exprimer après lui les tortures de l'orgueil foudroyé. Il était difficile, dans la peinture des félicités et des expiations à venir, de ne pas éveiller le souvenir du Dante, et d'éviter ou de rajeunir les tableaux de la *Divine Comédie*. Disons pourtant que si l'œuvre est pâle auprès de ces grands modèles, que si l'ampleur et la hardiesse lui manquent, elle offre dans le détail des inventions originales et des traits d'une incontestable grandeur. L'auteur a su rendre quelque chose du formidable effet que produit, dans les livres saints, l'image de la corruption morale du monde à ses derniers jours, et de la dissolution physique de l'univers. Il a surtout heureusement trouvé ces types du prêtre et de l'épouse, du mendiant et du roi détrôné, du poète méconnu et de l'insensé qui, dans l'éternel bonheur, bénissent la Divinité au nom de leurs souffrances passées et des joies qui les en

dédommagent. La prière, ou plutôt la formule d'adoration qu'il prête à chacun d'eux, indique une rare intelligence des mystères de la douleur, et se distingue par un accent profondément sympathique et religieux.

Quelques années plus tard, au plus fort des discordes civiles et des agitations politiques, Reboul composa son drame de *Vivia*, non pour amuser ou braver l'inquiétude publique, mais, au contraire, pour lui présenter, dans l'exemple du dévouement poussé jusqu'au martyre, l'image des croyances les plus conformes au vœu secret des âmes et des vertus les plus appropriées aux besoins d'une époque si stérilement agitée. *Vivia*, et c'est le principal écueil du sujet, a le tort de rappeler Polyeucte. L'héroïne, préparée par un veuvage austère à la pratique du Christianisme et fortifiée par le baptême qu'elle vient de recevoir au moment où l'action commence, résiste, comme Polyeucte, aux entraînements de l'amour filial ainsi qu'aux déchirements de l'amour maternel, aux supplications de son père comme aux révoltes de son propre cœur, et conquiert tout ce qu'elle aime au bonheur éternel. Son fils, baptisé de sa main, expire en embrassant le corps de sa mère, et son père qui l'a condamnée, devient chrétien sur ces deux cadavres. Bien des situations et des développements traités par Corneille avec une accablante supériorité, ont dû s'imposer à Reboul ; par exemple, les combats de la tendresse et

de la foi, les emportements des persécuteurs et leurs sommations menaçantes, les vœux de la victime et l'invective obligée contre le vieil Olympe, la profession de foi résumée dans ce mot : Je suis chrétienne. Une scène du drame qui nous occupe rappelle aussi l'une des plus belles de l'*Andromaque*, de Racine, celle où la veuve d'Hector, prête à mourir, recommande son fils aux soins et à l'affection de Céphise. De même, Vivia confie son enfant à Phénice, en la chargeant de l'élever dans la foi qu'elle lui lègue avec le baptême et l'exemple de sa mort. Malgré ces rencontres et ces réminiscences inévitables pour la plupart, ce drame est l'œuvre la plus originale de notre poète. Il est vrai, les situations n'offrent rien d'assez frappant, de suffisamment imprévu, et les caractères sont plutôt indiqués qu'approfondis. Le grand prêtre, avec son fanatisme étroit et ambitieux ; Lucilius, enchaîné comme Félix, à son devoir de gouverneur romain et poursuivant dans le Christianisme le fantôme d'une insaisissable conspiration ; Hilarion, légat du prince, tour à tour bienveillant par nature et impitoyable par politique ; tous ces types, historiquement vrais, sont trop rapidement esquissés pour saisir fortement le lecteur ou le spectateur, le faire entrer dans tous les intérêts, l'associer aux passions opposées, l'initier surtout à ce drame intérieur dont les âmes sont le théâtre et d'où les faits matériels tirent leur vraisemblance et leur nécessité. Toute-

fois, dans la simplicité trop nue de cette action, dans la brièveté de ces développements. Bien des beautés éclatent, bien des passages se recommandent autant par l'exécution que par la noblesse des conceptions. Telle est la scène où Phénice devine qu'un grand changement s'est opéré chez sa maîtresse, à la douceur inusitée de sa parole, à cette tendresse inconnue qui voit une sœur dans une esclave, et s'en effraie comme d'un présage de mort ; telle est encore celle du baptême où l'enfant reçoit avec une naïve confiance les premiers enseignements de la foi nouvelle, et cède au charme du nom divin que sa mère lui révèle, tout en s'étonnant de l'entendre prononcer pour la première fois, au milieu des larmes. Tel est surtout le beau monologue où Vivian, prête à répandre son sang, admire la force mystérieuse et le calme surhumain qui lui sont donnés pour le combat. Le style s'élève ailleurs jusqu'à cette véhémence dont on a dit, avec raison, que le premier de tous les talents est peut-être celui d'être éloquent en vers. Il faut, en effet, que l'élévation du ton réponde alors à la hauteur des pensées, et la richesse des images à l'ampleur harmonieuse de la période ; qu'animée par un rythme entraînant, la phrase se soutienne par une progression croissante, jusqu'au dernier trait d'éloquence ou de passion qui l'achève, repose l'esprit et l'arrête sans le laisser retomber. Ce rare ensemble de qualités, je crois en retrouver quelque

chose dans cette apostrophe de Lucilius, où emporté par un fanatisme plus sincère que celui de Félix, il exprime aussi l'horreur du nouveau culte embrassé par sa fille.

Et je pourrais descendre à cette infime école,
Moi romain, moi le fils du dieu du Capitole,
Dont l'aigle foudroyante a pour le peuple-roi
Rempli tout ciel d'éclairs et tout peuple d'effroi !
Et pourquoi désertier le culte de mes pères ?
Pour aller, dans la nuit de funèbres repaires,
Partager je ne sais quel horrible festin,
Où le sang d'un enfant se mêle avec le vin ?
Non, ce culte n'est point si pur que vous le dites,
Puisque dans l'ombre il cherche à dérober ses rites.
Tout vous hait dans le monde, et tout doit vous haïr ;
L'universelle horreur ne saurait point mentir.
Ah ! le souvenir seul de cette secte infâme
A fait baisser pour toi la pitié dans mon âme.

Corneille excelle à prolonger ces magnifiques tirades si éclatantes de formes, si fortes de sens et de passion généreuse. La profession de foi de Polyeucte en est un modèle achevé. L'auteur de *Vivia* ne s'est pas montré, ce me semble, trop indigne disciple de ce grand maître, en mettant celle qui suit dans la bouche de son héroïne.

Croulez, cirques affreux où, pour être goûtée,
La coupe de plaisirs doit être ensanglantée,
Temples à l'ombre infâme où la débauche a soin
De se diviniser afin d'aller plus loin !
Anéantissez-vous, horribles sacrifices
Où tout sein maternel apporte ses prémices
Que Saturne reçoit dans ses bras enflammés !
Infortunés enfants par les feux consumés,

**Vous ne tomberez plus aux mains du victimaire.
Le Dieu pour qui je meurs a recréé la mère.
Peuples qu'on voit assis à l'ombre de la mort,
Levez-vous et marchez ! Victimes du plus fort,
Esclaves qu'on méprise et que l'on dit sans âme,
Malheureux, le malheur ne sera plus infâme :
Un Dieu juste et clément veille du haut des cieux,
Et le Destin descend de son trône odieux.**

Ce drame, représenté en 1850, ne devait pas l'être avec un succès bien marqué. Quelques inventions d'un goût équivoque, l'ivresse de ce préposé du cirque, abusant de la liberté du vin pour adresser à la statue de César de sinistres vérités, la mort inattendue de l'enfant expirant, sans cause apparente, sur le corps de sa mère, la timidité de ce dénouement qui laisse flotter l'esprit indécis entre une explication merveilleuse et un accident vulgaire, ce que j'ai dit de la faiblesse de l'action et de l'insuffisance des caractères, toutes ces causes suffiraient pour faire comprendre un résultat qui s'explique encore mieux par des préventions analogues à celles dont s'inquiétait, pour le Polyeucte de Corneille, la clairvoyance de Voiture et de l'hôtel de Rambouillet. Un siècle trop préoccupé de conquêtes matérielles et de transformations violentes devait être peu sensible à ces intérêts d'un ordre tout moral, à ces combats où l'humble amour et la foi patiente remportent d'invisibles triomphes et luttent, au prix du sang, pour la conquête des âmes et de l'immortalité. Reboul n'en est que plus

digne d'éloges pour avoir affronté l'indifférence publique et cherché à conquérir des suffrages en élevant les cœurs dans cette région sublime du désintéressement et de la foi. C'est qu'il était chrétien avant tout ; c'est dans la pureté, la solidité de ses convictions, la naïve et courageuse simplicité de sa foi, la délicate ardeur qui le portait vers Dieu, qu'à l'exemple de Racine, il a rencontré la veine la plus féconde et la forme définitive de son talent. On lui a reproché un défaut d'originalité. On l'a montré s'essayant dans tous les genres et n'arrivant guère qu'à des pastiches. Sans doute il a quelquefois imité avec bonheur le rythme éclatant et l'opulence d'images de Victor Hugo, ou la pure et brillante abondance de Lamartine, la pittoresque simplicité de Barthélemy ou les audaces vigoureuses de Barbier ; sans doute ses premiers écrits se ressentent de la témérité de style propre à l'école romantique. Est-il surprenant que cet obscur travailleur, devenu poète par la plus spontanée des inspirations, ait suivi docilement la trace des maîtres en renom et les modèles en vogue ; surtout, qu'il ait tour à tour essayé des modes divers, et préludé par des imitations habiles à des œuvres plus personnelles ? Mais on ne doit pas plus lui reprocher une manière exclusive que l'absence du style. Ses croyances devaient le préserver de l'une et lui ont donné l'autre. Après s'être essayé, lui aussi, dans le pittoresque, la rêverie ou la poésie

à antithèses, il a trouvé sa muse ; celle de la vie intime et de la méditation chrétienne ; le *Moulin de Genèse* appartient au premier genre ; il a composé, dans le second, un certain nombre de pièces à peu près irréprochables de forme et d'un sentiment élevé, comme les stances dédiées au général Oudinot, celles qui ont été inspirées par le plus déplorable incident des journées de Juin, la mort de l'archevêque de Paris, l'ode à Roux Lavergne, les vers consacrés aux Petites Sœurs des Pauvres ou au culte de la Vierge Marie, et la pièce justement célèbre sur l'Aumône. Moins heureux dans ses épitres, où l'idée demeure trop souvent nuageuse et l'expression pénible, Reboul a pourtant trouvé des pensées bien rendues dans celles qu'il adresse à un sculpteur, sur l'abaissement des arts devant la démocratie sensuelle, et à M. Flandrin, sur les peintures de l'église Saint-Paul et les destinées du nouvel édifice. Il a toujours parlé avec une pieuse émotion de sa ville et de son pays natal ; enfin, dans son volume ayant pour titre *les Traditionnelles*, un livre entier, le troisième, offre une suite de légendes tirées des Evangiles ou se rattachent au divin récit ; c'est là, c'est en évoquant les souvenirs de Béthléem et du Calvaire, dans des vers empreints tour à tour d'une grâce naïve et d'une pieuse tristesse, qu'il a rencontré la voie où sa muse aurait pu se maintenir et balancer, sinon surpasser le succès de l'écrivain à qui, sous le nom

de *Poèmes évangéliques*, une œuvre de cette nature a récemment ouvert les portes de l'Académie française. Comme M. de Laprade, avec un talent moins exercé, avec plus de franchise et de vigueur peut-être, Raboul salue d'un amour profond l'image du Sauveur; il verse sur les pieds de la grande victime ses pleurs et ses parfums; il s'est détourné des succès achetés par une lâche condescendance pour les erreurs qui le dénaturent et le renient; il porte le poids des douleurs de son maître et s'en est rendu à lui-même le légitime témoignage. Tu sais, dit-il, à ce maître, objet de sa constante adoration :

Si les profanateurs dans leurs jours triomphants,
N'ont jamais fait rougir d'être un de tes enfants,
Tu sais quelle tristesse en secret me consume,
Tristesse dont toi seul peut savoir l'amertume,
Chaque fois que le siècle a, d'un ton solennel,
Prophétisé la fin de son règne éternel, etc.

Si cette inspiration, que notre siècle est redevenu apte à comprendre et à couronner, n'a pas porté Reboul plus haut dans l'estime publique, il faut en accuser, avec des circonstances peu favorables, le défaut d'instruction première et de fortes études classiques; son talent est demeuré incomplet, peu sûr de lui-même, capable de défaillances, entaché d'irrégularités, tantôt prosaïque après un poétique élan, tantôt s'embarrassant dans des périodes mal dessinées, trop souvent enclin à défigurer un heureux développement par des incorrections matériel-

les. Il faut regretter surtout qu'entraîné comme l'abeille vers toutes les fleurs du sentier, touchant à tous les sujets que lui présentait chaque accident de la vie, il n'ait pas concentré ses forces sur l'un d'eux et laissé dans une œuvre complète la mesure exacte de son talent mûri par l'expérience. Tel qu'il est cependant il mérite nos plus vives sympathies et souvent notre admiration ; ses livres abondent en beautés discrètes et quelquefois brillantes ; ils mettent le lecteur en commerce avec un esprit d'élite, avec une âme singulièrement généreuse, et laissent partout entrevoir sous l'écrivain l'homme de bien dont toute la vie fut honorée par la pratique des plus mâles vertus. A ce titre, il mérite ce beau nom de citoyen que la critique lui a contesté. Il n'a pas eu, sans doute, l'héroïsme des grandes situations ; lui-même le reconnaît ; c'est qu'il n'était point appelé à ce rôle.

Quand cinquante mille suffrages l'appelaient à la vie politique, il s'effrayait du désordre des esprits et de la sauvage extravagance des doctrines, tout en les signalant avec une verve satirique ; il s'étonnait des terribles questions que la guerre civile avait posées à sa conscience et des devoirs qu'elle lui créait ; il s'étonnait surtout que le souffle de la faveur publique et la volonté divine l'eussent emporté au sein d'une si redoutable tourmente :

Hélas ! pourquoi m'as tu jeté dans cet orage,
Moi, faible oiseau cherchant la fente du rocher ?

L'aigle même verrait défaillir son courage,
Et de ce ciel en feu n'oserait approcher

Mais il fut digne du mandat populaire par la droiture de ses vues, et la généreuse sympathie qui le rapprochait des partis les plus éloignés du sien, lui qui professait le culte des souvenirs et l'inaltérable fidélité aux grandeurs déchues. Deux fois, pour la conserver intacte, il refusa la plus légitime des distinctions, parce qu'il aurait voulu la devoir au Gouvernement de ses désirs et de son choix. Cette délicatesse est rare, et il me semble que toute opinion s'honore en respectant, en admirant même cette solidité de convictions poussée jusqu'à l'oubli de soi-même, jamais jusqu'au sacrifice d'un devoir; car il a pu penser de lui-même ce qu'il disait d'un de ses amis

Le citoyen est pur de l'homme de parti.

Mêlé à tout, dévoué à son pays, consolateur des pauvres et témoin attendri de leurs souffrances, membre dévoué d'une société dont l'unique devise est la charité quand même, il a été, dans une contrée agitée d'ardentes passions, un gage d'union et de cordiale entente; il a montré comment on peut s'élever, par le talent et la distinction du caractère, vers les classes privilégiées de la société, sans dédaigner les rangs inférieurs; comment on peut rester, par la simplicité d'une vie pauvre et modeste, au niveau de ces rangs inférieurs, sans porter au-

dessus de soi un regard mécontent et jaloux, et à tous ces titres il a été un citoyen. Il a offert à la démocratie qui s'avance la plus sûre des règles et la meilleure des garanties dans le maintien des croyances protectrices de toute faiblesse, la plus utile des leçons en donnant l'exemple de cette large sympathie qui reconcilie le faible avec toutes les supériorités.

Hommage donc à la mémoire de cet homme de bien qui fit du talent un si noble et si pur usage, à la ville qui l'a vu naître et l'a si dignement regretté, à la généreuse province qui, non contente de nous donner des historiens, des orateurs et des hommes d'État, nous conserve par surcroît le feu sacré de la poésie ! Honneur à cette Académie, sœur de la nôtre et dont Reboul était l'ornement et l'orgueil ! Associons-nous à son admiration comme à ses regrets, et laissez-moi vous indiquer, en terminant, dans les œuvres de Reboul, comme un hommage à déposer sur cette tombe à peine fermée, cette première et charmante pièce d'une inspiration si délicate, d'une si exacte mesure et d'une forme si achevée : *l'Ange et l'enfant*; laissez-moi en éveiller le souvenir au fond de vos mémoires, ou vous convier à le renouveler par la lecture ; ce sera la meilleure conclusion de ce travail, la rançon de son insuffisance et le motif de vos applaudissements.

RAPPORT

SUR

L'HISTOIRE DE LA PEINTURE

OUVRAGE DE M. RIGOLLOT

Par M. ANSELIN.

(Séance du 13 Août 1864).



MESSIEURS ,

Vous avez bien voulu me charger , ou plutôt j'eus la témérité de solliciter la faveur de vous présenter un rapport sur l'ouvrage posthume de notre regretté collègue , M. Rigollot ; sur cet immense travail qui a pour titre : *Histoire des arts du dessin depuis l'époque romaine jusqu'à la fin du XVI^e siècle* ; mais en me chargeant de ce rapport j'ai moins consulté mes forces que mes sympathies pour l'auteur et les souvenirs de l'étroite amitié qui m'unissait à lui. J'avais cru aussi que pour apprécier un

tel ouvrage , il suffisait d'apporter à son examen une attention soutenue par l'amour de l'art, mais je ne tardai pas à me convaincre que pour tracer une esquisse, même renfermée dans d'étroites limites, d'une telle œuvre , il faudrait y préluder par des études presque aussi étendues que celles dont l'auteur a fait preuve.

Pour bien faire saisir l'importance de l'œuvre, il faudrait, en suivant la marche chronologique adoptée par M. Rigollot , faire avec lui une station à chaque époque, après avoir constaté l'état de l'art à l'époque précédente ; prendre acte des temps de repos, de réveil, de renaissance et de progrès, dans la période indiquée par le titre du livre. Tel devrait être l'ensemble d'un rapport digne de l'ouvrage , mais dont l'étendue dépasserait les limites qui nous sont imposées, et dont les citations, empruntant leur principal intérêt à l'individualité des artistes , à l'énoncé et à l'appréciation de leurs œuvres , nous entraînerait dans des détails techniques qui ne sont bien accueillis qu'en présence de l'œuvre même. C'est ici surtout qu'on peut dire avec Horace :

*Segnius irritant animos demissa per aurem,
Quàm quæ sunt oculis subjecta fidelibus.*

Je l'ai bien éprouvé moi-même , sentant mon intérêt redoubler, mon intention s'attacher plus vivement aux sujets qui réveillaient en moi le souvenir de chefs-d'œuvre que j'avais pu contempler dans

nos musées, ou à ceux reproduits dans l'atlas précieux qui accompagne le livre et dans lequel M. Dutthoit a prêté à notre collègue le concours de son beau talent.

Ma tâche se bornera donc, Messieurs, à vous donner une idée de la marche suivie par M. Rigollot

Son étude prend pour point de départ le règne de Constantin et se termine à celui de François I^{er}. A la première de ces deux époques, l'art grec abandonné ne vivait plus que dans les impérissables monuments qu'il nous a légués, monuments presque oubliés alors et reconquis depuis.

Une religion nouvelle, auguste et sévère, proscrivait cet Olympe, dont les brillantes absurdités inspirèrent tant de chefs-d'œuvre aux Apellés, aux Zeuxis, aux Praxitèle, aux Phidias.

L'imitation des objets du culte était timide, incertaine et languit dans une longue enfance ; elle fut même prohibée sous des iconoclastes, jusqu'à ce que des artistes d'une époque plus moderne eussent puisé dans les ardeurs de la foi cette sublimité d'expression qui remplaça le fracas et le clinquant mythologique, et encore quelques uns pensèrent-ils pouvoir emprunter des secours à ce passé, en introduisant quelques allusions au culte profane dans des peintures consacrées à la religion chrétienne.

M. Rigollot suit donc pas à pas ce réveil de l'art, dont il cherche les premières traces dans les pein-

tures des catacombes , dont les plus anciennes paraîtraient remonter au pontificat du pape Célestin I^{er}, vers l'an 424 , ou même plus haut , c'est-à-dire jusqu'à Constantin. C'est surtout dans la savante discussion de l'esthétique de ces peintures des premiers âges, que M. Rigollot a déployé un sentiment profond de la philosophie de l'art et soutient l'intérêt de ses lecteurs jusqu'à l'époque de la Renaissance.

Là s'ouvre un vaste champ d'observation. Les œuvres deviennent des chefs-d'œuvre qui révèlent l'existence de génies modernes ressuscitant l'art antique. Nicolas de Pise, un des plus grands artistes de l'Italie au XIII^e siècle, semble ouvrir la carrière. Il est bientôt suivi de Cimabué, du Giotto. L'œuvre de plus de soixante artistes est passée en revue par M. Rigollot. Dans cette revue *Léonard de Vinci* obtient une grande place , mais malheureusement la partie du manuscrit où se trouvaient consignés les sentiments d'admiration de notre collègue pour ce grand peintre ne s'est pas retrouvée , elle est remplacée par une notice extraite de l'ouvrage de M. Libri, sur l'histoire des sciences mathématiques en Italie. Car, ainsi que plusieurs peintres illustrés de l'époque, Léonard de Vinci était un esprit vaste, versé dans l'étude des mathématiques, de la physique et de la philosophie. Mais au moins nous retrouvons le catalogue aussi complet que possible et qui contient une appréciation raisonnée sur les princi-

paux tableaux. Ce catalogue comprend 112 toiles et se termine par celle représentant Hérodiade recevant la tête de saint-Jean-Baptiste. (1)

De l'école naturaliste, dont Léonard de Vinci est le chef, bien que nommé le dernier, M. Rigollot passe aux travaux de l'école ombrienne. Il fait sentir, avec une grande délicatesse de style et justesse d'expression, les nuances qui distinguent ces deux écoles. — Il se hâte d'arriver à l'école de Raphaël, le peintre par excellence, pour lequel il professe une admiration sans bornes.

On ne sait ce qui doit le plus étonner dans ce prince des artistes, du fini ou de la multiplicité des œuvres accomplies dans le cours d'une existence tranchée par une mort prématurée. Certes Raphaël, né en 1483 et mort en 1520, était à l'apogée de son talent quand la mort l'enleva. Que n'avait-on pas droit d'espérer de ce puissant génie, ravi dans toute sa force, et qui tendait toujours à la perfection, ainsi que l'attestent les différentes manières qu'on lui voit successivement adopter ? Manières dont M. Rigollot n'a peut-être pas assez fait ressortir les différences, bien qu'il ait, avec zèle et persévérance, recherché toutes les œuvres connues de Raphaël, éparses dans tant de galeries de souverains ou d'amateurs qui se les sont disputées. Le catalogue pro-

(1) Toile que possède M. de Favernay, juge à Amiens, et qui faisait partie de la collection de Charles I^{er}, roi d'Angleterre.

duit dans l'ouvrage que nous analysons contient plus de 200 tableaux, et non-seulement tous ces tableaux donnent lieu à des recherches particulières sur les circonstances qui ont accompagné leur production, sur leur authenticité, sur le concours qu'ont pu y prêter les élèves du grand peintre, mais les principales sont l'objet d'un jugement artistique, toujours empreint du goût le plus pur et exprimé dans un style où l'archéologue le cède à l'amateur passionné de l'art.

L'œuvre de Raphaël termine le premier volume consacré à l'histoire de l'art en Orient et en Italie. N'omettons pas de dire que toute la première partie de ce volume traite de l'art byzantin, de la glyptique, des dyptiques et des mosaïstes, dans la période indiquée.

Dans le second volume, l'auteur nous transporte sur le sol français et y recherche les œuvres d'art à dater de la première race, sous les *Mérovingiens*. La mosaïque, les sculptures en ivoire, les missels illustrés sont d'abord l'objet de ses recherches; puis viennent les monuments du culte, portant tous le cachet de leur époque, et dans lesquels, comme on le pense bien, notre Cathédrale tient le rang auquel elle a droit. Là encore le crayon de M. Duthoit vient en aide à notre collègue et stimule l'attention du lecteur. Dans cette partie, nous l'avouons, l'esprit de recherche semble dominer le sentiment artistique; mais aussi ne sommes-nous plus sur cette

terre d'Italie, féconde en productions du génie. Chez nous, les artistes de la Renaissance sortent à peine, et en petit nombre d'abord, des lourdeurs de l'art romain.

Comme on le pense bien, l'Allemagne n'est pas négligée dans l'exploration des œuvres d'art. Tout en contestant à la Germanie le sentiment exquis du beau, qui caractérise l'école Italienne, M. Rigollot n'en apprécie pas moins le talent de ses grands artistes, Albert Durer et Holbein qui succédèrent à l'école des Vaneick, auxquels on attribue la découverte de la peinture à l'huile. Découverte qui suffit à les illustrer et leur vaut à jamais la reconnaissance de la postérité : car ce mode, bien plus conservateur que la détrempe, nous aurait, s'il eût été connu des anciens, transmis probablement des œuvres antiques qui nous manquent, et dont l'absence rend trop hasardés nos jugements sur les peintures de la Grèce.

M. Rigollot fixe les premiers symptômes de la Renaissance en France sous les règnes de Charles VIII et de Louis XII (1490-99). Louis XI, ce roi de sombre mémoire, n'aima pas les beaux-arts et ne songea point à les encourager. On le croit aisément. S'il fut dans certaines circonstances un politique habile, il n'eut jamais cette élévation de sentiment, cet élan du cœur qui porte à l'enthousiasme artistique. Il n'en fut pas de même de François I^{er}, ce roi chevaleresque et ardent qui, dès la première

année de son règne, voulut profiter de la conquête du Milanais pour faire enlever la célèbre fresque de la Cène de Léonard de Vinci, dont la belle gravure de Raphaël Morgen peut seule nous donner une idée ; bien que l'illustre graveur ait souvent substitué sa pensée à celle du peintre florentin. Si François I^{er} ne put réaliser son projet, du moins offrit-il une splendide hospitalité à l'auteur de la Cène, qui vint terminer en France une carrière illustrée par la production de tant de chefs-d'œuvre. François I^{er} fit des avances aux artistes de l'Italie ; Michel Ange, André del Sarte en furent l'objet et bien d'autres encore. M. Rigollot se repose avec plaisir sur cette époque qui était en grande partie le but ou du moins le terme de son entreprise. Son livre restera comme un guide précieux. De même que les musées offrent la vue de chefs-d'œuvre réunis qui, trop dissiminés, forceraient les amateurs à des recherches, à de nombreux et pénibles voyages ; de même, l'histoire de la peinture de M. Rigollot offrira l'immense mérite de rassembler sous un cadre relativement resserré des renseignements utiles qu'il faudrait aller puiser sur les lieux mêmes ou chez les nombreux auteurs qui, dans des œuvres éparses, ont consigné le résultat de leurs recherches.

Nous devons être reconnaissants envers la famille de notre regretté collègue, qui a bien voulu enrichir nos archives d'un ouvrage auquel l'accueil fait par l'Académie aux fragments qu'il nous en avait lus et

plus encore nos sentiments pour M. Rigollot, nous donnaient quelques droits. Certes , la présence de son livre n'est pas nécessaire pour perpétuer son souvenir parmi nous ; mais elle ramènera sans cesse, vers l'auteur, la pensée des vrais amateurs de l'art qui viendront le consulter.



APPLICATION A LA MARCHÉ CHEZ L'HOMME.

DE QUELQUES PRINCIPES DE LA THÉORIE

DE

L'ÉQUIVALENCE DE LA CHALEUR & DU MOUVEMENT

Par M. le docteur LENOEL.

(Séance du 31 Décembre 1864).



Permettez-moi, Messieurs, de revenir sur cette étonnante loi de la corrélation des forces physiques et naturelles, dont j'ai eu l'honneur de vous entretenir à mon entrée dans votre Compagnie, cette conquête immense dont vient de s'enrichir la science et qui marquera, dans l'histoire des connaissances humaines, le commencement d'une ère nouvelle.

La conversibilité et l'indestructibilité de la force sont admirablement démontrées par ce qu'on appelle *la Théorie mécanique de la chaleur*, ou encore *l'équivalence de la chaleur et du mouvement*. La seule énonciation de cette loi indique déjà un trait d'union

entre des sciences en apparence distinctes, entre la mécanique et les sciences physiques et naturelles.

Dans mon travail sur l'action du soleil comme cause de la motivité des animaux, nous avons vu comment les réactions chimiques qui se passent dans l'intimité des tissus ou des organes de l'animal, développent une force qui se révèle à nous, tantôt par de la chaleur, tantôt par du mouvement. Cette étude que nous avons faite, en général, sur la locomotion, essayons aujourd'hui de l'aborder sur les muscles en particulier, ces agents actifs du mouvement animal.

Je commence par vous prier de me pardonner les quelques détails très-ennuyeux dans lesquels je serai obligé d'entrer, mais j'espère être clair et court tout à la fois.

Parmi les nombreux mouvements de notre corps, la flexion de l'avant-bras sur le bras est un des plus apparents, des plus simples et des plus faciles à analyser. L'os *humérus*, qui forme la charpente du bras, est articulé en charnière, en trochlée, avec les deux os réunis de l'avant-bras, le cubitus et le radius : deux muscles situés en avant, le brachial antérieur et le biceps, attachés à l'humérus en haut, et aux deux os radius et cubitus en bas, en se contractant, c'est-à-dire en se raccourcissant, causent cette flexion par le rapprochement de leurs extrémités.

L'avant-bras fléchi ainsi, est remis dans l'exten-

sion sur le bras par la contraction du muscle antagoniste situé à la partie postérieure du membre, pendant que les muscles antérieurs biceps et brachial antérieur sont dans le relâchement. Etudions, pendant cette flexion et pendant cette extension, certains phénomènes qui ont lieu dans le biceps qui agit principalement dans la flexion.

1° Des artères, vous le savez, Messieurs, apportent au muscle du sang chargé d'oxygène. Ce sang traverse les rameaux capillaires qui se croisent en grand nombre au milieu des fibres musculaires, il perd son oxygène, se charge d'une quantité équivalente d'acide carbonique et d'eau, et devenu sang veineux il retourne vers le cœur. Mais au moment où le sang artériel se change ainsi en sang veineux, des phénomènes compliqués se passent dans l'intimité du muscle : la nutrition a lieu, et la combinaison de l'oxygène avec de l'hydrogène et du carbone se révèle par une chaleur qui met cet organe à la température de 37 degrés : voilà ce qui existe quand le muscle est au repos, dans le relâchement.

2° Le muscle vient-il à se contracter sous l'influence de la volonté, il peut se présenter deux cas : ou l'avant-bras sera fléchi sur le bras, si la main est libre et peut se mouvoir ; ou bien si des liens convenablement placés ont immobilisé les deux parties du membre, la flexion n'aura pas lieu.

Supposons ce dernier cas, le biceps se contracte,

mais ne produit pas de mouvement, grace aux liens dont nous avons parlé. Des expériences nombreuses faites, par MM. Beclard et Hirn, sur des animaux, mais surtout sur des hommes et sur eux-mêmes, ont démontré que *la chaleur du muscle augmentait*.

La physique a fourni pour mesurer ces différences de température des appareils extrêmement sensibles, des thermomètres directement appliqués sur la peau, des aiguilles formées par la soudure de deux métaux et enfoncées dans le muscle.

Ainsi, premier fait : La contraction du biceps développe de la chaleur.

3° Laissons l'avant-bras libre de se mouvoir, et chargeons la main d'un poids ; la contraction du biceps fléchira l'avant-bras sur le bras et élèvera le poids qui se trouve sur la main, la contraction aura effectué un travail mécanique : l'élévation d'un poids ; que disent les thermomètres ? ils indiquent une élévation de température, mais bien moindre que quand le membre était immobilisé ; souvent même ils n'indiquent pas d'élévation de température.

La contraction musculaire a dû développer de la chaleur ; qu'est devenue cette chaleur ? Une partie a disparu, ou elle a disparu entièrement, mais un poids a été élevé, un certain travail a été fait. Expérience admirable qui démontre bien la transformation de la chaleur en travail !

En effet, que s'est-il passé dans le muscle contracté ? des phénomènes chimiques ; ces phénomènes-

nes chimiques ont produit , quoi ? de la chaleur seulement quand les liens empêchaient la flexion ; du travail quand un travail a pu être fait.

Il résulte de là la démonstration de ce second fait : une certaine quantité de la chaleur développée par la contraction d'un muscle se change en travail

Ce fait devient très-évident quand au lieu de se borner, par une contraction du muscle biceps, à élever une fois un poids, on le soulève en une minute cinq fois , en ayant bien soin pourtant de le soutenir à la descente par l'autre main.

Cette dernière précaution : soutenir le poids de manière qu'il ne charge pas la main descendante, est extrêmement importante pour constater la quantité de chaleur qui disparaît quand le travail s'effectue. En effet, si on soulève et descend le poids avec la même main , l'avant-bras faisant ainsi un mouvement de va-et-vient, le poids est soulevé à la montée, et il est soutenu à la descente.

4° Des expériences nombreuses ont démontré que la chaleur développée par les muscles et indiquée par les thermomètres d'épreuve, a été la même, soit que le bras en contraction ne soulève rien, soit que soulevant un poids il soit animé de ces mouvements de va-et-vient.

Ce troisième fait peut ainsi s'exprimer : Le muscle en contraction soulevant alternativement un même poids , au bout d'un certain temps a développé la même chaleur que s'il était resté en contraction sans exécuter un travail.

Ce fait paraît en contradiction avec le second : *une certaine quantité de chaleur , développée par la contraction d'un muscle , se change en travail*. En réfléchissant sur cette anomalie singulière qui frappèrent leurs yeux, MM. Beclard et Hirn découvrirent alors une nouvelle loi bien extraordinaire, mais qu'ils vérifièrent un nombre considérable de fois, et dans des circonstances différentes ; ce qui rend plus certaines leurs conclusions, c'est qu'ils y arrivèrent sans s'être entendus, l'un opérant à Paris, l'autre à Colmar.

Quand la main lève le poids , elle fait un travail externe *actif* ; quand la main soutient le poids qui descend, elle fait un travail qui détruit le premier, elle fait un travail externe *négatif*. La montée du poids , *travail actif*, fait disparaître une certaine quantité de chaleur produite par la contraction du muscle ; sa descente, *travail négatif*, laisse reparaître précisément la même quantité de chaleur.

Résultat qui ne se comprend bien que quand l'esprit se familiarise avec les idées de la corrélation des forces naturelles, de la transformation de la chaleur en mouvement.

Le mouvement de va-et-vient de l'avant-bras soulevant et descendant un poids, produit successivement un travail mécanique *positif* et un travail *négatif* qui s'annulent l'un l'autre , de telle sorte que la contraction du muscle équivaut ici à celle qui aurait lieu s'il s'était contracté sans produire

de travail externe , c'est ce qu'indiquent les thermomètres.

En résumé : 1° La contraction d'un muscle développe de la chaleur , 2° une partie de cette chaleur disparaît quand, pendant sa contraction, le muscle produit un travail actif , 3° cette dernière chaleur reparait quand le muscle fait un travail externe négatif. Il serait fastidieux d'entrer ici dans les détails des expériences qui ont rendu ces trois lois claires et certaines.

M. Beclard les a faites avec un thermomètre très-sensible, appliqué sur un muscle superficiel du corps; M. Hirn s'est servi d'un grand appareil qu'il nomme *calorimètre*. Les personnes qui expérimentaient étaient enfermées dans une guérite obscure et hermétiquement fermée ; elles étaient obligées de respirer et d'exhaler l'air des poumons à travers un tube de caoutchouc et devaient, en même temps, pendant une heure $1/2$, sans répit, monter une roue qui tournait et dont les échelons fuyaient sous leurs pieds.

Vous devez comprendre, Messieurs, combien il leur fallait de dévouement. « Le mot de dévouement, dit M. Hirn, n'est pas exagéré, et en m'en servant je n'obéis qu'aux sentiments naturels de gratitude envers ceux qui, de la sorte, ont aidé à l'avancement de la science. »

Que résulte-t-il des travaux de M. Beclard et de M. Hirn ? c'est que la combustion respiratoire, qui

joue un rôle si actif dans la vie matérielle , développe à l'intérieur du corps une quantité de chaleur qui peut se répandre tout entière en dehors sous forme de calorique, mais qui peut aussi, suivant la volonté de l'homme, se convertir en mouvement, en travail.

On savait depuis longtemps que les personnes qui se livrent au travail ont besoin d'une alimentation plus abondante que celles qui restent au repos; la nouvelle théorie de l'équivalence du travail et de la chaleur rend donc parfaitement compte de ce phénomène que l'on comprenait sans l'expliquer.

Quelques applications des nouvelles lois que nous venons d'énoncer , nous montreront les services qu'elles peuvent rendre à la physiologie. Examinons, par exemple, nos propres mouvements dans l'acte qui constitue la marche.

Marcher sur un plan horizontal, monter un escalier ou une montagne , enfin descendre une pente , telles sont les trois seules manières de marcher. Pour le public , ces trois modes de progression constituent un travail à peu près semblable, mais pour le physiologiste il n'en est pas de même.

Dans la marche horizontale , ou ascendante , ou descendante, l'homme se tient debout ; cette station verticale ne peut avoir lieu que par la contraction des muscles du cou, du dos, des lombes, etc.; cette contraction, qui n'est fatigante qu'à la longue, existe dans les trois cas que nous considérons ; aussi nous

n'en tiendrons pas compte dans la comparaison que nous allons faire entre ces trois modes de progression, puisqu'elle leur est commune, mais nous nous souviendrons qu'elle consomme de la chaleur ou de la force, et c'est pour cela même qu'au bout d'un certain temps elle amène la fatigue.

Nous en dirons autant des contractions musculaires nécessaires pour porter le corps en avant, puisque l'homme marchant sur un plan horizontal, gravissant une montagne, ou la descendant, va toujours en s'avancant. Les contractions musculaires qui agissent dans ce but sont les mêmes; et quoique consommant de la chaleur et causant donc à la longue de la fatigue, elles ne doivent pas entrer en ligne de compte dans l'examen comparatif que nous commençons.

1° La marche sur un plan horizontal est composée de deux périodes; dans l'une le corps est élevé, dans l'autre il s'abaisse; ces mouvements alternatifs d'élévation et d'abaissement sont manifestes, lorsque l'on regarde plusieurs personnes marchant ensemble sans aller au pas. C'est pendant que le corps est soulevé sur un de ses membres inférieurs que l'autre membre oscille et se porte en avant : ce mouvement d'oscillation est semblable à celui d'un pendule brisé et se fait sans aucune contraction musculaire active ou passive, sous l'influence seule de la pesanteur. Dans la marche, puisque nous faisons abstraction des efforts nécessaires

pour maintenir le corps debout et pour le porter en avant, nous n'avons donc à considérer que les mouvements d'élévation et d'abaissement. Appliquons-leur les lois que nous avons exposées plus haut. Dans la première période, *élévation du corps, travail externe actif*, il se fait une dépense de chaleur par l'économie humaine ; dans la seconde partie, *abaissement du corps, travail externe négatif*, a lieu une production de chaleur égale à celle qui a été consommée. Il y a donc dans la marche une dépense et une production de chaleur ou de force motrice qui se balancent ou se compensent.

Aussi la marche horizontale peut elle être soutenue longtemps, et même elle pourrait l'être toujours sans perte de force, si l'homme n'avait à faire en même temps des efforts pour se maintenir debout et se porter en avant.

2° Gravissons une montagne, les circonstances ne sont plus les mêmes; chaque fois que nous nous élevons en faisant un pas, nous produisons un travail externe, nous consommons de la chaleur, aussi la fatigue vient-elle vite et vous le comprendrez d'autant plus, qu'à cette dépense de force, il faut ajouter celle que nous employons pour nous tenir debout et nous porter en avant.

Mais, au contraire, descendons-nous une pente, chaque pas, en abaissant le corps, nous fait faire un travail externe négatif; alors, au lieu de faire une dépense de force, nous en gagnons. Aussi la

marche descendante est-elle moins fatigante que la marche horizontale et même nous reposerait, s'il n'y avait en même temps une dépense incessante due à la nécessité de nous tenir debout et de nous porter en avant, dépense qui, à la longue, nous oblige au repos.

Ainsi, Messieurs, pour le physiologiste qui compare nos différentes manières de progresser, l'ascension seule est un travail externe, la descente est, au contraire, un *bénéfice de travail* pour notre corps; la marche horizontale ne constitue aucun travail définitif. La marche ascensionnelle doit donc coûter du *calorique* à l'organisme, la marche descendante doit en produire, la marche sur un plan horizontal ne doit modifier en rien la quantité de calorique que représente la respiration.

Voilà ce que dit la théorie, et les expériences de M. Hirn sont venues la confirmer. Lui-même et d'autres personnes ont monté, pendant une heure $1/2$, sur la roue ingénieuse de son calorimètre, de manière à s'élever de 400 mètres à l'heure; d'autres fois, elles agissaient de manière à descendre 400 mètres dans ce même temps, et chaque fois les indications que donnaient les thermomètres, les quantités de l'oxygène absorbées, et celles de l'eau et de l'acide carbonique exhalées sont venues vérifier les résultats de la théorie.

Une objection, Messieurs, se présente certainement à votre esprit, et il faut y répondre immédiate-

ment. Le mouvement, le travail se produisent, disons-nous, aux dépens de la chaleur animale dont ils consomment une notable partie; et pourtant tout le monde sait que pour s'échauffer il suffit de se donner du mouvement; comment disparaît cette contradiction apparente? Comment se fait-il que, puisque, quand nous marchons pour gravir une montagne, nous consommons du calorique dans ce travail? cette ascension, bien loin de nous refroidir, nous cause de la sueur.

Oui, Messieurs, ce travail consomme de la chaleur, mais, en même temps, il précipite la respiration et la circulation; la combustion s'accélère de façon à fournir aux effets qui lui sont demandés; mais en même temps elle dépasse souvent le but et fournit un excédant de calorique. M. Hirn a vu, dans ses recherches, la quantité d'oxygène consommée par heure tripler et quadrupler par suite du mouvement: « Lorsque soumis moi-même à l'ex-
« périence, dit-il, je marchais dans mon calorimètre
« de manière à m'élever de 450 mètres par heure,
« les battements du cœur s'élevaient de 80 à 140.
« Le nombre des inspirations par minute passait de
« 18 à 30; ce volume d'air inspiré et expiré par
« heure s'élevait de 700 litres à 2300 litres; et de
« cet accroissement général d'activité dans la res-
« piration et la circulation, il résultait que je
« consummais par heure, non plus 30 gr. comme à
« l'état de repos, mais bien 132 grammes d'oxygène,
« c'est-à-dire 4 fois $1/2$ plus. »

L'organisme emploie ainsi plusieurs moyens pour augmenter la combustion d'oxygène à mesure qu'on lui demande du travail. Les inspirations deviennent plus fréquentes, jusqu'à produire parfois l'essoufflement : l'air est inspiré plus profondément, de telle sorte que l'homme *geint* quelquefois en le chassant de sa poitrine, comme le boulanger ; enfin, pour une même quantité d'air introduite, une portion plus grande d'oxygène est dans certain cas retenue par les poumons.

C'est par la grandeur de l'excès de chaleur inutile ainsi développée que les divers individus diffèrent le plus entr'eux. Tandis que chez l'homme robuste, bien portant, et habitué à gravir des montagnes, cet excès de chaleur est relativement petit, chez les personnes faibles ou peu habituées à la marche, la respiration et la circulation s'accroissent outre-mesure par l'ascension et l'excès de chaleur qu'enlève alors au corps la transpiration cutanée est considérable.

Dans la descente d'une montagne, *travail externe négatif*, l'organisme récupère de la chaleur, au lieu d'en consommer ; dans cette circonstance, il est donc inutile que la respiration et la circulation se règlent de manière à développer une plus grande quantité de chaleur ; aussi la descente d'une pente n'essouffle nullement les personnes qui ont quelque peu l'habitude des montagnes. « Les moteurs vivants, » dit encore M. Hirn, se trouvent dans le même

« cas que tous les moteurs possibles, il en est qui
« rendent mieux que d'autres, c'est-à-dire qui uti-
« lisent beaucoup mieux la force motrice disponi-
« ble. L'individu qui s'essouffle et qui sue en gra-
« vissant une montagne, imite exactement les chauf-
« feurs maladroits qui chargent outre-mesure leur
« foyer et sont ensuite obligés de lâcher la vapeur
« en pure perte, tandis que le chauffeur expéri-
« menté ne développe à chaque instant que la cha-
« leur strictement nécessaire à l'effet dynamique
« qu'elle doit fournir. »

Comparaison ingénieuse qu'il nous serait facile de poursuivre, mais déjà trop longtemps, Messieurs, j'ai abusé de votre patience, aussi me contenterai-je de vous faire remarquer que l'homme qui n'a aucune maladie de circulation ou de la respiration, qui doit mettre en activité seulement les muscles nécessaires, laissant les autres en repos, c'est-à-dire *qui a l'habitude de la marche*, le bon guide de montagne par exemple, se fatigue moins que le voyageur novice ou maladroit qui contracte à son insu des muscles inutiles à l'ascension qu'il exécute.

Je termine donc cette petite application du grand principe dont nous devons la connaissance au docteur Mayer de Heilbronn, principe qui ne concerne pas seulement le calorique et le mouvement, mais toutes les forces de la nature, l'électricité, la lumière, le magnétisme.

RAPPORT

SUR

LES BIBLIOTHÈQUES DES ÉCOLES PRIMAIRES

EN RÉPONSE A UNE

Circulaire de S. E. M. le Ministre de l'Instruction publique

Du 1^{er} Décembre 1864

Par M. J. GARNIER.

(Séance du 28 Janvier 1865).



MESSIEURS ,

Son Excellence M. le Ministre de l'Instruction publique, par sa circulaire en date du 1^{er} décembre dernier, a consulté les sociétés savantes sur la composition des bibliothèques des écoles primaires. Aux livres d'utilité générale qu'il distribue chaque année à ces établissements, M. le Ministre désire en ajouter d'autres plus spécialement appropriés aux besoins des localités, et qui pourraient servir aux élèves les plus avancés des écoles et à leurs parents, pour les lectures d'hiver.

Il vous demande donc quels sont les ouvrages qui, au point de vue de l'histoire, de la littérature, des sciences, de l'hygiène, de l'agriculture et de l'industrie, pourraient, dans notre circonscription, être le plus utilement répandus.

L'Académie n'a point voulu laisser cette lettre sans réponse; elle a nommé, pour satisfaire à la demande de M. le Ministre, une commission qui m'a fait l'honneur de me choisir pour son rapporteur.

Nous n'avons point à nous prononcer sur l'utilité des bibliothèques des écoles primaires, elle est incontestablement établie. Le mouvement intellectuel qui s'opère dans les classes laborieuses doit être soutenu et encouragé. L'éducation morale et industrielle est à ce prix, et la sollicitude générale ne saurait s'exercer sur des besoins plus dignes d'intérêt.

Est-ce à dire qu'il faille faire de tous les hommes des savants, des lettrés, des érudits? Nous ne le pensons pas. Nous croyons, au contraire, qu'il conviendrait de rappeler de temps en temps à ceux qui l'oublient, cette phrase de J.-J. Rousseau, qui sera toujours vraie, quoiqu'il arrive : « Que dans l'ordre social, où toutes les places sont marquées, chacun doit être élevé pour la sienne. » Bien entendu nous ne la prenons point dans un sens absolu, et la part doit être faite aussi large que possible à l'intelligence qui seule fixe le rang et la position.

Le but des bibliothèques des écoles primaires

doit être, si nous l'avons bien compris, d'entretenir parmi les jeunes gens qui ont fréquenté les écoles, les connaissances qu'ils y ont acquises et de les développer, pour qu'ils ne donnent point, après quelques années, le spectacle déplorable et trop fréquent d'hommes retombés dans une ignorance telle, qu'ils ont oublié complètement ce qu'ils avaient appris dans leur enfance. Tous les hommes éclairés, en effet, à quelque opinion qu'ils appartiennent, regardent comme une obligation de nos lois et de nos mœurs cette instruction élémentaire, et la considèrent comme indispensable à l'accomplissement des devoirs qu'imposent la qualité de citoyen et la profession, quelle qu'elle soit, qu'on est appelé à exercer.

Pour cela que faut-il faire ? Changer en distraction ce qui fut une fatigue; rendre agréable et utile l'application de connaissances dont l'acquisition a coûté beaucoup de peine; remplacer, par des livres qui intéressent et instruisent, les livres de l'école qui ne rappellent jamais, quoiqu'on fasse, autre chose qu'un travail pénible, un labeur forcé.

Le premier soin sera donc de ne point perdre de vue le lecteur auquel on s'adresse, le degré de développement qu'a reçu son intelligence, et de ne mettre, en conséquence, à sa portée que des ouvrages qu'il comprenne sans difficulté, des récits dont il puisse suivre sans effort toutes les péripéties, qui se passent, autant que possible, dans un monde qui

est le sien, dont il pourrait, pour ainsi dire, connaître les auteurs, qu'il ne repousse point comme impossibles ou invraisemblables. Laissons donc tout d'abord le jeune lecteur dans le monde réel. Plus tard, quand son imagination aura grandi; quand, mûri par la réflexion, il saura distinguer la réalité de ce qui ne l'est point, il pourra s'essayer ailleurs. C'est là ce qui a dicté le premier choix de livres de lecture que nous indiquons comme devant composer la bibliothèque à son début. Comme il n'existe point chez nous d'établissement de ce genre, nous ne savons point quels sont les livres dont M. le Ministre disposé en leur faveur, et le complément qu'il conviendrait alors d'y ajouter.

Mais il ne suffit pas seulement de distraire, fût-ce même utilement, il importe surtout de moraliser et d'instruire.

Nous avons donc placé en première ligne quelques traités de religion d'une utilité générale. Le pasteur de chaque paroisse pourra en augmenter le nombre. Les erreurs à éviter, les points obscurs à éclairer, lui sont plus familiers, il saura plus sûrement y porter la lumière.

De petits cours de morale, de jurisprudence, d'administration, d'économie politique, trouveront place ensuite sur nos rayons. Restreints aux notions élémentaires, ils suffiront pour enseigner clairement à chacun ses devoirs envers le pays, les conditions durables de la propriété, celles qui ré-

gissent le travail et la richesse. Ils suffiront surtout pour montrer les dangers des révolutions, le besoin de l'ordre et de l'observation des lois à ceux qui en comprendront mieux la légitimité, la justice et l'impartialité. Nous n'admettons pas que ceux qui posséderont ces notions se croient pour cela plus avocats que ne se croient théologiens ceux qui savent leur catéchisme. Le danger est, à notre avis, que ces notions ne soient connues que de quelques-uns. La diffusion sera un grand bien, au contraire, et contribuera puissamment à faire disparaître un véritable fléau des campagnes : les avocats de pignon.

Des éléments d'hygiène ne feront pas davantage des médecins ; ils prescriront des précautions salutaires, préviendront des excès nuisibles à la santé, mettront en garde contre une foule d'erreurs, de pratiques superstitieuses, ridicules ou dangereuses ; ils montreront plus sûrement l'importance des secours qu'un homme instruit peut seul donner et souvent faciliteront, par de premières précautions, le succès du médecin.

Si l'on se reporte au degré d'instruction acquise dans les écoles primaires par les élèves, même les plus avancés, on comprendra sans peine que les livres de sciences doivent présenter le même degré de simplicité. Mais, en même temps, il ne faut pas oublier qu'avec l'âge l'intelligence devient plus active et plus développée, et que, dès lors, elle est

apte à s'exercer sur des sujets plus difficiles. Nous croyons donc qu'il faut d'abord des livres purement élémentaires, qui fourniront des données exactes et sérieuses, qui prépareront, exciteront même à la lecture d'ouvrages d'un ordre plus élevé, où les jeunes gens pourront puiser les connaissances techniques indispensables à l'application intelligente des découvertes dont l'histoire naturelle, la physique et la chimie ont doté l'industrie, connaissances qui seules peuvent leur assurer de nouveaux progrès. On ne doit pas oublier non plus que dans l'état actuel où nous a placés la liberté du commerce, une lutte est engagée, et que nous avons besoin d'armes égales, supérieures, s'il se peut, contre des rivaux qui ne manqueront point de nous disputer avec vigueur les marchés même dont la possession nous semble le plus assurée.

Comme la population de nos campagnes est principalement agricole, qu'un progrès marqué s'est fait dans cette branche de notre industrie locale, grâce à une pratique mieux entendue, mieux raisonnée, nous avons donné à la partie agricole de notre bibliothèque une large part. La propagande de l'exemple, a-t-on dit, est toute-puissante, et le voisinage d'un agriculteur habile a plus fait pour la prospérité de l'agriculture, que ce que les livres les plus savamment écrits ont jamais pu produire. Sans nier la puissance de l'exemple, nous dirons, sans crainte d'être contredits, que si, à côté de cette

culture-modèle dont tous les détails, tous les ressorts, pour ainsi dire, ne sont point apparents, dont on ne voit que les excellents résultats, les produits plus nombreux et plus beaux, le cultivateur trouve un livre qui lui donne l'explication de ce qu'il a constaté, la solution du problème qu'il cherche, il deviendra un imitateur bien plus sûr et plus empressé. Le progrès sera donc plus prompt et plus certain. C'est pourquoi nous demandons un certain nombre d'ouvrages d'agriculture, et surtout d'agriculture pratique.

En ce qui concerne l'histoire, nous nous sommes à peu près bornés à l'histoire de France. Nous avons voulu des ouvrages peu volumineux, dans lesquels le récit des faits fût assez détaillé, cependant, pour attacher, en même temps que le point de vue impartial ou modéré serait exempt de tout esprit de système et de parti. Nous y joignons l'histoire d'Angleterre, notre ancienne ennemie, notre éternelle rivale; elle nous touche par trop de points pour ne pas intéresser. Celle d'Italie, à laquelle nous attachent aujourd'hui des intérêts si divers, devait s'y trouver aux mêmes titres. Les récits de nos dernières campagnes de Crimée et d'Italie trouveront assurément des lecteurs parmi ceux qui y prirent part et qui pourront les commenter.

Nous demandons enfin un recueil de voyages. Ces pérégrinations aux terres lointaines, chez des peuples dont les religions, les usages, les mœurs

sont si différents des nôtres, captivent toujours l'attention. On s'associe aux dangers des hardis navigateurs; on admire le courage, la patience, l'habileté de ces explorateurs infatigables de contrées inconnues, on partage leurs fatigues, mais on jouit de leurs découvertes. En même temps que le monde grandit, les idées grandissent, et la curiosité, fille de l'ignorance, devient bientôt la mère du savoir. Un traité de géographie et un atlas seront indispensables pour fixer la position des lieux et faire suivre avec fruit la marche des voyageurs ou celle des armées.

Telles sont, Messieurs, les idées qui nous ont guidés dans la composition de la bibliothèque dont nous vous proposons le catalogue. Il y a loin de là à une bibliothèque communale destinée à une ville de quelqu'importance.

Nous n'avions pas à nous occuper de cette création, mais d'un établissement beaucoup plus modeste, d'une bibliothèque des écoles primaires; le nom explique assez ce qu'elle doit être. Les uns trouveront peut-être que nous avons trop présumé de l'intelligence de nos lecteurs; les autres, au contraire, que nous les supposons trop peu habiles, et que la charge n'est point proportionnée à leur force. Nous sommes convaincus d'avoir évité ce double écueil. Depuis plus d'un quart de siècle que nous faisons partie de la Commission d'instruction primaire du Département, nous avons vu suc-

cessivement s'élever et s'abaisser le degré des connaissances acquises, et pu apprécier le développement auquel elles parviennent dans les écoles ; nous croyons donc avoir, avec une juste mesure, approprié nos demandes aux besoins que nous devons satisfaire. Comme nous l'avons dit déjà, nous n'avons pas encore de ces bibliothèques ; créons d'abord, simplement et sans viser trop haut. Si, comme nous devons l'espérer, le succès répond aux espérances, il faudra chaque année ajouter à ce fonds essentiellement perfectible et susceptible d'accroissement. Alors on consultera les exigences nouvelles qui se seront produites, et il sera toujours temps de combler les lacunes et d'élever le niveau que nous avons fixé, sans le regarder, ce que nous regretterions bien vivement, comme à jamais infranchissable.



DISCOURS DE RÉCEPTION

De M. ALBERT DAUPHIN,

AVOCAT

(Séance du 11 Mars 1865).



MESSIEURS,

Ce n'est point par une feinte modestie que j'ai d'abord besoin, en prenant place parmi vous, de m'excuser d'être si peu digne de répondre à votre bienveillant accueil. La profession que j'ai embrassée a le tort, par la nature de ses études et de ses procédés, par la multiplicité de ses travaux, le renouvellement incessant de ses recherches théoriques et pratiques, de détourner l'esprit des préoccupations littéraires. L'art d'écrire, loin de trouver quelque secours dans l'habitude de parler, risque souvent de s'y perdre ; et le Palais est bien loin de la maison de Gresset. Le Droit, lui-même, est une


science où trop d'éminents esprits ont épuisé la controverse, et où les tendances de la magistrature et du barreau moderne ont, avec raison, donné trop de place à l'équité, pour que j'aie la prétention de m'asseoir auprès de ceux d'entre vous qui vous font parcourir le champ des recherches scientifiques. Pour les beaux-arts, je n'ai que le goût et le respect qu'ont pu me donner l'instinct et quelques voyages dans leur mère-patrie. Et les problèmes commerciaux, ceux qui de notre temps provoquent le plus d'intérêt, exigent des connaissances spéciales sans lesquelles il serait téméraire de les aborder.

Je dois donc vos suffrages à autrui plutôt qu'à moi. Vous voyez, chez votre Directeur, l'inimitable alliance des travaux littéraires, des discussions philosophiques et critiques, et de l'étude des langues étrangères, soutenir la lutte contre les absorbantes préoccupations des affaires contentieuses. Vous êtes séduits chaque jour par la merveilleuse souplesse d'esprit de votre Secrétaire perpétuel, dont la plume suit la vôtre partout où la conduit chacun de vous. Vous avez conservé le souvenir d'un des derniers collègues que vous avez perdus, auquel le barreau n'a jamais enlevé aucun de ses plaisirs ni de ses succès académiques, et vous avez récompensé en moi les services que mes trois confrères vous ont rendus, sans songer que leurs mérites, qui sont mes vrais lettres d'introduction parmi vous, font ma tâche plus difficile encore, et mon concours moins utile.

•

Une seule matière peut-être pourra me fournir quelques sujets d'étude et de recherches : c'est la comparaison de notre législation avec celle des autres peuples. Les chemins de fer, la télégraphie, les traités de commerce, les conventions sur la propriété littéraire, l'échange du capital, la vulgarisation des idées modernes, ont établi entre toutes les nations tant de liens, qu'il ne suffit plus de connaître les lois de son pays : les intérêts privés, circonscrits moins que jamais dans les frontières des Etats, doivent se défendre souvent et se débattre à l'étranger; et de ces perpétuels recours aux législations du dehors, résultent aussi pour l'économiste le devoir et le plaisir de rechercher les emprunts que le législateur peut y faire, les abus que l'expérience a détruits chez les autres et de tendre à une sage et progressive combinaison de tous les éléments des lois de l'Europe.

La législation française est une des gloires de notre pays : unité dans l'ensemble de ses dispositions, parfaite harmonie des détails, énergique concision de la forme, combinaison habile des doctrines que l'antiquité et l'ère moderne lui apportaient ; elle réunit de magnifiques qualités. Il ne lui en eût pas fallu autant pour que la fatuité inhérente à notre nation jugeât nécessaire de lui donner pendant longtemps un brevet d'imperfectibilité. Ce serait, Messieurs, une étude curieuse que de demander aux lois de nos voisins ce qu'elles pensent



des nôtres : jury, droit de défense, propriété littéraire, faillites, lettres de change, hypothèques même, que d'autres matières encore, dans lesquelles tant de leçons pourraient nous être utilement données ! Vous me permettrez plus tard de chercher à les y puiser ; je veux, au contraire, aujourd'hui défendre nos codes et débiter par une apologie sur un point où je leur connais de grands ennemis.

Ces ennemis, Messieurs, vivent au milieu de nous ; leurs plaintes ne datent pas d'hier ; c'est toute une classe, sacrifiée, affirme-t-elle, et victime de nos lois, qui se révolte contre un système que nous lui avons même refusé les moyens de combattre. Privée des droits politiques, exclue des collèges électoraux et des assemblées législatives, elle ne peut échapper au rôle de dépendance et à la suprématie quelque fois sévère qui lui sont imposés. Elle a eu dans tous les temps ses champions et d'illustres défenseurs, dans son sein et en dehors d'elle. Elle a protesté dans de beaux livres ; elle a eu ses journaux pour passionner l'opinion, ses sectes pour faire des déclarations de principes, ses clubs pour aider au triomphe de ses aspirations, ses émeutes même pour réclamer auprès des gouvernements. Jusqu'à ce jour tous ses efforts ont échoué ; mais ses armes sont si nombreuses et si fortes, que souvent elle nous fait douter de notre sagesse, et je voudrais vous demander, Messieurs, la permission de rechercher, par une comparaison des législations étran-

gères, si le sort de ces victimes est si cruellement fixé par nos lois.

Les femmes, qui, dans ce monde, commandent si souvent, si elles ne commandent pas toujours, n'ont jamais, en France, obtenu de la loi une déclaration d'égalité avec les hommes. De là ces plaintes incessantes fondées sur une apparence plutôt que sur une réalité, qui, à toutes les époques, se sont adressées à tant de nos dispositions législatives. Il en est, Messieurs, qu'il serait difficile de prendre au sérieux, fruit de rêveries creuses mûri dans des sectes qui s'intitulaient philosophiques, le plus souvent pour se donner le droit de déraisonner. Au temps de Fourier, on a vu des femmes, prétendant réformer l'exclusivisme conjugal, réclamer l'existence simultanée de trois ordres distincts de satellites, les favoris, les géniteurs et les époux. Il y a trente ans environ, il n'était question que de l'affranchissement de la femme : *La Tribune des Femmes*, journal périodique, était fondée par une pauvre adepte, qui, enivrée de ses propres ardeurs, finit par se tuer en holocauste, lorsque l'école Saint-Simonienne se dispersa. On parlait sans rire de la femme Messie ; le Père Enfantin l'appelait au sacerdoce définitif ; et oubliant que leur première gloire est dans la maternité, les femmes messies exhumaient de la république de Platon, sans la comprendre, l'idée de la nourrice-fonctionnaire.



A côté de ces imaginations malades, une voix pleine de puissance et d'autorité s'est élevée pour réclamer l'indépendance au nom de son sexe : entraînant par le prestige de son style, le plus pur et à la fois le plus grand et le plus simple de notre époque, effrayante par l'âpreté de sa logique, elle a pu jeter le doute et l'alarme au tour du lien sacré du mariage.

Moins hardie et avec une douce tristesse, au milieu des aspirations, préludes de notre première révolution, Marceline, au pied du tribunal d'Alma-viva, disait : « Dans les rangs mêmes les plus élevés, les femmes n'obtiennent de vous qu'une considération dérisoire ; leurrées de respects apparents, dans une servitude réelle ; traitées en mineures pour nos biens, en majeures pour nos fautes : Ah ! votre conduite avec nous fait horreur ou pitié. »

Et les trois grands ordres de l'Etat répondent :

Le peuple (Figaro) : « Elle a raison. »

L'aristocratie (le Comte) : « Elle a raison. »

La magistrature (Brid'oison) : « Elle a, mon...
on Dieu, raison. »

Molière, dans une ironique leçon, protestait contre l'état de soumission des femmes :

Du côté de la barbe est la toute-puissance,
Bien qu'on soit deux moitiés de la société,
Ces deux moitiés pourtant n'ont pas d'égalité ;
L'une est moitié suprême, et l'autre subalterne ;

L'une en tout est soumise à l'autre qui gouverne,
Et ce que le soldat, dans son devoir instruit,
Montre d'obéissance au chef qui le conduit,
Le valet à son maître, un enfant à son père,
A ses supérieurs le moindre petit frère,
N'approche point encor de la docilité,
Et de l'obéissance et de l'humilité,
Et du profond respect où la femme doit être
Pour son mari, son chef, son seigneur et son maître.

Sans rechercher ni si loin, ni si haut, l'écho de ces plaintes, ne les entendons-nous pas tous les jours? — Admises seulement dès l'enfance à des études superficielles, élevées prosaïquement pour les besoins du ménage, éloignées du mouvement littéraire et scientifique auquel les Anglaises et les Allemandes sont conviées, ignorantes des lois, nous sommes, disent-elles, jetées dans la vie, sans expérience ni force pour résister à votre domination. Nos biens, fruit du travail de nos pères et de nos mères, nos enfants, fruit de nos entrailles, nous ne vous les apportons que pour les perdre : vous administrez, dissipez ou thésaurisez les uns, suivant votre caprice ; vous élevez, dirigez, bien plus, sans nous et malgré nous, vous mariez les autres. Et puis, le jour où la mort fait disparaître le maître, voilà que tout à coup la veuve acquiert sagesse, intelligence, connaissance des lois, autorité et puissance ; capable de tout et pour elle et pour ses enfants dont elle est tutrice, il lui faut soudain, par un miracle au-dessus de ses forces, savoir et

pouvoir tout ce qui jusqu'à la veille fut l'inconnu et l'impossible, tant il est vrai que l'égoïsme seul a dicté vos lois, et que vos courtes visées ne dépassent même point votre vie. Jamais, je le reconnais, je n'ai entendu aucune d'elles réclamer personnellement le rétablissement du divorce ; mais, si quelqu'une, sacrifiée par le hasard des unions à un homme sans principe, sans honneur et sans mœurs, à un criminel flétri par la justice ou abandonnée lâchement pour la débauche, ne peut trouver un triste refuge que dans l'équivoque situation d'une séparation, une plainte amère s'élève, et s'abritant sous les convenances de la pitié, proteste contre cet avenir brisé sans retour. En d'autres et de plus délicates circonstances, sans réclamer pour elles-mêmes une immorale impunité, elles se révoltent contre de subtiles distinctions dans la faute et dans le châtement. Et pour combler la mesure, hommes qui fites la loi pour vous seuls, vous refusez, s'écrient-elles, à vos victimes, tout droit, tout pouvoir pour les changer !


Il est un mot, avant tout, qui les blesse et les irrite. Un article de nos lois dit : La femme doit obéissance à son mari. Obéissance ! dans une association où chaque époux doit apporter une égale part de joies, supporter une égale part de tristesses, , où fortune, revers, bonheur, chagrin, soucis, chûtes, enfants, famille, tout est commun ! Obéissance, c'est-à-dire infériorité : ce n'est pas seule-

ment pour les femmes une question de pouvoir réel : le mot lui seul est une atteinte à la dignité personnelle.

Ce mot, Messieurs, j'avoue que si, seul dans nos lois, il soulevait la tempête, j'acclamerais le décret qui, par un coup d'Etat, en supprimerait la dureté. Les hommes n'y perdraient rien et y gagneraient peut-être. Soumis, quoiqu'on en dise, à la suprématie féminine, ils ont de tout temps senti le joug et se sont toujours imaginés le secouer par de grandes déclarations de principes. Mais je doute que jamais jeune fiancée ait écouté sans sourire la lecture pompeuse, faite par le magistrat municipal, de l'article 243 ; j'affirme qu'aucune femme n'eût retenu un irrespectueux éclat de rire à la face du Premier Consul, lorsqu'il posait dogmatiquement en Conseil d'Etat, cette inutile profession de foi : Il est une chose qui n'est pas *française*, c'est qu'une femme fasse ce qu'il lui plaît !

Il paraît que cette chose n'est pas non plus européenne. La formule seule varie suivant les pays : l'Italie, l'Espagne, l'Autriche, la Prusse, parlent brutalement d'obéissance ; la Russie, dans les lois de laquelle la femme, chose étrange, est à plusieurs égards, mieux partagée, explique le mot soumission par ceux de déférence et d'empressement affectueux. Seul le Hollandais, plus galant qu'il ne paraît, a supprimé de ses codes ce commandement, et ne parle que de l'assistance mutuelle. Mais, si

c'est une question de dignité personnelle, je prie nos Françaises de demander quelques leçons de patience à leurs voisines d'Angleterre, dont souvent elles envient l'indépendance. On se refuse à croire ce qu'est encore, sur la femme mariée, la législation anglaise qu'heureusement, mais par les procédés les plus étranges et les plus humiliants, les mœurs ont adoucie. La femme n'y est ni l'égale ni l'inférieure du mari; elle s'absorbe en lui et y perd sa personnalité; pour employer l'expression énergique de leur vieux langage, elle est *sous le couvert du mari*, *feme couverte*. Volonté, droits, contrats, tout lui échappe, lui est interdit, ou plutôt rien ne peut exister en elle; son mari ne peut ni lui faire aucune donation, ni passer avec elle aucun contrat; bien plus, les actes qui les auraient liés avant le mariage sont annulés : car donner à sa femme, traiter ou exécuter un traité fait avec elle, ce serait lui supposer une existence séparée. Le legs seul est permis, parce que son effet ne commencera qu'à la mort du mari testateur, lorsque la *couverture* aura cessé. Voilà la loi écrite ! La faveur des idées nouvelles est venue modifier ces dispositions, mais la dignité personnelle n'y a point gagné : la pratique autorise seulement le mari à donner à sa femme et à contracter avec elle, mais par l'intermédiaire d'un tiers de confiance, prête-nom (*trustee*), bénéficiaire apparent de l'acte, dont la présence est le plus éclatant témoignage de la suppression de toute individualité féminine.



Le mari doit payer les dettes que sa femme a contractées avant le mariage : non par raison de droit ou d'équité, mais par respect pour ce grand principe, que sa femme c'est lui ; demain le mariage est dissous, les créanciers ne se sont pas fait payer à temps par le *Covert-Baron* : le mari ou ses héritiers ne doivent absolument plus rien.

Et que parlez-vous d'obéissance ? Les Anglais ne se sont pas contentés du mot, ils en ont assuré les effets : laissons de côté les temps barbares où l'on dit qu'ils pouvaient vendre leurs femmes ; oublions la vieille loi qui punissait comme trahison leurs attentats contre le mari, à l'égal de ceux contre le roi. Dans l'intérieur du foyer domestique, le *baron* est bien le maître, et le maître qui châtie, *flagellis et fustibus acriter* pour certaines fautes, *modicâ castigatione* pour certaines autres. Charles II, qui devait beaucoup aux dames, voulut les remercier de leurs bontés en les sauvant du fouet : mais, que fit-il, hélas ! il leur permit d'exiger avant le mariage, une promesse de paix, garantie par un cautionnement. Depuis ce jour les Anglaises ont eu la satisfaction de pouvoir connaître quelle somme d'argent leurs maris sacrifieraient pour les battre. Qu'elles ne se plaignent point pourtant. Le code bavarois, en son article 25, dit encore aujourd'hui : « Le mari « peut corriger sa femme, toutefois *modicis virgis*. » Et il n'y est point question de caution !

Savez-vous, Messieurs, ce que les Anglais ont



imaginé sur la séduction ? Le père de la jeune fille se présente devant le jury et a deux moyens d'y triompher dans une action en dommages-intérêts. Le bonheur d'une famille perdue, l'honneur de son nom souillé, l'avenir d'une jeune victime brisé à jamais, la honte d'un scandale public qui ferme l'entrée de la maison, tout le préjudice dû à cette mortelle injure dans l'ordre moral et dans la vérité de l'ordre matériel des choses : ce sont soucis que ne réclame pas l'état social d'une femme ou d'une fille en Angleterre ! Prosaïquement et froidement, l'Anglais expose que, pour accomplir son méfait, le séducteur a violé son domicile, est entré sur son terrain, et si le coupable, moins prudent que Lovelace, n'a pas attendu légalement Clarisse sur le seuil de la maison au moment de l'enlever, il sera atteint et convaincu de *trespass*, c'est-à-dire d'injure non à la personne, mais à la propriété.

Ou bien, usant d'un autre procédé, le père prouvera flegmatiquement que sa fille lui tenait lieu de servante au logis, et que sa fuite, ou même si elle est restée au domicile, il faut le lire pour le croire, l'état de sa santé, résultat de sa faute, oblige le chef de famille à la remplacer par une mercenaire dans son office. Et les commentateurs ajoutent, avec une sorte de naïveté, qu'en cette matière les jurys ne sont pas très-rigoureux sur la preuve et acceptent facilement que la jeune fille était servante. La séduction convertie en une voie de fait contre la

propriété ou la domesticité ! Voilà, Messieurs, je voudrais pouvoir dire Mesdames, en m'adressant à celles qui s'indignent du mot obéissance, le rôle que joue chez nos voisins d'Outre-Manche la dignité personnelle !

Un débat plus grave peut s'élever au sujet de l'autorité sur les enfants et sur les biens : les uns disent, par une phrase de convention, qu'il n'y a pas d'association sans chef, banalité ignorante de nos lois ; les autres répondent, par une étrange assimilation, que beaucoup de sociétés commerciales se passent de maîtres et reconnaissent la parfaite égalité de leurs membres. La vérité est que l'association conjugale a, dans sa nature délicate et variée, trop d'éléments de contradiction, et que son commerce, puisqu'on prononce ce mot, a, sans dissolution possible du lien social, une trop longue durée, pour qu'elle ne soit pas dirigée par un gérant responsable.

Je verrais pourtant avec plaisir donner satisfaction à la juste réclamation des mères sur les conditions du mariage de leurs enfants. Jamais je n'ai compris comment tous les législateurs, à l'exception de ceux de la Russie, proclament que l'autorisation paternelle suffit. Il y a même quelque chose de tristement ironique dans cette formule de notre loi : « Les
• enfants ne peuvent contracter mariage sans le
• consentement de leurs père et mère ; en cas de
• dissentiment, le consentement du père suffit. »

La phrase est aussi peu logique que l'idée. Comment n'est-il pas donné à la mère de défendre son plus cher bien contre les entraînements, l'imprévoyance, quelquefois la connivence intéressée d'un père ? Pourquoi refuser au fils mineur de 25 ans, à la fille surtout mineure de 21 ans, la double garantie de deux consentements ? Si vous craignez de voir s'engager sur l'enfant, et au prix de son bonheur, une lutte née de l'obstination des discordes conjugales, donnez aux tribunaux, dans le mystère des chambres du Conseil, le droit de contrôler le refus maternel ; constituez pour le juger un Conseil de famille dont le père aura seul le droit de provoquer la décision ; mais ne conservez pas, inscrite dans vos codes, la violation flagrante et douloureuse du précepte : Père et mère honoreras !

Ce n'est pas ici le lieu de faire une étude approfondie des conditions dans lesquelles sont administrés les biens des femmes mariées. Il est vrai que notre grand principe est que la femme y est soumise à une tutelle, et que le plus souvent sa fortune y est confiée et abandonnée à la toute-puissance du mari. Le régime dotal, en assurant la conservation de son bien, l'enserme elle-même dans une défense d'aliéner sans lui donner le droit d'administrer. Le régime de la séparation de biens, celui qui l'émancipe le plus, ne lui accorde que l'administration, sans lui permettre de vendre, de donner ni d'engager ses immeubles. Et la communauté, notre loi

fondamentale, est la remise complète de toute la fortune mobilière de l'épouse à la discrétion du chef de la famille.

Mais cet abandon, qui fait souvent gémir les dépossédées, non point tant pour la dissipation qui les ruine, que, disons-le tout bas, pour l'économie qui les prive, elles ne songent pas qu'il constitue en leur faveur la plus éclatante inégalité. Admises au partage des bénéfices, s'il y en a, elles ne supportent pas les pertes dont, sans vouloir riposter contre elles par des plaintes, elles sont bien souvent les seuls auteurs. Voilà les conditions de cette singulière association dans laquelle le seul avantage de la direction est, à tout prendre, la responsabilité; de telle sorte, que le vieil adage coutumier : « Le mari vit comme maître et meurt comme associé, » est encore trop faible : c'est « meurt débiteur » qu'il faudrait dire.


Si je n'étais resserré dans de justes limites, dont je crains déjà d'être sorti, j'examinerais ici, sous un point de vue général, ce qu'est ce grand principe de la communauté légale. Né de l'émancipation des serfs, à l'époque où ceux qui ne possédaient pas s'associaient de tous côtés, dans l'agriculture, dans le négoce, dans les campagnes et dans les villes, pour conquérir un rang et une fortune, et poser les premières bases du tiers-état ; — aggrandi, généralisé, en même temps que les sociétés universelles, connues au moyen-âge sous le nom de communautés

La phrase est aussi peu logique que l'incident : comment n'est-il pas donné à la mère de droit le plus cher bien contre les entraînements de la jeunesse, quelquefois la connivence intime du père ? Pourquoi refuser au fils mineur la fille surtout mineure de 21 ans, la tutelle de deux consentements ? Si vous ne pouvez voir s'engager sur l'enfant, et au moment de l'heure, une lutte née de l'obstination des volontés conjugales, donnez aux tribunaux des chambres du Conseil, le droit de surmonter le refus maternel ; constituez pour la conservation de la famille dont le père aura le droit de demander la décision ; mais ne permettez pas, dans vos codes, la violation du précepte : Père et mère ont le droit de s'abandonner à l'œuvre de la vie. Ce n'est pas ici le lieu de discuter les conditions de la lutte de fondie des conditions de la vie, mais la lutte de très les biens des femmes et les coutumes, notre grand principe est la règle et la loi mise à une tutelle, et la tutelle est confiée et abandonnée au mari. Le régime de la tutelle des peuples en Europe, de son bien, l'ensemble de leurs tendances et leurs d'aliéner sans lui le droit de les Russes : les Le régime de la tutelle commerciale, leur type es-mancipe le plus. Les seconds, cantonnés dans sans lui permettrait de leurs immenses et immobili-ger ses immenses d'un gouvernement aristocratique.

II
... , pour qui le capital doit
... a proclamé la valeur
... en y faisant entrer,
... non-seulement la
... présents et
... s du mari,
... othéquer ; et
... sa moitié des
... nsabilité du mari,

... que l'esprit conserva-
... e seul à l'heure où nous
... de leurs lois : « Le ma-
... communauté de biens ; sont
... que époux les biens qu'il a eus
... mariage, ainsi que ceux qu'il a
... « Chaque époux administre sa for-
... emme, sur un pied d'égalité parfaite
... ri, peut, chose inconnue et impossible
... e, vendre, donner, engager ses biens à sa
... et sans autorisation.

... sont les deux extrêmes. Les Françaises dési-
... nt-elles émigrer en Hollande ? je le préférerais
pour elles-mêmes à cette raide séparation de la loi
russe, où la division radicale des intérêts doit bien-
tôt amener celle des cœurs et des existences. J'ad-
mets pourtant qu'on en fasse l'essai, et je ne sais
pourquoi, sauvant un débris du vieux principe, « la
« femme est sous puissance du mari, » la loi fran-
çaise a refusé à celles qui aimeraient ce système,




le droit de l'adopter. Le sort de cette réforme serait celui de beaucoup d'autres : nécessaire hier et hautement réclamée ; inutile demain et oubliée, si on l'accorde. Le régime de la séparation de biens lui-même qui, sans le droit d'aliéner, laisse à la femme toute la disposition de son bien : qui de ces belles révolutionnaires s'en sert et l'inscrit dans son contrat de mariage ? quelque veuve ou maîtresse-femme, qui, dans l'âge ami de l'autorité, le choisit, non pour échapper à l'obéissance, mais pour commander au logis par la puissance des écus. Il en serait de même : le maniement de l'argent attire et allourdit une main féminine. Ces droits réclamés, elles les repousseraient avec dédain. Les femmes savent bien, au fond de leur cœur, qu'alors qu'elles nous confient leur bonheur, ce n'est rien que de nous confier en même temps leur fortune !

Ce bonheur pourtant, l'expérience nous le montre quelquefois compromis ; et alors s'élève dans toute sa force la redoutable question du divorce, qui serait plus librement résolue, si elle ne se présentait toujours entourée du cortège des opinions religieuses. Napoléon avait pensé qu'à une puissance maritale fortement constituée, le divorce était l'unique et nécessaire contre-poids. La Restauration le fit disparaître, et il est douteux que les tendances des idées de notre époque le ramènent d'ici à longtemps dans nos lois. Les femmes seraient-elles les plus intéressées à le voir rétablir ? L'histoire des reines n'est point encourageante : dès les premiers temps

de la monarchie française, le droit de répudiation n'a pas été une des moins grandes prérogatives du trône. Depuis Charlemagne, on a compté que vingt rois de France, fils aînés de l'Eglise, ont, avec la permission du Saint Siège, répudié leurs femmes pour en épouser d'autres. M. Odilon-Barrot a constaté qu'on a vu autant de reines répudiées que de reines mortes avec leurs couronnes. En Angleterre, Henri VIII a poussé le désir et l'habitude de changer de femme jusqu'à changer de religion, et tout un peuple a vu accomplir ou au moins naître la réforme pour libérer son roi des liens qui l'unissaient à Catherine d'Aragon.

Dans des sphères moins élevées, êtes-vous sûrs que les emportements et la hardiesse du sexe masculin ne profiteraient pas plus du droit à la liberté que la timidité, la pudeur et les scrupules féminins? Sans doute, dans les pays où existe le divorce, je trouve, parmi les causes qui l'autorisent, des armes contre le mari : En Autriche, où il est permis aux sujets non catholiques, l'abandon de la femme, les excès et sévices qui mettent sa vie en danger ; en Hollande, les condamnations à une peine infamante ; en Prusse, la prodigalité et la dissipation de la fortune, singulière offense pour donner droit de rechercher une autre union ! — Mais que diraient les Françaises si, comme dans ce même royaume de Prusse, le seul refus constaté de suivre un mari dans un nouveau domicile, l'autorisait à voler aussitôt à de nouvelles noces? Que penseraient-elles



de cette autre loi barbare écrite aux codes de l'Autriche, de la Prusse et du canton de Vaud, qui, faisant un crime de la maladie, permet le divorce lorsque l'un des époux est atteint d'une démence incurable ? Dévouées par nature, ce ne sont pas elles qui abandonneraient le pauvre insensé ; mais plus d'une, dans les angoisses d'un esprit qui sent le mal l'envahir, aurait une pensée d'effroi pour son sort du lendemain.

Je voudrais oser, sans en parler, indiquer d'autres causes de divorce, admises en nombreux pays : lorsque le foyer conjugal n'est pas égayé par ces jolis êtres, espoir de l'avenir, lorsque, au risque de s'éteindre, un nom sonore surtout pour celui qui le porte et qui quelquefois vient de coûter tant de peines à conquérir, combien de fois la punition injuste de cette faute sans coupable ne frapperait-elle pas surtout la femme au nom de cette définition brutale que la France a bannie de ses textes, mais que tant de codes étrangers reproduisent à l'envi : « Le mariage est une association entre l'homme et la femme, pour procréer des enfants. »

L'infidélité conjugale même, qu'elles tremblent de lui donner le droit de briser les unions ! qu'elles tremblent même, s'il ne s'agit que de séparation de corps, de lui appliquer contre le mari l'égalité d'appréciation qu'elles réclament ! Cette grande désillusion devant laquelle s'enfuient et la jeunesse et la foi, qui semble à jamais voiler de noir les rêves de l'avenir et les souvenirs du passé, le pardon peut

encore en éclairer l'horison obscurci. Les femmes qui savent si bien pardonner dans le recueillement du cœur, mais si peu se commander dans les premiers emportements de l'esprit, se sacrifieraient elles-mêmes sans retour en voulant sacrifier le mari égaré. La soudaineté et l'irréflexion des passions humaines sont peut-être le plus puissant argument contre le divorce.

Il est des peuples qui, se défiant de l'impétuosité de la nature humaine, ont remis toutes les formes de la dissolution conjugale entre les mains de l'autorité ecclésiastique ; les Russes confient au Saint Synode la mission de prononcer le divorce suivant ses règles mystérieuses ; L'Autriche, en admettant, pour ses sujets catholiques, non le divorce, mais les nullités du droit canon, ouvre peut-être une porte plus large qu'elle ne paraît ; La Bavière va plus loin, et, sous ce même nom de nullité, permet la rupture du lien conjugal dans deux cas : une dispense du Pape, à la seule condition, assez libre de contrôle, que le mariage n'a pas été consommé, et le fait seul de l'entrée du mari dans un ordre ecclésiastique. Je ne suppose pas que cette disposition d'une loi étrangère excite l'envie de nos plus pieuses matrones. — Les Anglais, avec leur solennité, ont imaginé, pour une déclaration de ce qu'ils appellent le divorce absolu, de s'imposer la sauve-garde d'un acte du Parlement, et après examen par les Cours de justice, soumettent les mystères de leur foyer à la chambre des Lords et à celle des Communes.

Ces garanties et ces recours à de grands pouvoirs sont plus dangereux que la raideur d'une loi civile. Les corps politiques et les pouvoirs ecclésiastiques ne sont pas toujours le plus à l'abri des influences, et sur ce terrain, je doute que les femmes étrangères aux débats et aux intérêts qui font mouvoir les hommes, puissent lutter contre eux.

Je m'arrête, Messieurs ; j'ai trop longtemps abusé de votre patience pour ce qui n'est point une étude, mais une ébauche. Veuillez me pardonner et m'obtenir le pardon de celles que nos lois entourent de plus de respects, de droits et de moyens de bonheur que quelques-unes ne le croient. Si j'ai pu montrer que leur sort est meilleur et leur rôle plus élevé en France que dans les autres pays de l'Europe, et j'ai passé sous silence les mœurs et les règles de l'Orient, il faudra bien conclure que nous n'avons point abusé de notre droit de faire des lois. Il resterait à leur céder une partie de nos places dans nos assemblées législatives et politiques, et à leur demander leur programme. Sieyes voulait les y admettre ; Mirabeau s'en indignait. Je n'oserais dire tout haut ce que j'en pense. Mais veuillez, à toutes celles que vous verrez, demander leur avis : la réponse sera — ce qui est leur vraie politique — ce qui toujours nous a dicté et nous dictera des lois — un sourire.

RÉPONSE DE M. DAUSSY

Directeur de l'Académie

Au Discours de réception de M. Albert Dauphin



MONSIEUR,

Il y a quelques mois, l'Académie avait le malheur de perdre un homme dont le souvenir restera longtemps dans les Compagnies qui s'honoraient de le compter dans leur sein. Autour de la tombe de notre excellent M. Creton se pressaient les membres de l'Académie et du Barreau, réunis dans le sentiment de leur commune douleur et dans l'hommage qu'ils venaient ensemble rendre à celui dont les travaux, les talents, les vertus, leur avaient appartenu pendant des années nombreuses sans doute, mais trop courtes au gré de nos cœurs.

C'était à vous qu'était réservé l'honneur de rappeler, au nom du Barreau, et comme successeur de M. Creton dans les fonctions de bâtonnier de l'ordre



des avocats dont il était encore revêtu au jour même de sa mort, une vie que vous aviez connue sous tous ses aspects, plus encore que tout autre, à cause de vos liens particuliers avec celui qui venait de nous quitter. Nous nous souvenons tous des bonnes et excellentes paroles qui tombèrent de vos lèvres émues, et de votre éloquent adieu à l'éminent avocat, au citoyen ferme, à l'homme de bien, à l'ami de votre père.

Il était impossible qu'aux sentiments de tristesse et de regret si bien exprimés par vous ne vint pas se mêler, pour les adoucir chez ceux qui vous écoutaient, la consolation de voir qu'au Barreau le bâtonnier qui n'était plus avait un digne successeur, et d'espérer pour l'Académie qu'elle trouverait en vous celui qui devait dans ses rangs prendre légitimement la place laissée vacante. Ainsi va le monde; hommes et choses, tout se renouvelle sans cesse, et il faut, quand la mort fait le vide, songer à le remplir en demandant à une génération nouvelle sa sève généreuse.

N'était-ce pas d'ailleurs accomplir un vœu qu'il est bien permis de supposer chez notre collègue regretté, que de considérer sa place à l'Académie comme un legs qu'il eût désiré vous faire? et ne peut-on pas dire qu'à ce vote unanime par lequel vous avez été appelé dans notre Compagnie, il est bien juste d'ajouter par la pensée, en le plaçant en première ligne, le suffrage qu'il aurait voulu vous

décerner ? Ce sentiment, qui a été le nôtre, vous l'avez éprouvé, et vous venez de nous dire que vous reportiez en effet sur cette chère mémoire la part qui lui appartient dans l'accueil qui vous est fait par nous.

Vous ne pouviez nous échapper. Fils d'un de nos collègues que l'Académie est fière de compter parmi ses membres, élevé à l'école du goût, dans un milieu d'idées généreuses, nourri de saines études, imbu de l'amour de ce qui est beau dans les arts, dans les lettres, dans tout ce qui compose le domaine de l'intelligence et du cœur, vous deviez tenir un jour, en venant vous asseoir auprès de Monsieur votre père, les brillantes promesses que votre jeunesse avait faites à l'Académie.

Il y a déjà longtemps, dix-huit ans passés, vous vous exerciez à mériter les récompenses qu'elle accorde aux œuvres littéraires, et vous obteniez d'elle le témoignage flatteur qui était dû à votre discours sur Vincent Voiture. De tels précédents obligent. Déjà vous montriez les qualités d'un esprit facile et fécond; votre plume élégante et souple racontait, avec une finesse qui convenait bien au sujet, l'existence brillante et légère du bel esprit, ornement et délices de l'hôtel de Rambouillet.

Voiture était un enfant d'Amiens. Nous le revendiquons comme une des illustrations de la Cité, car, à l'époque où, après des hésitations et des tâtonnements, la langue française conquerrait son allure et

sa forme définitives, il lui a rendu des services véritables que votre talent, dès lors révélé, a su très-bien mettre en lumière.

Je ne sais si Voiture avouait volontiers son pays, mais à coup sûr il eût voulu cacher sa modeste et bourgeoise origine. Pardonnons ce travers à l'humaine faiblesse et aux préjugés du monde de belles marquises au milieu duquel papillonnait le séduisant roturier. Pour vous, à part d'ailleurs la différence des temps et des mœurs, il n'y a dans les liens qui vous attachent à la cité et à une famille dont elle s'honore, que des motifs plus puissants de bien faire, et de tourner au profit du pays les heureuses facultés que la Providence vous a départies.

Aussi, jeune encore, vous avez été appelé par les suffrages éclairés de vos concitoyens à siéger dans les conseils de la Ville ; et dès l'abord vous avez obtenu, au sein de notre assemblée municipale, la juste considération et l'autorité qui reviennent de droit à une incontestable aptitude pour les affaires publiques, à un travail consciencieux des difficultés qu'elles présentent, et à la sage fermeté de vos vues. Le remarquable rapport que vous avez présenté au Conseil municipal, le 8 mars 1861, au nom de la Commission des travaux et des finances, contient un exposé de la situation financière de la ville d'Amiens et des travaux divers d'amélioration qu'elle peut espérer, si clair, si méthodique, si bien déduit, qu'il restera longtemps comme le premier et indis-

pensable élément de toute étude sur l'importance et l'emploi des ressources municipales. Ce travail considérable, qui atteste une entente parfaite des intérêts de la Ville, a été suivi d'une foule d'autres travaux, moins en évidence, mais fort utiles, qui montrent que vous savez concilier, par une étonnante facilité, les exigences de devoirs divers avec celles d'une profession qui demande pour elle seule une si grande dépense de temps, de forces, de travail et de volonté.

Tous, tant que nous sommes, qui avons l'honneur de porter la robe d'avocat, nous nous efforçons constamment, par un labeur sans relâche, de conquérir tout ce qui devrait se trouver réuni de talents et de vertus sous cette modeste robe. Et sachant que nul ne peut arriver à la perfection, que quelques natures privilégiées parviennent seules à en approcher, nous persistons néanmoins, avec l'inébranlable courage du devoir, dans nos constants efforts vers le but. Quelle infinie variété dans les esprits, dans les tempéraments, dans les caractères, dans les dons naturels ! L'avocat ne plaide point suivant la formule, comme le parfait notaire rédige son acte, il plaide avec son être tout entier ; il se livre tel que l'ont fait la nature, l'éducation, l'étude, l'expérience et le travail. Tel, chez qui l'imagination domine, se plait aux vives couleurs, aux dramatiques effets. Tel aiguise sa sagacité aux ingénieuses recherches des secrets ressorts qui font mouvoir les hommes.

Tel autre, avec le calme d'un esprit désintéressé de toute passion, se renferme volontiers dans la sphère paisible de la théorie et de l'érudition. Tel brille dans le fait, tel excelle dans le droit.

Un heureux mélange de qualités solides et brillantes vous a depuis longtemps assuré dans les affaires qui demandent la spontanéité et l'élan, non moins que dans celles qui exigent une patiente étude et une dialectique vigoureuse, des succès que consacre et couronne le titre de bâtonnier, l'insigne honneur d'être le premier parmi vos égaux.

L'Académie a le droit de compter sur votre utile concours. Vous lui apporterez le tribut fécond de vos connaissances variées, de vos lumières, de votre expérience des choses humaines. Pour un esprit observateur comme le vôtre, que de sujets d'étude dans le milieu où vous êtes placé! Quelle multitude de faits intéressants vous révèlent par exemple l'examen et la discussion des affaires privées, pour ne parler que de celles là ! Les lois, vous les voyez à l'œuvre, leurs conséquences extrêmes, leurs imperfections, leurs insuffisances, vous apparaissent dans toute la vivacité que sait leur prêter l'intérêt lésé. Les hommes avec leurs passions s'agitent près de vous. Leur cœur, ce cœur humain, ondoyant et divers, n'a si faible nuance, repli si caché, que votre regard ne l'aperçoive. Chaque jour le cercle des observations s'agrandit ; les relations des hommes, si variées déjà, maintenant facilitées par des moyens

nouveaux et merveilleux, se diversifient toujours plus en se multipliant davantage. L'horizon jadis borné d'une cité, d'une patrie, s'étend, s'élargit. L'intelligence s'exerce à voir plus loin, à embrasser un plus vaste ensemble. C'est ainsi que la comparaison des lois et des mœurs des divers peuples s'impose à l'attention. Cette comparaison n'a rien qui coûte à notre amour-propre national, nous pouvons rester fiers de la législation qui nous régit et des mœurs dont elle est l'expression. On parle souvent de l'Angleterre, notre si proche voisine et notre si constante rivale, mais, sans prévention aucune, elle a bien des progrès à faire, sous le rapport de la législation civile, pour conquérir ce que nous possédons. Singulier peuple, qui allie bizarrement l'esprit d'aventure et d'audace au respect le plus étroit des vieux us du moyen-âge; si bien, que les mœurs nouvelles n'arrivent à se concilier avec les vieilles lois qu'à l'aide de mille détours subtils et de subterfuges que déjouent à leur tour ceux inventés par l'intérêt privé. Vous nous expliquiez tout à l'heure que, le mari ne pouvant traiter avec la femme, on avait imaginé le fidéicommissaire, le *trustee*, qui, dans l'intérêt de la femme dont il est prête-nom, contracte avec le futur époux, et reçoit par exemple les biens de la femme pour les lui conserver, empêcher que le mari n'en n'en dispose et ne les dissipe. Mais voici ce qu'à son tour imagine le mari : il se fait donner une pro-

curation par le *trustee*, il vend les immeubles de sa femme, il touche le prix , et, par ce détour légal, annule la précaution conservatrice qui résultait pour la femme des *articles* de son traité matrimonial.

Du reste, si nos lois, par certains côtés prêtent à la critique et peuvent trouver dans celles d'autres peuples des modèles qu'il est bon d'imiter, ce n'est pas, j'en suis d'accord avec vous, en ce qui concerne les dispositions si importantes qui fixent les droits des femmes dans la société civile. Quant aux droits politiques si, sérieusement, on les voulait revendiquer pour elles, ce serait à notre tour de répondre par un sourire.

Prenez place parmi nous, Monsieur, vous saviez quel accueil vous y attendait. Pour moi, votre collègue ici , votre confrère au Palais , mais surtout et surtout votre ami, je me félicite de la bonne fortune qui m'est échue d'avoir à vous adresser les paroles d'une cordiale bienvenue.



DU
CULTE DES MANES

ET DU
DROIT HÉRÉDITAIRE
A ROME, A ATHÈNES, EN PERSE ET DANS L'INDE

Par M. J.-B.-F. OBRY

Juge honoraire au Tribunal d'Amiens.

(Séance du 26 Novembre 1864).

. . . Voluerunt veteres maturius hereditates
àdiri, ut essent qui *sacra facerent*, quorum
illis temporibus *summa observatio fuit*.
GAIUS, II, 53.

INTRODUCTION.

Dans ces études d'archéologie, d'histoire et de législation comparées, je me propose de rattacher l'ancien droit héréditaire au culte des morts, sinon comme à sa cause première, au moins comme à sa base religieuse, chez les Indiens, les Perses, les Grecs et les Romains, peuples de même race dont les ancêtres étaient frères des nôtres.

En Orient, le culte privé des morts reçoit le titre de culte des *ancêtres*, qui indique mieux son objet.

primitif et principal que le mot *mânes* ; mais ce dernier, tiré du latin, étant plus familier en Europe que le terme sanscrit *Pitaras*, les pères, abrégé en *Pîris*, je traduis celui-ci par celui-là, à l'exemple des indianistes. Toutefois, les deux noms ne se correspondent pas très-exactement ; car, d'un côté, le second comprend, outre les aïeux déifiés, des dieux d'un certain ordre, assez vagues du reste, comme les *Lares* des Romains, et de l'autre, le premier désigne généralement les âmes des morts, bien qu'il s'applique quelquefois aux divinités des enfers et même aux lieux infernanx. Notre mot français les *Trépassés* conviendrait ici d'autant mieux qu'il a pour correspondant en sanscrit le terme *Prêtās*, formé de *Pra*, en avant, et de *itās*, ceux qui sont allés, et, mieux que cela, pour synonyme en quelque sorte, le qualificatif *Paramitās*, ceux qui sont parvenus à l'autre rive (*Pâram*), expression mystique désignant les morts qui ont traversé l'océan du monde et ne sont plus exposés aux transmigrations. Mais il y a cette différence que, chez nous, les trépassés sont les morts pour lesquels on prie Dieu et les Saints, tandis que dans l'Inde, les *Prêtās* sont ceux que l'on prie, surtout lorsqu'ils ont laissé de la postérité, et par ce fait sont devenus des *Pitaras*, c'est-à-dire ont été déifiés ; car nous verrons plus loin que, dans le principe, les Indiens croyaient que, sans enfants, il n'y avait pas possibilité pour les défunts de passer à l'autre rive ou d'être sauvés dans l'autre vie.

I.

Origine des droits de propriété et de succession.

Pour peu que l'on compare les fragments plus ou moins étendus qui nous restent des anciennes lois de l'Inde, de la Perse, de la Grèce et de Rome, sur la matière si importante des successions, on ne tarde pas à reconnaître que les premiers législateurs de ces pays s'étaient proposé principalement pour but de conserver les biens dans les familles qui les possédaient, à l'effet d'empêcher celles-ci de s'éteindre successivement, et par leur extinction graduelle, d'entraîner la ruine des tribus, des cités, des états dont elles formaient la pépinière.

Ce but apparaît avec la plus entière évidence dans l'antique législation de l'Inde qui, à l'origine, interdisait les testaments, réprouvait le célibat, permettait la répudiation en cas de stérilité de la femme, les secondes noces pour les deux époux sans enfants, surtout pour le mari, et l'adoption, quelquefois bizarre, d'un enfant étranger à défaut de fils légitime; qui, en outre, établissait entre les enfants mâles le droit d'aînesse pour obliger les frères à vivre sous la tutelle de leur aîné, ne reconnaissait pour héritiers dans toutes les branches que les mâles issus de mâles, et excluait de la succession ou du partage les femmes et les parents par les femmes, quoique plus rapprochés du défunt par le lien du sang, sauf prélèvement

en faveur des filles non mariées de certains objets destinés à pourvoir à leur établissement. Le but que je signale est un peu moins manifeste dans ce que nous pouvons connaître des vieilles lois perdues de la Perse, d'Athènes et de Rome ; mais là aussi on entrevoit, par les citations éparses qui en sont faites, que le droit héréditaire était souvent en opposition soit avec l'ordre de la naissance, soit avec l'affection naturelle ou présumée, soit même avec les volontés expresses des mourants, si ce n'est à Rome après la loi des XII tables. Partout les premiers législateurs s'étaient attachés à perpétuer les familles en perpétuant les possessions dans les mains de ceux des parents qui, en raison de leur sexe, de leur âge, de leur force relative, étaient réputés capables de protéger les unes et de faire fructifier les autres.

Le droit de succession dérive évidemment du droit de propriété, de même que celui-ci dérive de la nature des choses. Ces deux points fondamentaux de toute société bien ordonnée ont été si clairement établis et démontrés par les jurisconsultes, les publicistes et les philosophes modernes dignes de ces noms, qu'il serait superflu d'y revenir désormais ⁽¹⁾. Le fameux paradoxe : *La propriété c'est*

(1) MM. Toullier, Charles Comte, Dutens, Thiers, Troplong, Ch. Giraud, Dalloz frères, n'ont rien laissé à désirer sur cette matière. Voyez, entre autres, le *Répertoire alphabétique* de ces derniers, aux mots *Dispositions entre-vifs et testamentaires*, t. XVI, p. 6-10 ; *Droit naturel*, t. XIX, p. 15-6 ; *Propriété*, t. XXXVIII, p. 178-83, et *Succession*, t. X, l. I, p. 144-6.

le vol ! n'a séduit personne, pas même dans la classe ouvrière, sérieuse et réfléchie ⁽¹⁾. Tout le monde a compris que les deux droits en question ne sont pas le produit arbitraire de la civilisation, mais la condition même de son existence ; qu'ils reposent sur un fait primordial et spontané : la possession *animo domini*, comme disent les légistes, fait qui devient droit par cela même qu'il prolonge et achève la personne humaine. L'Inde, qui a précédé la Grèce et Rome en toutes choses, les avait également devancées en celle-ci. Elle reconnaissait, non pas la simple occupation, mais bien le travail comme le premier titre à la propriété. Voici en effet ce que porte à ce sujet un ancien texte recueilli par le rédacteur des lois de Manou : « Les sages qui connaissent les temps passés décident que le champ cultivé est la propriété de celui qui en a coupé le bois pour le défricher, et la gazelle celle du premier chasseur qui l'a mortellement blessée » ⁽²⁾.

(1) J'ai appris depuis, par l'excellent journal *le Temps*, numéro du 14 novembre 1863, que feu Proudhon, dans un livre posthume, intitulé *Théorie nouvelle de la propriété*, donnait comme conclusion finale et logique, selon lui, de toutes ses études antérieures, cette proposition inattendue de sa part, que : « la propriété n'est pas d'institution législative, mais qu'elle est le produit de la spontanéité sociale, l'expression d'une volonté sûre d'elle-même et qui s'affirme également dans les individus et dans la masse. » A la bonne heure ! Malgré ses détours et ses réticences : *habemus confitentem reum*.

(2) *Lois de Manou*, trad. de feu A. Loiseleur Deslongchampe, liv. IX, n° 44.

La conséquence est, pour les fonds de terre, qu'à la mort du laborieux défricheur, les biens qu'il avait mis en valeur passent et restent naturellement dans les mains des siens (*svdh*, latin *sui.*), c'est-à-dire des proches parents qui avaient vécu avec lui et sous sa dépendance, qui l'avaient aidé dans son exploitation ; mais ils y passent à la condition par eux d'imiter leur auteur, et surtout de ne pas mettre sa mémoire en oubli. Car, si l'octogénaire de la fable, au lieu de bâtir pour ses besoins, s'avise de planter, c'est afin que ses derniers neveux lui doivent l'ombrage de leurs arbres séculaires et qu'ils se souviennent du planteur. Ce n'est pas seulement l'amour ~~paternel~~ qui le guide et le préoccupe, c'est aussi l'idée de son propre avenir à lui qui va bientôt cesser de vivre. Il ne se flatte sans doute point, comme Horace, d'avoir achevé un monument plus durable que l'airain ; mais le sentiment religieux lui fait pressentir qu'il ne mourra pas tout entier, et que quelque chose de son être doit lui survivre. Cette pensée consolante était celle des Aryas. Ici, en effet, se révèle la sagesse des Sages dont parle le législateur indien. C'est bien le travail qui fonde et qui conserve le droit de propriété sur la tête du titulaire. Mais, lui mort, n'est-il pas à craindre que le fonds de terre ne devienne la proie du premier occupant ? Non. La religion et la politique viennent au secours des collaborateurs, des héritiers naturels du défunt, en leur permettant d'évoquer et d'invoquer l'ombre

du défunt lui-même, car il n'est pas anéanti : ses mânes ont survécu à sa dépouille mortelle, et pour se maintenir dans le nouveau séjour qu'ils habitent, ils demandent sans cesse qu'on ne les néglige pas, qu'on ait soin d'eux. Or, sera-ce un étranger, un intrus, un ennemi peut-être, qui veillera à leur sort dans l'autre monde ? Voilà un point de vue d'outre-tombe que nous n'apprécions pas assez, nous autres modernes, élevés dans les principes d'une religion et d'une philosophie plus spiritualistes. Voilà, sinon la première base, au moins la sanction religieuse du droit héréditaire dans l'antiquité.

C'est en me plaçant à ce point de vue, que je veux traiter du culte privé des morts en général et plus particulièrement de celui des ancêtres, l'une des formes les plus générales et les plus antiques du sentiment religieux, ainsi que l'a déjà très-bien remarqué mon très-savant ami, M. Alfred Maury, membre de l'Institut et professeur d'histoire au Collège de France. (1) Plus d'une fois déjà j'ai eu l'occasion d'invoquer son autorité dans cette enceinte : elle ne me fera pas ici défaut.

Cette religion domestique fut évidemment antérieure à la fondation des empires ou des cités : elle paraît même l'avoir été à la réunion des familles

(1) Voy. sa notice sur les démons et les héros des Grecs dans les *Religions de l'antiquité*, de MM. Fréd. Creuzer et J. D. Guigniaut, t. III, 3^e part., p. 875, et son *Histoire des Religions de la Grèce antique*, t. I, p. 170-2.

en tribus. Les législateurs qui l'ont consacrée n'ont guère fait que suivre et régulariser la pente des idées qui dominaient de leurs temps au sein des peuplades grossières qu'ils s'étaient chargés de conduire et de civiliser. Il ne serait peut-être pas téméraire d'avancer à priori que la *déification* des ancêtres a été contemporaine de celle des forces de la nature, adorées de très-bonne heure comme des divinités de la terre et du ciel. ⁽¹⁾ Ce qui est certain par l'exemple des sauvages, découverts en Amérique, en Australie et ailleurs, c'est qu'elle a précédé l'établissement de la propriété foncière. Aussi le Rig-Vêda nous la montre-t-il en pleine vigueur chez les Aryas de l'Inde à l'époque où ils vivaient encore au Nord-Ouest de ce pays, et plus d'un texte de la Genèse semble y faire allusion chez les anciens Semites ou Araméens, alors que les uns et les autres, nomades et pasteurs, ne se livraient pas encore aux travaux des champs. Je pourrais citer pour exemple, chez les derniers, l'histoire des courses d'Abraham, de ce patriarche chaldéo-hébreu, riche en troupeaux, en or et en argent, mais très-pauvre en biens-fonds. Personne n'ignore que, déjà avancé en âge, et séparé de son neveu Lot, il se plaint un jour à Jéhovâh, son dieu, de se voir exposé, faute d'enfant mâle, à laisser son bien à

(1) Un écrivain tout récent, dont j'aurai à m'occuper plus loin, va même jusqu'à soutenir que la première a précédé la seconde : ce dont je doute.

l'habile Eliézer, esclave né dans sa maison, et par suite, à ne pas s'en aller en paix vers ses pères. ⁽¹⁾ Il y a là une allusion détournée, mais assez transparente aux deux mondes, l'actuel et le futur. Abraham ne mourra satisfait que s'il laisse après lui un fils né de ses entrailles, en légitime mariage, qui fera revivre son nom sur la terre et lui donnera droit de tenir son rang dans le *Chéol*, auprès de ses ancêtres. ⁽²⁾

(1) Comparez *Genèse*, XII, 4; XIII, 2; XIV, 20; XV, 2-4 et 15, et XXV, 8. On sait qu'Abraham ne possédait point alors de propriétés foncières, pas même la caverne de Macphéla, près d'Hébron, qu'il n'acheta qu'après la mort de Sarâ, pour en faire le lieu de sépulture de sa famille. Voy. *Genèse*, ch. XXIII tout entier; XXIV, 35-6; XXV, 8-10; XXXV, 27-9; XLIX, 29-33, et L, 1-14. — Les expressions bibliques : *être réuni à ses pères ou à ses peuples*, qu'on lit deux fois pour Abraham (*Genèse*, XV, 15 et XXV, 8), et une fois pour Ismaël son fils, né de sa servante, (XXV, 17), sont encore employés plus loin, d'abord pour Isaac (XXXV, 29), et pour Jacob (XLIX, 29 et 33); ensuite dans les *nombres*, tant pour Aaron (XX, 24), que pour Moïse (XXVII, 13); enfin, dans le *Deutéronome* pour ces deux derniers en même temps (XXX, 11 et 50).

(2) J'écris *Chéol* au lieu de *Schéol*, comme les Allemands, ou de *Shéol*, comme les Anglais. J'en userai de même pour la sifflante cérébrale ou chuintante des Indiens. — Tout le monde sait que le patriarche a si bien tenu son rang dans ce monde souterrain des morts, qu'au temps de Jésus-Christ le *Chéol* supérieur où reposaient les justes, était appelé le *sein d'Abraham*. Voy. *Ev. de St-Luc*, XVI, 22. — L'allusion dont je parle dans le texte est très-intelligible pour les esprits non prévenus. A l'égard des autres, je me borne à les renvoyer aux passages suivants de la Bible : *Genèse*, XIX, 32-4. — *Nombres*, XXVII, 3-4. — *Deutéron*, XXV, 5-10, — *Ruth*, III, 2, 9-13; IV, 16. — II

Un grand philosophe du XVII^e siècle de notre ère, Leibnitz, n'hésitait pas à rattacher le droit héréditaire au principe de l'immortalité de l'âme et même à faire découler de ce principe l'origine et la légitimité du droit de tester. Dans sa *Méthode pour apprendre et enseigner la jurisprudence* (romaine), il ne reculait pas devant l'idée de présenter les morts comme encore vivants et restés propriétaires de leurs biens dont leurs héritiers ne seraient que les gérants intéressés. « *Testamenta, y disait-il, mero jure nullius essent momenti, nisi anima esset immortalis, sed quia mortui adhuc vivunt, ita manent domini rerum; quos verò heredes reliquerunt concipiendi sunt ut procuratores in rem suam.* » (1) De nos jours, on a beaucoup critiqué la conclusion de Leibnitz. On l'a traitée de paradoxe inconcevable et tellement étrange, qu'à l'époque même où elle a été émise, elle aurait justement étonné les admirateurs de ce grand génie. (2) A considérer les choses à notre point

Samuel, XIV, 7, ainsi qu'à ma brochure de *l'immortalité de l'âme selon les Hébreux*, dans les Mémoires imprimés de l'Académie d'Amiens, vol. de 1839.

(1) Je cite ce texte d'après le *Répertoire alphabétique* de MM. Dalloz frères, XVI, p. 7, 2^e col. au bas. Depuis que ceci est écrit, M. de Parieu, vice-président au Conseil d'Etat, a trouvé l'occasion de s'en prévaloir devant le Corps législatif, à propos d'une discussion intéressante sur la réserve légale et la quotité disponible, telles que les a fixées le Code Napoléon. Voir le *Moniteur universel* du 6 avril 1865.

(2) Voy. *Répertoire et lieu cités*. — Depuis, on a même été jusqu'à dire, par ironie, que c'était un raisonnement tiré de

de vue moderne, la critique paraît assez juste ; car, d'un côté, il nous est impossible de concevoir un pur esprit propriétaire de biens, de maisons, de vignes, de champs, même en ne lui concédant sur eux qu'un droit nominal. D'un autre côté, en cette matière comme en beaucoup d'autres, nous ne songeons guère qu'aux vivants, à la différence des anciens qui se préoccupaient un peu plus des morts, et n'avaient que le défaut de ne pas concevoir les *âmes* assez dégagées des liens de la matière. Il paraît que Leibnitz était encore très-jeune quand il a écrit le passage que je viens de rapporter. Il serait donc possible qu'il eût ici assimilé l'hérédité romaine à une créance personnelle, incessible *jure Quiritium*, et susceptible seulement d'une possession prétorienne, emportant exception en faveur du cessionnaire, à qui son titre ne donnait, envers et contre tous, que le droit d'un *procurator in rem suam*, possesseur à perpétuité sans être propriétaire absolu. Mais ce qui me paraît plus probable, c'est qu'écrivant à une époque où le régime féodal était en pleine vigueur, il considérait l'héritier institué comme une sorte de feudataire ou possesseur d'un fief à charge de foi et hommage à son suzerain, qui, n'ayant transmis que le domaine utile, conservait le domaine direct ou ho-

l'autre monde. Voy. *Revue des Cours littéraires*, numéro du 23 décembre 1865. L'argument était cependant puisé aux sources mêmes du droit antique des *Sacra privata*, du *jus Manium* des Romains.

norifique. Tant que le premier remplissait ses engagements, le second n'avait rien à prétendre sur les biens fieffés : le feudataire était à leur égard *procurator in rem suam*. Le retrait n'eût été admissible qu'en cas de félonie, cas exceptionnel que la piété des premiers âges rendait très-rare. J'ignore si Léibnitz avait quelque teinture des coutumes indiennes, relatives aux *Pitryāni Çrāddhāni* ou services des mânes; (1) mais ce génie précoce, qui bientôt devint universel, n'était pas alors sans connaître celles de Rome et d'Athènes, concernant les *sacra privata* et les *hiēra patrōa*. En rattachant les *sacra* en question à l'ancien droit romain sur les *jus hereditarium*, il en concluait, après Cicéron, (2) bien qu'il ne le nommât point, que la propriété héréditaire n'était transmise qu'à la charge, par l'héritier légitime ou institué, d'accomplir périodiquement en faveur ou en l'honneur des anciens propriétaires les devoirs funèbres prescrits par le droit pontifical. Telle est, selon mes faibles conjectures, l'idée-mère qui aura guidé ce grand esprit dans la singulière conséquence qu'il tirait d'un principe émi-

(1) Je rends la sifflante dure ou palatale du sanscrit par un ç cédillé, parce que, dans les langues congénères, elle est souvent remplacée par une gutturale. J'agirai de même pour le *sin* hébreu, et en même temps je transcrirai le *schin* ou *shin* sémitique aussi bien que son correspondant sanscrit par le *ch* français, dans *chat*, *cheval*, *chien*, *chose*, *chute*.

(2) *De Legibus*, II, 19, 20 et 21.

nemment religieux. Platon se fût bien gardé de la tirer pour les Grecs. Car à Athènes, à Sparte, à Corinthe et à Thèbes, le testament était demeuré longtemps inconnu comme dans l'Inde, et Solon, chez les Athéniens, ne l'avait permis qu'à ceux qui ne laissaient pas d'enfants. Aussi, dans son traité des lois, sorte de commentaire sur le droit athénien, le divin Platon met-il en scène, pour le combattre, un citoyen raisonneur qui se plaint aux dieux de ne pouvoir, à son lit de mort, disposer de son bien comme il l'entend et en faveur de qui il lui plaît, laissant plus à celui-ci, moins à celui-là, suivant l'attachement qu'ils lui ont montré. Mais voici la réponse qu'il lui fait : « Toi qui ne peux te promettre
« plus d'un jour, toi qui ne fais que passer ici-bas,
« est-ce bien à toi de décider de telles affaires ? Tu
« n'es le maître ni de tes biens ni de toi-même ;
« toi et tes biens, tout cela appartient à ta famille,
« c'est-à-dire à tes ancêtres et à ta postérité. » (1)
Cette réponse était indienne ; elle avait été très-probablement romaine avant la loi des XII tables ; (2) mais au temps de Cicéron, la jurisprudence ne l'admettait plus ; elle tolérait l'exhérédation des enfants, et c'est dans cette hypothèse que Leibnitz se plaçait avec les jurisconsultes romains.

(1) Je cite ces particularités d'après la *Cité antique* de M. Fustel, p. 95, que j'apprécierai bientôt.

(2) Sur cette question controversée, voyez les observations de M. Marie-Paul Bernard, *Histoire de la puissance paternelle en*

II.

Travaux antérieurs sur la matière.

Au XVIII^e siècle, deux érudits célèbres, Heinnecius ou Heinecke, en Allemagne, ⁽¹⁾ et William Jones, en Angleterre, ⁽²⁾ entrevirent que le culte des Mânes avait exercé une certaine influence sur la délation des hérédités à Rome et à Athènes; mais à cette époque la théorie indienne des successions étant encore très-peu connue en Europe, ils ne purent que se borner à quelques observations générales et vagues, déjà émises en partie par leurs devanciers.

Quant aux jurisconsultes allemands de notre siècle, ceux dont j'ai pu consulter les écrits sur la matière des successions, tant à Rome qu'à Athènes, n'ont guère fait que suivre les traces de leurs prédécesseurs sans remonter aux lois de l'Inde. ⁽³⁾ Cepen-

France, p. 33-4, Paris, 1854, in-8°. — M. Fustel, *ouv. cité*, p. 96, croit même que la loi décemvirale n'allait pas ici plus loin que les lois de Solon, ce qui mérite examen.

(1) Voy. ses *Antiquités romaines*, I, p. 148, 166-7 et 367, Francfort-sur-le-Mein, 1771, in-8°. La 1^{re} édit., imprimée à Halle en un seul volume, datait de 1718.

(2) *Commentaire des plaidoyers d'Isée*, Oxford, 1779, in-4°, p. 193, réimprimé dans le IV^e vol. de ses œuvres complètes.

(3) J'ai ici en vue, pour le droit athénien, le commentaire de Schœmann sur les plaidoyers d'Isée, et la dissertation de Meïer sur la Gentilité attique, et pour le droit romain l'histoire de ce droit par G. Hugo, les *Vermischte Schriften* de Savigny, et le *Sacral system* de Væniger, mentionnés plus bas.

dant, dès l'année 1813, l'illustre Christian Charles Josias Bunsen, dont le monde savant regrette la mort récente, avait débuté dans la carrière littéraire qu'il parcourut avec tant de succès, par une dissertation inaugurale aussi curieuse qu'instructive, intitulée : *De Jure hereditario Atheniensium disquisitio philologica*. (1) Dans cette thèse pour le doctorat, le jeune récipiendaire s'était inspiré des découvertes récentes de W. Jones et de H. L. Colebrooke sur le droit indien. (2) Il y avait montré en abrégé qu'il fallait chercher dans le culte des mânes, le fondement, à la fois religieux, social et politique, de la transmission des biens par décès dans les antiques législations de l'Inde, de la Grèce et de l'Italie.

Cette vue religieuse, qui rattache le monde des vivants à celui des morts et fonde le droit héréditaire sur un perpétuel échange de services, de faveurs, de bienfaits, d'actes de reconnaissance et de protection réciproques, toute chimérique qu'elle puisse nous paraître aujourd'hui, était bien dans le génie de l'antiquité. Sous ce rapport, elle méritait d'appeler et de fixer l'attention de l'Europe savante. Car, examinée dans son ensemble et suivie dans ses détails, la théorie de Bunsen rend parfaitement compte de trois points importants: d'abord, de l'appel

(1) Imprimé à Göttingue en 1 vol. in-4° de 14 et 155 p. avec trois tableaux.

(2) Voy. le *Digest of Hindu Law*, III, p. 82.

successif aux hérédités des trois anciens ordres d'héritiers appelés en droit romain : *sui-heredes* pour la ligne directe, *agnati* pour la ligne collatérale la plus proche, et *gentiles* pour la parenté plus éloignée, tous originellement mâles issus de mâles ; ensuite, de l'exclusion presque absolue des femmes et des parents par les femmes ou *cognats*, qui ne furent admis que plus tard, à défaut ou en place des gentils, par suite de l'adoucissement des mœurs et des progrès de la civilisation ; enfin, de la main-mise des patrons sur les biens de leurs affranchis et de leurs clients, décédés les uns sans héritiers siens, les autres sans agnats naturels.

L'érudite Allemagne parut admettre ce principe pour Athènes et pour Rome, mais seulement en ce qui concernait les deux premiers ordres, formés de membres à la fois naturels et civils de la *domus* ou de l'*agnatio*, ou tout au moins affiliés à l'une ou à l'autre, soit par adoption, soit par mariage, à Rome notamment, où la femme était réputée fille de son mari. Mais à l'égard du troisième et dernier ordre, celui des gentils ou membres actifs de la *gens*, elle alla plus loin : elle exagéra la portée des *sacra* privés. Séduite généralement par l'aventureux système de Niebuhr (que Bunsen lui-même avait accepté en partie), elle assimila de tous points la *gens* romaine à la *gens* attique, je veux dire qu'elle ne vit plus, dans l'une comme dans l'autre, que des associations municipales et religieuses auxquelles le lien du sang était fon-

cièrement étranger ou indifférent ou très-accessoire, de façon qu'il n'exerçait pas plus d'influence sur le droit *réci-proque* d'hérédité entre les *gentils Patriciens* de Rome qu'entre les *gennètes Eupatrides* d'Athènes, aux époques où ce droit était en vigueur dans ces deux cités. En conséquence, elle prit ces agrégations pour de véritables *confréries* dont les membres étaient liés entre eux par une certaine communauté de culte, de sacrifices, de lieux d'habitation et de sépulture, communauté qui entraînait celle de droits et de devoirs spéciaux résultant de la position relative des personnes qui les composaient. Les *hiéra patrôa* et les *sacra privata* seraient ainsi devenus, sinon l'unique, au moins la principale base, en même temps que la sanction définitive du droit héréditaire dans ces grandes associations.

Ce nouveau système domine au delà du Rhin, et récemment M. Charles Giraud a essayé de le patroniser en France, mais sans succès. ⁽¹⁾

L'érudition française plus réservée tient toujours à la vieille théorie des jurisconsultes du XVI^e siècle, établie par Ch. Sigonio et adoptée par les archéologues des deux siècles suivants. ⁽²⁾ Laissant de côté

(1) Voyez sa très-savante dissertation sur la *Gentilité romaine*, publiée dans la *Revue de législation et de jurisprudence* de Wolowski, XXVII, p. 385 à 435, les *observations* en réponse de M. Troplong, *même revue*, XXVIII, p. 5 à 35, et la courte réplique du premier, sous ce titre : *Encore la gentilité romaine, même Revue* et vol., p. 242-3.

(2) Voir à ce sujet les dissertations citées de MM. Giraud et Troplong.

la *gené* attique, elle fait généralement de la *gens* romaine une agrégation de parents appelés d'abord à hériter les uns des autres après les agnats et à leur défaut, puis, dans l'origine, à succéder en certains cas à leurs clients, de même que les agnats, en pareilles circonstances, succédaient à leurs affranchis, mais sans réciprocité en faveur de ces derniers réputés les uns *gentiles* passifs, et les autres *familiares* ou *agnati* passifs au regard de la *gens* ou de la famille dominante. Elle ne méconnaît pas l'existence des *sacra gentilitia*, distincts des *sacra familiaria*; mais elle les considère comme y faisant suite, parce qu'ils étaient rangés après ceux-ci parmi les *sacra privata*, et qu'ils restaient à la charge de chaque *gens*, de même que les *familiaria* demeuraient à la charge de chaque famille particulière, à la différence des *sacra publica* ou généraux pour les curies, pour les quartiers, pour les bourgs, pour les tribus, etc., ou pour le peuple entier dont le trésor public payait la dépense.⁽¹⁾ En revanche, elle ne voit dans ces sacrifices privés des familles et des *gentes* que des rites religieux sans influence sur le droit héréditaire, par la raison qu'à Rome les *sacra* suivaient les biens comme charge accessoire et non comme condition du droit d'hérédité.⁽²⁾ Elle les assimile donc aux *obits* ou fondations de l'Eglise catholique, très-

(1) Festus, aux mots *Publica sacra*, et Macrobe, *Saturn.*, I, 16.

(2) M. Troplong, *Revue et vol. cités*, p. 26-7.

communs au moyen-âge, obits institués pour le repos des trépassés dont on héritait. Elle ne se préoccupe d'ailleurs en aucune façon des lois indiennes sur la matière, comme si l'Inde était encore pour elle une *terra incognita*.⁽¹⁾ On dirait que l'esprit français, si éclairé, si perspicace, si pénétrant du reste, répugne à sortir des routes battues et à s'engager dans des voies nouvelles, quand il s'agit d'explorer les champs de la haute antiquité. En général, nos professeurs du droit romain trouvent plus commode de s'en rapporter aux travaux de leurs devanciers des trois derniers siècles,⁽²⁾ dont les explications sont loin de s'accorder ensemble, ou bien s'ils essaient d'en donner d'autres, ils ne se tirent d'embarras qu'en forçant le sens et la portée des termes juridiques, ainsi qu'on le verra plus loin.

Cette dernière observation s'applique, bien entendu, à la matière obscure de la gentilité romaine, sur laquelle on a tant écrit en France dans ces der-

(1) Sous ce dernier rapport, M. Charles Giraud lui-même ne fait pas exception à mes yeux, car, dans sa dissertation citée, il se borne à dire, à la p. 427, que la constitution religieuse de la *gens* romaine avait son origine dans l'essence même de la tribu *indo-pélasgique*, sans autre explication sur cette origine qu'un simple renvoi au livre de Meier *de bonis damnatorum*, p. 149.

(2) M. Ducaurroy, à Paris, refusait même de s'occuper des Gentils, quoique M. Quinon en eût traité dans une dissertation *sur la gens et le droit de gentilité chez les Romains*, publiée à Grenoble, en 1845, et citée par M. Ch. Giraud, dans la sienne, indiquée ci-dessus.

niers temps, et que l'on n'a pas rendue plus claire, faute d'avoir connu son origine asiatique. (1)

A défaut des jurisconsultes français, les littérateurs archéologues parleront-ils du droit indien ? Oui, mais ce sera ou pour écarter les analogies ou pour les présenter sous un faux jour.

En 1837, M. Miçhelet reconnaît que « l'importance attachée par les Indiens aux sacrifices funèbres, se retrouve dans la loi romaine ; mais à Rome, se hâte-t-il d'ajouter, elle avait un autre sens et d'autres effets », (2) sans s'expliquer sur cet autresens et ces autres effets prétendus. Quelques années après, M. E. Ozanam, dans ses leçons au Collège de France, s'exprime en termes plus explicites. Il sem-

(1) Outre les trois dissertations citées de MM. Ch. Giraud, Troplong et Quinon sur la *gentilité romaine*, voyez dans la *Revue* dirigée par M. Wolowski, au t. XI, p. 257-76, celle de M. Ortolan, sur le même sujet, reproduite dans son explication historique des Institutes de l'empereur Justinien, III, n° 1032 et suiv., adoptée par M. Toulhier, dans le *Recueil de l'Académie de législation de Toulouse*, t. III, 1854, p. 43 et suiv., et résumée depuis peu par M. Charles Démangeat dans son *Cours élémentaire du droit romain*, II, p. 45-52. — Voyez encore sur la même matière, d'abord l'*Essai* de M. B. Guérard, sur le *droit privé des Romains*, p. 224 et suiv., analysée par M. Lagrange, dans son *Manuel du droit romain*, p. 339-40, et ensuite le t. 1^{er} de l'*Histoire du droit civil de Rome et du droit français*, par M. Laferrière, p. 78-83, 101-3, et 451-64, où l'auteur a reproduit les idées par lui émises antérieurement dans la *Revue bretonne de droit et de jurisprudence, sur la constitution de la famille romaine et de la gens d'après la loi des XII tables*.

(2) *Origines du droit français*, p. 62.

blait avoir deviné les rapports des *Pitryáni-Çraddhâni* de l'Inde avec les *hiéra patrôa* d'Athènes et les *sacra privata* de Rome, mais il ne soulève qu'à demi un petit coin du voile, tout préoccupé qu'il est des coutumes germaniques, moins saillantes sur ce sujet obscur que les rites grecs et italiotes. ⁽¹⁾

Pendant que, dans nos facultés de droit, le jurisconsultes archéologues dissertaient en sens divers sur la *gens* romaine, et même à cette occasion sur la *gené* attique, sans remonter de part ni d'autre à la *Djanti* indienne, ⁽²⁾ leur sœur aînée selon toute apparence, en revanche, dans l'Inde même, les affinités des trois législations sur la famille, la propriété et le droit héréditaire attiraient fortement l'attention de M. E. Gibelin, décédé procureur-général à Pondichéry. Ce docte magistrat y avait entrepris de savantes *Etudes sur le droit civil des Hindoux*, ou *Recherches comparées sur les lois d'Athènes et de Rome et sur les coutumes des Germains*. Les deux premiers volumes de ces études comparatives ont été imprimés à Pondichéry même, en 1856-7. ⁽³⁾ Le troisième volume devait être consacré tout entier au

(1) *Etudes germaniques*, dans ses œuvres complètes, publiées après sa mort, en 1855, I, p. 121, 151, 160, 163-6.

(2) Le *Sanscrit Værterbuch* de MM. Bœhtlingk et R. Roth, *in verbo*, donnent *Djâti* ou *Djâtî*, par suppression de la nasale avec allongement de la voyelle précédente par forme de compensation.

(3) Ils se trouvent à Paris, chez Aug. Durand, libraire, rue des Grés-Sorbonne, n° 7.

titre des successions, matière importante que l'auteur considérait à bon droit comme étant le véritable siège, le centre ou le point culminant du culte des mânes chez les Aryas. Malheureusement la mort est venu l'enlever à ses hautes fonctions et à ses études favorites avant qu'il eût pu aborder ce sujet capital. Ce qu'il dit des *Çrâddhas* brahmaniques dans les deux volumes publiés, à l'occasion du mariage, de l'adoption, des donations et des testaments, en donne bien des idées très-justes quant aux principes, mais fort insuffisantes quant aux applications. Aussi chaque fois qu'il en parle ne manque-t-il pas de renvoyer à ce titre non écrit ou non publié des successions. ⁽¹⁾

Dans les années 1857-8, M. Ernest Feydeau a publié, à Paris, plusieurs livraisons d'un grand ouvrage intitulé : *Histoire des usages funèbres et des sépultures des peuples anciens*. Cette histoire se rapproche en quelques points des deux sujets que je me propose de traiter simultanément. Elle devait être en trois volumes grand in-4°, avec planches et figures. Les livraisons qui ont paru comprennent les Egyptiens, les Indiens, les Assyriens, les Perses, les Hébreux, les Nabathéens et les Cyréniens. Il y manque les peuples suivants, annoncés par l'auteur : les Phéniciens, les Carthaginois, les Troyens, les Lydiens, les Phrygiens, les Lyciens, les Grecs,

(1) Voyez, entre autres passages, I, p. 22-5, 31-2, 41, 77-80, 88, 91, et II, p. 32-8 et 51.

les Etrusques, les Romains et les Barbares. M. Ernest Feydeau, dans les parties publiées, a certainement fait preuve de beaucoup de talent, et comme archéologue et comme historien et comme écrivain. Il y a largement mis à contribution les monuments écrits et figurés de l'Inde et de l'Egypte, aussi bien que ceux des contrées intermédiaires. Mais son plan, quelque vaste qu'il fût, ne pouvait embrasser tout l'ensemble du *culte perpétuel* des morts ou des mânes. Les funérailles et les sépultures des anciens peuples offrent sans doute une étude instructive, mais elles ne présentent que les dehors et les abords de la religion dont il s'agit; c'est le péristyle du temple, ce n'est pas le temple lui-même : l'intérieur reste presque tout entier dans l'ombre; le sanctuaire surtout échappe aux regards de l'investigateur. Je dois reconnaître pourtant, et je le fais avec satisfaction, que l'auteur s'est complaisamment étendu sur les cérémonies des Çrâddhas perpétuels des Brâhmanes; mais il n'y a pas tout vu, il s'est livré à des conjectures ou à des doutes sur des parties qu'il n'avait fait qu'entrevoir. ⁽¹⁾ Du reste, je saisis avec empressement l'occasion qui m'est offerte dans cette enceinte de le remercier du témoignage favorable qu'il a bien voulu rendre à mon opuscule du *Nirvâna indien*, dont il adopte les principes et les conséquences. ⁽²⁾

(1) *Ouv. cité*, I, p. 306.

(2) *Ouv. et vol. cités*, p. 296 et 568.

Cette revue rétrospective resterait incomplète si je ne mentionnais en passant : 1° l'*Abhandlung* de l'illustre Frédéric-Charles de Savigny, intitulée : *Ueber die juristische Behandlung der sacra privata bei den Römern, und ueber Einige damit verwandte gegenstände*, (1) 2° le *Beitrag* du docteur Auguste-Théodore Vœniger, ayant pour titre général *Das Sacral system der Römer*, et traitant à la fois des *sacra publica* et des *sacra privata* des Romains, (2) et 3° la *Römische Historie* de M. Théodore Mommsen, dont la traduction vient d'être commencée par M. Alexandre, vice-président au tribunal de la Seine. De ces trois auteurs, les deux premiers ne sortent pas de Rome : ils ne font mention ni des *Hiera Patrôa* d'Athènes ni, à plus forte raison, des *Pitryâni Çrâddhâni* de l'Inde. Quoique le dernier ne parle guère des services funèbres perpétuels usités à Rome, on voit qu'il n'adopte pas le système de Niebuhr sur la constitution des *Gentes*, (3) d'où je conclus que s'il avait eu à s'occuper plus spécialement des *sacra gentilitia*, il les aurait rattachés au

(1) Cette savante, mais trop courte dissertation, lue à l'Académie des sciences de Berlin, le 16 janvier 1812, a été publiée d'abord dans le journal pour la science historique du droit (en allemand), vol. I, 3^e cahier, n^o 15, p. 362-404, annéc 1816, puis avec additions et corrections dans les *Vermischte schriften* de l'auteur, I, p. 151-204, Berlin, 1850, in-8^o.

(2) Les *Sacra Privata* y occupent les p. 172 à 221.

(3) Voyez le t. I, p. 82-4.

culte des ancêtres ou *majores* de chaque *gens*. (1)

Pour tout résumer en deux mots, après l'écrit substantiel du baron de Bunsen, qui remonte à 1813, je ne trouve guère à signaler parmi les ouvrages français sur la matière, que les travaux inachevés de MM. E. Gibelin et Ernest Feydeau, publiés, l'un en 1846-7 et l'autre en 1857-9.

Ici se terminerait ma petite revue bibliographique et critique, (2) si l'un de nos honorables collègues

(1) Il l'a peut-être fait dans ses *Römische-Forschungen* dont M. Alexandre n'a traduit que des fragments. — Je m'abstiens de citer et les *Römische alterthümer* de M. Lange, et la *Juristische Encyclopédie* de Warnkœnig, parce que je n'en connais que les titres. J'ignore complètement si leurs auteurs ont traité la question des *sacra privata* au point de vue indien relevé par Bunsen. Quant aux ouvrages antérieurs de Ganz et de Schelling, dans lesquels la théorie indienne de leur compatriote est combattue en ce qui touche son application rigoureuse au droit héréditaire des Athéniens et des Romains, je me borne à renvoyer au résumé malheureusement incomplet de M. Ch. Giraud, inséré dans la *Revue citée* de Wolowski, XVI, p. 97-121 et portant pour titre : *du Droit de succession chez les Athéniens*.

(2) Depuis la lecture de cette introduction, j'ai pu consulter les huit premiers volumes de l'*Histoire de la Grèce*, par M. G. Grote, dans la traduction française de M. A. L. de Sadous, ouvrage à la fois le plus complet, le plus savant et le plus original que l'on possède aujourd'hui sur ce sujet, au jugement d'un critique émérite, M. Ed. Schérer (voir le journal *le Temps*, du 20 mars 1866). Je n'y ai pas trouvé tout ce que j'y cherchais. Cependant les p. 95 et suiv. du 1^{er} vol. et les p. 93 à 106 du IV^e méritent d'être consultés ; l'Inde y figure après l'Asie, mais elle n'y tient pas toute la place qui lui était due. Cela m'étonne de la part d'un compatriote de W. Jones, de Colebrooke, de Sutherland, de Th. Strange et de H. H. Wilson.

n'avait eu la complaisance de m'indiquer et de me communiquer une œuvre toute récente sortie de la plume de l'un de ses amis, qui fut temporairement assis à nos côtés. Ce beau livre date de la présente année 1864, et rentre en grande partie dans le cadre du double sujet que j'ai en vue. Comme mes travaux sur le culte des mânes sont antérieurs d'un assez grand nombre d'années, l'Académie à laquelle je les ai soumis en leur temps, voudra bien me permettre de les lui rappeler et de lui en faire préalablement une très-courte analyse, d'autant mieux que, depuis cette époque, elle s'est presque entièrement renouvelée.

Mon opinion sur la religion domestique des anciens peuples, sur ses causes et ses effets, n'est pas tout à fait ignorée des lecteurs studieux. D'abord je l'ai émise plusieurs fois devant le corps savant qui me prête une si bienveillante attention, dans deux Mémoires restés inédits; de plus, j'en ai rappelé et reproduit les bases dans ma brochure du *Nirvâna indien*, publiée de 1854 à 1857 dans un volume des Mémoires imprimés de l'Académie, et d'ailleurs tirée à part en un certain nombre d'exemplaires distribués ou vendus. Mon premier travail, intitulé du *Lévirat* et du *Goélat* indo-hébraïques et des autres institutions analogues qui s'y rattachent dans l'antiquité, ⁽¹⁾ avait pour objet principal l'explication

(1) Ce 1^{er} Mémoire a été lu à l'Académie, dans ses séances des 13, 27 novembre, 11 décembre 1841, et 24 janvier 1842.

de certaines coutumes singulières qui, dans les temps les plus reculés, avaient passé d'Asie en Afrique et en Europe, et qui toutes reposaient, selon moi, sur cette très-vieille opinion, commune aux Aryas et aux Araméens, que, pour être sauvé dans l'autre monde, il fallait laisser après soi dans celui-ci un enfant mâle, légitime ou tout au moins adoptif, qui, en héritant du patrimoine, en emploierait les revenus au bénéfice tant des ancêtres que des descendants, vue à la fois profane et sacrée dont le côté mondain prédominait chez les Juifs, et le côté religieux chez les Hindous. Le second Mémoire traitait plus particulièrement de la gentilité romaine, de son origine, de ses caractères et de ses effets civils et religieux. ⁽¹⁾ J'y analysais avec étendue les longs débats que cette institution avait fait naître dans le monde savant depuis la renaissance des lettres jusqu'à nos jours, et j'en conclusais, en résumant l'esquisse antérieure de Bunsen, qu'ils auraient beaucoup gagné à être éclairés par un parallèle soutenu des quatre anciennes législations de Manou, de Zoroastre, de Solon et des Décemvirs.

Ce parallèle, ébauché déjà par le même Bunsen, je l'avais repris, développé et presque achevé depuis nombre d'années. Mais d'autres études, des devoirs de profession, des pertes cruelles de famille et le mauvais état de ma santé ne m'avaient pas

(1) Ce second Mémoire a été également lu à l'Académie, dans ses séances des 23 janvier, 13 et 27 février 1847.

laissé le temps d'y mettre la dernière main. J'y suis revenu l'année dernière pour occuper les loisirs forcés auxquels mon âge me condamne, et l'Académie, sur ma demande, a bien voulu lui réserver une place dans le volume de ses travaux actuellement sous presse. Je me disposais donc à remettre à l'imprimeur les premières feuilles de mes deux anciens Mémoires, révisés, refondus et réunis en un seul, lorsque notre honorable collègue, M. Vion, officier de l'Instruction publique, m'a très-complaisamment fait connaître et communiqué un ouvrage tout récent, dont il se propose de vous entretenir, mais qui, dans sa première partie, a des rapports trop nombreux et trop intimes avec mes propres recherches, pour que je n'en tienne pas un très-grand compte dans cette causerie préparatoire, en le plaçant hors ligne.

Permettez-moi donc, Messieurs, d'appeler plus particulièrement sur lui votre attention. Il en est digne à tous les points de vue.

III.

Travail nouveau à consulter.

Cette œuvre remarquable a pour titre : *La Cité Antique, Etude sur le culte, le droit, les institutions de la Grèce et de Rome*, et pour auteur M. Fustel de Coulanges, notre ancien collègue à l'Académie,

agréé de la faculté des lettres de Paris, et maintenant professeur d'histoire à celle de Strasbourg. Elle est divisée en cinq livres, intitulés : *Antiques croyances*, *la Famille*, *la Cité*, *les Révolutions*, *Disparition du régime municipal*. (1) Les deux premiers pourraient, à la rigueur, former un traité distinct que j'appellerais volontiers la *Famille antique*, en laissant le titre de *Cité antique* aux trois derniers. Bien que ceux-ci se rattachent à ceux-là par leur origine, et que l'auteur en ait fait le sujet principal de son ouvrage, je ne vous parlerai que des deux premiers, les seuls qui se rapportent à la matière que j'ai à traiter. Je me crois d'autant plus autorisé à en agir ainsi que, par le fait et de l'aveu même de l'auteur, les trois autres, en Grèce et à Rome, n'offrent plus que de très-faibles analogies avec les résumés que l'on pourrait faire des institutions politiques de l'Inde, fondées sur le régime des castes, (2) et qu'en outre ils constatent des altérations plutôt que des développements des anciens principes.

M. Fustel de Coulanges est, à ma connaissance, le premier érudit français, écrivant en France, qui

(1) C'est un vol. in-8° de 525 p., imprimé à Strasbourg et déposé à Paris chez A. Durand, éditeur, rue des Grés, n° 7. — L'auteur avait déjà publié à Amiens, en 1858, une brochure latine de 64 p. in-8°, sur le culte de Vesta, thèse inaugurale de l'agrégation, subie à Paris en 1857, et véritable prélude de son grand ouvrage.

(2) *La Cité antique*, p. 136.

ait fait carrément et publiquement aux Grecs et aux Romains l'application du système indien sur la constitution religieuse de la famille.

Dans sa pensée, c'est l'association du culte du foyer et du culte des mânes ou des morts qui a fondé les premières institutions de la race aryenne à l'époque anté-historique où les ancêtres des Indiens, des Perses, des Hellènes et des Italiotes étaient réunis dans l'Asie centrale. (1) Ces deux cultes lui paraissent avoir été si intimement liés l'un à l'autre, qu'il incline à les identifier, c'est-à-dire à ne voir dans le feu sacré de chaque maison que le principal symbole de la religion domestique dont les ancêtres auraient été l'unique objet; de telle sorte que le feu allumé sur chaque foyer n'aurait eu de sens qu'autant qu'il se serait rattaché au culte des morts. (2) La raison qu'il en donne est que les dieux généraux, les dieux de la nature physique, les grands dieux de la terre et du ciel, Indra, Zeus, Jupiter ou leurs prédécesseurs d'origine naturelle, n'auraient reçu que plus tard les adorations de l'homme. (3) Sur ces deux points je fais d'avance mes réserves. Mais mon opinion, tout opposée qu'elle soit ici à la sienne, n'infirme en rien les conclusions qu'il tire des principes par lui posés.

(1) *La Cité antique*, p. 27, 87, 106, 303.

(2) *La Cité antique*, p. 31-2 et 463.

(3) *La Cité antique*, p. 20, 28, 31-2, 71 (note 1) 76, 144, 150-6.

D'abord il constate, à l'aide des témoignages recueillis dans les auteurs classiques, que le culte perpétuel des aïeux en Grèce et en Italie, comme dans l'Inde, avait pour premier fondement les antiques et vulgaires croyances des Aryas sur la permanence des âmes après la mort et sur la nécessité d'offrir *périodiquement* aux mânes des ancêtres les devoirs et les honneurs convenables, c'est-à-dire de leur préparer des nourritures et des boissons appropriées à leur nouveau mode d'existence, et cela, tant pour apaiser leur faim et étancher leur soif, que pour se maintenir avec eux dans de bons rapports de parenté et obtenir leurs bénédictions et leurs faveurs ; croyances bien grossières, il faut en convenir, mais très-générales, qui se sont perpétuées partout dans l'antiquité, même à l'égard des dieux célestes les plus puissants et les plus parfaits.

Partant de ces données incontestables, M. Fustel de Coulanges n'hésite pas à en faire découler pour Athènes et pour Rome, dont il s'occupe plus particulièrement, la plupart des lois domestiques, civiles et sociales qui concernent le mariage, la continuité de la famille, l'interdiction du célibat, le divorce en cas de stérilité, l'inégalité entre le fils et la fille, l'adoption et l'émancipation, la parenté, l'agnation, le droit de succession, le droit de propriété, la faculté de tester (restée long-temps inconnue), le droit d'aïnesse, l'autorité paternelle et maritale, la morale dans la famille, la gens à Rome et en

Grèce, considérée dans son origine et dans ses développements. ⁽¹⁾ Peut-être qu'aux trois antiques civilisations qu'il a examinées, le savant auteur aurait pu joindre, par comparaison et brièvement, celles de la Chine, de la Perse, de la Judée et de l'Égypte. Mais il paraît avoir tenu à se renfermer dans le cercle des institutions de la Grèce et de Rome, dont les monuments sont le mieux connus et qui nous intéressent davantage, bien que, dans l'état où elles se présentent à nous, elles nous présentent d'énormes lacunes. Pour ma part, je regrette son silence sur les Perses et sa parcimonie à l'égard des Juifs. ⁽²⁾ Quant aux Celtes, aux Germains, aux Scandinaves et aux Slaves, comme ils n'ont figuré que plus tard sur la scène du monde, je ne m'étonne pas qu'il les ait à peine mentionnés; il n'aurait eu que peu de renseignements à puiser chez eux, si ce n'est sur le droit héréditaire qui, par parenthèse, laisse à désirer dans son ouvrage.

Au reste, j'abonde complètement dans le sens de M. Fustel de Coulanges sur la plupart des points qu'il a repris et traités après moi avec une incontestable supériorité de talent, et je m'estime heureux de voir mes idées, mes vues, mes opinions résumées par lui de main de maître. Son œuvre me paraît digne d'éloges sous tous les rapports. Elle ne peut manquer de lui attirer l'estime des vrais sa-

(1) *Ouv. cité*, livre deux tout entier, p. 41 à 142.

(2) Il ne les cite qu'à propos du Lévirat, *même ouv.* p. 58, n. 1.

vants, et j'ose espérer pour l'auteur que les grandes Revues littéraires et scientifiques de Paris ne tarderont pas à la signaler à l'attention des lecteurs sérieux, des amis de l'antiquité, à l'exemple du *Moniteur du Bas-Rhin*. (1) D'un côté, elle est le fruit de vastes lectures, d'une sagacité rare, d'une logique rigoureuse et d'une haute intelligence, exercée au maniement des matières d'érudition. D'autre part, l'habileté et la force du langage, l'élégance et la pureté du style, l'ordre et l'enchaînement des déductions, la précision des détails, l'art d'exposition doivent la placer au rang des ouvrages bien faits, bien pensés, bien écrits (2). Je

(1) Voir l'article de ce journal, numéro du 20 octobre 1854. Depuis que ceci est écrit, j'ai été un peu trompé dans cette dernière attente, car, à l'exception de la *Revue archéologique* du mois de décembre suivant, les autres feuilles parisiennes, à ma connaissance du moins, ont attendu, pour apprécier ce beau travail, qu'il eût obtenu l'un des prix Gobert, à l'Académie française, dans sa séance publique du mois de juillet 1865, sur le rapport de M. Villemain, secrétaire perpétuel, qui en a fait l'éloge. Voyez, entre autres, la lettre de M. Ed. Tournier à M. Eugène Yung, dans la *Revue des cours littéraires* du 19 août 1865, et les deux articles de M. Challemel-Lacour, dans le journal *le Temps*, des 12 et 14 décembre suivant. Ces deux savants y renvoient d'ailleurs aux appréciations récentes de MM. Sainte-Beuve, Taine et Eug. Véron, insérées dans des feuilles publiques que je n'ai pu lire.

(2) Avant la publication du beau livre de M. Fustel, nous ne possédions en France, sur les matières qu'il a traitées dans la première partie que des travaux incomplets. A ceux que j'ai indiqués ci-dessus dans le texte et dans les notes, il faut joindre

laisse d'ailleurs très-volontiers à M. le professeur Vion, ami particulier de l'auteur et lui-même littérateur distingué, le soin de vous en présenter l'analyse au double point de vue de la littérature et de l'histoire, et d'en faire ressortir, par des citations, les brillantes qualités. A chacun son rôle : le mien à moi ne pouvait et ne devait être que celui d'un simple archéologue qui s'arrête plus au fond qu'à la forme.

IV.

Aperçu, ordre et division du présent mémoire.

La *Cité antique* ne rend pas mon travail inutile ou superflu, car, même en laissant de côté les points de vue trop exclusifs, signalés tout-à-l'heure, et plusieurs autres que je néglige en ce moment, par exemple, la confusion chez les Romains, des Péna-tes, des Lares, des Mânes et des Lemures, j'y re-

les suivants : 1° de *l'Organisation de la famille à Athènes, après la loi de Solon, et à Rome avant la loi des XII tables*, par M. Cauvet, *Revue de Wolowski*, t. XVI, p. 241-57; t. XXIV, p. 429-84, et p. 433-76. 2° du *Mariage chez les Romains et de la puissance maritale*, par M. Troplong, *même revue*, t. XXI, p. 429-57. 3° de *l'influence du Christianisme sur le droit civil des Romains*, Paris, 1843, in-8°, par le même jurisconsulte. 4° *La préface des Donations entre-vifs et des testaments*, et 5° *Recherches sur le droit de propriété chez les Romains, sous la République et sous l'Empire*, par M. Ch. Giraud, Paris, 1842, in-8°.

marque d'assez grandes lacunes provenant de ce que l'auteur n'a point suffisamment compulsé les livres indiens relatifs soit aux devoirs funèbres, soit aux droits héréditaires.

Cette dernière observation s'applique surtout aux trois ordres de successibles que les Romains appelaient *Sui-Heredes*, *Agnati* et *Gentiles*. C'était là, j'en conviens, la partie la plus délicate et la plus difficile à élucider pour M. Fustel de Coulanges. Car, en remontant, comme il le faisait avec nos professeurs de droit, aux origines de la gens romaine, et même de la gené attique, et en donnant pour base à la première le lien de parenté naturelle et civile, il se trouvait amené, bon gré mal gré, à tracer une ligne de démarcation entre l'Agnation et la Gentilité. Or, cette opération paraît impossible en droit romain principalement, si l'on s'en tient, comme on le fait dans nos écoles, et comme il paraît le faire lui-même, à la lettre de certains textes des *Institutes* et des *Pandectes* de Justinien, dans lesquels l'agnation est déclarée s'étendre à l'infini, sans aucune distinction entre les lignages de l'ascendance directe et les degrés de la descendance collatérale. En effet, la très-large interprétation que l'on donne à ces textes plus ou moins explicites, conduit logiquement à l'une des quatre propositions suivantes qui me paraissent également inadmissibles, quoiqu'elles aient été émises et établies à grand renfort d'arguments :

1° Ou les Agnats se distinguaient des Gentils par l'*agnomen familiare* ajouté au *nomen gentilitium* qui

lui-même était précédé du *prænommen personale*, ainsi que le pensaient les jurisconsultes des trois derniers siècles, à partir de Charles Sigonio.

2^e Ou la gentilité n'était qu'une institution municipale et religieuse sur laquelle le lien du sang, quand il y existait, n'aurait aucune influence, ainsi qu'on le croit généralement en Allemagne, depuis Niebuhr.

3^e Ou les Gentils de race, étant à la fois Gentils et Agnats entr'eux, n'avaient besoin que de ce dernier titre pour hériter les uns des autres, de sorte que le premier ne leur était nécessaire que pour succéder, *jure gentis*, et sans réciprocité contre eux, aux biens de leurs clients, gentils impropres et passifs, décédés sans héritiers légaux et sans Agnats naturels, de même que le titre de *patroni* était indispensable aux affranchis pour hériter, dans les mêmes circonstances, et *jure stirpis*, de leurs affranchis, Agnats passifs et impropres; système mixte imaginé dans ces derniers temps par quelques jurisconsultes de France et d'Allemagne. (1)

4^e Ou enfin, les Gentils d'origine étaient des parents incertains, mais présumés en raison du *nomen Gentilium*, le degré de l'agnation n'étant plus appréciable par suite de l'éloignement des temps. (2)

(1) Tels que MM. Ortolan et Taulier, cités ci-dessus p. 198, n° 1, G. Hugo et Holtius, cités par M. Ch. Giraud, p. 432 de sa dissertation.

(2) C'était au siècle dernier l'opinion de Chladen, selon M. Ch. Giraud, *Revue et vol. cités*, p. 433.



M. Fustel a consacré vingt-deux pages à ce sujet spécial, le plus obscur de l'ancien droit romain; mais, malgré les excellentes choses qu'il en a dites, il m'a été impossible de découvrir le fond de sa pensée. Ce que j'y vois de plus clair, c'est qu'il rejette et réfute habilement le nouveau système de Niebuhr, pour s'en tenir à l'ancienne doctrine de Sigonio, qui part de la parenté naturelle et civile. (1) Quant au surplus, il ne paraît guère s'en préoccuper. Il n'assigne à l'Agnation successorale aucune borne déterminée; (2) mais il suppose que, le cas échéant, la gentilité hérite en masse, en souvenir du temps où la gens encore indivise était l'unique propriétaire du domaine qu'on avait partagé depuis. (3) Il y a là des questions très-ardues qui se compliquent encore soit par l'introduction des familles étrangères, reçues dans la gens en vertu d'adrogation, de clientèle ou d'affranchissement, soit par la déchéance de certaines branches patriciennes tombées dans la plèbe à la suite de mésalliance, d'esclavage ou d'autre diminution de tête. J'espère sortir de la difficulté *principale*, comme je l'ai déjà fait dans cette enceinte, en assignant des bornes à l'agnation, à l'exemple de Bunsen (4) et de M. Laferrière. (5)

(1) *La Cité antique*, p. 127-31.

(2) *Ouv. cité*, p. 64-7.

(3) *Ouv. cité*, p. 403.

(4) *De jure hereditario Atheniensium*, p. 119-23.

(5) *Histoire du droit civil de Rome et du droit français*, I, p. 464.

Mais je déclare d'avance qu'ici je continuerai de suivre l'arbitraire allemand de préférence au jurisconsulte français, je veux dire qu'au lieu de prendre pour point d'intersection entre les Agnats et les Gentils le lignage de l'aïeul, je continuerai d'adopter celui de bisaïeul, en éclaircissant, rectifiant, complétant et fortifiant par de nouvelles preuves les aperçus un peu vagues ou incertains du jurisconsulte prussien.

[illegible]

au point de vue des successions, dans le culte des mânes chez les quatre peuples Aryens les plus civilisés de l'ancien monde ou les mieux connus par les monuments écrits ou figurés qu'ils nous ont transmis, en m'étendant un peu plus à l'égard du plus éloigné en raison des secours plus abondants qu'il nous fournit.

Dans la seconde, j'appliquerai *mutatis mutandis*, les lois de Manou concernant le droit héréditaire à celles de Zoroastre, de Solon et des Décemvirs, d'abord sur les trois ordres primitifs d'héritiers par les mâles, ensuite sur l'ordre secondaire des héritiers par les femmes. (1) Car pour moi, comme pour Ch. Bunsen et E. Gibelin, c'est le *jus hereditarium* qui complète, achève et couronne l'édifice du culte des *Pitris*, des *Férouers*, des *Daimons* et des *Manes*.

La tâche que je me propose d'accomplir, toute restreinte qu'elle semble, est encore bien longue. J'espère pouvoir la mettre à fin avant l'époque où l'Académie publiera l'un des plus prochains volumes de ses Mémoires. Le désœuvrement n'est pas pour moi un doux oreiller, comme le doute l'était pour Montaigne. « *Otium sine litteris mors est et vivi hominis sepultura*, » disait, il y a plus de 250 ans, un vieil avocat au parlement de Paris en tête de son volume

(1) M. Fustel, *ouv. cité*, p. 64, ne paraît pas avoir connu cette extension du culte indien des *Pitris*, probablement parce que Manou n'en parle pas clairement.

in-4° de *Jure Manium*. (1) Je ne puis oublier son mot au moment de revenir sur le même sujet, mais à un point de vue tout spécial auquel il ne paraît pas avoir songé, car le droit des mânes n'allait pas pour lui jusqu'à servir de base, de condition et de cause au droit d'hériter de leurs biens

Je n'ai pas besoin de vous dire, Messieurs, que l'engagement implicite que je viens de prendre est essentiellement conditionnel. A mon âge, il est bon de faire ses réserves, d'autant mieux que la besogne peut s'étendre sous ma plume au fur et à mesure que j'avancerai : j'entrevois tant de lacunes que si je m'avise de vouloir les combler, je n'en sortirai pas à mon honneur.

Depuis le jour fort éloigné déjà où j'ai commencé à étudier les croyances des peuples de l'antiquité sur l'insondable problème de la vie future, que de personnes qui me touchaient de très-près et qui m'étaient bien chères, j'ai vu mourir à mes côtés ! Si, en parlant dans cette enceinte, les convenances m'interdisent de rappeler d'autres noms et d'autres

(1) Voici le titre entier de cet ouvrage, réimprimé dans le *Thesaurus Antiquitatum Romanorum* de Grævius, t. XII: *Jacobi Gutharii J. C. civis nobilis et patricii romani de Jure Manium seu de Ritu, More et Legibus prisci funeris*, libri III, Parisiis, MDCXI. — Trois ans auparavant, l'auteur en avait publié un autre sous le titre suivant (également réimprimé dans le *Thesaurus* cité, t. I) : *Jacobi Gutharii de veteri jure pontificio urbis Romæ*, libri quatuor, Parisiis, 1612, in-4°, dont plusieurs chapitres concernent le culte des mânes.

souvenirs que ceux des honorables collègues qui nous ont été ravis, dois-je omettre de saluer, en passant, les mânes de MM. Vivien, Eug. Burnouf, Caumartin, Roussel aîné, Aug. Machart, Lemerchier, Rigollot, Barbier, Quenoble et Marotte, eux qui avaient constamment encouragé mes recherches scientifiques ? Pourrais-je surtout ne pas jeter un dernier regard vers la tombe à peine fermée de M. Creton, de ce digne et respectable collègue au caractère antique, aux sentiments chevaleresques, à l'âme toujours ferme, quoique bien douloureusement éprouvée, qui emporte tous les regrets de son ordre, de cette compagnie, de la magistrature, de la cité tout entière ? Le pourrais-je, moi à qui, en 1830, il a ouvert, l'un des premiers, les portes de cette Académie où il venait d'entrer lui-même, moi qu'il a fait asseoir, en 1849, avec l'aide de feu M. Jallon, alors secrétaire-général du garde des sceaux, sur un siège aussi honorable que vivement désiré ! moi qu'il a toujours honoré de son amitié et de sa confiance dans la prospérité comme dans le malheur !

Messieurs,, pardonnez à un vieux collègue cette triste mais courte revue rétrospective. Je reprends le fil de ma causerie, interrompue un moment par le souvenir du *si quâ fata sinunt* de Virgile.

V.

Point de départ géographique et religieux.

Personne ici, j'en suis sûr, ne s'étonnera de me voir chercher sur les bords de l'Indus et de l'Oxus les principes constitutifs du droit héréditaire originellement admis sur les rives de l'Ilyssus et du Tibre. Je ne ferai en cela que suivre mes anciens errements, et j'ai l'avantage de me trouver d'accord sur ce point avec MM. Bunsen, ⁽¹⁾ E. Gibelin ⁽²⁾ et Fustel de Coulanges, ⁽³⁾ pour ne pas dire avec l'élite des savants modernes. A ce sujet, que l'Académie veuille bien me permettre quelques observations.

Les recherches philologiques des grands indianistes de la première moitié de ce siècle et celles de leurs continuateurs actuels, ⁽⁴⁾ conduisent unanimement à cette grave conséquence, qu'à une époque bien antérieure aux temps appelés historiques, les Aryas de l'Inde et de la Perse, les Pélasges, les

(1) *De Jure hereditario Atheniensium*, p. 111-2.

(2) *Etudes sur le droit civil des Hindous*, I, introd., p. XLVII à CXX, et texte, *passim*.

(3) *La Cité antique*, p. 87, 106, 303.

(4) Je me bornerai à citer ici les noms des frères de Schlégel, G. de Humboldt, Franz Bopp, Eug. Burnouf, Lassen, Rosen, Alb. Weber, Pott, Ad. Kuhn, R. Roth, Ad. Pictet, Ad. Regnier, Max Müller, Eichhoff, Benfey, Bætlingk, Auffrecht, Witney, etc., etc.

Hellènes, les Italiotes, les Celtes, les Germains, les Scandinaves, les Slaves, etc., peuples de même origine, pour ne point parler des insulaires de l'Océanie au Sud-Est de l'Inde, ont habité ensemble les hautes régions de l'Asie centrale où ils parlaient, selon toute apparence, un seul et même idiome que l'on désigne sous le nom d'*Aryen* ou d'*Aryaque*, idiome aujourd'hui perdu, si ce n'est pas le sanscrit védique, mais dont l'existence ne saurait être sérieusement déniée, puisqu'en comparant entre eux les lexiques et les grammaires des langues dites indo-européennes, on ne peut méconnaître la très-grande affinité du sanscrit, du zend, de l'ancien arménien, du grec, du latin, du celtique, du gothique, de l'angle-saxon, du lithuanien, du slavon, de l'ancien nordique, etc., non plus que la descendance ultérieure de presque toutes les langues actuelles de l'Europe (le hongrois et le basque exceptés), et de la plupart de celles que l'on parle maintenant en Amérique. (1)

(1) Les savants d'Allemagne appellent généralement *indo-germaniques* les langues dérivées dont il s'agit; en France on les nomme *indo-européennes*. M. Bopp, dans la préface de sa *Vergleichende Grammatik*, seconde édition, préfère le titre de langues *sanscritiques* qui ne préjuge que la perfection du type primitif. — M. Brullé, doyen de la Faculté des Sciences de Dijon, dans ses savantes et curieuses *Recherches sur les origines aryennes*, plaide fortement en faveur du dialecte des Vêdas qu'il croit antérieur à celui des livres zends. (Voyez les *Mémoires de l'Académie impériale des sciences, arts et belles-lettres de Dijon*, 2^e série, t. 81, année 1863, p. 227-56). Mais comme le

L'histoire des migrations des anciens peuples, l'étude des vieilles dénominations géographiques et éthnologiques de l'Asie, de l'Afrique et de l'Europe, la comparaison des mythologies et des religions de l'antiquité, ont ramené plusieurs savants modernes à cette Asie centrale que Leibnitz appelait le laboratoire des nations (*officina gentium*). Mais ici le champ des investigations est immense. Car il embrasse au moins toutes les antiques peuplades issues de la race blanche, c'est-à-dire les descendants de Japhet, de Sem et de Kham, pour parler le langage de la Genèse et suivre l'ordre de filiation qu'elle indique dans un texte très-explicite. (1) Ces érudits, comparant ensemble les légendes aryennes et les traditions sémitiques, tant sur la création que sur le déluge, n'ont pas hésité à prendre l'Asie centrale, et quelques-uns même, en précisant davantage, le plateau de Pamer, assis sur le Belour-Tag, (2) non seulement pour le mystérieux Jardin d'Eden, pre-

sanscrit védique, comparé au zend, au grec et au latin, contient maintes irrégularités grammaticales, postérieures, pour la plupart, à la séparation des Iraniens, des Hellènes et des Italiotes, n'en résulte-t-il pas qu'il n'était qu'un dialecte déjà un peu altéré d'une langue plus générale et plus ancienne ?

(1) Genèse, X, 21. — De nos jours on a remplacé les premier et troisième noms par ceux d'*Aryas* et de *Touraniens*, quoique ce dernier soit bien vague et bien obscur en raison de la grande diversité des langues qui forment des groupes plutôt que des familles.

(2) L'*Imaüs* des anciens, l'*Albords* des Perses, le *Mérou* des Indiens, le *Bam-i-dounia* (terrasse du monde) des Tartares, etc.

mier séjour d'Adam et Eve, mais encore pour le célèbre Mont Ararat où s'arrêta l'arche de Noé, en d'autres termes, pour le point culminant d'où, rayonnant dans toutes les directions, les tribus humaines seraient descendues pour aller peupler les solitudes les plus éloignées. (1)

Mes anciens collègues savent que je n'ai pas été le dernier à suivre ces savants dans la voie nouvelle qu'ils s'étaient frayée. Ils se rappellent, j'aime à le croire, les nombreux rapports, mémoires ou comptes-rendus par lesquels, depuis trente-quatre ans que l'Académie a bien voulu m'admettre dans son sein, j'ai eu à cœur de la tenir au courant des découvertes de la science moderne dans les recherches archéologiques qui remontent aux époques les plus reculées de l'histoire. Je m'y étais attaché surtout aux trois antiques civilisations de l'Inde, de la Palestine et de l'Égypte, parce que, dans l'état très-imparfait de nos connaissances sur celles des régions intermédiaires, elles étaient et sont encore les seules

(1) Je me borne ici à renvoyer, sur ce point, aux grandes recherches de M. A. de Quatrefages, insérées récemment tant dans la *Revue des deux mondes* que dans la *Revue des cours scientifiques*. Notre géographe Vivien de Saint-Martin n'est pas moins explicite là-dessus. Dans un article bien récent, sur la correspondance scientifique et littéraire d'Alexandre de Humboldt, il rappelle que l'Asie centrale a été le théâtre de grands mouvements de populations qui, après s'y être produits, ont poussé à diverses époques, depuis les âges anté-historiques jusqu'au temps de Gengiskhan et de Tamerlan, leurs énormes remous sur l'Europe. Voir le journal *le Temps* du 17 janvier 1866.

qui représentent le mieux pour nous les trois grandes familles de peuples désignés tout-à-l'heure, les Chinois du Nord-Est de l'Inde appartenant à la race jaune. Parmi ceux de mes travaux de ce genre qui ont trouvé place dans vos Mémoires imprimés, je citerai particulièrement les quatre opuscules 1° *de l'Immortalité de l'âme selon les Hébreux* ; 2° *du Nirvâna indien* ; 3° *du Berceau de l'espèce humaine, selon les Indiens, les Perses et les Hébreux* ; 4° *du Nirvâna boudahique, en réponse à M. Barthélemy de Saint-Hilaire.* (1) Le nombre de ceux qui sont restés inédits est plus considérable ; mais, pour abréger, je ne m'arrête ici qu'à un seul, comme se rattachant, selon moi, aux premières migrations décrites dans la Genèse, sous forme de généalogies. Je veux parler du *Parallèle de Jehovah et d'Agni*, ouvrage étendu, entrepris dès 1833 et terminé en 1842. (2) Comme l'Académie se trouve presque entièrement renouvelée depuis ce temps-là, je pense que mes nouveaux collègues ne

(1) Le tirage à part des deux premiers est épuisé. Celui des deux derniers se trouve à Paris, chez Durand, rue des Grés, n° 7. Le troisième contient un ample relevé des sources, des preuves et des autorités conformes. Parmi ces dernières figurent les noms de MM. Ch. Lassen, baron d'Eckstein et Ernest Renan. Je puis y joindre aujourd'hui ceux de MM. Ad. Pictet, Max Müller, Vivien de Saint-Martin, Alfred Maury, E. Gibelin, F. G. Eicchoff, A. de Quatrefages, Bertillon, Rodier, G. Flourens, etc.

(2) Voir entre autres, les procès-verbaux des séances suivantes de l'Académie : 30 novembre 1833, 15 et 30 janvier 1834, 12 janvier 1839, 26 mai et 11 juin 1842. — Les esprits n'étaient pas alors préparés à de pareilles investigations.

me sauront pas mauvais gré de leur en offrir bientôt, non pas une analyse complète, cela m'entraînerait beaucoup trop loin, mais un petit résumé qui soit suffisant pour leur en faire saisir l'idée-mère, celle qui relie les Sémites et les Khamites aux Aryas ou Japhétistes, au double point de vue de leurs premières habitations et de leurs croyances religieuses. D'un autre côté cependant, pour ne pas interrompre ces préliminaires généraux par un sujet trop spécial et à la fois trop biblique et trop védique, qui pourrait passer pour une digression un peu trop longue, je prends le parti de renvoyer cette analyse soit à la fin de la présente introduction, sous forme d'appendice, soit plutôt à une lecture ultérieure.

Ainsi, quelles que soient la date et la provenance des traditions, légendes ou histoires Sémitico-Japhétiques, précédemment résumées par d'autres ou par moi, et relatives aux premières demeures des races humaines après le déluge comme après la création, il en résulte toujours que la haute antiquité plaçait ces demeures primitives dans les montagnes de l'Asie centrale, d'où découlaient quatre grands fleuves issus d'une source unique, en style oriental, c'est-à-dire du plateau de Pamer, savoir : le Tarîm à l'Est, le Kameh-indus au Sud, l'Oxus à l'Ouest, et l'Iaxarte au Nord.

Je n'ignore pas que plusieurs savants contestent la portée historique des récits orientaux dont il s'agit, les uns parce que les livres zends, invoqués à

l'appui, n'indiqueraient que le point de départ et non le berceau des peuplades Aryennes et Iranien-
nes, et les autres parce que les couteaux à Silex, récemment découverts en diverses contrées de l'Europe et remontant à l'âge de pierre ou à celui du renne, tous deux antérieurs aux âges du bronze et du fer, démontreraient que notre continent avait ses habitants indigènes, contemporains de ceux de l'Asie. Mais on peut répondre aux premiers que les traditions de l'Inde s'accordent ici avec celles de la Perse et de la Palestine, je pourrais même ajouter avec celles de l'Assyrie et de la Chaldée, ⁽¹⁾ et aux seconds que jusqu'à ce jour rien ne prouve que les Européens des âges de pierre et de la présence du renne, eussent été originaires de l'Europe, ni, en supposant le fait établi, qu'ils n'eussent pas appartenu à une autre race aujourd'hui perdue ou passée dans d'autres régions.

Cela dit, je laisse de côté les descendants génésiaques de Sem et de Kham, pour ne plus parler que de ceux de Japhet, de ce *durum Iapeti genus*, dont l'ancêtre, surnommé *Djâpati*, chef de race, fut le tronc commun des peuplades aryennes. L'unité de cette immense famille de peuples est désormais démontrée, autant qu'elle peut l'être, par leurs migrations successives du centre de l'Asie, par les ressemblances frappantes de leurs langues, par la comparaison de leurs mythologies respectives et par

(1) D'après Isale, XIV, 4-20, et Théodoret, II, 64.

le rapprochement de leurs institutions civiles et religieuses. Elle résultera encore, je l'espère, des recherches auxquelles je vais me livrer. Il importe peu à mon sujet qu'à l'égard des migrations ci-dessus rappelées, nous ne connaissions exactement que les points de départ et les points d'arrivée. Il est évident que les trajets par terre ou par mer, je veux dire les pays parcourus pour passer des uns aux autres, ont dû être très-divers en raison du nombre et de la diversité des populations aryennes échelonnées d'abord sur les deux versants du Belour-Tag et de l'Hindou-kouch vers les sources communes des quatre grands fleuves paradisiaques découlant du Merou-Pamer, cette haute terrasse du monde, comme on l'appelle encore de nos jours, puis répandues le long de leurs bassins, d'un côté dans la grande et dans la petite Boukharie, ou Tartarie indépendante et Turquestan chinois, et de l'autre dans le Caboul et le Sindhou, avant de gagner la Perse et l'Inde proprement dites, ou de se disséminer autour de la mer Caspienne, pour s'étendre ensuite au Nord et à l'Ouest de cette première méditerranée avant de rejoindre la seconde. Tout le monde comprend, du reste, que les Indo-Européens, en quittant l'Asie centrale, ont dû emporter avec eux des traditions, des croyances, des coutumes et des lois communes; qu'ils les auront conservées avec plus ou moins de fidélité dans leurs patries d'adoption; qu'enfin, ils les auront

transmises à leurs descendants, sauf les variations, les différences, les lacunes provenant de la différence des temps, des climats, des milieux, ou résultant de leurs divers degrés de lumières, de civilisation, de religiosité.

VI.

Livres orientaux à consulter.

Pour clore tous ces préliminaires, il me reste à dire quelques mots des sources orientales auxquelles il m'a été loisible de puiser.

La législation indienne est aujourd'hui très-accessible à notre occident, grâce aux traductions anglaises ou françaises, d'abord des *Lois de Manou*, tant par W. Jones⁽¹⁾ que par A. Loiseleur Deslongchamps,⁽²⁾ puis du *Digest of Hindu Law, on contracts and successions*, par H. T. Colebrooke;⁽³⁾ ensuite, des *Two Treatises on the Hindu Law of inheritance*, par le même,⁽⁴⁾ enfin, des *Two original Treatises on the*

(1) Calcutta et London, 1794, in-4° et in-8°.

(2) Paris, 1833, 3 vol. in-8° dont un de texte et un autre de notes. La traduction a été réimprimée dans le Panthéon littéraire.

(3) Calcutta, 1797, ou London, 1801, 3 vol. in-8°.

(4) Madras, 1824, in-4°. Ces deux traités, très-importants, sont : l'un le *Dāya-Bhāga* de Djimûta-Vāhana, et l'autre la *Mitakchāra* de Vīdjnyānēvara. Celui-ci a été retraduit en français par M. G. Orianne, conseiller à la Cour de Pondichéry, Paris, 1844, in-8°.

Hindu Law of adoption, par J. J. Sutherland. (1) A ses ouvrages on peut joindre les *Hindu Law* de Th. Stranges, (2) et les *Principles and Considerations on the Hindu Law*, par W. Macnagthen, éd. Wilson. (3)

Je dois faire remarquer, à ce propos, que les légistes et les jurisconsultes de l'Inde se partagent sur divers points en deux grandes écoles : celle du Bengale ou des provinces de l'Est et du centre, et celle de Bénarès, comprenant les provinces de l'Ouest et avec elles tout le territoire du Nord et du Sud. La première s'attache aux règles tracées par le rédacteur des *Lois de Manou*, et développées par l'auteur du *Dāya-Bhāga*, c'est-à-dire par Djimūta-Vāhana, tandis que la seconde prend pour guides les Instituts de Yadjnavalkya et la *Mitakcharā* de Vidjnyanēcvara. Ces deux écoles s'accordent d'ailleurs sur les principes fondamentaux. Elles ne diffèrent, relativement aux successions, qu'en deux points accessoires qui sont : d'abord l'étendue du droit successoral des femmes, auxquelles la *Mitakcharā* se montre beaucoup plus favorable que le *Dāya-Bhāga*, ensuite le recours pour l'interprétation à la série des devoirs funèbres dont Djimūta-Vāhana se prévaut sans cesse,

(1) Madras, 1825, in-8°. Ces deux autres traités sont : le premier, la *Dattaka-Mīmāṃsā* de Nanda Pandita, et la seconde, la *Dattata-Tehandrika* de Dēvandha-Bhatta. — M. Orianne a également retraduit ce dernier à la suite de sa version de la *Mitakcharā*, ci-dessus citée.

(2) London, 1830, 2 vol. in-8°.

(3) Oxford, 1862, in-8°.

tandis que Vidjyanêçvara les néglige presque tous. (1)

A l'égard des devoirs funèbres en particulier, j'ai pu consulter les écrits mentionnés en note. (2)

En reste, les Lois de Manou, avec les notes explicatives de M. A. Loiseleur Deslongchamps, contiennent là-dessus à peu près tout ce qu'il est utile ici de connaître, sans même qu'il soit nécessaire, bien

(1) Voyez là-dessus E. Gibelin, *ouv. cit.*, I, introd., p. 12, et Orianne, *la Mitakchard*, introd., p. 9-10, le tout d'après Colebrooke et Th. Strange.

(2) Ce sont 1° les dissertations spéciales de Colebrooke, intitulées *On the Religious Ceremonies of the Hindus, and of the Brâhmanes especially*, publiées d'abord dans les *Asiatic Researches* de Calcutta, vol. V et VII, et réunies par l'auteur dans le premier volume de ses *Miscellaneous Essays*, 1837, in-8°, London, p. 123 à 226.

2° L'ouvrage du missionnaire français, J. A. Dubois, intitulé : *Mœurs, Institutions et Cérémonies des peuples de l'Inde*, 2 v. in-8°, Paris, 1823.

Et 3° les *Rites funéraires des Védas* ou *Die Todten Bestattung Bey Brahmanen*, par M. Max Müller, Leipzig, 1855, p. I-LXXXII, dissertation imprimée à la fin du t. IX de la *Zeitschrift der Deutschen Morgenländischen Gesellschaft*. Il paraît qu'antérieurement, M. H. H. Wilson avait déjà donné un extrait des anciens *Grîhya-Sûtras* d'Açvalâyana, relatifs aux rites domestiques des Indiens, dans le *Journal Asiatique de Londres*, vol. XVI, partie première, 1854, p. 201 et suiv. M. Max Müller, en les relevant en plus grand nombre, y a joint ceux de Kâtyayana et d'Apastamba. M. Ad. Pictet a extrait de la dissertation de M. Max Müller et traduit en français dans ses *Origines Indo-Européennes*, II, p. 525-34, les principaux textes Védiques ou autres relatifs à la matière.— M. E. G. Eicchoff en a aussi tiré quelques fragments dans sa *Poésie héroïque des Indiens*, p. 281 et suiv.

qu'il soit intéressant de recourir aux précieux détails disséminés dans les deux épopées du Rāmāyana et du Mahābhārata traduites, la première en latin par M. G. Schlégel, en italien par M. Gorresio, et en français, pour partie, par M. Parisot, et en entier par M. Hippolyte Fauche, et la seconde, en partie seulement par le même M. H. Fauche, qui poursuit son œuvre avec intépidité, et promet de l'achever en 18 vol. grand in-8° (1),

A ce sujet, je dois dire que s'il est impossible de fixer d'une manière quelque peu précise, la date de la dernière rédaction du *Mānava-dharma-Cāstra*, plus connu sous le titre français, de code des lois de Manou, la seule qui soit parvenue en Europe, et par exemple, de la faire remonter, avec William Jones, au XIII^e siècle avant notre ère, (2) ou descendre, avec M. Max Müller, au III^e siècle avant la même ère, (3) les Indianistes de nos jours s'accordent généralement à reconnaître que cette compilation singulière est tirée de recueils plus anciens et consacre, en les rappelant, de très-antiques usages, (4) je veux dire des usages traditionnels bien

(1) Quatre volumes ont déjà paru à la librairie d'Aug. Durand, 1863-4-5. — Plusieurs épisodes du Mahābhārata avaient d'ailleurs été déjà traduites par nombre d'indianistes, tels que Wilkins, Bopp, Chezy, Pauthier, Munck, Eicchoff, Nève, Pavié et Foucaux.

(2) Voir la préface des Lois de Manou, trad. fr., p. V-VII.

(3) A *History of ancient sanscrit Literature*, 2^e éd., p. 132-3.

(4) Voyez à ce sujet les *Croyances et Légendes de l'Antiquité*, par M. Alfred Maury, p. 80, note 2, Paris, 1863, in-12.

antérieurs aux lois que l'on attribue à Numa et à Solon. En effet, le Manou indien, dont on a voulu faire le type du *Ménès* de l'Égypte, du *Minos* de la Crète, du *Men* des Phrygiens et des Thraces, et du *Mannus* des Germains, tient le premier rang parmi les trente-six prétendus législateurs de l'Inde, ⁽¹⁾ parce que, suivant Vasichtha, l'un d'eux, il a exprimé dans son code le sens entier du Vêda.

Ce code forme encore aujourd'hui la base du droit indien, et son autorité est restée dans l'Inde brâhmanique aussi entière, aussi absolue, aussi irréfragable qu'au temps où le législateur que je viens de nommer, écrivait : « Aucun code n'est approuvé » lorsqu'il contredit le sens d'une loi promulguée » par Manou. ⁽²⁾

J'ajoute qu'en consultant la traduction française du *Mânava-Dharma-Çâstra*, il ne faut pas perdre de vue que c'est une complication *tribonienne* où l'ancien et le nouveau droit sont mêlés et confondus sans être suffisamment raccordés, d'où résultent

(1) Il paraît y en avoir eu davantage encore. Mais je m'arrête ici au nombre accusé tant par Colebrooke, dans la préface du *Digest of Hindu Law*, que par M. Orianne, à la fin de sa traduction ci-dessus citée. — M. Gibelin, *ouv. cité*, II, p. XXX, les considère comme des compilateurs, interprètes ou copistes du *Mânava-Dharma-Çâstra*, qui s'intitulaient législateurs, sans l'être réellement, manière de voir contredite par les *Lois de Manou* elles-mêmes. Voir, entre autres, III, 16, la citation des noms d'Atri, Gôtama, Çônaka et Bhrigou. Ce dernier est même présenté, I, 59-60, comme rédacteur de ces lois de Manou.

(2) Dans la préface des *Lois de Manou*, p. IV.

d'assez nombreuses contradictions (des *immo*), souvent plus apparentes que réelles, qui disparaissent pour la plupart après examen et rapprochement des textes.

J'admets d'ailleurs, après W. Jones, Colebrooke, Wilson et MM. Barthélemy Saint-Hilaire, Vivien de Saint-Martin et Alfred Maury, ⁽¹⁾ que le Rig-Vêda ou Vêda des Hymnes, traduit en français par M. A. Langlois, ⁽²⁾ remonte du XIV^e au XVII^e siècle avant notre ère, plutôt à celui-ci qu'à celui-là. M. Max Müller, ⁽³⁾ en le faisant descendre au XII^e siècle, reste au-dessous des vraisemblances historiques. Son opinion ne serait acceptable que si on l'appliquait à la réunion des Hymnes Védiques en une collection ou *Sanhitâ*, qui, selon la remarque de M. Alfred Maury, ⁽⁴⁾ n'aurait plus varié depuis, grâce aux soins minutieux pris pour la mettre à l'abri de toute altération. Enfin, quoique la traduction de M. Langlois me paraisse un peu trop francisée et que M. Max

(1) Voyez, pour les quatre premiers, *Journal des Savants*, de 1853, p. 404 et suiv., de 1854, p. 279 et suiv., et de 1860, p. 462; pour le 5^e, *Revue germanique*, XVI (1862, p. 77-9, et pour le 6^e, *Croyances et Légendes de l'Antiquité*, p. 105.

(2) En 4 vol. in-8°, Paris, 1848-50. — La traduction anglaise de feu M. H. H. Wilson est restée inachevée. Il faut espérer que M. Max Müller la reprendra en sous-œuvre et la complètera lorsqu'il aura terminé sa grande édition du texte et du commentaire de Sâyana.

(3) *A. History of ancient Sanscrit Literature*, p. 572.

(4) *Croyances et Légendes de l'Antiquité*, p. 15.

Müller la trouve purement divinatoire, (1) je me vois presque toujours obligé de m'en contenter, faute d'avoir à ma portée celle de Wilson, qui reproduit mieux le commentaire de Sâyana, mais qui malheureusement est restée incomplète. (2)



(1) « Though very ingenious, is mere guesswork » dit ce grand indianiste, à la p. 409 de ses *Lectures on the science of language*, 2^e série.

(2) Dans les citations du *Véda, des Hymnes*, traduction Langlois, je me borne à indiquer le volume en chiffres romains, la page et le verset en chiffres arabes, sans mentionner le numéro de l'hymne. Ainsi, IV, 31, 6, 4, signifient t. IV, p. 31, v. 6. Dans celles des Lois de Manou, trad. Loiseleur Deslongchamps, je ne mentionne de même que le livre et le verset, sans indication de la page, procédé que j'emploie aussi pour les citations de la Bible et du *Corpus juris*.

NOTICE HISTORIQUE ET TECHNOLOGIQUE

SUR

L'HORLOGE DU BEFFROI D'AMIENS

Par M MARTIAL ROUSSEL.

(Séance du 29 Avril 1865).

MESSIEURS,

Un accident assez grave, survenu, il y a quelques mois, à l'horloge du Beffroi d'Amiens, m'a fourni l'occasion de revoir cette machine, dont je m'étais beaucoup occupé autrefois, mais que j'avais perdue de vue depuis assez longtemps.

M. le Maire d'Amiens s'étant souvenu, je ne sais comment, de mes études en horlogerie, ordonna que le devis des réparations à faire me fût communiqué. Il m'écrivait, sous la date du 31 octobre 1864, pour me remercier des renseignements que je lui avais transmis, et pour me prier de vouloir bien suivre les travaux dont il venait d'autoriser l'exécution.

Cette circonstance, en me remettant ainsi en présence de l'horloge du Beffroi, réveilla en moi toutes mes sympathies pour cette belle machine, pour cette œuvre vraiment remarquable du génie de nos pères.

En lisant, sur l'horloge même, le nom de l'habile ouvrier qui l'a construite, et la date de 1768, époque à laquelle il y mit la dernière main, la pensée m'est venue que je ferais une chose utile et tout à la fois patriotique, en réunissant, dans une courte notice, les faits intéressants, soit pour la science, soit pour l'histoire de la ville d'Amiens, qui se rattachent à la construction de notre horloge municipale.

Cette pièce, tant par l'heureuse disposition des parties qui la composent, que par la perfection et le fini de la main-d'œuvre, excite, avec raison, l'admiration des connaisseurs ; elle mérite, sous tous les rapports, les quelques lignes que lui consacre M. Dusével, dans son *Histoire d'Amiens*, en parlant du Beffroi. « L'horloge, dit-il, exécutée par Mauvoisin, sur les dessins du célèbre Julien Leroy, passe pour un chef-d'œuvre de mécanique. »

Je dirai, dans le cours de cette notice, la part qui, dans ce travail, appartient à Julien Leroy.

Ce qui rend l'horloge du Beffroi vraiment monumentale, c'est non seulement, comme je viens de le dire, la perfection du travail, mais encore ses dimensions colossales. Je ne crois pas qu'il existe en

France, et peut-être même nulle part, une horloge établie sur une aussi grande échelle. Son mécanisme n'occupe pas moins de cinq mètres carrés dans la chambre où elle est placée.

Le Beffroi, ou plutôt la flèche en charpente qui surmontait la tour quadrangulaire qui subsiste encore aujourd'hui, avait été détruite par un incendie, le 16 avril 1742. Dès l'année 1748, le Beffroi était rétabli dans la forme que nous lui voyons de nos jours. Cette même année 1748, dit M. Dusével, la grosse cloche, pesant vingt-deux milliers, était fondue dans la cour de l'Evêché, par les sieurs Cavillier père et fils. Il ne s'agissait plus, dès lors, pour compléter l'œuvre de restauration, que de remplacer l'ancienne horloge qui, comme tout le reste, avait péri dans l'incendie de 1742.

Un habile horloger, le sieur Mauvoisin, originaire d'Abbeville, établi à Amiens, où il demeurait rue et chaussée St-Leu, offrit ses services à MM. les maire et échevins d'Amiens, et, dès 1750, il leur présentait un projet pour la construction d'une nouvelle horloge.

Ce projet fut approuvé par M. Chauvelin, intendant de Picardie. Par son ordonnance du 2 octobre 1750, placée au bas de cette pièce, M. Chauvelin décida que l'adjudication de ladite horloge aurait lieu, par devant lui, en présence de MM. les maire et échevins d'Amiens, le 40 novembre suivant.

Heureusement pour l'art et pour la Ville, ce pro-

jet ne fut point exécuté. Un sieur Ledoux, horloger à Amiens, et comme il le dit lui-même, horloger de la Ville, adressa, dans ces circonstances, un mémoire à MM. les lieutenant de police, maire et échevins de la ville d'Amiens.

« Je me crois, dit-il, par mon état, ayant l'honneur d'être l'horloger de la Ville, obligé d'en prendre les intérêts, en ce qui concerne ma profession. »

Après avoir reconnu les avantages que présente le projet de Mauvoisin, et avoir rendu justice au mérite de son auteur, le sieur Ledoux critique les dimensions des premiers mobiles. Ils auront, selon lui, un poids énorme, qu'il évalue à trois cent vingt livres, avec leur axe et le cylindre sur lequel doit s'enrouler la corde du poids moteur. Il propose des roues beaucoup plus petites, qui ne pèseraient que vingt livres, ou quarante livres, garnies de leur axe et de leur cylindre. Après avoir indiqué les effets que produira l'horloge ainsi modifiée, et le poids des timbres qu'il conviendra d'employer pour la sonnerie des heures et des quarts ; d'après lui, l'heure ne devait pas sonner sur la grosse cloche, il ajoute : « Je me propose de mettre dans l'intérieur de l'horloge un cadran de 15 à 16 pouces, destiné à corriger, chaque jour, la différence qui existe entre le temps vrai et le temps moyen. Il résultera, de cette addition, deux avantages : le premier, que l'horloge marquera et sonnera toujours le temps vrai. »

Cette idée, comme on le voit, n'était pas très-

heureuse. Une horloge publique, disposée d'après ce système, serait constamment en désaccord avec les montres et les pendules des particuliers auxquels elle doit donner l'heure, et sur laquelle ils doivent se régler. Le second avantage, c'est que l'horloge sera plus facile à régler sur le soleil. Ce second avantage est plus réel, mais on peut facilement se le procurer, sans exiger de l'horloge qu'elle marque et sonne toujours le temps vrai. Il suffit de consulter les tables d'équation, et, en la réglant, de tenir compte, s'il y a lieu, de la légère différence qu'elles indiquent. Enfin, le sieur Ledoux termine son mémoire en appelant l'attention des magistrats sur la cage qu'il propose pour la nouvelle horloge. ⁽¹⁾

« Cette cage, dit-il, est de M Julien Leroy, cet horloger si connu du public par son génie heureux, et la perfection qu'il donne à ses ouvrages. Elle est si simple, si solide, elle met les rouages de l'horloge dans une position si avantageuse, et évite tant d'inconvénients, qu'il est surprenant que tous ceux qui construisent ces sortes d'horloges, n'en fassent pas usage. »

Cette dernière observation du mémoire du sieur Ledoux, concernant la cage de la nouvelle machine, en était certainement la partie importante et la plus

(1) On appelle cage de l'horloge, l'assemblage des barres de fer ou de cuivre qui en soutiennent les roues et les diverses pièces.

utile. Je ne sais si ce fut elle qui détermina Mauvoisin à modifier son projet primitif, cela est très-vraisemblable. Toujours est-il que, dans un nouveau devis, il changea complètement la disposition de l'horloge présentée par lui en 1750, et approuvée par M. Chauvelin.

Il disait dans le premier projet :

« Toute l'horloge ci-dessus sera enfermée dans une cage en fer, de huit pieds et demi de large et de cinq de hauteur. »

Dans cette cage, qui aura, comme dit Mauvoisin, cinq pieds de hauteur, les roues composant les trois rouages de la machine, auraient été placées les unes au-dessus des autres, suivant une ligne verticale; ce qui a fait donner, à cette cage, le nom de cage verticale. C'est celle de toutes les anciennes horloges de clocher. La vieille horloge de l'église Saint-Jacques d'Amiens est encore disposée suivant ces principes si défectueux.

Julien Leroy, célèbre horloger de Paris, supprima cette cage, et la remplaça par la disposition d'après laquelle sont encore construites, aujourd'hui, toutes les grandes horloges. La nouvelle cage se compose d'un ou de plusieurs assemblages, présentant des parallélogrammes rectangles, dont les barres de cuivre ou de fer qui en forment les côtés, sont toutes placées dans un même plan horizontal; ce qui a fait donner aux horloges, ainsi disposées, le nom d'horloges horizontales. La première horloge hori-

zontale connue a été construite, vers 1750, par Julien Leroy, pour le séminaire étranger à Paris. On trouve, dans le traité d'horlogerie de Lepaute, imprimé en 1755, le plan d'une horloge horizontale, disposée exactement comme celle d'Amiens.

Le second projet de Mauvoisin, celui qui a été exécuté, ne porte pas de date, mais il a été rédigé, bien certainement, dans le courant de 1750, ou au commencement de 1751, après la présentation du mémoire du sieur Ledoux, dont Mauvoisin a eu très-vraisemblablement connaissance. Ce serait donc au sieur Ledoux qu'appartiendrait, en partie, l'heureuse disposition de notre horloge.

Le nouveau projet de Mauvoisin est ainsi conçu :

« Projet contenant les dimensions de l'horloge que l'on doit faire pour être placée dans le Beffroi de la ville d'Amiens, dressé par Mauvoisin, horloger de la Ville.

» Ladite horloge sera divisée en deux cages, placées l'une près de l'autre; d'où s'en suivra un grand avantage, qui est que le mouvement de la sonnerie ayant un gros marteau à lever, demande, par conséquent, des roues plus grandes que ne doivent être celles des mouvements des quarts, et celui qui mènera les cadrans.

» De la sonnerie. — Premièrement, il faut, pour la première grande roue de ladite sonnerie de trois pieds de diamètre sur un pouce et demi d'épaisseur, tout fini. Comme il faut que ce mouvement lève un

marteau de deux cents pesants, pour frapper sur une cloche de vingt mille, il est nécessaire de faire un rouage de cette grandeur, pour la force dont on a besoin.

» Deuxième roue, portera de diamètre un pied et demi, sur l'épaisseur de dix lignes, tout fini.

» Plus, ladite cage, pour recevoir les roues expliquées ci-dessus, portera de longueur quatre pieds huit pouces, sur un pied onze pouces de largeur ; pour l'épaisseur de ladite cage, portera deux pouces, sur quatre pouces de large.

» Plus, la grande roue de sonnerie portera dix chevilles, et le cylindre aura un pied de diamètre. Comme nous n'avons que trente pieds de descente, à raison de ce, le poids sera mouflé, comme étant borné sur les descentes, pour aller trente heures.

» Mouvement. — Comme le mouvement de cette construction n'a pas besoin de la force de la sonnerie des heures pour bien faire ces effets, il faudra, la première grande roue du diamètre de un pied et demi, sur l'épaisseur d'un pouce, tout fini.

» Plus, la seconde roue sera du diamètre d'un pied, sur neuf lignes d'épaisseur, tout fini.

» Plus, sur la roue pour l'échappement, pourra avoir de diamètre huit pouces, sur l'épaisseur de six lignes, tout fini.

» Comme la disposition de la tour est pour placer quatre cadrans, il faut que celui qui fait face à l'Hôtel-de-Ville soit à minutes.

» Sonnerie des quarts. — Comme le mouvement des quarts doit avoir plus de force que celui des heures, il est nécessaire que la première grande roue soit du diamètre de deux pieds, sur l'épaisseur d'un pouce et demi, tout fini.

» De plus, la deuxième roue portera de diamètre un pied et trois pouces, et sur l'épaisseur neuf lignes, tout fini.

» MAUVOISIN. »

Comme on le voit, il n'est plus ici question de cage, ayant une hauteur quelconque ; c'est bien la cage horizontale inventée par Julien Leroy, qui est proposée et qui a été exécutée. Il ne serait même pas impossible que la disposition donnée à son horloge, par Mauvoisin, n'ait servi de modèle pour celle décrite dans le traité d'horlogerie de Lepaute. Comme je le disais tout à l'heure, cette horloge est exactement semblable à celle d'Amiens, et sa publication est postérieure, de quelques années, à l'établissement de cette dernière.

Du reste, cette cage, ainsi que l'horloge qu'elle renferme, ont reçu de Julien Leroy la plus complète approbation. Voici comment il s'explique dans les quelques lignes placées au bas du projet de Mauvoisin, et dont l'original, signé de sa main, est déposé aux archives de la Mairie d'Amiens :

« Après avoir examiné avec attention le projet ci-joint d'une horloge, et pris communication des dispositions intérieures de la tour qui doit la con-

tenir, il m'a paru si bien formé, qu'en le suivant tel qu'il est, on en doit attendre une pleine et entière réussite. D'ailleurs, cette horloge en serait plus parfaite, si l'on en faisait les pignons en acier trempé, les roues des rouages et les traverses des cages en cuivre. A l'égard de l'échappement, il paraît que le meilleur que l'on puisse choisir, et le moins sujet à l'usure, est celui à deux verges et à rouleau, ayant son action sur une pendule de neuf à dix pieds de longueur.

» Paris, 7 février 1751.

» JULIEN LEROY, horloger du Roi. »

Plus bas est écrit de la main de Mauvoisin :

« Je soussigné me soumetts à faire l'horloge du Beffroi d'Amiens, suivant le devis et la forme ci-dessus, et moyennant le prix qui en sera fixé, sur le modèle qui en sera fait en bois, par moi, à mes frais, et sur lequel j'établirai la valeur de ladite horloge, par proportion au poids des cuivres, fers et aciers, qui seront employés; non-compris mon travail, peines et façon, qui seront réglés et estimés, lors de la réception de l'ouvrage.

» Fait à Paris, ce 7 février 1751.

» MAUVOISIN. »

Puis vient l'approbation de M. Chauvelin, écrite de sa propre main, et ainsi conçue :

« Vu et accepté aux susdites conditions, ledit jour et an. — Chauvelin. »

Et enfin, le consentement donné plus tard, par Mauvoisin, à la nomination d'un expert, pour la réception de son travail.

Aussitôt après l'accomplissement des formalités nécessaires, Mauvoisin se mit à l'œuvre. L'horloge, commencée dans les premiers mois de 1751, était terminée au mois d'avril 1754, c'est-à-dire dans l'espace de trois années.

Comme on l'a vu par la soumission de Mauvoisin, elle fut exécutée par voie d'économie. La Ville se chargea de fournir tous les cuivres, aciers et fers nécessaires à sa construction. Le prix du travail de l'horloge ne fut pas déterminé d'avance. Nous le verrons, tout à l'heure, réglé par le procès-verbal de réception de l'horloge.

Cette réception eut lieu, le 30 avril 1754, ainsi que cela résulte d'un procès-verbal ouvert le 23 avril 1754, et clos le 2 mai suivant, par le sieur Joseph-Joachim Bastien, horloger, demeurant à Paris, expert nommé par l'ordonnance de M. d'Aligre, intendant de Picardie, en date du 14 avril 1754. Cette ordonnance porte que, sur le consentement de Mauvoisin, le sieur Bastien a été désigné pour procéder à la réception de ladite horloge, au lieu et place du sieur Julien Leroy.

Le sieur Bastien, poursuivant son procès-verbal, nous dit :

« Je suis parti de Paris ledit jour 23 avril, pour me rendre en la ville d'Amiens, à l'effet de madite

commission, où je suis arrivé le 25 dudit mois le soir. »

Ainsi, en 1754, c'est-à-dire presque de nos jours, le sieur Bastien a employé trois jours pour venir de Paris à Amiens. Il a donc fait en trois jours, ce que nous faisons aujourd'hui en moins de trois heures. Le sieur Bastien continue ainsi son procès-verbal :

« Après avoir salué M. de Bécordel, maire, et l'avoir prié d'assembler sa compagnie le lendemain, à l'effet de lui communiquer mes ordres, mondit sieur le Maire a effectivement convoqué ladite assemblée au lendemain matin, 26 avril, à laquelle assemblée m'étant trouvé, et ayant communiqué ladite ordonnance, rendue en conséquence d'un consentement antérieurement prêté à madite nomination, par ledit Mauvoisin, m'ai retiré ; et mes dits sieurs ayant délibéré, et consenti que lesdites visite, réception et estimation de l'horloge soient par moi faites, tant pour ce qui regarde les peines, salaire, récompense et gratification dudit Mauvoisin, que pour celles qui regardent le sieur Goret, aussi horloger à Amiens, chargé par la Ville de l'inspection dudit ouvrage, ensemble les fournitures, peines et salaires des autres ouvriers, comme serruriers et menuisiers, et ce, pour éviter à toutes discussions ; attendu que cette horloge devait être faite par économie ; ce qui a été accepté par ledit sieur Goret, ainsi que par les nommés Bertelot et Debray, serruriers, et par le nommé Fontaine, menuisier ; et pour

être présents à ladite visite, réception et estimation, ainsi faire les observations nécessaires au nom de la la Ville, mesdits sieurs les maire et échevins ont choisi, nommé et député MM. Maisnel le jeune et Sellier. En conséquence de quoi, le lendemain matin, 27, les pièces suivantes m'ayant été communiquées par mesdits sieurs députés ; savoir :

« 1° Le projet contenant les dimensions qui doivent être données à l'horloge, signé dudit Mauvoisin.

» 2° L'approbation du sieur Julien Leroy, datée de Paris, du 7 février 1751, au bas dudit projet.

» 3° La soumission faite par ledit Mauvoisin à la suite de ces deux précédents actes et du même jour.

» 4° L'apostille de M. Chauvelin.

» 5° Un premier acte de délibération de MM. les maire et échevins, daté du 28 septembre 1753, par lequel, attendu que l'horloge devait s'exécuter par économie, et que les matières nécessaires devaient être fournies par la Ville, qui, suivant des ordres postérieurs de M. Chauvelin, devait payer trois cents livres par mois audit Mauvoisin, pour payer ses ouvriers et les nourrir ainsi que sa famille ; ce qui serait très-dispendieux et pourrait le devenir encore plus, si l'on n'y veillait de près ; mesdits sieurs les maires et échevins, adhérant au projet d'horloge, aux conditions susdites, ont unanimement choisi et nommé ledit sieur Goret pour avoir l'inspection au travail de ladite horloge, etc....

» Ledit Mauvoisin m'ayant de sa part observé, ainsi qu'à MM. les députés, que la construction de cette horloge lui avait infiniment coûté, tant pour achat d'outils convenables, pour une pièce aussi forte, que pour les nourritures et solde de sept compagnons qu'il lui a fallu, pendant plus de deux années; que, dès le commencement de son ouvrage, en 1751, Messieurs de la Ville lui avaient défendu de travailler, ni rien entreprendre pour qui que ce soit, pendant tout le temps qu'il emploierait à faire ladite horloge, et que l'un des objets de l'inspection du sieur Goret avait été de tenir la main à l'exécution de cette défense; que delà s'en était suivi le dépérissement total de la boutique dudit Mauvoisin, qui n'a pu même entretenir ses pratiques ordinaires; en sorte qu'il se trouve réduit à en faire de nouvelles ou à les attendre, ce qui lui fait, dès à présent, un tort considérable, qui lui deviendra peut-être encore plus sensible par la suite; que d'autres incidents, survenus dans le cours de l'ouvrage, lui ayant fait perdre beaucoup de temps, comme des roues défectueuses, par la faute du fondeur, et dont on ne s'est aperçu qu'en les travaillant, et souvent lorsqu'elles étaient prêtes à être finies; la même chose des ouvrages en fer ou en acier, par la faute des serruriers et forgerons, à quoi, si l'on ajoute le retard de ces différents ouvriers, il n'est presque pas possible de définir cette perte de temps. Que, quoiqu'il se soit obligé de faire

les modèles en bois à ses dépens, cela ne doit pas moins entrer en considération pour apprécier son travail. »

Après cet exposé, Mauvoisin demande, comme remboursement des avances et des diverses dépenses qu'il a faites, qu'une somme de dix mille huit cent soixante-deux livres dix-huit sous lui soit allouée; déclarant : « s'en rapporter au surplus à l'expert, pour l'appréciation et le mérite de son travail, sa récompense et gratification.

« A quoi ayant été répliqué par mesdits sieurs les députés pour l'Hôtel-de-Ville, et par ledit sieur Goret, qu'ils convenaient de la vérité des observations dudit Mauvoisin, jusqu'au détail de sa prétendue dépense exclusivement; nous observant, néanmoins, de leur part, que ledit Mauvoisin avait un peu perdu de temps volontairement, et qu'il aurait pu, en l'employant plus utilement, avoir achevé plus tôt son ouvrage; qu'à l'égard du détail de sa dépense, les sommes leur en paraissaient un peu enflées; qu'il n'avait jamais eu sept compagnons, mais bien cinq, pendant quelque temps, et trois dans d'autres; qu'au surplus, c'était à nous à arbitrer ce qui nous paraîtrait juste et équitable, proportionnellement au mérite de l'ouvrage. »

Après quoi le sieur Bastien ajoute :

« Je me suis, le 28, le 29 et le 30 dudit mois d'avril, transporté, matin et soir, avec mesdits sieurs Goret et Mauvoisin, au Beffroi de la ville d'Amiens

et dans le cabinet où est renfermée ladite horloge, au cinquième étage, et à la deuxième enrayure de charpente, et après avoir, à différentes reprises, examiné ladite horloge, dans son ensemble et dans chacune de ses parties, dans le mouvement de la sonnerie de l'heure, ainsi que dans celle des quarts, dans son échappement et sa cadrature, j'ai remarqué et j'estime que non seulement le projet et devis en a été parfaitement exécuté, mais qu'il y a eu des augmentations de bien en mieux ; que non seulement elle est, en tout, bien proportionnée et exécutée selon les règles de l'art, mais qu'elle est un chef-d'œuvre de l'art dans son échappement et sa cadrature, qui la rendait digne de la curiosité de tous les connaisseurs, et d'un endroit plus honnête et plus propre qu'une prison ; qu'enfin, si Mauvoisin a perdu quelque temps, il faut qu'il se soit récupéré dans d'autre, n'ayant pas trop employé en tout, pour l'exécution d'un semblable ouvrage ; pourquoi rien ne peut et ne doit en empêcher la réception. »

Puis, après quelques observations concernant certains détails peu importants de l'horloge, qu'il convenait de modifier ou qui restait à faire, le procès-verbal continue ainsi :

« Au moyen de quoi, et en continuant, tant par le sieur Mauvoisin que par ledit sieur Goret de donner leurs soins, et par ledit Mauvoisin, son travail en ce qui le concernera, pour l'exécution de tout ce que dessus, j'estime qu'en passant et allouant

audit sieur Mauvoisin la somme de 40,862 livres 48 sous, à laquelle il fait monter son prétendu état de dépense, il ne lui doit plus être alloué, par compensation, que 7,500 livres, à raison de 2,500 livres pour lui, par an, et mille livres de gratification, le tout faisant ensemble, la somme de 8,500 livres, sur laquelle il sera obligé de tenir compte de ce qui lui a été payé ou pourra être payé en son acquit et décharge.

» Et qu'à l'égard du sieur Goret, on ne peut lui allouer moins de 2,400 livres, pour le dédommager de ses peines et temps perdu depuis près de trois ans.

» Quant aux serruriers qui ont travaillé pour ladite horloge, et pour le compte de la Ville, l'estimation de leurs matières, peines et salaires, n'étant pas de mon district, je n'ai pu y procéder.

» En foi de quoi j'ai dressé le présent rapport que j'affirme véritable, à la rédaction duquel j'ai vaqué le 1^{er} et clos le 2 mai 1754 ; ajoutant, sur une observation qui nous a été faite, qu'on ne peut et ne doit répéter aucunes limailles des cuivres, qui s'abandonnent partout aux ouvriers et compagnons, même aux apprentis.

» J.-J. BASTIEN. »

A la suite de ce procès-verbal se trouve l'approbation de M. l'intendant, ainsi conçue :

« Vu le présent procès-verbal de réception, dressé par le sieur Bastien, par nous commis à cet effet, par notre ordonnance du 14 avril dernier ;

» Nous, intendant en Picardie et Artois, avons approuvé et autorisé ledit procès-verbal, ordonnons qu'il sera exécuté selon sa forme et teneur.

» Fait à Amiens, le 10 juillet 1754.

» D'ALIGRE. »

Permettez-moi, Messieurs, d'entrer maintenant dans quelques détails sur la construction de cette horloge, qui n'a pas coûté moins de trente mille huit cent quinze livres; somme relativement considérable dans tous les temps, mais surtout à l'époque dont nous parlons.

Vous avez déjà vu, par l'exposé de Mauvoisin, consigné au procès-verbal de l'expert, les dépenses qu'il a été obligé de faire pour son propre compte. Les mémoires des fondeurs de Paris, qui ont fondu et fourni toutes les pièces en cuivre, s'élèvent à 4,922 livres; ce qui, comme ils le disent, à raison de 40 sous la livre, donne, en poids, 2,461 livres. Ceux des serruriers, qui ont fourni les pièces en fer et en acier, montent à 2,283 livres; celui des menuisiers à 810 livres.

Ces sommes, quelque considérables qu'elles soient, n'ont rien qui doive étonner, si l'on fait attention à la quantité de matière employée et au soin avec lequel les divers métaux ont été travaillés. Pour vous donner une idée de ce qui a été fait en ce genre, laissez-moi vous mettre sous les yeux quelques articles, extraits du mémoire de l'un des serruriers employés par Mauvoisin.

Le sieur Bertelot, serrurier à Amiens, nous dit, article premier de son mémoire, qu'il a employé 350 livres de fer de Berry, valant, chez le marchand, 20 livres le cent, attendu, dit-il, « que j'ai coupé et choisi, tout ce que l'on peut de meilleur, pour forger le gros pignon double. » Ce pignon n'était pas même une pièce principale de l'horloge ; il servait uniquement à remonter le poids de la sonnerie des heures. Il n'existe plus aujourd'hui ; il a été remplacé par un pignon et une roue en fer. Pour forger ce pignon, il a brûlé quinze septiers de charbon, et employé six journées et deux nuits, à six hommes, pour, comme il le dit : « former ladite masse de mise en mise corroyées. Auparavant, j'ai été, moi et deux compagnons, trois journées pour la préparation des mises. » Ainsi, voilà bien, de compte fait, 45 journées et 12 nuits d'ouvriers employées pour forger une seule pièce, dont le prix est de 226 livres 10 sous.

Pour forger le gros arbre de la grande roue, « j'ai employé, dit-il, au moins 170 livres du même fer, consumé sept septiers de charbon, et j'ai été au moins six bonnes journées, moi et trois compagnons. » Il demande pour cet arbre 100 livres 10 sous.

L'exécution des diverses pièces, travaillées par Mauvoisin lui-même, a dû lui demander un temps considérable. Aujourd'hui, tout cela s'exécuterait à l'aide de machines ; mais, à cette époque, les ma-

chines-outils étaient inconnues, et à l'exception de la division des roues qui s'opérait au moyen de la plate-forme ou machine à fendre les roues , tout le reste devait s'exécuter par la main de l'ouvrier. La machine à fendre elle-même laissait les dents des roues carrées, elles devaient être arrondies à la main, et recevoir ainsi leur dernière forme. Eh bien ! Messieurs, toutes les pièces de l'horloge du Beffroi, et notamment la denture des roues, sont exécutées avec une rare perfection , et je n'oublierai jamais le mot d'un chef d'atelier, très-habile ouvrier lui-même, qui, en parlant des hommes qui avaient travaillé cette horloge, disait : « Ces gens là avaient des mains d'or. » Ils avaient de plus l'amour de leur art, et une fidélité dans leur travail à toute épreuve. Rien n'était négligé, même les détails les plus insignifiants.

L'exécution des principales pièces de l'horloge, à mesure qu'elles étaient terminées, donnait lieu à de petites fêtes, auxquelles s'associaient alors la population de notre antique cité. Une personne, qui le tenait d'un témoin oculaire, m'a raconté que le gros pignon de la sonnerie des heures, une des pièces les plus remarquables de l'horloge, tant par la perfection du travail, que par l'élégance de ses contours, avait été trempé solennellement sur la place de l'Hôtel-de-Ville, et que, pendant cette opération, Mauvoisin et ses ouvriers, aidés, sans doute, par les curieux et les amis, avaient bu une feuillette de vin

Aussi, l'opération eut-elle un succès complet. Le pignon fut si bien trempé, que, depuis plus de cent ans qu'il marche, sous la pression d'un poids de huit à neuf cents kilogrammes, les dents monstrueuses de la roue qui le mène ont à peine entamé son épiderme, à peine ont-elles laissé, sur les ailes du pignon, une légère empreinte.

L'horloge ainsi construite et terminée, ne conserva pas longtemps sa perfection première. Quelques années se sont à peine écoulées, et nous trouvons un nouveau devis, dressé par Mauvoisin lui-même, pour l'exécution des réparations devenues nécessaires.

Le 1^{er} mai 1765, le sieur Bastien, le même qui, en 1754, avait dressé le procès-verbal de réception de l'horloge, reçoit de M. d'Inveau, alors intendant de Picardie, l'ordre de se rendre de nouveau à Amiens. Il passe en revue, dans un second procès-verbal, l'utilité ou la nécessité des réparations proposées par Mauvoisin.

Ce procès-verbal constate d'abord que, depuis trois ans, l'horloge n'a pu être remontée à cause des réparations qu'elle exigeait. Il approuve ensuite celles qui sont proposées.

Ces réparations consistent dans le remplacement de l'échappement. Je reviendrai tout-à-l'heure sur cet article. Dans le rétablissement de la conduite des aiguilles, faussée par le jeu des charpentes dans les changements à faire aux cadrans et aux aiguilles,

dans quelques modifications des détentes, dans l'addition de deux grands cercles, pour soutenir les chevilles destinées à lever les marteaux des quarts et des heures, dans la suppression du double pignon dont nous avons parlé plus haut, et dont la préparation du fer avait coûté tant de temps et tant de travail, et dans son remplacement par un autre pignon et une roue en fer, destinés à faciliter le remontage de l'énorme poids de la sonnerie des heures ; enfin, dans quelques autres modifications relatives à la levée des marteaux et à d'autres détails peu importants.

J'ai dit que je reviendrais sur le changement d'échappement proposé par Mauvoisin. Avant de vous dire en quoi consistait l'utilité de cette mesure, et pour en faire plus facilement comprendre la nécessité, je crois devoir, Messieurs, arrêter un instant votre attention sur cette partie très-importante des machines d'horlogerie.

Déjà, dans un mémoire que j'ai eu l'honneur de lire devant l'Académie, dans la séance du 27 juillet 1839, mémoire qu'elle a bien voulu faire imprimer dans le recueil de ses travaux, je l'ai entretenue très-longuement du régulateur des horloges et des montres, et de la combinaison mécanique qui unit le rouage au régulateur, et qu'on nomme l'échappement.

Je ne m'arrêterai pas ici à décrire le mécanisme de l'échappement. Ce mécanisme est assez connu, surtout depuis quelques années, où la mode est venue de

rendre l'échappement visible, et de le placer à l'extérieur, sur le cadran; dans un grand nombre de nos pendules d'appartement. Je me bornerai à vous faire remarquer que tous les échappements, quelle qu'en soit la forme ou la disposition, car cette forme et cette disposition ont été variées de bien des manières différentes, tous les échappements, dis-je, se divisent en trois classes; les échappements à recul, les échappements à repos et les échappements libres.

Je ne m'occuperai ici que des deux premières classes d'échappements, les seuls qui aient été appliqués à l'horloge du Beffroi. Les différentes dénominations qu'ils ont reçues leur viennent d'un de leurs principaux effets. Ainsi, dans l'échappement à recul, la roue tend constamment à pousser la pièce d'échappement soit d'un côté, soit de l'autre; de telle sorte qu'une dent n'a pas plus tôt abandonné un des bras de la pièce d'échappement, que la dent suivante commence à agir sur l'autre bras, pour lui donner une impulsion en sens contraire. Mais, comme en vertu de l'impulsion précédente, le régulateur, et avec lui la pièce d'échappement qui en est toujours inséparable, ont acquis une force de mouvement dans le sens opposé à celui que la dent, actuellement en prise, tend à leur imprimer, cette dent est légèrement repoussée par le bras de la pièce d'échappement, jusqu'à ce que la force acquise soit anéantie, et la roue laisse apercevoir un léger mouvement de recul. De là le nom donné à tous les

échappements qui produisent cet effet. Dans les échappements à repos, au contraire, après que la dent a écarté le bras de la pièce d'échappement, et donné ainsi une impulsion au régulateur, elle repose sur une portion de cercle concentrique à cette pièce, de sorte que, pendant toute la durée de l'arc de vibration résultant de la force imprimée, pendant la durée de l'arc de supplément, comme disent les horlogers, la roue demeure immobile. Telle est la raison qui a fait donner à cette classe d'échappements le nom d'échappements à repos.

L'échappement à double verge et à rouleau, ou plutôt l'échappement à double levier, comme on l'appelle aujourd'hui, conseillé par Julien Leroy, en approuvant le projet de Mauvoisin, appartient à la classe des échappements à recul. Il a, au plus haut degré, tous les inconvénients de ces échappements; entre autres, celui d'être très-sensible aux variations d'intensité de la force motrice; ce qui, pour une horloge placée comme le sont ordinairement les horloges de clocher, et surtout celle du Beffroi d'Amiens, devait être une cause incessante de trouble et d'irrégularité. Aussi, Mauvoisin nous dit-il, dans l'article premier de son devis, qu'il est nécessaire de changer l'échappement qui est à deux verges et à rouleau, ce qui lui cause un grand recul, et rend l'horloge sujette à des variations considérables. Il propose de le remplacer par un échappement à repos.

Avant d'examiner ce nouvel échappement, laissez-

moi, Messieurs, répondre à une objection qui pourrait m'être faite ; c'est celle-ci : Pourquoi Julien Leroy conseilla-t-il , pour la nouvelle horloge, un échappement à recul si défectueux, que, quelques années se sont à peine écoulées, qu'on est obligé de le changer, et de le remplacer par un autre mieux approprié ? La réponse est facile, et ne saurait porter la moindre atteinte à la réputation de l'intelligent artiste parisien. En 1839, je vous disais que l'horlogerie possédait alors plus de cinquante échappements d'espèces différentes. Depuis ce temps, le nombre s'en est encore très-certainement accru.

Aujourd'hui donc, lorsqu'il s'agit d'appliquer un échappement à une machine d'horlogerie quelconque, on n'a que l'embarras du choix. Il n'en était pas de même au temps de Julien Leroy. En 1751, on ne connaissait que quelques échappements. L'échappement à repos, qui venait d'être inventé en Angleterre, par le célèbre Graham, était à peine connu en France. Et puis, il faut bien le dire, Julien Leroy avait beaucoup travaillé l'échappement à double levier; il en avait obtenu, paraît-il, d'assez bons résultats, dans l'application qu'il en fit à ses horloges astronomiques. Mais il y a loin d'une horloge astronomique à nos grosses horloges de clocher. Je dirai plus tard, en parlant des changements faits, de nos jours, à l'horloge du Beffroi, ce qui, dans ces dernières, ne permet pas d'employer indistinctement tel ou tel échappement, même quand

cet échappement aurait réussi dans d'autres machines. Toujours est-il que l'échappement à double levier, appliqué d'abord à notre horloge, n'avait pas répondu aux espérances des artistes qui l'avaient conseillé et exécuté. Cela tenait évidemment à la nature même de ce mécanisme, et encore, si j'en crois un dessin conservé aux archives du Département, un peu aussi à la manière dont il était disposé. S'il a été exécuté comme il est représenté évidemment la longueur des leviers était beaucoup trop considérable, et devait en faire ressortir grandement les défauts. Quoiqu'il en soit, l'échappement à repos proposé par Mauvoisin fut accepté par le sieur Bastien.

J'ai dit, tout à l'heure, que l'échappement à repos avait été récemment inventé en Angleterre. A l'époque où nous sommes, 1765, un horloger français, Lepaute, venait de donner à cet échappement, pour les horloges, un dernier degré de perfection, qui le rendit tel, que Lepaute a pu dire, et qu'il a dit avec raison : « Cet échappement est sans contredit le plus parfait de tous, et il le sera encore probablement pendant longtemps » Il ne s'est pas trompé ; il l'est encore aujourd'hui. Cet échappement, nous dit encore Lepaute, dans son traité d'horlogerie, a été présenté au Roi, le 23 mai 1753. On éprouve une véritable satisfaction en lisant cette mention. Il paraît que déjà, à cette époque, les artistes obtenaient facilement accès auprès du souverain, qui ne

dédaignait pas de prendre connaissance de leurs travaux et d'encourager leurs efforts. Ce fut cet échappement, perfectionné par Lepaute, qui remplaça, dans notre horloge, l'échappement à double levier, et qui subsista jusqu'aux derniers changements faits en 1844.

Construit d'abord pour les horloges, cet échappement fut ensuite, par Lepaute lui-même, appliqué aux montres. Cette dernière invention fut, pour cet artiste, une source de chagrins. On lui en disputa vivement la propriété, et son redoutable adversaire ne fut autre que Beaumarchais. Le célèbre auteur du *Mariage de Figaro* était, comme on le sait, fils d'un habile horloger de Paris. Il exerça lui-même, pendant quelque temps, l'art de l'horlogerie. En 1755, il publia un échappement pour les montres, qui paraît être le même que celui de Lepaute, et qu'il prétendit avoir inventé pour ces petites machines. Cette prétention fournit à Lepaute, contre son adversaire, un argument, selon lui décisif.

« Il est aisé, dit-il, de voir qu'on ne pouvait appliquer cet échappement aux montres, avant de l'avoir appliqué aux horloges, et cela suffit pour écarter, sans réplique, un homme inconnu qui a prétendu l'avoir découvert dans les montres, sans en avoir eu l'idée pour les pendules.

Si j'avais à prendre parti dans la querelle, je vous avoue, Messieurs, que, tout en reconnaissant à l'homme inconnu de Lepaute la célébrité que lui

ont valu ses ouvrages littéraires, je donnerais gain de cause à l'horloger, et je m'en rapporterais, pour cela, à mon expérience personnelle. Lepaute a raison, selon moi, de dire qu'il fallait commencer par les pendules. C'est ainsi que moi-même, il y a bien des années déjà, je fus conduit, par l'inspection de l'horloge du Beffroi, à inventer de nouveau l'échappement pour les montres.

Je reviens maintenant à mon sujet dont je me suis un instant écarté.

Malgré quelques réductions indiquées sur le devis de Mauvoisin, le sieur Bastien propose de lui allouer la somme de 3,924 livres qu'il demande, à la charge par lui de faire, à ses frais, les échafaudages et d'exécuter bien et dûment tous les articles portés au devis.

Enfin, il termine ainsi son procès-verbal :

« Avant de finir, dit-il, le présent procès-verbal, et pour remplir entièrement les intentions de M. l'intendant, et de MM. les maire et échevins d'Amiens, dans la commission dont ils m'ont chargé, je crois nécessaire d'ajouter ici deux observations :

« Le mauvais état dans lequel se trouve aujourd'hui l'horloge provient de ce qu'on n'en a pas eu, à beaucoup près, le soin qu'elle exige et qu'elle mérite, et de ce qu'on l'a considérablement maltraitée par de mauvais ouvrages, lorsque ce défaut de soins a occasionné d'y faire des réparations. »

Mauvoisin disait, lui, dans son devis : « En l'ab-

sence de Mauvoisin, on a travaillé à cette horloge, mais on n'a pu réussir à la raccommoder, au contraire, on l'a plutôt endommagée. »

Le sieur Bastien poursuit, en disant :

« Pourquoi j'estime que, pour la conserver désormais en bon état et ne la plus exposer à être endommagée, il faut commettre un ouvrier soigneux qui soit chargé et obligé de remonter, tous les jours, ladite horloge, la nettoyer, y faire, au fur et à mesure, toutes les réparations de quelque espèce qu'elles soient, la régler et l'entretenir sonnante juste, sans interruption ; pour raison de quoi il lui serait payé, chaque année, la somme de 400 livres. Et comme personne n'est plus propre que le sieur Mauvoisin à être chargé de ce soin, et qu'il consent de s'en charger pour ladite somme, j'estime que MM. les maire et échevins ne peuvent mieux faire que de traiter avec lui sur ce pied.

» Fait à Paris, le 19 mai 1765.

» BASTIEN. »

La seconde observation était relative à la nécessité, si l'on devait toucher à la charpente de la cloche, de le faire avant que l'horloge soit réparée, ce travail devant obliger à la démonter.

Ce procès-verbal fut approuvé en ces termes :

« Vu en l'assemblée des notables du jeudi 24 octobre 1765, approuvé pour être exécuté par le sieur Mauvoisin, conformément audit procès-verbal. »

Par un arrêté pris par le Roi en son Conseil d'Etat,

en date, à Versailles, du 24 avril 1767, la délibération prise en l'assemblée des notables de la ville d'Amiens, le 24 octobre, 1765, par laquelle il a été arrêté de charger le sieur Mauvoisin des réparations à faire à l'horloge du Beffroi, et constatées au devis et procès-verbal faits par le sieur Bastien, moyennant la somme de 3,924 livres, et par laquelle il a été décidé que ledit Mauvoisin serait chargé, à l'avenir, de prendre soin de ladite horloge, avec le titre d'horloger de la Ville, aux appointements de 400 livres, a été approuvée, et l'administration municipale autorisée à traiter avec Mauvoisin,

Ces diverses dispositions reçurent leur exécution. L'horloge fut réparée et modifiée, conformément aux prescriptions du devis dressé par Mauvoisin, et confirmées par le procès-verbal du sieur Bastien.

Les travaux étant terminés, au mois d'avril 1768, Mauvoisin demande qu'ils soient reçus, et qu'on le mette en possession de sa pension de 400 livres.

Sur cette demande, le mercredi 27 avril 1768, sur les cinq heures de relevée, l'assemblée des notables de la ville d'Amiens, par sa délibération, a désigné les sieurs Ledoux et Hoyez, horlogers à Amiens, pour constater l'exécution des réparations. M. Sellier, architecte de la Ville, assistera à la visite de l'horloge, et fera un rapport séparé.

Le 2 mai 1768, les experts horlogers visitèrent l'horloge.

• Nous estimons, disent-ils, que les conditions

du devis ont été remplies outre mesure ; que, partant, rien n'empêche que lesdites réparations ne soient reçues, et que l'horloge rendra autant de bons effets qu'elle en est susceptible, eu égard à sa construction.

» Amiens, ce 2 mai 1768.

» LEDOUX, HOYEZ. »

Dans son rapport du même jour, M. Sellier s'exprime ainsi :

« Nous, professeur de mathématiques, architecte de la ville d'Amiens, (dans une autre pièce que j'ai eue sous les yeux, il ajoute à ces titres, celui de membre de l'Académie d'Amiens), nommé par l'assemblée des notables de cette ville, etc.... Nous aurions, cejourd'hui, visité ladite horloge avec lesdits experts, et aurions trouvé que les conditions du devis étaient remplies au-delà de ce qu'on en pouvait attendre, mais que le sieur Mauvoisin aurait eu tort de surpasser le devis fait en conséquence et approuvé par le sieur Bastien, horloger de Paris, et surtout d'avoir ajouté un petit rouage auprès de sa roue de cadrature, soi-disant pour faciliter la détente des quarts, qui se serait trouvée trop pesante autrement, ce qui, bien loin d'être de quelque utilité, devient préjudiciable ; puisqu'au lieu d'être diminué, le poids de la détente en est augmenté au moins d'un quart..... que l'échappement n'était pas de la dernière justesse, du moins à l'oreille.... Vu, cependant, que rien n'empêche que ladite horloge fasse

tous les effets dont elle est susceptible, eu égard à sa construction , nous aurions cru , comme les experts, qu'elle pouvait être reçue, dans l'état où elle se trouvait présentement, sauf à soustraire les ouvrages inutiles, par la suite, si l'on s'apercevait qu'ils nuisent et empêchent à l'horloge d'avoir tous les bons effets qu'on en peut attendre.... »

Sous la date du 28 janvier 1768, Mauvoisin avait renoncé à rien réclamer pour ce qu'il avait fait en dehors du devis arrêté par M. Bastien, déclarant que ces ouvrages avaient été faits pour son avantage particulier, à cause de l'entretien de ladite horloge dont il allait être chargé. Quant aux observations faites par notre ancien collègue, M. Sellier, je ne saurais partager son avis. Sa remarque sur l'échappement prouve qu'il était complètement étranger à l'art de l'horlogerie. Autrement il aurait su que quelques tours de vis suffisaient, pour faire disparaître l'inconvénient qu'il signalait. Pour ce qui est du rouage chargé de soulever la détente de la sonnerie des quarts, je ne puis parvenir à comprendre comment il a pu trouver que ce rouage auxiliaire pouvait rendre la détente plus pesante. Je pense , au contraire, que, dans l'ancien état de l'horloge, ce rouage était une heureuse addition. Au surplus, ce petit appendice dont M. Sellier conteste l'utilité, et dont il fait pressentir la suppression, dans un avenir assez prochain, a subsisté pendant près de quarante-vingts ans, jusqu'en 1844, époque où, par suite des

changements faits à l'horloge, et dont je vais avoir l'honneur de vous entretenir, il devint inutile et fut supprimé.

Avant de quitter l'horloge de Mauvoisin, et de vous montrer ce qu'elle est devenue de nos jours, laissez-moi vous dire un mot d'une tradition qui existe à Amiens. Il n'y a personne qui ne sache que Mauvoisin était tellement adonné à la boisson, qu'on a été obligé de le retenir enfermé dans le Beffroi, pour l'obliger à terminer son ouvrage. Je n'ai rien trouvé dans les pièces anciennes qui autorise cette assertion. Il est certain, toutefois, que Mauvoisin a séjourné dans le Beffroi. Dans une pétition présentée par lui à MM. les maire, échevins et officiers municipaux, le 11 mai 1768, il dit : « Puisque, tant le soin de votre horloge, que les affaires du suppliant le retiennent dans le Beffroi. » Puis, dans une autre pétition, du 30 du même mois, il rappelle la promesse qui lui a été faite de l'établissement d'un plafond dans l'endroit où il couche, à côté de l'horloge. D'autre part, un fonctionnaire de cette époque, M. Ducastel, subdélégué de l'intendant, nous dit que Mauvoisin est un homme sans conduite, et qu'on a été obligé, pour cette raison, de charger un inspecteur de suivre et de surveiller ses travaux. Quoiqu'il en soit de cette histoire, il paraît certain que l'exécution de l'horloge à laquelle Mauvoisin a consacré tout son temps, pendant plusieurs années, lui a fait perdre sa clientèle, et qu'il est mort dans un état

voisin de l'indigence, n'ayant, pour toutes ressources que les 400 livres qui lui étaient allouées annuellement par la Ville pour la conduite et l'entretien de l'horloge.

Par une décision qui n'honore pas moins le magistrat qui l'a prise, que la mémoire de l'artiste qui en est l'objet, M. Allou, aujourd'hui maire d'Amiens, vient de donner l'ordre d'inscrire, sur les quatre cadrans, le nom de Mauvoisin, et la date de la construction définitive de l'horloge. Le 20 mars 1865, M. le Maire m'écrivait ainsi à ce sujet :

» Le vœu de voir inscrire, extérieurement, sur l'horloge communale, le nom de son constructeur, a été exprimé à l'administration municipale, et je serais très-heureux, pour ma part, de réaliser cet acte de justice ... Je viens donc vous prier de vouloir bien vous entendre, avec M. l'architecte de la Ville, sur les moyens de faire tracer, d'une manière durable, sur chacun des cadrans du Beffroi, le nom de Mauvoisin, et le millésime rappelant l'époque de l'installation de l'horloge. »

Après la mort de Mauvoisin, le soin de l'horloge du Beffroi fut confié à diverses personnes. Elle est aujourd'hui entre les mains de M. Trouille, un de nos habiles horlogers. Des réparations importantes y furent faites à différentes époques, et notamment en 1828 et 1831, sous la direction de M. Bienaimé père, horloger à Amiens. Ces réparations, exécutées pourtant avec intelligence, ne modifièrent pas sen-

siblement le système de l'horloge, et ne suffirent pas pour lui rendre son ancienne justesse.

En 1845, sous l'administration de M. Duroyer, alors maire d'Amiens, on reconnut la nécessité de faire à l'horloge des réparations plus radicales, si je puis m'exprimer de la sorte, de modifier cette machine, et de la mettre tout-à-fait en rapport avec l'état de nos connaissances actuelles.

Dans sa séance du samedi 7 septembre 1844, le Conseil municipal fut saisi de cette affaire. Il nomma, pour l'examiner, une commission composée de MM. Decaïeu, Morel-Cornet, Dufour, Verrier et Pourcel-Destré. Le 14 du même mois, le Conseil autorisa M. Duroyer, maire, à prendre des mesures définitives pour la restauration et la transformation de l'horloge.

Un habile artiste de Paris, M. Wagner neveu, proposait de refaire le mouvement entier, moins son premier mobile et son cylindre.⁽¹⁾ « Le mouvement, dit-il, sera à remontoir. La partie à refaire se composera de trois à quatre roues, montées chacune séparément, sur autant d'axes en acier poli, de trois pignons, d'une pièce d'arrêt, d'un volant modérateur pour la partie du mouvement qui mène les aiguilles, d'une chappe, mobile sur son axe en acier,

(1) On appelle mouvement de l'horloge cette partie de la machine qui mesure le temps et qui le marque, par les aiguilles, sur le cadran. On la distingue ainsi des autres parties destinées aux sonneries.

et portant une roue également montée sur son axe, et roulant dans cette chappe, d'un poids moteur auxiliaire ajusté à coulisse sur un levier, et tenant à la chappe mobile, d'un échappement à chevilles à frottements réduits, d'une suspension à ressort à deux lames, d'une fourchette avec vis de rappel, pour remettre à volonté l'horloge d'échappement. Le tout, monté dans de forts coqs, ponts, supports en cuivre poli, proportionnés au reste de la machine. »

L'ensemble de ces changements devait coûter 1,500 fr. La dépense totale, compris les travaux à faire aux deux autres corps de rouage, et pour l'établissement de quatre systèmes d'aiguilles, devait s'élever à 4,000 fr.

M. le Maire d'Amiens me fit l'honneur de me communiquer ce projet et de me prier de lui donner mon avis que je ne lui fis pas attendre.

J'approuvai complètement le projet de M. Wagner, et j'insistai principalement sur l'adoption du remontoir qu'il proposait. Dans une note remise par moi à M. le Maire, le remontoir, disais-je, est, selon moi, indispensable. Ce mécanisme, inutile peut-être pour une horloge parfaitement à l'abri des injures du temps, me paraît nécessaire pour l'horloge du Beffroi, exposée comme elle l'est à une foule de causes qui peuvent la faire varier. Il y aurait imprudence à ne pas adopter le remontoir. Il serait à craindre, et le danger me paraît imminent, qu'après

avoir dépensé des sommes considérables pour restaurer son horloge, la Ville ne fût pas mieux servie par elle qu'elle l'a été jusqu'à présent.

M. le Maire accepta les propositions de M. Wagner. Un traité fut passé, les 30 novembre et 4 décembre 1844, entre lui et cet artiste, et les travaux de restauration commencèrent immédiatement.

En vous entretenant, Messieurs, des modifications proposées et exécutées par M. Wagner, je vous ai parlé assez longuement du remontoir et de son utilité, et je m'aperçois que je ne vous ai rien dit encore qui puisse vous faire connaître en quoi consiste ce mécanisme dont l'application aux horloges publiques est assez récente.

L'idée du remontoir est fort ancienne. Elle appartient aux premières époques de la construction des machines d'horlogerie. On trouva le remontoir appliqué dans une horloge construite en Allemagne vers 1600. Le célèbre Huyghens en fit lui-même l'application en 1673, et il en parle dans son livre intitulé : *Horologium oscillatorium*, sans toutefois donner la description du mécanisme qu'il employa. Leibnitz s'est aussi occupé de cette idée, et, dans le siècle dernier, plusieurs artistes se sont efforcés de simplifier cet appareil et d'en vulgariser l'usage. Mais les divers systèmes proposés, quoique fort ingénieux, n'ont pas été généralement adoptés. Ce n'est que depuis une trentaine d'années que le re-

remontoir a acquis le degré de perfection que nous lui voyons aujourd'hui, et que son usage a prévalu dans la construction des horloges publiques. La première de ces machines que j'ai eu occasion de voir, pourvue du remontoir, est la belle horloge du palais de la Bourse à Paris.

Permettez-moi donc, Messieurs, avant d'aller plus loin, de vous dire en quoi consiste le mécanisme qui nous occupe :

On appelle remontoir, ou mieux remontoir d'égalité, pour le distinguer de cette partie de l'horloge qui, dans les grandes machines, sert à remonter, chaque jour, les poids moteurs, un appareil particulier qui a pour objet d'appliquer, sur l'axe même de la roue d'échappement, ou sur celui du mobile qui mène cette roue, un petit poids auxiliaire, destiné à donner le mouvement à la roue d'échappement, et à entretenir les vibrations du régulateur. Comme la roue d'échappement marche avec une certaine vitesse, un poids, appliqué sur son axe, descendrait lui-même avec une grande rapidité, et son action ne pourrait se continuer longtemps, qu'à la condition de le remonter très-souvent. C'est ce qui arrive en effet. Le poids moteur de l'horloge, dans le cas de l'application du remontoir d'égalité, ne transmet plus son action à la roue d'échappement. Cette action s'arrête au remontoir, dont elle se borne à relever, plusieurs fois par minute, le poids auxiliaire, chargé,

lui, d'animer la roue d'échappement. A l'horloge du Beffroi d'Amiens cet effet a lieu toutes les trente secondes.

Je n'entrerais ici dans aucun détail sur la construction du remontoir d'égalité. Sa description me mènerait trop loin, et on la suivrait difficilement sans avoir la machine sous les yeux, ou au moins, une figure assez développée ; de plus, ce mécanisme a déjà été varié de bien des manières différentes, ce qui rendrait sa description plus longue et plus difficile encore. Je me bornerai donc à dire que, quelles que soient la forme et la disposition du remontoir, son principe repose sur une application très-heureuse des propriétés combinées des leviers du deuxième et du troisième genre. Le problème qu'il s'agissait de résoudre était celui-ci : faire que le poids auxiliaire agisse constamment sur la roue d'échappement, et en entretienne le mouvement, même pendant le temps que le poids moteur de l'horloge le soulève et le remonte ; et cela, sans intéresser en rien le régulateur, et en lui laissant toute sa liberté. Ce problème qui, à première vue, paraît renfermer une impossibilité, est très-réellement et très-ingénieusement résolu par le remontoir d'égalité. Si quelqu'un de vous, Messieurs, désirait se rendre compte de ses effets, je me ferais un plaisir de les lui expliquer, en présence même du remontoir de notre horloge du Beffroi.

Ces notions bien comprises ou acceptées, il est

facile de se rendre compte des raisons qui ont porté les artistes à rechercher les moyens de perfectionner le remontoir, et d'en rendre l'application plus facile et plus certaine.

Dans nos pendules d'appartement, et, à plus forte raison, dans nos horloges astronomiques, la perfection de la main d'œuvre, la réduction et la constance des frottements et des résistances de toute nature, permettent à la force motrice d'arriver au régulateur d'une manière à peu près uniforme. Puis, comme j'ai eu occasion de le dire, dans le Mémoire présenté par moi à l'Académie, en 1839, le régulateur étant doué, par lui-même, d'une grande puissance régulatrice, et, dans ces petites machines, la force motrice se trouvant réduite à la quantité rigoureusement nécessaire pour en entretenir le mouvement, elle a peu d'action sur lui, et elle ne saurait en déranger la marche. Il n'en est pas de même dans les grandes horloges. Ici encore, il est vrai, le régulateur conserve toute sa puissance, mais la force motrice n'a plus seulement pour mission, comme dans les petites machines, d'entretenir son mouvement; elle doit encore donner la vie à plusieurs organes, dont la résistance est considérable et surtout très-variable. Elle doit soulever, quatre fois par heure, des détentes fort pesantes, et conduire un ou plusieurs systèmes d'aiguilles placées ordinairement assez loin du mouvement de l'horloge. Ces conduites d'aiguilles, quand elles sont un peu

longues, et lorsqu'elles doivent, comme au Beffroi d'Amiens, donner l'heure sur quatre cadrans, au moyen de deux aiguilles, une aiguille des heures et une aiguille des minutes, deviennent très-compliquées. Quelques précautions qu'on prenne pour les soustraire aux effets de la poussière, des brouillards, du froid et de la chaleur, il est impossible que les frottements qu'elles développent ne soient pas considérables, et ce qui est plus nuisible encore, très-variables. Le poids moteur doit avoir assez de puissance pour vaincre ces frottements et ces résistances, dans les circonstances les plus défavorables. Il doit donc être, et il est en effet très-volumineux. Mais alors il arrive que si, par un concours de circonstances, qui se produit à chaque instant, les résistances viennent subitement à diminuer, toute l'énergie du poids frappe le régulateur; elle exerce sur lui une influence surabondante qui ne lui était pas destinée, et elle en trouble inévitablement la régularité. Si donc on voulait conserver aux horloges publiques la justesse sans laquelle elles deviennent des machines complètement inutiles, il fallait, de toute nécessité, faire disparaître ces inconvénients. C'est ce que fait merveilleusement le remontoir.

L'application du remontoir d'égalité a donc modifié, d'une manière fort heureuse, l'horloge de Mauvoisin. C'est, sans contredit, la principale amélioration qui soit ressortie de la réparation de 1844;

mais ce n'est pas la seule. M. Wagner les a énumérées et les a écrites lui-même sur l'horloge restaurée. On lit en effet, gravés sur une lame de cuivre, ces mots : « Réparée l'an 1844, par J. Wagner neveu, mécanicien-horloger, fait le mouvement à remontoir, simplifié les effets des détentes — compensateur au pendule, mis les quatre cadrans à minutes et rétabli toute la transmission. »

Dans l'horloge modifiée par M. Wagner, en 1844, l'échappement de Lepaute a été remplacé par un échappement également à repos, et qui ne diffère du premier que par sa disposition. Le nouvel échappement est, théoriquement, moins parfait que celui de Lepaute, mais les effets pratiques sont les mêmes, et sa régularité ne laisse absolument rien à désirer. Le pendule qui, dans l'horloge de Mauvoisin, avait 9 à 10 pieds de long, a été sensiblement raccourci. Il est aujourd'hui de 2 mètres 24 centimètres environ : il bat 2,400 vibrations par heure. Ce pendule, comme le dit M. Wagner, est muni d'un compensateur pour corriger les effets de la chaleur et du froid. Enfin, la nouvelle horloge donne, sur les quatre cadrans, l'heure et les minutes, ce que ne faisait pas l'ancienne. Celle-ci ne donnait l'heure et la minute que sur le cadran faisant face à l'Hôtel-de-Ville, les trois autres cadrans portaient seulement une aiguille des heures. C'est encore en 1844, que le petit rouage auxiliaire, devenu inutile par l'ap-

plication du remontoir d'égalité, a été supprimé, et la levée des détentes rétablie directement par le mouvement.

L'horloge ainsi modifiée, sonna le premier quart de la première heure de 1845, comme elle l'avait fait, dit-on, autrefois, pour la première heure de l'année 1768.

Je ne terminerai pas, Messieurs, sans vous dire un mot du dernier accident qu'a éprouvé l'horloge, et dont je vous ai parlé au commencement de cette lecture.

Dans le cours de ma communication, j'ai eu occasion de vous faire remarquer que le poids de la sonnerie des heures ne pèse pas moins de huit à neuf cents kilogrammes. Le rouage que cet énorme poids met en mouvement se compose de deux roues, de deux pignons et d'un immense volant, qui, par la résistance que l'air oppose au mouvement de ses deux larges ailes, modère la vitesse du rouage et détermine la durée de l'intervalle entre chaque coup de marteau. Ce volant, comme on le conçoit facilement, se meut avec une certaine rapidité, il a d'ailleurs, une masse assez considérable, et il serait imprudent de l'arrêter subitement après que le dernier coup de l'heure a frappé la cloche. Il est donc disposé, sur l'axe qui le porte, de manière à suivre le mouvement de cet axe qui ne peut se mouvoir sans entraîner le volant, mais aussi de manière à pouvoir conserver et continuer le mou-

vement imprimé, quand l'axe est arrêté tout à coup par le jeu des détentes de la sonnerie. Ce double effet est obtenu au moyen du mécanisme connu en horlogerie sous le nom d'encliquetage. Cet appareil se compose d'une petite roue dont les dents ont une forme particulière, et de deux petites pièces mobiles appelées cliquets, portées par le volant et qui viennent s'engager dans les dents de la petite roue placée, elle, sur l'axe du volant et faisant corps avec lui. Il résulte de cette disposition que si c'est l'axe, et par conséquent la roue, qui reçoit le mouvement, elle entraîne le volant dont les cliquets archboutent contre ses dents. Si, au contraire, le mouvement vient du volant, l'axe peut rester en repos, les cliquets étant alors soulevés par le côté incliné des dents de la roue, et pouvant ainsi en parcourir la circonférence, tout en la laissant dans un repos complet.

Ce qui précède bien entendu, on comprendra facilement comment s'est produite l'avarie très-grave qu'a éprouvée l'horloge. Les cliquets du volant se sont brisés ; la liaison entre le rouage et son modérateur s'est donc trouvée interrompue. Le volant ne recevant plus l'impulsion de l'axe est resté en repos, tandis que celui-ci a été entraîné avec une incroyable rapidité. Dans ce mouvement désordonné, l'axe s'est courbé, et l'engrenage de son pignon avec la seconde roue de la sonnerie ne se faisant plus régulièrement, les dents de la roue n'ont pu résister au

choc, et un très-grand nombre d'entre elles, les deux tiers a peu près, ont été enlevés. Cette roue a dû être entièrement refaite. Ce travail a été exécuté par M. Renard, fabricant d'horlogerie à Ferrières (Oise), auquel la ville d'Amiens doit l'horloge qui vient d'être placée dans le clocher de son église Saint-Leu. Malgré les moyens d'exécution perfectionnés que possède l'industrie moderne, et ceci affirme, une fois encore, le talent de Mauvoisin, cette roue ne vaut pas celle qui l'a précédée. Après quelques mois de service, les stygmates de la souffrance et du travail étaient plus profondément marqués sur la nouvelle venue, qu'ils ne l'étaient sur l'ancienne roue, après une laborieuse existence de plus de cent années.

Pendant qu'on travaillait à la réparation des avaries causées par l'accident dont je viens de vous entretenir, un plus grand malheur a failli arriver.

Dans la soirée du 14 décembre 1864, vers dix heures, un commencement d'incendie se manifesta dans la chambre même de l'horloge, que les ouvriers avaient quittée quelques heures auparavant. Heureusement, on s'en aperçut à temps, et on parvint facilement à éteindre le feu. Déjà une partie du plancher avait été détruite, et l'arbre en fer du remontoir des quarts, démonté depuis quelques jours, et posé sur ce plancher, passa à travers la brèche ouverte par l'incendie. Il tomba sur les charpentes de la cloche et, de là, par une des ouïes du clocher,

sur la place de l'Hôtel-de-Ville, couverte de monde en ce moment, et où il aurait pu causer les plus grands malheurs. Heureusement encore personne ne fut atteint. Ce commencement d'incendie n'eut donc, par le fait, aucune suite fâcheuse.

J'ai cru, en terminant, devoir consigner ici cet événement, qui, quelques instants plus tard, aurait fait disparaître, probablement pour jamais, notre vieux Beffroi, sa belle cloche, et notre magnifique horloge.



DISCOURS DE RÉCEPTION

DE M. BÉRAUD, CONSERVATEUR DES FORÊTS

(Séance du 27 Mai 1865).



MESSIEURS,

J'ai à vous remercier d'avoir bien voulu m'accueillir dans votre Compagnie. Je vous en suis d'autant plus reconnaissant, que je suis presque un étranger pour vous; que nouvel habitant de votre ville, je n'y ai point encore, en quelque sorte, acquis le droit de cité, et que, par conséquent, en m'admettant parmi vous, vous avez exercé à mon égard une généreuse hospitalité.

Le difficile pour moi sera de répondre à cet accueil. Je regrette de ne pouvoir vous apporter mon tribut pour la solution des questions économiques les plus importantes de votre pays. Ainsi, je n'appartiens en rien à l'industrie; mais j'espère que vous excuserez mon incompetence en ce point comme en beaucoup d'autres, en songeant que les

académies ne sont point exclusives, et que loin d'adopter une seule spécialité, elles acceptent tous les travaux de l'esprit dans les limites des règlements qu'elles se sont imposées.

C'est même cette variété qui, en prévenant les ennuis de l'uniformité, fait le charme de votre Compagnie.

Comment me sera-t-il possible de satisfaire aux engagements que je contracte en entrant dans cette enceinte ?

Dans la fable de l'*Hirondelle et des petits Oiseaux*, Lafontaine a dit :

Une hirondelle en ses voyages
Avait beaucoup appris. Quiconque a beaucoup vu
Peut avoir beaucoup retenu.

Sans doute, Messieurs, nombre de voyageurs ont des yeux pour ne pas voir, ou plutôt s'ils voient, c'est beaucoup plus par les yeux du corps que par les yeux de l'esprit ou de l'âme ; cependant, il en est de plus observateurs, et il est certain que s'il suffisait d'avoir beaucoup vu pour avoir beaucoup appris, ceux qui ont beaucoup voyagé devraient savoir beaucoup.

Je suis fonctionnaire. J'appartiens à l'administration qui régit les bois des montagnes et des plaines, les forêts de l'Etat et celles des communes. Or, dans sa vie nomade, le fonctionnaire a occasion de beaucoup voir, et s'il ne peut avoir beaucoup appris, comme l'hirondelle du fabuliste, car qui pourrait

avoir une pareille prétention, il peut du moins avoir quelque peu retenu.

J'ajouterai que la vie du fonctionnaire ne serait pas supportable si, à la peine de vivre loin de sa patrie, loin des lieux où il est né et où est restée sa famille, si au chagrin de quitter des visages amis dans un pays qui l'avait adopté, pour en retrouver d'indifférents dans une contrée quelquefois moins hospitalière, il n'avait quelque compensation, hélas ! bien insuffisante, dans l'étude des hommes et des choses qui se renouvellent devant lui, et dans le recueil des impressions et des souvenirs que lui procure cette étude.

Il est vrai que, du moins comme fonctionnaire, je ne suis point sorti de France. Mais quelque restreinte, relativement, que soit l'étendue de ce beau pays, la nature y présente à l'œil de l'observateur de très-grandes variétés.

Celui qui a habité le Midi, l'Est, l'Ouest et le Nord de la France a pu apprécier les différences qui existent dans la constitution géologique, dans la latitude et dans les climats de ces diverses régions.

Quelques-unes de ces différences sont considérables, et il est même facile de reconnaître que, quoique l'homme se retrouve partout avec le même fonds moral, ces influences de la nature physique réagissent plus ou moins sur le caractère des habitants de chaque pays.

J'ai lu l'ouvrage d'un célèbre médecin physiolo-

giste espagnol, du dix-septième siècle, intitulé : *Traité des Esprits*, dans lequel l'auteur, observateur sagace, faisant déjà remarquer, comme d'autres l'ont fait observer depuis, les rapports qui existent entre les dispositions de l'esprit de certains peuples et la nature physique de leur pays, entre à ce sujet dans des détails intéressants.

C'est même, sans doute, en partie à ces influences naturelles qu'il faut attribuer les différences de caractère des habitants de certaines des anciennes ou même des nouvelles circonscriptions territoriales de la France.

Je sais bien que ces différences de l'esprit peuvent s'expliquer par d'autres causes ; que d'ailleurs avec l'unité dans l'action gouvernementale et administrative actuelle, qui joue un rôle si puissant dans la vie des peuples et qui exerce sur eux une si grande influence, l'originalité des caractères s'efface de plus en plus, et une uniformité générale succède peu à peu à l'ancienne diversité des esprits. Cependant les influences de la nature physique se feront toujours plus ou moins sentir.

D'ailleurs, si je rappelle ici certaines désignations de caractères locaux, c'est qu'au nombre de beaucoup d'autres moins flatteuses pour certaines provinces de l'ancienne France, celle qui s'appliquait aux habitants de la Picardie était des plus honorables, car dans l'acception véritable et habituelle du mot, la franchise est une noble qualité.

Mais bien loin de moi la prétention de vouloir me livrer à une étude aussi complexe, aussi incertaine et aussi peu de ma compétence.

Je me bornerai, quand j'aurai à payer ma dette à l'Académie, à vous entretenir de la nature physique, notamment de la nature forestière que j'ai été le plus à même d'observer, et à lui faire part des comparaisons qu'il m'a été possible de faire à ce sujet.

En parcourant les montagnes du Midi de la France, on ne sait si on doit le plus ou déplorer l'imprévoyance et le coupable mépris des intérêts de l'avenir, qui, sur plusieurs points, ont amené la destruction de tant de forêts, ou admirer la merveilleuse puissance de la nature dans ce climat favorisé, qui, sur d'autres points a sauvé, contre tant de causes de ruine, un certain nombre de forêts primitives.

Dans l'Est, les forêts sont plus populaires, plus respectées. On les rencontre non-seulement dans les plaines, mais encore dans les terrains calcaires des montagnes ou des coteaux jurassiques, et sur les grès de la chaîne des Vosges et des collines qui s'y rattachent.

Les départements correspondant aux anciennes provinces du Bourbonnais, de l'Orléanais, de la Touraine et du Maine, sont peuplés de futaies de chêne presque pur, toutes pleines encore des souvenirs de la villégiature des Valois dont les châteaux, comme à Chambord, à Blois et ailleurs, témoignent de l'art brillant de la Renaissance.

A l'Ouest, dans une partie de la Normandie et dans la Bretagne, les formations granitiques et schisteuses donnent aux forêts, comme à tout le pays, un caractère particulier de mélancolique sévérité.

Le calcaire, inutile pour la culture du chêne et d'autres essences forestières manque dans les couches supérieures de ces terrains. L'homme est obligé de l'extraire des couches inférieures, de le calciner et d'employer la chaux pour approprier le sol aux plus riches cultures.

Dans le Nord, le calcaire se rencontre souvent dans les couches supérieures d'un terrain que la proportion de ses éléments minéralogiques et l'extrême facilité de son ameublement rendent des plus favorables à l'agriculture, et celle-ci y est d'autant plus florissante, que le génie de ses habitants pour les travaux agricoles, comme pour les autres travaux industriels, sait tirer tout le parti possible de ces avantages naturels.

Dans cette partie de la France, les forêts sont rares, mais leur végétation est en rapport avec la richesse du sol.

Par diverses causes d'ailleurs qu'il serait trop long d'énumérer aujourd'hui, elles diminuent de jour en jour. Le temps même est prochain où la plupart des plus importantes forêts actuelles ne vivront plus que dans le souvenir des générations qui les ont vues et de celles qui leur succéderont.

Bientôt on ne pourra plus faire que de l'archéo-

logie forestière, et il ne sera possible de parler des forêts que comme l'historien parle des choses du passé. Ces grands massifs dont l'origine primitive remonte à la formation des terrains qui les portent auront disparu, et de même que, dans l'harmonieux langage de Virgile, Enée, regrettant sa patrie, disait : *Portusque relinquo et campos ubi Troja fuit*, ceux qui aimaient les forêts pourront dire : *et campos ubi sylvæ fuerunt*.

Privée du peu de forêts qui lui restent encore, la Société, après avoir méprisé tous les avertissements, reconnaîtra qu'elles étaient une nécessité économique et naturelle ; mais il sera trop tard, et tous ceux qui ont besoin de distraire ou de récréer leur âme, à l'aspect des beautés de la nature, comme ceux qui n'ont que le sentiment de l'utile, n'éprouveront que de l'ennui et de la tristesse à parcourir, quelque bien cultivées qu'elles soient, les terres dépouillées de leur ancien ornement et ne possédant plus ces réserves en bois séculaires toujours si nécessaires aux peuples.

Pendant qu'il en est temps encore, vous me permettrez donc, Messieurs, je l'espère, de chercher dans les forêts le sujet des travaux que je dois à l'Académie.

J'ai longtemps habité, dans le bassin de la Loire, le chef-lieu d'une province charmante et plantureuse dont le climat participe du doux climat de la Touraine, et dont le sol des plus variés permet presque toutes les cultures.

La Société d'agriculture, sciences et arts du Mans, m'ayant admis parmi les siens, voulait bien recevoir de moi quelques travaux dont tout le mérite a été de faire connaître à mes collègues des forêts dont ils savaient l'existence, mais dont ils ne soupçonnaient ni l'importance ni les beautés naturelles, qu'ils allaient ensuite visiter comme des merveilles de leur pays, et où ils aimaient à se délasser de leurs travaux, dès que je leur en eus montré le chemin.

Ne vous étonnez pas, Messieurs, de ce résultat ; car indéfiniment retenus par la pensée qu'on aura toujours le temps de voir ce qui est près de soi, et remettant de jour en jour un déplacement contraire à leurs habitudes, les naturels d'une contrée ne connaissent pas toujours ce qu'elle possède de plus intéressant, aussi bien que le connaissent certains fonctionnaires que les devoirs de leur emploi obligent à parcourir cette contrée dans toutes les directions, ou qui la visitent avec la curiosité bien naturelle à l'homme qui sait que d'un moment à l'autre il peut la quitter pour toujours.

Les forêts sont très-diversement réparties dans les départements de l'Aisne, du Nord, du Pas-de-Calais et de la Somme.

L'Aisne se distingue surtout par un sol accidenté et parfaitement disposé pour la culture forestière, car il est difficile de s'imaginer, sans forêts, des montagnes ou des coteaux élevés. Aussi y rencontre-t-on encore quelques massifs importants.

Au Sud, c'est la forêt de Retz ou de Villers-Cotterets qui, depuis les origines de la monarchie, a été l'une des principales et des plus belles dépendances du domaine royal, où on retrouve les souvenirs de la galanterie de François I^{er}, où on a conservé la mémoire des vertus du duc de Penthièvre, dont les sites, comme les ombrages, ont été, pendant longtemps, recherchés par les princes, et dont les produits ont de tout temps servi à l'approvisionnement de Paris.

Plus haut, ce sont les forêts de Coucy avec leurs souvenirs d'un autre genre, qui rappellent la domination de ces Sires si orgueilleux, si puissants et si célèbres dans l'histoire de leur pays; qui rappellent St-Norbert, et qui possèdent encore l'abbaye qu'il avait fondée dans la retraite silencieuse des bois.

Du côté de Vervins, ce sont des bois d'autres abbayes importantes qui, comme tous ceux de même origine, sont actuellement possédés par l'Etat, et dont il pourrait être de quelque intérêt à étudier l'histoire.

Dans le Nord, c'est la vaste forêt de Mormal, à l'aspect froid et sévère, d'une haute importance stratégique pour la défense du pays, où ont campé les armées ennemies et envahissantes, et qui a été le théâtre de leurs efforts militaires contre nous.

Plus à l'Est, ce sont des forêts rapprochées les unes des autres, restes encore florissants de l'ancienne forêt des Ardennes.

Du côté de l'Océan, les collines du haut Boulonnais et de l'Artois ne sont occupées que par quelques forêts desservant les bassins de consommation d'alentour et qui, dès la moindre apparence de conflit avec l'Angleterre, ont toujours servi aux approvisionnements militaires.

Dans la Somme, il n'existe qu'une forêt de quelque importance, celle de Crécy, qui porte un nom malheureusement trop célèbre, mais dont le genre de célébrité est, Dieu merci ! peu commun dans notre histoire.

Le long des côtes de l'Océan, depuis l'embouchure de la Somme jusqu'au delà de Dunkerque, s'étendent des terrains d'une formation particulière et récente, se continuant malheureusement par des causes qui vous sont connues.

Il faut que ces terrains soient bien rebelles à l'agriculture pour que le génie agricole des habitants du Nord n'en ait point encore tiré parti, et que ces sables n'aient pu être, jusqu'à présent, fixés sur quelques points seulement qu'à l'aide d'oyats sans valeurs ou de quelques pins, malvenants sous un climat qui ne leur convient guère.

Dans cette rapide excursion, à vol d'oiseau, j'ai aperçu quelques sujets d'études.

Sans doute, vous préféreriez des travaux philosophiques ou littéraires, mais je suis trop peu philosophe et trop peu littérateur pour ne pas laisser à

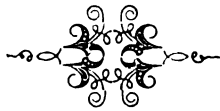
d'autres, plus autorisés, l'honneur de vous maintenir dans les hautes régions de l'âme.

Mon rôle sera plus modeste ; je me tiendrai dans des régions moins élevées , quoiqu'elles aient aussi leur sérénité, et qu'elles aient des charmes pour celui qui aime la nature et qui veut parfois s'isoler et vivre en liberté.

Les forêts plaisent même en peinture quand elles sont reproduites par le pinceau d'un grand artiste.

Dans les études que j'en ferai j'en diminuerai inévitablement les beautés et le mérite.

Quoiqu'il en soit, j'espère que vous accorderez à ces études un peu de cette bienveillante attention que vous accordez aux travaux qui vous sont le plus habituels et qui peuvent vous intéresser davantage.





RÉPONSE DE M. DAUSSY

DIRECTEUR DE L'ACADÉMIE

AU DISCOURS DE RÉCEPTION DE M. BÉRAUD.



MONSIEUR,

L'Académie convie aux travaux de l'intelligence des esprits de nature diverse et des talents qui se sont développés dans des occupations fort différentes.

Elle embrasse dans le cercle étendu de son action, sauf les sages réserves de ses statuts, tout ce qui intéresse le fonctionnement général de l'esprit humain. Les découvertes de la science, les beautés de l'art, les utiles travaux des champs, tout ce qui peut contribuer au progrès intellectuel, moral et physique de l'homme, trouve accueil parmi nous. C'est par l'échange des connaissances diverses, par la communication de la pensée, que les esprits gagnent en élévation et en étendue, qu'ils s'excitent mutuellement à la production, et qu'ils y apportent, chacun dans sa sphère, un sens général de




la perfection plus développée que ne le comportent les travaux isolés ou exclusivement spéciaux. Plus ce commerce des esprits est actif et varié, plus il est fécond ; aussi sommes-nous heureux quand nous pouvons ajouter à nos ressources diverses celles d'une spécialité que nous ne possédions pas encore.

L'étude et la culture des bois de diverses essences, qui couvrent nos forêts et qui fournissent à l'homme un de ses plus précieux éléments de bien-être, se différencie profondément de l'agriculture. La nature y est envisagée sous un autre aspect, car elle joue dans la production et la régénération des forêts un rôle plus actif et plus prépondérant que dans la production des plantes agricoles où le travail de l'homme, ses soins, son intelligente direction, ont souvent une efficacité vraiment créatrice. Le blé, cet indispensable aliment, qui a fait depuis tant de siècles, et probablement pendant bien de siècles encore formera une des bases essentielles de notre nourriture, paraît être le produit du travail humain, puisqu'on ne le trouve pas à l'état naturel, et qu'abandonné à lui-même il dégénère et disparaît. Les forêts, au contraire, sont, avant tout, l'œuvre de la nature ; l'homme peut beaucoup pour elles, mais son rôle est essentiellement subordonné. Il consiste à conserver ce que la nature produit, à faciliter son travail d'accroissement et de régénération, en écartant les obstacles accidentels qui entraveraient l'accomplissement régulier de ses lois.

Le forestier est donc plus que l'agriculteur soumis aux lois de la nature ; il ne la contraint point, il ne la violente point, pour ainsi dire, comme celui-ci ; mais il l'observe, l'étudie, et après s'être pénétré de ses procédés, les imite, ou les facilite. Et comment, d'ailleurs, pourrait-il songer à entreprendre contre elle une lutte dans laquelle il lui manque le temps, cette arme toute-puissante qui, dans l'ordre des faits, comme dans celui des idées, assure toujours le triomphe à qui la tient ? La vie de l'homme est si courte, celle des arbres est si longue ! Le forestier qui commence une expérience n'en voit pas les résultats ; il ignore ce que penseront et voudront ses successeurs. Tandis que les hommes passent avec leurs idées et leurs tentatives, la nature poursuit lentement son œuvre continue, et le chêne, oublieux de ceux qui l'ont vu naître, étend l'ombrage de ses rameaux séculaires sur d'autres qui, parfois, ont eux-mêmes oublié jusqu'au nom de leurs prédécesseurs.

Vous avez acquis, Monsieur, dans l'expérience d'une pratique déjà longue, non moins que dans les études consciencieuses de la théorie, la profonde connaissance de ces lois naturelles qu'il importe de respecter si l'on veut assurer aux forêts qui nous restent la conservation si nécessaire peut-être aux générations qui nous succéderont. Vous avez suivi, avec un œil attentif et un esprit observateur, les phénomènes intéressants de la croissance et de la



reproduction des bois dans les diverses contrées de notre France. Vous les avez suivis avec amour ; il est aisé de reconnaître à vos écrits que vous aimez les objets de vos études. Pour vous , les forêts parlent, non seulement à l'intelligence, mais au cœur, elles ont une histoire, elles la racontent et vous savez la redire après elles. Devant elles est l'avenir, et vous en faites aussi , à juste titre, l'objet de vos préoccupations.

Que de fois, profane, je me suis mis à déplorer la perte de ces grands bois aux souvenirs desquels se rattachent si intimement tous ceux de mon enfance. Ils ont disparu. Il a fallu les vendre par suite des révolutions de la politique, et les acheteurs les ont défrichés. La colline, découronnée de sa verte parure, voit jaunir les moissons ; le vent, qui n'est plus arrêté par le rideau des arbres protecteurs, souffle aride, et les dessèche ; l'ombrage manque, et la fraîcheur. Ces regrets que j'éprouve à l'occasion d'un petit fait particulier et local , vous les avez autrement ressentis en étudiant dans leurs conséquences actuelles et futures les déboisements considérables qui se sont opérés dans notre pays.

Vous avez , en effet , recherché ce qui advient dans les contrées que l'on prive trop complètement des précieuses ressources que les siècles avaient amassées pour les besoins de l'homme ; et même ce qui peut arriver dans l'avenir, encore lointain sans doute, mais nullement improbable, où seront épuî-

sées les immenses richesses de combustible que nous tirons des entrailles de la terre. Un de nos collègues nous montrait dernièrement, dans les noires profondeurs des mines de houille, de véritables magasins de chaleur et de lumière, tenant en réserve, pour le service du monde actuel, les rayons brûlants du soleil qui échauffait autrefois notre globe. Ce que la Providence a ainsi accumulé pendant des milliers d'années, nous pouvons le dépenser en quelques siècles, et si nous n'avons pas su conserver nos forêts, quels moyens aurons-nous alors de remplacer le bois et le charbon tous deux épuisés et disparus ?

La science peut-être aura trouvé, pour cette époque encore bien éloignée, la solution de ce problème. Nous pouvons tout espérer de ses efforts : elle nous a habitués aux miracles. Mais combien il est sage de se laisser surprendre par ses découvertes, au lieu de compter sur ses prodiges futurs. N'est-ce pas, d'ailleurs, faire de la science un plus utile emploi que de s'en servir pour conserver et améliorer ce qui existe, au lieu de recourir seulement à elle pour remplacer ce qu'on détruit ?

Vous possédez, Monsieur, pour traiter les questions scientifiques, des connaissances étendues, un esprit clair et méthodique, une plume exercée et facile. Les travaux dont vous avez enrichi les annales forestières, ceux que vous avez communiqués à la Société du Mans, nous ont révélé les pré-

cieuses qualités que nous trouverons dans votre collaboration. Vous n'êtes pas, comme vous le voyez, tout-à-fait un étranger pour nous. D'ailleurs, vous avez su, par vos relations avec plusieurs de nos collègues vous concilier l'estime et les sympathies dont les suffrages de l'Académie sont l'expression. Nous savons que non-seulement de vos fructueux voyages vous avez beaucoup retenu, mais que d'ailleurs vous saviez beaucoup ; que les sciences physiques et naturelles, la minéralogie, la géologie, la chimie, les mathématiques, avaient fait l'objet de vos sérieuses études. Nous savions de plus que non content des connaissances spéciales qu'exige la nature de vos fonctions, vous aimiez à rechercher dans le passé les vieilles lois et les anciennes traditions, les faits des anciens temps.

Et nous avons pensé que joignant à tant de ressources diverses celles d'une expérience acquise au prix de longues et patientes observations, vous nous apporteriez le précieux concours que nous attendons de votre collaboration.



ŒDIPE ET LE SPHINX

ETUDE MYTHOLOGIQUE

Par M. H. DAUPHIN,

CONSEILLER A LA COUR IMPÉRIALE D'AMIENS

(Séance du 27 Mai 1865).



La légende d'Œdipe a-t-elle traduit en faits domestiques, en calamités de famille, sous une forme saisissante et populaire, une période anté-historique, où deux races d'hommes, deux religions se sont, dans une petite contrée de la Grèce, disputé la prééminence? Nous a-t-elle conservé, sous le voile de la Fable, la mémoire d'antiques événements, qui ont changé la face de la Béotie, lorsque l'élément hellénique y a prévalu sur l'élément phénicien? Les malheurs d'Œdipe et la condamnation de sa race, la fatalité qui le poursuit dès sa naissance, qui lui fait combattre le Sphinx, tuer son père, épouser sa mère, engendrer des fils qui s'entre-détruisent, toute cette longue et lamentable légende n'est-elle



pas une introduction à l'histoire de la Grèce qui, rentrée en possession d'elle-même sur un point de son territoire, conquerra par des faits analogues, accomplis sur d'autres points et traduits aussi en récits mythologiques, l'affranchissement de sa pensée, la libre expansion de son génie ?

Ces questions se sont posées dans mon esprit à la vue d'un tableau qui a été remarqué au dernier salon (1). En présence de cette toile, je ne saurais dire ce qui se passa en moi. J'éprouvai une sorte de fascination; et pendant un assez long temps je ne pus en détacher mes yeux. C'était l'inconnu sous une forme étrange. C'était l'énigme incarnée. J'étais en face du tableau de Gustave Moreau : *OEdipe et le Sphinx*.

Dans une forêt sombre et déserte, un homme et un animal fantastique sont aux prises. Mais leur lutte semble n'avoir rien de matériel. Nul signe de force déployée, autre que la pose de l'animal femme, aigle et lion, qui, porté sur ses ailes, paraît attaché à l'homme par ses griffes, à la hauteur des reins. La bête, à la triple nature, offre par devant le profil d'une femme jeune et belle, aux riches atours, dont le corps se continue en quadrupède ailé. Ses quatre griffes, qui étreignent l'homme, la maintiennent presque droite en face de lui. L'homme, nu comme un lutteur, a des formes juvéniles. Apuyé contre un rocher, il tient à la main une lance

(1) 1864.

dont la pointe renversée touche le sol. Son corps au repos n'offre aucune apparence de tension physique. Ces deux êtres, étrangement accouplés, se contemplent face à face, les yeux dans les yeux, avec une fixité, une tenacité effrayantes, comme si, dans ce combat muet, la vie de l'un et de l'autre était en jeu. Près de la roche, on aperçoit des pieds d'homme au-dessus d'un gouffre. A peu de distance, s'élève un monceau de couronnes, de bijoux et d'armures.

En voyant exprimée sur la toile, avec tant de puissance, la fascination du regard, je demeurai longtemps fasciné moi-même. Mes yeux ne pouvaient se détacher de ces deux êtres qui s'interrogeaient avec une ardeur si intense, et j'entrais en tiers dans leur mutuelle contemplation.

On sait que, suivant la Fable, après la mort de Laïus, roi de Thèbes, tué par son fils dans une rencontre où ils s'étaient querellés sans se connaître, un fléau ravagea la Béotie : Le Sphinx, au corps de lion, au visage de femme et aux ailes d'aigle, apparut sur une roche voisine de Thèbes. Il proposait aux passants une énigme qu'ils devaient deviner sous peine d'être précipités du haut de la roche dans un gouffre.

Le texte de cette énigme existe en cinq vers grecs (1) qui peuvent se traduire ainsi :

(1) On trouve ces vers en tête de la tragédie d'Euripide *Les Phéniennes*.

« Bipède sur la terre, quadrupède et encore tri-
« pède, il n'a qu'une voix. Seul entre tous les ani-
« maux qui se meuvent sur la terre, dans les airs
« ou dans la mer, il change de nature *αλλάσσει φύην* ;
« c'est quand il marche avec le plus de pieds qu'il
« va le moins vite ⁽¹⁾. »

Œdipe trouva le mot : c'est *l'homme*, qui, dans son enfance, se traîne sur les pieds et les mains, qui se dresse bientôt sur ses deux pieds, qui s'en fait un troisième dans sa vieillesse, en s'appuyant sur un bâton.

Le Sphinx confondu se jeta dans le gouffre. Œdipe fut appelé à régner sur la contrée qu'il avait délivrée.

Ce mythe offre, sans doute, un beau sujet aux artistes. Les anciens paraissent ne s'être attachés qu'au sens littéral, si on en juge par quelques médailles, ⁽²⁾ échappées au temps, qui représentent, dans son expression la plus naïve, l'étrange combat d'Œdipe et du Sphinx. Ingres, dans une composition du même style, a suivi avec une poésie toute classique la forme traditionnelle, peu soucieux d'approfondir une énigme en apparence assez pué-

(1) Cela ne peut s'entendre que de l'homme pris au sens propre, au point de vue physique ; car les ailes du Sphinx, troisième élément de sa triple nature, font plus que soutenir sa marche au point de vue moral. Elles donnent à son esprit un libre essor.

(2) Voir, dans l'ouvrage de Creuzer *des Religions de l'antiquité*, plusieurs médailles recueillies au volume des planches.

rile. Mais dans ces derniers temps, où l'étude de l'antiquité s'est frayé de nouvelles routes, où le génie allégorique des peuples à leur berceau s'est révélé avec plus d'éclat, où notre civilisation avancée veut retrouver les problèmes de l'esprit humain et tous les raffinements du cœur, sous les voiles de la légende, celle du Sphinx a dû grandir dans la tête de M. Moreau. L'effet saisissant de son tableau prouve que sa conception est allée bien au-delà des idées reçues, et que le combat intellectuel, dont il s'est fait l'interprète, a bien une autre portée.

Aussi la critique a-t-elle saisi diversement le sens profond de son œuvre. Suivant M. Lafenestre, qui l'a appréciée dans *la Revue contemporaine* (1), l'artiste a vu, dans l'antique énigme, le problème toujours subsistant de la nature et de la vie. « Le « Sphinx, dit-il, n'est plus impassible. Il est devenu « actif et expressif. Il enveloppe l'homme de ses « caresses provocantes. Il ondule ; il l'attire avec « ses yeux froids, comme une courtisane coquette et « cruelle. Celui-ci, avec un sourire mélancolique « et plein d'un indicible mépris, déchire bravement « le voile des apparences, et ne touche enfin qu'une « absurde et pauvre réalité. »

Suivant M. Théophile Gautier, (2) l'énigme, au

(1) Voir, dans *la Revue contemporaine* du 31 mai 1864, un article de M. Georges Lafenestre : « La peinture et la sculpture, salon de 1864.

(2) Voir, au *Moniteur* du 27 mai 1864, un feuilleton de M. Théophile Gautier.

sens de M. Moreau, est le mythe de la vie humaine, renouvelé chaque jour. A des passages dangereux qu'il faut franchir, parce que le retour sur ses pas est impossible, des questions difficiles nous attendent, auxquelles il faut répondre le mot véritable sous peine de mort.

Mais les critiques s'accordent à penser que l'œuvre de M. Moreau, inspirée par nos idées modernes, a une haute signification philosophique et morale.

J'oserai dire aussi, sur la foi de mes impressions personnelles, que le souffle de l'esprit moderne s'y fait sentir. Je ne m'étonne pas qu'on ait trouvé quelque chose d'Hamlet ou de Byron dans l'OEdipe de M. Moreau. Mais, est-il vrai que ce personnage, tel qu'il l'a conçu, diffère essentiellement du héros grec ? Est-il vrai que l'ancien mythe n'avait pas aussi un sens philosophique et moral ? — Je pense que ce mythe profond de la Maison d'OEdipe fatalement vouée à la ruine (car il faut l'embrasser dans son ensemble) était dans l'origine, comme il est encore éminemment philosophique, qu'il contenait comme il contient encore sur la vie humaine le mot de l'avenir. Je vais plus loin : je crois qu'il est avant tout historique ; qu'il serait inintelligible ; froidement atroce et impie, s'il n'avait son fondement dans l'histoire, dont la légende est la première forme ; et que si les poètes, au temps des Sophocle et des Euripide, en avaient perdu en partie la haute intelligence, il s'était formé auparavant avec un

caractère historique et moral, au sein du peuple, vrai créateur des légendes nationales. D'une part, il consacrait la prééminence politique acquise par les grecs de la Béotie sur la colonie phénicienne ; d'autre part, il justifiait la supériorité morale des Hellènes sur les Phéniciens. Comme ceux-ci, les Grecs connaissaient l'homme, il avaient le mot de l'humanité ; mais ils ne cachaient point, comme les prêtres phéniciens, la lumière sous le boisseau. Ils délivraient l'humanité de ses langes et lui assuraient des progrès indéfinis. C'est le berceau de la Grèce intellectuelle et le principe de sa force d'expansion, qui a véritablement affranchi l'esprit humain.

Ces idées paraîtront paradoxales. Elles sont en moi le fruit de longues réflexions, qui m'ont été suggérées par le tableau de M. Moreau, qu'elles serviront peut-être à caractériser, en ouvrant un nouveau champ aux mythologues. Me fussé-je trompé dans mon explication du mythe d'Œdipe, il en est d'autres qui, mieux fouillés, plus savamment étudiés qu'ils ne l'ont été jusqu'ici, pourraient éclairer les origines de l'histoire grecque. Il me paraît certain que la mythologie et nos légendes du moyen-âge, (quoique si inférieures d'invention et de portée aux fables ingénieuses des Grecs), renferment des trésors qu'il appartient à la science, à la sagacité des érudits, de découvrir. Ce sont des diamants, quelquefois des cailloux, dont on peut faire jaillir de vives lumières.

Essayons de montrer comment nous comprenons le mythe d'OEdipe.

Qu'il ait un fond historique, l'abaissement de la race phénicienne en Béotie, on n'en saurait douter au seul aspect du Sphinx, animal symbolique en qui la Phénicie est certainement représentée. Malgré son nom grec σφίγγη je serre, il est d'origine étrangère. Il n'a point, comme les Centaures, Pégase et la Chimère, types empruntés du cheval et de la chèvre, sa raison d'être dans la Grèce. Sa force toute intellectuelle se manifeste en questions captieuses qui ne s'adressent qu'à l'esprit et le subjuguent. On le trouve, de temps immémorial, en Assyrie et en Egypte. On le trouve aussi en Phénicie, mais différent du Sphinx égyptien avec lequel il faut se garder de le confondre. C'est le Sphinx phénicien qui joue un rôle dans la fable d'OEdipe, avec sa triple nature de femme, de lion et d'aigle, avec les attributs que les anciennes médailles ne manquent jamais de reproduire. Le Sphinx égyptien, femme-lion, n'a point d'ailes.

La triple nature du monstre vaincu par OEdipe, indice de son origine phénicienne, est encore attestée par les poètes grecs, par Sophocle qui l'appelle la jeune fille ailée *πτερόισσα κόρη*, la vierge aux ongles crochus *γομφώδονχα πτερίων*; par Euripide qui la peint aussi avec des ailes, *πτερίων πτερόν*. Son origine est aussi clairement indiquée dans la tragédie des *Phéniciennes*, où cette fille ailée est présentée comme

issue de Cadmus *καδμωγεῖα*. Quant à l'arme dont cet être symbolique fait usage, on ne saurait s'en étonner quand on lit dans la Bible et dans Josèphe qu'Hiram, roi de Tyr, et Salomon s'envoyaient, en forme de défis, des énigmes à résoudre.

Si le mot de l'énigme proposée par le Sphinx à OEdipe n'était pas l'homme, on serait tenté de croire que cet animal symbolique, n'est que l'emblème d'un peuple navigateur couvrant la mer de ses vaisseaux ailés; mais le Sphinx, dans la fable d'OEdipe, est tellement lié à son énigme, il existe entre eux un rapport si intime, qu'ils sont, pour ainsi dire, identiques; en sorte que si *l'homme* est le mot de l'énigme, le Sphinx lui-même sera le type de l'énigme, c'est-à-dire, la figure de sa nature complexe et supérieure. Le Sphinx, l'énigme et l'homme ne sont qu'une même chose. Les ailes du Sphinx ont donc du rapport avec la nature humaine. Ce sont les ailes du génie de l'homme, appliqué non-seulement à l'art de la navigation, mais encore à toutes les spéculations intellectuelles propres à réaliser ses grandes destinées.

La concordance entre le Sphinx et l'homme, tel que l'énigme le dépeint, est véritablement frappante; il suffit de les confronter :

Le Sphinx est triple, l'homme de l'énigme est triple aussi au physique et au moral.

Le Sphinx est quadrupède. C'est l'homme-enfant qui marche sur les pieds et sur les mains, manifes-

tant déjà sa vigueur. C'est aussi le lion, symbole de la *force* instinctive et brutale.

Le Sphinx est bipède. C'est l'homme adulte, se tenant sur ses deux pieds, la tête haute. C'est aussi la vierge, figurant l'harmonie des formes, la *beauté*, la volupté.

Le Sphinx est tripède. C'est l'homme qui, dans sa vieillesse, se fait un troisième pied en s'aidant d'un bâton. C'est aussi l'aigle, dont les ailes lui servent de point d'appui pour traverser les airs et s'élever dans les hautes régions du ciel, l'aigle qui représente l'essor de la *pensée*, l'idéal.

Il n'est pas besoin de remarquer que chacun des trois animaux qui composent le Sphinx est censé complet, quoique la vierge n'y paraisse qu'en buste, et qu'on ne voie de l'oiseau que ses ailes. La vierge n'en est pas moins un être à deux pieds, et l'oiseau constitue symboliquement un animal à trois pieds, ayant, outre ses deux pattes, un organe particulier de locomotion dans ses ailes.

Voilà le Sphinx phénicien, c'est-à-dire, l'homme, cet étrange composé de force, d'appétit sensuel et d'idéal, mais l'homme caché sous un voile symbolique, emblème mystérieux de la vie. Le Sphinx égyptien, quoique différent en ce qu'il n'a point d'ailes, offre le même caractère. Il a le front ceint de bandelettes. Tous deux décèlent ainsi leur origine sacerdotale.

Si le Sphinx est phénicien, s'il est le type reli-

gieux de l'humanité à sa plus haute expression chez les Phéniciens, il me semble que le sens historique et philosophique de la fable d'OEdipe devient plus facile à déterminer. Quant à la signification historique, il faut, pour la bien saisir, embrasser du regard la période qui commence par la fable et finit à l'histoire proprement dite. On voit apparaître le sens caché sous les voiles de la légende, et en examinant celle-ci dans ses détails, on admire l'art merveilleux qui a présidé à sa formation.

L'antagonisme des races grecque et phénicienne en Béotie, depuis l'établissement de Cadmus, est la clé de mon interprétation. Quoique Thèbes fût grandement redevable à cet étranger qui lui apporta l'écriture et les germes de la civilisation, les différences de sang, de langue et de religion, durent entretenir des divisions dans cette contrée où la race phénicienne était, sous des rois Cadméens, prédominante. Cette race fut enfin dépossédée, ses rois expulsés; les Grecs affranchis de la domination étrangère, par suite d'événements dont les détails précis nous manquent. Mais il paraît vraisemblable que les Grecs, en rejetant la race phénicienne, ne l'ont pas maudite; qu'ils ont, en reconnaissance des bienfaits de Cadmus, adouci les traits dont ils devaient, comme vainqueurs, charger sa famille. Ne lui devaient-ils pas le culte de Bacchus? Les prêtres, qui ont tant de part aux légendes populaires, pouvaient-ils souffrir que les rois Cadméens, vaincus et

déchus du trône, fussent offerts à la postérité comme des scélérats indignes de pitié ? De là cette fable d'un roi, issu de Cadmus, chassé du trône pour des attentats involontaires ; de là cette fatalité qui pèse sur une famille condamnée par les Dieux , fatalité qui plane sur tout le mythe d'OEdipe.

Il faut que les crimes qui entraînent la déchéance du roi soient énormes, inexpiables. La légende dira qu'il a tué son père et épousé sa mère. Elle chargera le tableau, en convertissant en parricide et en inceste des faits qui, vraisemblablement, ne peuvent être qualifiés ainsi que par métaphore, soit que leur auteur ait tué en guerre le chef de sa race qui, à certain égard, peut être appelé son père, soit qu'il en ait épousé la femme, en quelque sorte sa mère. Elle traduira ainsi en réalité matérielle une simple figure. Mais comme il faut aussi que ces faits, pour laisser place à la pitié, soient involontaires, toutes les circonstances du récit seront disposées de manière à ôter l'intention coupable. Leur auteur les aura commis malgré lui, en dehors de toute prévoyance humaine.

C'est ainsi, en effet, que procède la légende d'OEdipe sur un *fonds vrai* qui pourrait se formuler ainsi :

Cadmus ayant fondé une colonie de phéniciens dans la Béotie occupée par les Hellènes, essaya d'opérer, sous son règne, la fusion des deux races. Ses descendants, rois de Thebes, continuèrent ses

vues. L'un d'eux épousa une grecque et mourut sans enfants, peut-être de la main de quelque aventurier de race phénicienne, qui se croyait grec et passait pour tel. Les Hellènes voulurent alors prévaloir, et les Phéniciens conserver la domination. L'armée phénicienne, dont les étendards devaient porter le Sphinx, emblème national, fut défaite par ce même aventurier qui mérita ainsi la couronne, épousa la veuve du roi, continua le système de la fusion des deux races, et fut chassé lorsqu'on découvrit qu'il était phénicien de naissance. Ses fils, nés d'une grecque, et de sang-mêlé, ne furent pas exclus du trône, mais leur compétition donna lieu à plusieurs guerres, à celles des Sept Chefs, à celle des Épigones, qui ramena et fit prévaloir à Thèbes le parti des Hellènes de la Béotie, à l'aide des armes de la Grèce. Ce fut le dernier coup porté à la colonie phénicienne qui ne s'en releva point.

La légende a traduit dans son langage figuré ces faits, qui peuvent, quoique ne reposant pas tous sur des documents écrits, être acceptés comme appartenant à l'histoire. Il est curieux de suivre ce travail mythologique, œuvre à la fois sacerdotale et populaire, et de voir comment, en personnifiant des idées et des choses, en concentrant dans une famille des événements qui concernent tout un peuple, et en faisant un habile usage du merveilleux, on peut déposer de grands faits historiques au fond d'une fable qui les grave dans la mémoire des hommes.


Voici la traduction légendaire :

OEdipe est destiné , suivant l'oracle , à tuer son père, roi de Thèbes, à épouser sa mère dont il aura des enfants. A sa naissance , il est exposé sur le mont Cithéron pour y périr. Sauvé par un berger, il est conduit à Corinthe où le roi Polybe l'élève comme son fils , et il se croit tel jusqu'à ce que devenu grand, sur quelques allusions faites à son origine , il se rend à Delphes pour consulter Apollon. Il en reçoit cette réponse équivoque : « Evite le parricide et l'inceste. Ne retourne pas dans ton pays, » OEdipe croyant qu'il s'agit de Corinthe, demeure quelque temps en Phocide , voisine de la Béotie qu'il ne sait pas être son pays natal. Il rencontre , dans un passage étroit , Laïus qu'il ne sait pas être son père. Une dispute sur le pas s'élève entre eux. Laïus est tué par OEdipe. A quelque temps de là, le Sphinx, à la triple forme de lion, de femme et d'aigle , apparaît dans la contrée. Il propose aux passants une énigme à deviner sous peine de mort. Le mot de cet énigme est *l'homme*. OEdipe le trouve, délivre la Béotie du Sphinx et devient roi du pays en épousant la veuve du Laïus mort sans enfants. Vingt ans après, la peste se déclare à Thèbes, en punition du meurtre de Laïus qui n'a point été vengé. Elle ne cessera que par le châtimement du coupable. OEdipe fait des recherches et découvre enfin avec horreur qu'il s'est souillé de parricide et d'inceste. Il sort de Thèbes, il s'exile après s'être crevé

les yeux. Ses fils se disputent la couronne et s'entre-tuent. Sa fille Antigone est condamnée à mourir de faim, pour avoir donné à son frère Polynice la sépulture, malgré la défense de Créon qui commande à Thèbes. Les Épigones, plus heureux que les Sept Chefs, parviennent enfin à s'emparer de Thèbes.

Ne semble-t-il pas que ces deux récits éclairent singulièrement le mythe d'Œdipe, au point de vue de l'histoire ? On retrouve le fonds vrai sous le vêtement de la légende. On suit pas à pas ce merveilleux travail de transformation, œuvre de poésie populaire, et l'on peut s'initier au génie allégorique des Grecs, génie qui cependant n'est point leur attribut exclusif ; car, avant eux, les peuples de l'Asie l'avaient au plus haut degré. C'est lui qui, partout, non-seulement au berceau des peuples, mais même à certaines crises des civilisations les plus avancées, inspire les légendes nationales. Il est toujours utile de percer leurs voiles, et de ramener le symbole à la vérité du fait. L'histoire en profite ; la philosophie s'y exerce ; la morale et la saine religion ne sauraient y perdre.

Quoique le Sphinx n'apparaisse pas dans le récit historique, il est vrai pourtant qu'il en est l'âme comme représentant la nationalité phénicienne. La légende qui le personnifie et nous raconte sa défaite, a transporté la lutte politique sur le terrain de la philosophie morale, en posant, au lieu de la question de guerre, le problème de l'humanité.



Comment la solution de ce problème pouvait-elle assurer aux Hellènes la prééminence ? Il ne suffirait pas de dire que telle était la loi du défi et que cette prééminence était le prix du vainqueur. Le seul fait d'avoir montré une certaine dextérité d'esprit, en devinant une énigme, ne motiverait pas un résultat politique aussi considérable, si l'énigme en soi n'était pas telle, qu'en trouver le mot c'était donner un signe certain et irrécusable de supériorité.

Or, telle était la portée de l'énigme, si je ne m'abuse.

En effet le Sphinx, en la proposant, mettait en présence les deux races, les deux religions, les deux civilisations phénicienne et grecque, par la notion de *l'humanité* qui résume tout cela, par cette notion qu'il prétendait être plus élevée, plus complète chez les Phéniciens. La connaissance de l'homme était pour les anciens le critérium de l'état d'un peuple aussi bien que d'un individu « γράθι πᾶσι δὲ. » Or, trouver l'homme sous ses voiles symboliques, qui ne sont autre chose que les attributs essentiels de la nature humaine, c'est montrer les progrès qu'on a faits dans cette étude, marquer le point où l'on est parvenu, manifester son propre état intellectuel et moral. OEdipe s'élevait donc à la hauteur de son adversaire, lorsque, considérant le Sphinx et l'énigme, identiques à ses yeux, il scrutait l'un et l'autre, saisissait leurs éléments corrélatifs et en faisait la synthèse, lorsqu'il trouvait l'homme au fond du symbole et de

l'énigme, l'homme complet avec ses attributs essentiels, la force, l'appétit sensuel et l'idéal.

Cette haute idée qu'en avaient les Phéniciens (la plus haute qu'on puisse s'en former, parce qu'elle implique l'humanité progressive), les Grecs la possédaient et l'énonçaient par la bouche d'OEdipe ; mais de plus OEdipe, en déchirant les voiles qui l'enveloppaient, en exposant au grand jour la vérité que les religions de l'Orient cachaient au vulgaire, assurait à la Grèce l'indépendance de l'esprit, son éternel honneur. C'est en ce sens qu'il se montrait supérieur à la Phénicie, et que le mot trouvé par lui était une victoire.

Si le mot trouvé par OEdipe implique l'humanité progressive, il est applicable au monde moderne. On ne trouve, en effet, dans le symbole du Sphinx ni dans la formule de l'énigme, rien qui limite l'essor de l'homme. Son expérience, figurée par le troisième pied qu'il acquiert au soir de la vie, ouvre à sa pensée des horizons infinis. Ses ailes d'aigle l'élèvent dans des régions de plus en plus sublimes, et la révélation du symbole, faite par le héros grec, devient pour l'homme un gage de perfectibilité continue. OEdipe méditant profondément, en face du Sphinx, au sens de l'énigme qui lui est proposée, en a trouvé le mot, un mot qui contient à la fois ces deux grandes choses : la victoire des Hellènes sur les Phéniciens, et la marche incessante de l'humanité à travers les siècles.

Maintenant, pour revenir au peintre Moreau, qui nous a donné *OEdipe et le Sphinx*, à quel point de vue s'est-il placé ? Au point de vue historique ? Non. Il n'avait que faire d'un antagonisme de races, dont l'idée, j'en suis bien sûr, n'est pas même venue à son esprit. S'est-il attaché au sens littéral ? Non encore. Chercher, dans la voie ouverte par M. Ingres, à peindre l'anxiété d'un homme occupé d'un problème dont dépend sa vie, ne pouvait lui suffire. Il est manifeste, à la vue de son tableau, qu'il a eu des visées plus hautes. A-t-il été frappé du sens philosophique ? On n'en saurait douter, lorsqu'on vient à se rendre compte de l'effet saisissant de son œuvre.

Mais a-t-il voulu peindre l'homme des temps anciens aux prises avec les problèmes périlleux qu'offrait alors la vie réelle, ou bien le travail de la pensée moderne au sein de notre civilisation ? Je crois que cette dernière face du sujet a tenté son pinceau. OEdipe, discernant l'homme dans les yeux du Sphinx, et dans l'homme tout ce que l'humanité a de vain mais aussi de grave, d'illusions mais aussi de réalités, de déceptions mais aussi de promesses infaillibles, lui aura paru le type de notre état social si tourmenté, où tant d'hommes de cœur, au péril de leurs jours, mais avec une foi inébranlable, cherchent à réaliser, dans le bonheur des masses, la solution du problème de la vie. Tout respire ici



les passions, tout a la couleur du monde moderne, et l'artiste a évidemment puisé ses inspirations dans les actualités de notre époque. S'il a fait des emprunts de forme et de manière à quelque vieux maître italien, à Mantegna, comme on l'a prétendu, il est resté parfaitement original pour le style. Son OEdipe, les yeux fixés sur l'être bizarre qui l'interroge, lit en lui tout ce que renferme sa triple nature, et ne se laisse pas troubler par la femme qui n'en est qu'un élément partiel. Il a vu près de là les nombreuses victimes de l'ambition et de la volupté. L'amas de couronnes, de sceptres et de bijoux qui touchent presque ses pieds, lui a montré que le lion et la femme, séparés de l'aigle, conduisent à l'abîme. Il enfonce son regard ; il pénètre plus avant, et voit, sous l'œil caressant de la vierge, le type entier de l'homme, dans la pleine harmonie de ses forces ; il ne périra point.

C'est ainsi que l'art sait rajeunir les thèmes anciens, et que l'étude approfondie des mythes consacrés par le temps peut en faire jaillir des aspects nouveaux au profit des peintres et des poètes. La mythologie est, comme la jurisprudence, une science progressive.

L'histoire surtout aurait beaucoup à tirer de pareilles études sur nos légendes et sur la mythologie, encore aujourd'hui trop peu explorées sous ce rapport. J'ai voulu, à propos du tableau de M. Moreau,

réduire la fable d'OEdipe à ses éléments vrais, dégager du symbole les faits réels qui ont servi à sa formation. Je suis resté, sans doute, bien loin du but , mais la voie est ouverte, et d'autres pourront y courir avec l'avantage d'une érudition plus forte, qui leur vaudra plus de succès.



SUR L'ESPRIT
DE L'ÉDUCATION UNIVERSITAIRE

DISCOURS DE RÉCEPTION

DE M. EDOUARD BOHN.

(Séance du 24 Juin 1865).

MESSIEURS ,

Je ne serai point suspect de débiter par un mensonge oratoire, si je vous dis qu'en ce moment je suis un peu embarrassé devant vous ; car, quand vous me fîtes l'honneur de m'élire, j'étais à peine connu personnellement de quelques membres de cette honorable Compagnie, et maintenant que j'arrive, après des délais que des occupations diverses ne m'ont malheureusement pas permis d'abrégés, je me trouve encore pour plusieurs d'entre vous dans la situation de ces voyageurs des poèmes

homériques que l'on commençait par introduire sous le toit hospitalier, et à qui l'on offrait l'eau pure des libations et la coupe d'or pleine de vin, avant de songer à s'enquérir à quel hôte on avait affaire. Oui, plus d'un parmi vous peut encore aujourd'hui me poser les questions que, dans ces temps de mœurs naïves, on adressait à l'étranger, après l'avoir admis au foyer domestique : « Parle, dis-moi sans feinte, qui est-tu ? quelle est ta patrie ? quels sont tes parents ? sur quel vaisseau es-tu venu ? quels pilotes t'ont conduit sur ces bords ? »

Pourtant, Messieurs, je ne veux rien exagérer. Si, lorsque vous m'avez admis à vos Pénates, vous me connaissiez à peine, du moins, pour prendre le style d'Homère, ma patrie et mes parents ne vous étaient pas inconnus. Des circonstances publiques auxquelles je sais un gré particulier de m'avoir signalé à votre attention, vous avaient appris que j'étais déjà de la même famille que vous, puisque nous avions une mère commune, l'Université. Me suis-je trompé, Messieurs ? c'est cette parenté surtout qui m'a valu de votre part d'adoption si spontanée et si touchante dont je viens vous remercier aujourd'hui. Vous aimez l'Université, vous avez vu en moi un de ses fils les plus dévoués, et vous m'avez tendu la main sans regarder à autre chose. Je suis ainsi bien à l'aise pour vous en témoigner ma reconnaissance ; car si, en me nommant, vous m'avez fait beaucoup plus d'honneur que je n'en

mérite, vous n'en avez pas trop fait assurément à celle qui m'a recommandé à vos suffrages. Elle est toujours *l'alma parens* qui vous a élevés ; et si, après un temps d'épreuve, les sympathies lui reviennent aujourd'hui si empressées et si universelles, une telle faveur n'est qu'une justice.

Il m'a donc paru, Messieurs, qu'en donnant aujourd'hui à l'Université, dans ma personne, un témoignage éclatant des sentiments que vous avez gardés pour elle, vous me fournissiez une occasion, je ne dis pas de faire son éloge (on se défie toujours un peu des éloges académiques), mais d'exposer avec franchise ce qu'elle est, ou du moins ce qu'il me semble qu'elle est. Car je n'ai point mission officielle, et je viens simplement vous dire : « Voici l'image que je me fais de l'Université. » — Puissiez-vous, sous ces traits, la reconnaître !

S'il y a quelque chose, Messieurs, qui doive incessamment remonter de l'empirisme à la théorie pour s'y retremper, c'est l'éducation. L'Université a donc des principes ; il y a des *principes universitaires*. Quelques-uns peuvent en être inquiets : nul n'a le droit de s'en étonner. Quoi ! nous viendrions nous proposer pour élever l'esprit, le cœur et l'âme de vos enfants, et nous n'aurions pas de principes ? A Dieu ne plaise ! J'admets que pour faire pousser le grain de blé que vous confiez à votre champ, vous vous contentiez de la routine séculaire, quoique la science ne soit pas ici non plus hors de


propos ; mais pour faire grandir cette plante précieuse qui s'appelle l'âme d'un homme , suivre , sans rien y changer , les errements des âges antérieurs , et faire de cette œuvre délicate et profonde je ne sais quel mécanique métier , c'est bien cela qui aurait lieu de surprendre. Nous avons donc des principes , et nous y tenons. Je voudrais vous les indiquer rapidement. Je songeais à reconnaître votre bienveillance en traitant cette question devant vous avec les développements qu'elle mérite ; le temps m'a fait défaut , et je ne puis qu'effleurer ce qu'il eût fallu approfondir. Aussi je réclame votre indulgence , car vous savez le mot de Montesquieu : « Qui voit tout abrège tout , » et j'ai eu si peu le loisir de tout regarder dans ce grand sujet , que je crains bien de ne vous en donner qu'un incomplet abrégé.

L'Université a été longtemps un corps , et , si j'ose dire , elle est aujourd'hui un esprit. « Le plan de cet établissement est grand et vaste , écrivait Joseph de Maistre de l'Université de 1808 ; c'est un beau corps ; l'âme y viendra , quand elle pourra. »

Messieurs , nous pouvons le proclamer hardiment , l'âme y est venue.

Il est bien entendu que , dans un si court résumé du sujet , il m'est interdit de remonter aux anciennes universités et de rechercher quel fut , aux principales époques de notre histoire , le caractère de cette célèbre institution. Ce que je puis faire seulement ,

c'est de constater qu'à travers toutes les vicissitudes dont elle eut ou à se plaindre ou à se glorifier, une idée faisait son chemin, laquelle devait finir un jour par triompher, l'idée du droit de l'Etat en matière d'enseignement. Le principe de la centralisation accomplissait son œuvre là comme partout, et là comme partout ce fut la Révolution qui acheva l'œuvre de centralisation commencée par l'ancien régime. Napoléon I^{er}, reprenant les prétentions de tous nos rois depuis Philippe-Auguste, réalisa le projet d'un vaste système d'enseignement soumis au pouvoir central, et l'Université eut le monopole de l'éducation en France. C'est de cet établissement que Joseph de Maistre écrivait en 1808 le mot que je vous ai cité tout-à-l'heure : « C'est un beau corps. » Cette idée d'un enseignement de l'État était si bien alors dans les esprits, que la Restauration, qui devait répudier tant de choses de l'Empire, allait cependant maintenir l'organisation universitaire, et que le plus grand représentant peut-être du libéralisme constitutionnel de cette époque, Royer-Collard, qui fut plusieurs années président de la Commission de l'Instruction publique, disait, en 1817, de l'Université : « L'Université a le monopole de l'instruction à peu près comme les tribunaux ont le monopole de la justice et l'armée celui de la force publique. L'Université n'est pas autre chose que le Gouvernement appliqué à la direction universelle de l'instruction publique. » En ces temps-



là donc l'Université représentait exclusivement l'autorité dans l'éducation ; je ne dirai pas que c'était une alliée du pouvoir, c'était un organe du pouvoir, et il est à craindre que, dans la pensée de son fondateur, elle ne dût être un instrument de domination politique.

Messieurs, nous sommes bien loin de ces temps ! l'Université a cessé d'être un corps, à prendre ce mot dans le sens rigoureux qu'on lui donnait en 1808 : elle a cessé d'être un corps privilégié. Je ne veux pas rechercher si, en brisant ce corps, on ne comptait pas donner la mort à l'Université ; en ce cas on a dû être bien déçu. Car dans ce corps s'était formée lentement, au milieu de laborieuses crises, une âme, un esprit, et, le corps dissous, l'esprit s'est dégagé, et il circule parmi nous plus libre que jamais. Nous devons loyalement l'avouer, l'Université elle-même n'avait pas prévu ce résultat ; embarrassée de ce privilège qui la livrait aux attaques des partis et aux défiances des familles, elle ne voulait point consentir à le perdre : sincèrement libérale pour tout le reste, elle ne voulait point courir elle-même les chances de la liberté ; elle ne voyait pas que son salut et son avenir étaient-là : c'est le châtiment de ceux qui jouissent de monopoles, d'en être aveuglés. Mais l'expérience devait promptement lui dessiller les yeux, et l'amener à reconnaître que si la liberté apporte avec elle la lutte, elle apporte du même coup la vie.

Messieurs, il n'y a donc plus, à rigoureusement parler de corps universitaire; mais il reste un esprit universitaire, et un esprit bien vivant.

Quel est cet esprit? Un Ministre a l'esprit élevé et au cœur généreux vous en a donné la brève et énergique formule, il y aura bientôt deux ans, dans ce discours où il annonçait les réformes qui ont inauguré pour l'Université une ère nouvelle : « *Faire des hommes.* »

« *Faire des hommes !* » Il semble à première vue que ce soit un programme bien banal. Messieurs, le croyez-vous? Pour moi, dès le temps où j'étais entre les mains des maîtres, rien ne m'affligeait plus que de voir combien on se préoccupe peu, dans l'éducation, de la seule chose nécessaire. C'est un curieux travers : l'homme se prend à tout, excepté à lui-même, et quand il a entre les mains la substance d'un homme, il éprouve je ne sais quel besoin d'en faire tout, excepté un homme. Caprice d'artiste, fantaisie de créateur, qui se plaît à montrer son habileté à diversifier la forme des choses qui lui sont soumises.

Donc ce n'est pas un programme banal, mais il faut l'entendre.

« *Faire des hommes* » veut dire d'abord *faire des individus*.

« Commençons par nous donner une éducation courageuse et préventive, dit quelque part le philosophe américain Emerson. La politique est une

affaire ultérieure ; nous apprendrons un jour à substituer l'éducation à la politique. » Messieurs, je ne sais quand ce résultat sera atteint ; mais il y a une chose certaine, c'est que nous y marchons, c'est que de plus en plus, dans le mouvement universel des esprits, les préoccupations de l'éducation se substituent aux préoccupations de la politique. Cela n'est pas visible peut-être pour un œil superficiel, mais pour qui sait voir au fond des choses, il y a là une des transformations les plus sensibles de l'esprit public depuis plusieurs années. C'est que la conception sociale est irrévocablement changée ; les États ne sont plus considérés que comme existant pour les individus, au lieu qu'auparavant c'étaient les individus qui étaient considérés comme existant pour les États. Tandis qu'auparavant une société politique c'était, au fond, un pouvoir, c'est-à-dire une force supérieure soumettant et réglant, d'après des principes arrêtés et des dogmes immuables, des forces inférieures, aujourd'hui c'est, ou plutôt cela tend à devenir un ensemble de forces s'équilibrant entre elles, et trouvant leur accord par le simple jeu de la liberté. De là l'importance de toutes les forces particulières, de là la valeur des individus, au dessus desquels il n'y a plus rien.

Il faut donc, pour cette forme nouvelle de société, élever des individus. Mais pour élever des individus, il ne faut pas craindre l'individu. C'est le premier trait de l'Université : elle ne le redoute pas. L'ori-

ginalité n'est pas pour elle de la fantaisie, le caractère n'est pas pour elle de la révolte, la personnalité n'est pas pour elle de l'égoïsme. Elle apprend à être soi, à compter sur soi, à s'aimer soi-même. Le philosophe que je citais tout-à-l'heure, Emerson, a dit une belle parole : « Il y a des égoïstes profanes et des égoïstes sacrés. » Oui, il y a un égoïsme sacré, il y a un égoïsme dont il faut faire une religion, une sorte de religion de l'homme, comme il y a une religion de Dieu : et c'est bien la première qui est le vrai soutien de la seconde. A l'un des portails de notre belle et chère cathédrale, combien de fois n'avez-vous pas remarqué le saint de la légende qui porte l'enfant-Dieu sur ses épaules et lui fait traverser ainsi le torrent. C'est un géant que le Christophore : il ne faut pas moins en effet qu'un géant pour faire passer Dieu, c'est-à-dire l'idéal que nous portons en nous-mêmes, par dessus les flots incessamment soulevés des passions et des intérêts humains.

N'effaçons pas l'originalité, n'énervons pas le caractère, ne tuons pas la personnalité. Nous avons plus que jamais besoin de tout cela pour résister à cet envahissement des forces collectives qui pèsent sur nous de plus en plus. N'avez-vous pas remarqué comme, par suite du progrès matériel et des facilités nouvelles qu'ont les hommes de se rapprocher, il se forme autour de l'individu de grandes masses de toute nature et de tout ordre qui menacent incessamment de l'engloutir ? Le monde se couvre, je

ne dirai pas lentement, mais avec une rapidité effrayante, d'un réseau de communications qui mettent tous les hommes à tous les instants partout, en sorte que tout ce qui était particulier et local devient sans cesse général et universel. Ainsi de plus en plus tout est à tous, et c'est là certes une des plus magnifiques affirmations de la puissance de l'homme sur la terre. Mais par là même que le domaine de tous s'agrandit, le domaine de chacun se restreint et se diminue à mesure, et les individualités incessamment absorbées dans ces vastes ensembles finiraient par périr, si elles ne prenaient soin de se maintenir avec vigueur contre ces terribles influences. Or, il faut le reconnaître, ce soin, elles le prennent peu ; les hommes dont c'est l'occupation d'observer les vicissitudes morales du monde le constatent : chaque jour il se produit un affaiblissement de l'énergie individuelle. Nous n'avons pas besoin, pour nous en assurer, de comparer des siècles très-distants l'un de l'autre, et de mettre en regard, par exemple, notre société centralisée et la société féodale à laquelle on pourra reprocher l'anarchie, mais à laquelle on ne saurait contester d'avoir été favorable à la puissance individuelle. Non, nous n'avons pas besoin de faire entrer de si grands intervalles dans nos comparaisons. Reportons-nous seulement à trente ans plus haut dans notre histoire, et relisons les faits et gestes, non pas des paladins de la Table-Ronde, mais de ces hommes

dont quelques-uns vivent encore parmi nous et nous étonnent de leur verte et infatigable vieillesse. Ju-geons par là de ce qu'ils furent quand ils étaient jeunes. Tout récemment on me lisait, et je les en-tendais pour la première fois (c'est si loin de nous déjà ce temps-là, et nous le pratiquons si peu), on me lisait quelques pages d'un des plus vaillants esprits de la génération de 1830, d'un de ces hom-mes qui faisaient ressortir surtout leurs paroles d'une conviction profonde, et qui mettaient au bout de leurs paroles leur épée et leur vie, pour les son-tenir au besoin. Eh bien ! en entendant ces frag-ments arrachés au gouffre du journalisme par des mains pieuses, je me demandais ce que nous avions fait de cette indépendance d'esprit, de cette originale fierté, de cette verve gauloise et de ce style français.


Franchise du vieux temps, Muse de la patrie,
Où sont ta verte allure et ta sauvagerie ?

Il y a là une étrange contradiction : dans le do-main spéculatif d'individu a repris sa place si longtemps usurpée par l'État, et il semble que dans la vie sociale il la perde volontairement de plus en plus, en sorte que nous assistons à ce phénomène singulier d'une disproportion croissante chaque jour entre la conscience que nous prenons de ce que nous devons être, et ce que nous sommes en réalité. N'est-ce pas le cas de répéter le fameux *video meliora proboque, deteriora sequor* ?

La culture pratique de l'individualité est donc d'urgence, et il ne suffit pas que de belles et magnifiques théories sur la valeur de l'individu circulent parmi nous, il faut que l'éducation intervienne activement, et donne aux générations nouvelles, avec le sentiment plus profond de l'individualité, le courage qui la développe et la maintient.

Mais ce n'est pas seulement d'un intérêt social et actuel, c'est aussi d'un intérêt universel et humain. L'individualité, c'est là ce qui fait la vie du monde, c'est là ce qui introduit sans cesse dans les veines de cette vieille humanité un flot jeune et frais. Croyez-vous que nous puissions vivre exclusivement des grandes idées, des grands systèmes, des grands hommes du passé ? Vous connaissez l'histoire du beau Tithon, l'amant de l'Aurore : il avait souhaité d'être immortel, mais il avait oublié de demander en même temps le renouvellement de la jeunesse. L'immortalité lui fut donnée : hélas ! ce n'était qu'une immortelle décrépitude qu'il avait reçue. Il en serait ainsi de l'humanité, si vous lui enleviez la faculté de se rajeunir chaque jour. L'individualité, c'est le renouveau éternel, c'est l'éternel rajeunissement du monde.

La culture humaine commence donc par la culture de l'individu, mais sur l'individu comme sur l'olivier franc, il faut greffer *l'homme*, c'est-à-dire *l'humanité*. C'est là la grande œuvre de l'éducation, et l'homme n'est complet qu'à cette condition qu'à



ses qualités natives et particulières se joigne l'héritage des qualités humaines développées jusque-là dans le monde. Mélange admirable, quand les forces spontanées de son être et les vertus de tant d'aïeux assimilées par lui se rencontrent et se fondent dans l'harmonie de sa personne !

Mais, quand nous parlons de la nécessité de greffer l'humanité sur l'olivier franc, nous parlons de l'humanité, et non de telle ou telle humanité. C'est là le second trait de l'éducation universitaire : elle entre sur l'individu l'homme vrai, l'homme complet, *l'homme universel*. Cet homme dont Pascal a parlé avec tant d'éloquence, elle le prend dans toute l'étendue de l'histoire, et elle dit à l'enfant : Voilà ton modèle ! Elle ne lui dit pas : Sois Athénien, sois Romain, sois Chrétien. Non, mais : Sois tout cela à la fois ; et elle ramasse pour lui, de tous les coins de l'horizon et du fond de tous les siècles, les parcelles les plus précieuses de l'âme humaine, pour les lui donner en nourriture et les faire passer dans sa substance. Je sais bien qu'on nous appelle pour cela, avec une fine ironie, des *éclectiques*. Éclectiques, soit, et pourquoi pas, si la vérité est dans cet éclectisme ?

Vous pensez bien, Messieurs, que je ne me suis point proposé, en ce jour de bienvenue et dans cette enceinte paisible, de soulever des questions destinées à troubler le calme de vos séances spéculatives. Tout esprit de parti, toute préoccupation de

mesquine rivalité est loin de ma pensée et de mon cœur, et je cherche à m'élever, dans une question si grave, à cette hauteur d'où l'on voit les choses sans passion.


Une lutte est engagée en ce siècle entre l'esprit de progrès, et, il faut bien le dire, l'esprit de décadence ; car, dès que l'homme n'avance plus, il recule, et il redescend dès qu'il cesse de monter. Il s'agit donc ici d'une question de salut. Je le sais, la loi du progrès est une loi fatale et irrésistible, mais de combien de siècles ne pouvons-nous pas retarder, par nos efforts en sens inverse, un seul pas de l'humanité ? La loi est fatale et irrésistible, mais la liberté de l'homme a puissance dans une grande mesure sur cette fatalité : c'est là ce qui fait notre grandeur et le mérite de nos progrès.

Eh bien ! au point où nous en sommes, la question de l'éducation publique devient capitale ; c'est d'elle en effet que dépend la diffusion dans le monde de ce que j'appelle l'esprit de progrès et l'esprit de décadence. Et vous comprenez par là la valeur de l'Université qui a la prétention d'être une maîtresse de progrès. Les mots peuvent vous paraître bien grands, appliqués à des fonctions si modestes. Messieurs, il n'est pourtant pas de fonctions plus grandes, si vous songez que c'est entre nos mains que se prépare l'avenir, je ne dis pas l'avenir de quelques hommes, mais l'avenir des siècles ; car il est aussi vrai que poétique, ce vers dans lequel Lucrèce

a exprimé l'enchaînement des temps et la continuité du progrès :

Et quasi cursores vitæ lampada tradunt.

Comment donc l'Université est-elle une maîtresse de progrès ? Je vais vous le dire : en ce qu'elle enseigne non pas l'homme d'un temps, d'un système, d'une civilisation, mais bien l'homme de tous les temps, de tous les systèmes, de toutes les civilisations, l'homme de l'histoire, en un mot *l'homme progressif*. En montrant le progrès, elle le fait naître ; en déroulant le passé, elle développe l'avenir. Goethe, dans un endroit de ses conversations avec Eckermann, a donné la vraie formule de l'éducation : « La jeunesse doit toujours reprendre par le commencement ; chacun doit traverser comme individu toutes les époques de la civilisation du monde. » C'est là précisément ce que fait faire l'Université à la jeunesse ; elle la conduit successivement de l'Orient à Athènes, d'Athènes à Rome, de Rome à la Judée, recueillant partout ces semences éparses d'où doit germer, avec une force et une beauté toujours croissantes, l'homme nouveau. Les esprits superficiels ne voient là que du grec et du latin, et ils agitent le problème de l'enseignement des langues mortes ; il s'agit bien de langues mortes : sous ces linceuls de langages éteints l'humanité respire encore, et ce sont ces souffles de vie que nous voulons faire passer dans les organes des géné-



rations nouvelles. Telle est la loi de la nature : rien ne périt, tout se transforme :

La matière demeure, et la forme se perd,

disait Ronsard. Sans doute les douceurs souveraines du langage sonore sont perdues aujourd'hui pour nos oreilles barbares ; mais Socrate , mais Platon peuvent revivre en nous. Rien ne périt, tout se transforme.

C'est l'honneur de l'Université d'avoir compris que cette loi se réalise dans le monde moral aussi bien que dans le monde matériel, et que les racines de l'homme moderne plongent sans solution de continuité jusqu'au fond des siècles les plus reculés. L'Université n'a point établi de castes entre les siècles de l'histoire ; elle n'a de mépris pour aucun, dès qu'elle y découvre quelque trace de la pensée et de la dignité humaine, et elle embrasse dans une souveraine équité et une large sympathie tous les produits des facultés diverses par lesquelles l'âme s'est manifestée. Joubert , cet esprit qu'on n'a pas assez l'habitude de regarder comme profond, parce qu'on a trop pris celle de le regarder comme délicat, Joubert disait excellemment : « Aux Grecs et surtout aux Athéniens le beau littéraire et civil, aux Romains le beau moral et politique, aux Juifs le beau religieux et domestique, aux autres peuples l'imitation de ces trois-là. » Et il ajoutait : « Il me semble beaucoup plus difficile d'être un moderne que

d'être un ancien. » L'Université en sait quelque chose, elle qui se propose précisément de faire des modernes dans lesquels toute l'antiquité revive. Mais on ne doit pas regarder à la peine, quand on élève des hommes.

Messieurs, ces questions de pédagogie nous font remonter, vous le sentez, à l'idée même que nous devons nous faire de la vie humaine. Telle conception de la vie humaine, telle éducation. Or, ici je découvre un immense changement, je ne dis pas accompli, mais depuis plus de deux siècles en train de s'accomplir. Pendant tout le moyen-âge jusqu'à la Renaissance, sous l'influence d'un christianisme excessif, l'homme méprise le monde terrestre et l'anathématise au nom du monde futur. Noble excès ! héroïque protestation contre les derniers abaissements de la société antique ! sublime folie ! La Renaissance arrive : aux clartés qui émanent tout à coup de la Grèce antique tirée de son tombeau, la terre, à son tour, se met à sourire à l'homme, et celui-ci, promenant sur elle un regard de complaisance, se surprend à prononcer la parole dont le Créateur lui-même salue sa création dans la Genèse : « Ceci est bon. » Par cette parole la vie humaine est changée. L'homme, qui avait désappris à regarder autour de lui, commence à soupçonner qu'il s'était trompé, et sans se déprendre des choses éternelles, il reprend possession de ses biens terrestres. Ce n'est plus par le mépris, mais par l'usage sain

et modéré du monde actuel qu'il se rendra digne du monde supérieur ; *transitoriis quære æterna* devient l'axiôme des rapports de la vie présente et de la vie future.

Mais pour l'explication de ces choses, et la parfaite intelligence des derniers principes de l'éducation actuelle, il faut creuser encore plus avant, et aller chercher tout au fond de la pensée de l'homme le secret de cette nouvelle idée de la vie humaine qu'apportait la Renaissance. C'est qu'elle apportait une nouvelle idée de l'homme lui-même.

Il y a, en effet, une loi curieuse de notre esprit : nous faisons tout, absolument tout à notre image, et à ce point de vue, la parole de Protagoras est une des plus justes qui aient été prononcées dans le monde : « L'homme est la mesure des choses. » Oui, nous mesurons les choses à notre mesure, nous les voyons telles que nous nous voyons nous-mêmes. Bias disait aussi qu'il portait tout avec lui. Je crois entendre bien le mot, en l'entendant comme celui de Protagoras. Tout vient prendre en nous son moule et sa forme ; en nous il y a une force plastique qui façonne tout, et en ce sens tout est en nous, puisqu'en nous il y a le type auquel tout vient se soumettre. Il en résulte que si nous voulons nous rendre un compte exact et philosophique des diverses connaissances, des divers produits de l'activité humaine à une époque donnée de l'histoire, il faut que nous sachions découvrir ce moule ori-

ginal, cette forme élémentaire dont tout procède, et qui se trouve dans l'idée que l'homme se fait de lui-même.

Or l'idée que l'homme se fait de lui-même au moyen-âge, c'est qu'il est le composé de deux forces ennemies qui se livrent en lui un combat singulier sans trêve et sans merci, l'esprit et la chair. Veuillez remarquer que je ne dis pas : l'âme et le corps ; on peut fort bien admettre que nous sommes composés d'une âme et d'un corps , sans admettre pour cela ce dualisme absolu et cet antagonisme radical de l'esprit et de la chair. En effet, quand nous disons : l'âme et le corps , nous ne disons pas nécessairement deux principes ; le corps peut être une condition de la vie actuelle de l'âme , quelque chose comme son enveloppe, son vêtement , par exemple, sans être un principe antagoniste de l'âme. Quant , au contraire, nous disons : l'esprit et la chair, nous disons deux principes essentiellement opposés ; dans cette théorie , la chair ce n'est pas simplement la substance moléculaire , la matière inerte , c'est un principe actif qui se pose en face de l'esprit, de telle manière qu'il y a dans les profondeurs de mon être pour ainsi dire deux moi aux prises comme Esaü et Jacob dans les flancs de Rachel. L'esprit devient le bien, et la chair, le mal ; l'esprit représente Dieu, et la chair Satan , en sorte que le duel s'agrandit, et que la lutte de la chair et de l'esprit prend les proportions de la lutte de Satan avec Dieu.

Pourtant nous n'arrivons pas, dans cette théorie, au pur manichéisme : les deux principes ne sont pas métaphysiquement égaux ; mais le dualisme est assez fortement établi par la doctrine et assez puissant sur les consciences pour qu'il en vienne bientôt à marquer tout de son empreinte, et, en effet, l'art, la littérature, la philosophie, la religion du moyen-âge, reproduisent sous les formes les plus diverses ce thème fondamental de l'antagonisme de la personne humaine contre elle-même.

Personne ne niera qu'il n'y ait eu là une conception très-vivante et très-originale du drame secret de la vie morale. Aujourd'hui encore, quand le génie d'un poète ou d'un artiste, nous ouvrant le cœur humain et nous éclairant d'une sombre lueur ses perspectives intimes, nous y fait voir passant dans l'ombre la silhouette de Méphistophélès, nous qui sourions des légendes, nous nous sentons pris de terreur et serrés à la gorge, comme si nous étions nous-mêmes sous l'étreinte de l'ennemi de Faust et de Marguerite. Mais si c'est incontestablement une conception très-poétique, on ne peut pas dire qu'elle soit philosophique au même degré. Seulement, ici, je vous prie de bien comprendre ma pensée.

Dieu me garde de nier l'existence du mal et de contester la réalité de Satan. Il y a eu du mal, il y en a, et il y en aura peut-être toujours, puisque l'homme est libre ; quant à Satan, je ne me soucie



pas de me faire des affaires avec un personnage si dangereux. Non, mais je philosophe librement, vous me le permettez, et je remarque une chose, c'est que depuis la Renaissance on s'est habitué à considérer l'homme comme une force simple qui sort d'un fond de virtualité confuse, et qui, à mesure qu'elle sort de ce fond, fait apparaître l'être humain. On s'est habitué à considérer la vie intime de l'homme comme un développement dont le point de départ est noyé dans les obscurités de la matière, et dont le terme suprême est la clarté souveraine de l'esprit. Dans cette hypothèse, les données éternelles de la conscience morale sont sauvées : le bien reste bien, le mal reste mal ; toutes les fois que vous vous détournez de l'idéal qui gît dans les profondeurs de l'esprit, c'est le mal ; toutes les fois que vous vous élancez vers lui, c'est le bien, — et rien n'est changé aux conditions du mérite et du démérite. Seulement l'antagonisme radical de deux principes au sein de l'homme n'existe plus : à proprement parler, il n'y a plus guerre au-dedans de lui, il y a seulement effort, effort pour s'arracher à cette région ténébreuse où la nature l'a laissé et où l'humanité ne se trouve qu'en puissance. Et si l'on veut donner par quelque comparaison une idée de la vie intime de l'homme, il faut prendre le lion de Milton, ce lion engagé encore à demi dans le limon de la terre naissante, et faisant sortir du sol, par l'effort d'une lente énergie, son corps souple et

puissant. Ainsi la loi de l'homme est de se dégager, et la vraie formule de sa vie serait ce texte de l'admirable sermon de Bossuet que vous connaissez : « *Egredere ! egredere ! Sors, sors !* » Sa loi, à partir de la plus lointaine origine de sa vie morale, est la loi du *progrès continu*

Donc une force simple substituée à un composé de deux forces ; une force qui se développe substituée à deux forces qui luttent entre elles ; un être progressif substitué à un être contradictoire.

Les conséquences sont infinies.

Antérieurement, la guerre étant au for intérieur, l'homme, selon la loi que j'ai signalée plus haut, voyait la guerre partout en dehors de lui : la loi du monde tout entier était la guerre. Ainsi guerre entre les divers règnes de la nature, guerre entre la matière et l'esprit, guerre entre les diverses formes de la vie humaine, c'est-à-dire entre les civilisations diverses, guerre enfin entre la vie présente et la vie future. Aujourd'hui, trouvant en son propre sein le progrès, c'est le progrès que l'homme voit partout : progrès des règnes de la nature les uns sur les autres, progrès de l'esprit sur la matière, progrès des civilisations postérieures sur les antérieures, progrès de la vie future sur la vie présente. Le spectacle du monde est complètement changé, et tandis qu'auparavant qu'il eût été assez bien représenté par un cirque où tout était en proie à un combat éternel et désespérant, maintenant il n'y a

plus qu'une image qui en puisse donner l'idée, c'est l'échelle de Jacob dont les bases portent sur les assises lointaines de l'imparfait, dont le sommet se perd dans les hauteurs inaccessibles du parfait, et sur laquelle monte par une ascension glorieuse et ininterrompue la multitude infinie des êtres.

La loi pratique du monde est aussi complètement changée que sa conception théorique. Auparavant la loi, c'était de mépriser ce qui paraissait inférieur, aujourd'hui, c'est de l'estimer, en tant que matière d'un progrès futur. Auparavant, la loi, c'était de détruire, et le sinistre *væ victis* retentissait d'un bout à l'autre de la création; aujourd'hui la loi, c'est de transformer, et le cri qu'il me semble entendre du bas du sommet de l'échelle, c'est ce cri joyeux que le vainqueur jette en élevant avec lui d'un degré le vaincu : « *Excelsior ! excelsior !* plus haut ! plus haut !

Vous comprenez maintenant le *transitoriis quære æterna*. Repousser du pied les choses passagères dans l'espoir de s'élever plus facilement aux choses éternelles, mais c'est briser l'échelon qui vous a été donné pour vous élever du temps à l'éternité. Ah ! sans doute sur l'échelle de Jacob il y a des anges que leurs ailes peuvent transporter, sans que les pieds fassent leur office. Mais n'est pas ange qui veut, et il est prudent de se rappeler toujours le mot de Pascal : « L'homme n'est ni ange ni bête ,



et le malheur est que qui veut faire l'ange fait la bête. » Acceptons les conditions que nous a faites le Créateur : il nous a donné la terre pour point d'appui et pour base de notre élan : n'ayons point la prétention de partir de plus haut : le vide ne nous fournirait pas l'élasticité dont nous avons besoin pour rebondir.

Vous comprenez maintenant aussi la nouvelle théorie de l'humanité. De même que le monde actuel n'est point à mépriser au regard du monde supérieur, aucune civilisation n'est à mépriser au regard de celles qui l'ont suivie et dépassée. Chacune a été un moment de développement de l'humanité, et à ce titre elles sont toutes dignes de respect. Mais ce n'est pas assez dire : il ne s'agit pas en effet de vénérer les civilisations passées comme d'illustres morts dont rien n'est resté dans le monde qu'un grand nom ; les civilisations ne meurent pas tout entières, et leur poussière inépuisable et féconde doit servir à former les corps robustes et brillants des civilisations nouvelles. Rien ne périt, tout se transforme. La civilisation romaine n'a pas détruit la grecque : elle se l'est assimilée ; la civilisation chrétienne ne doit détruire ni la grecque ni la romaine : elle doit les absorber et les transfigurer. Le fondateur du christianisme lui-même a posé le précepte pratique du progrès : « Je ne suis pas venu briser la loi, je suis venu l'achever ; *non veni solvere*

legem, sed adimplere. » Achevez incessamment tout ce qui incessamment s'ébauche, voilà la tâche, voilà le devoir de l'humanité.

Maintenant nous tenons les principes de l'éducation nouvelle. Le premier, c'est que l'homme est une force progressive ; le second, c'est que l'histoire de l'humanité fournit le type du progrès de l'individu.

L'homme est une force progressive. Qu'est-ce donc que l'enfant ? Le considérerons-nous, ainsi que le font encore aujourd'hui certains systèmes répandus d'éducation, le considérerons-nous comme un récipient destiné à recevoir passivement des opinions, des idées, des croyances qu'il acquerra ainsi pour la vie ? A Dieu ne plaise ! L'enfant, pour nous, c'est un germe qui renferme en soi l'arbre tout entier, et qui le jettera dehors à pleins rameaux, pourvu que la rosée et le soleil le fécondent. L'éducation pour nous n'est donc pas autre chose que l'art de développer un germe. Le mot lui-même veut dire cela : *educere*, faire sortir. « Le mot est bien fait, dit M. Cournot, un universitaire ; il exprime bien que toutes les qualités acquises existent en germe ou en puissance dans les qualités natives ou innées ; mais le germe pourrait rester stérile, cette puissance pourrait demeurer inerte, si les influences extérieures, si l'éducation ne venaient développer le germe, stimuler, exciter les forces latentes et en tirer tout ce qu'elles contiennent véritablement. » — Voilà la première maxime de notre éducation de

l'homme : c'est que nous avons, non pas à former un automate, mais à élever une force.

Et voici notre seconde maxime, c'est que l'humanité, telle que l'histoire nous la révèle, doit concourir tout entière à l'éducation de cette force. Notre idéal n'est point un idéal exclusif. Encore une fois, ce n'est point l'Athénien, ce n'est point le Romain, ce n'est point le Chrétien seulement ; notre idéal, c'est l'homme. Nous voulons l'homme complet, *homo integer*. « Je ne suis pas venu pour briser, mais pour achever » a dit Jésus-Christ. Le problème pour nous est donc d'infuser à cette jeunesse le sang le plus pur du paganisme, en lui inspirant la plus pure essence de l'âme chrétienne.

On associait volontiers autrefois le nom de Voltaire à celui de l'Université. L'esprit de Voltaire a eu du bon en son temps, mais ce n'est pas notre esprit. On ne nous connaît guère, quand on nous convertit en adversaires de l'Evangile. L'Evangile, nous faisons plus que le respecter, nous l'aimons, et je ne crois pas que nous nous cachions pour le dire. Ah ! quand on sent peser sur ses épaules ce poids que l'on a si bien nommé charge d'âmes, ce n'est qu'en tremblant qu'on monte dans la chaire d'où l'on va laisser tomber des paroles peut-être décisives pour tel ou tel de ceux qui vous écoutent, et il faudrait être bien léger ou bien orgueilleux pour oser de cette tribune chétive adresser des sourires moqueurs ou des défis à celui qui enseigne

sur la montagne, comme ayant autorité, *tanquam auctoritatem habens*.

Messieurs, j'ai fini d'effleurer mon sujet; j'ai essayé de vous montrer comment l'Université entend cette parole « *faire des hommes*. » Si j'ai réussi, vous avez pu comprendre combien l'éducation que nous donnons dans nos écoles est appropriée aux besoins de ce siècle qui réclame impérieusement deux choses : des individus et du progrès.

L'Université, nous pouvons le dire, est en union étroite avec le siècle, et c'est là qu'est sa grande force. *Aliter domi, aliter scholæ*, disait-on autrefois. Nous avons changé cela, et les hommes que nous élevons, nous les élevons pour leur temps et pour leur pays; nous faisons vraiment de l'école le vestibule de la société.

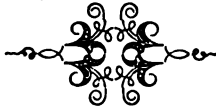
Il importe donc aux maîtres de la jeunesse d'être en rapports constants avec cette société dont ils préparent les membres futurs. Vous l'avez compris, Messieurs, et vous m'avez appelé parmi vous qui représentez la science sécularisée. Près de vous je trouverai ces deux choses, la science et le siècle, et ainsi, dans vos savantes et aimables assemblées, je me rendrai sans fatigue deux fois plus apte à remplir mes fonctions.

Messieurs, Paul-Louis Courier écrivait en 1824 : « Le monde se convertit assez sans que je m'en mêle, chétif. Je serais la mouche du coche, qui se passera bien de mon bourdonnement Il va, mes



amis, et ne cesse d'aller. Si sa marche nous paraît lente, c'est que nous vivons un instant. Mais que de chemin il a fait depuis cinq ou six siècles. A cette heure, en plaine roulant, rien ne le peut plus arrêter. »

Non, sans doute, rien ne le peut plus arrêter ; car il roule encore mieux aujourd'hui que du temps de Paul-Louis ; pourtant il n'est peut-être pas inutile d'y aider de la main.



RÉPONSE DE M. DAUSSY

DIRECTEUR DE L'ACADÉMIE

AU DISCOURS DE RÉCEPTION DE M. ÉDOUARD BOHN.



MONSIEUR,

De toutes les sciences que l'homme puisse cultiver, la plus haute, celle vers laquelle toutes convergent pour s'y résumer, c'est la science de l'homme lui-même. Devant nous se posent des problèmes divers ; la nature physique a ses lois immuables, ses vérités éternelles et absolues, dont il nous est donné de connaître quelques-unes, grâce à des découvertes immortelles, mais dont jamais peut-être le génie humain ne parviendra à dévoiler l'ensemble sublime. Car si les déductions rigoureuses des mathématiques ont pu conduire à la formule exacte et sûre de certaines lois de la matière inerte, que d'incertitudes, et quel profond, je ne veux pourtant pas dire quel impénétrable mystère enveloppent encore, malgré les merveilleux



progrès de la science moderne, tout ce qui concerne la matière organisée ; celle qui se meut et vit. Sait-on seulement ce que c'est que la vie ? Ne sera-ce pas longtemps encore une énigme dont nul mortel ne saura le secret ? Et si, du monde matériel où déjà l'inconnu tient une si grande place, notre esprit se reporte au monde intellectuel et moral pour en étudier les phénomènes bien autrement délicats, obscurs, compliqués, pour s'efforcer d'en dégager les secrètes lois, que de sujets de profondes études, de patients labeurs, dignes d'attirer les esprits sérieux, les âmes élevées ! Mais pour qui ces labeurs, ces études, ces efforts ? Si ce n'est pour l'homme ui-même, pour le mieux connaître dans sa double nature matérielle et immatérielle ? Et pourquoi chercher à le mieux connaître, à pénétrer toutes les lois de sa vie physique et de sa vie morale, si ce n'est pour arriver à le rendre meilleur, à le diriger dans sa véritable voie, à le faire marcher vers ce but de la perfection, qui sera l'éternel objet des efforts humains.

Réfléchir, se retourner sur soi-même, étudier l'homme sous tous ses aspects si variés, creuser et creuser encore cette science de l'homme qu'on appelle la philosophie, et qui comprend la recherche de toutes les causes, c'est satisfaire à une des plus impérieuses nécessités de notre existence. Nous avons le désir d'apprendre, nous sentons le besoin urgent de connaître, c'est pour nous que nous vou-



lons savoir. C'est vers l'homme que nous ramenons comme vers un centre le précieux dépôt de toutes les connaissances conquises.

Dans une de ces solennités universitaires où la parole d'un professeur aimé porte d'utiles conseils à la jeunesse avant de proclamer le succès de son travail, vous avez démontré, il y a cinq ans, la nécessité des études philosophiques qui, dans l'enseignement de nos lycées, viennent couronner et éclairer toutes les études antérieures.

Ce que vous disiez alors au point de vue restreint où vous plaçait votre sujet, permettez-moi de le généraliser et de l'étendre. La vie du monde est ici semblable à la vie de l'école, *non aliter domi aliter scholæ*. Elle demande, dans une bien plus large mesure, avec une intensité bien plus grande, les travaux divers de l'esprit humain qui créent, qui développent, qui approfondissent les sciences. Mais elle exige surtout ce suprême travail qui tire de tous les autres l'utilité dernière et elle veut, au sommet de toutes les sciences, l'indispensable couronnement de la science de l'homme.

Nul ne peut donc se dire désintéressé de ces études, sans lesquelles toutes les autres manquent de but. Mais il n'est pas donné à tous de pouvoir s'y consacrer utilement. Les facultés sont diverses, diverses les aptitudes. C'est le privilège de certaines natures d'esprit de se complaire dans les généralisations et de se mouvoir aisément dans les hautes



régions de la pensée. D'autres, plus près de la terre, accomplissent modestement, mais utilement aussi leur œuvre ; chacun fait son devoir en exerçant les facultés que Dieu lui a départies.

Il vous appartenait, Monsieur, de prendre rang parmi les adeptes de la science philosophique : la nature de votre esprit vous y conduisait : vous aviez le goût inné des belles-lettres.

N'est-ce pas un acheminement à la philosophie que le culte des formes de la pensée humaine. Le lien qui unit le fond à la forme, quand il s'agit de pensée, est si intime que souvent on ne peut les séparer.

Etudier les lettres, c'est donc étudier l'âme humaine, je ne dirai pas dans toutes ses manifestations, mais dans ses plus belles, ses plus hautes, ses plus nobles productions. D'ailleurs les lettres nous mettent en communication avec tous les beaux et grands esprits qui ont honoré et ennobli l'humanité. C'est dans ce commerce avec les anciens et avec les modernes que nous puisons le goût du beau, et que s'éveillent en nous la faculté et le désir de le produire dans la mesure de nos forces.

Produire, créer, besoin incessant, condition indispensable de notre existence ; c'est la vie même. Comprendrait-on que l'esprit humain, satisfait des chefs-d'œuvre qu'il a mis au monde, ravi dans leur contemplation, s'arrêtât désormais immobile ? Non, non. Semblable à cet infortuné que la légende nous

tres de la science, les connaissances variées des grandes et des belles œuvres de l'esprit humain, une érudition qui ne se laisse pas accabler de son propre poids, mais qui se possède et se commande, on remplit déjà beaucoup des conditions nécessaires à la poursuite du but de la philosophie.

Mais il en est une que je place au-dessus de toutes les autres, sans laquelle à mes yeux elles ne sont rien ; rien qu'un danger, d'autant plus grand que l'imagination sera plus vive, le style plus séduisant, la parole plus entraînant. Il faut avant tout, dans ces recherches qui touchent aux plus précieux intérêts de l'humanité, où s'agitent les plus graves et les plus difficiles questions qui font le tourment de notre esprit, et dont l'histoire se lie à celle des plus violents orages de l'âme humaine, il faut apporter cette droiture de cœur, cette sincérité de conviction qui sanctifient les plus vives hardiesses de l'esprit. Il faut que l'amour de la vérité, la passion du bien à chaque instant débordent. C'est à ce signe pour moi que je reconnais ceux auxquels il est permis de porter la main sur les redoutables mystères dont l'existence de l'homme est enveloppée.

J'ai besoin, pour applaudir aux efforts de l'intelligence, à l'essor brillant de la pensée, de sentir s'agiter au-dessous la conviction profonde, ardente ; c'est son tressaillement qui me remue le cœur. Alors je puis bien critiquer ce qui ne satisfait pas

aux exigences de ma raison, mais je sais que j'ai devant moi quelque chose de respectable et de sacré : la conviction, l'amour du bien.

Toutes les âmes n'en sont pas également animées : il en est que les nécessités de la vie ou ses distractions laissent à l'écart de ce mouvement de l'homme vers le bien. D'autres s'y associent mais du cœur et des vœux seulement. Il leur manque l'énergie ; la lutte les effraye, les périls les épouvantent. Se permettre d'avoir une opinion sur certaines choses leur paraît déjà beaucoup de témérité, mais la laisser voir, et bien plus, la soutenir est au-dessus de leurs forces.

Vous avez signalé ces défaillants dans un remarquable discours sur ce que vous avez appelé la solitude, sur cet état où l'âme se place en face d'elle-même, s'isole pour s'étudier, se connaître et prendre possession de ses énergies.

Le caractère, disiez-vous, c'est la fermeté dans la justice. J'accepte la définition. Il faut d'abord avoir une idée claire et arrêtée de la justice, pour s'y tenir avec fermeté. C'est donc dans la solitude de l'âme qu'on peut acquérir cette base essentielle du caractère. Mais le nombre est bien petit de ceux qui ont assez de ressources et de ressort moral pour posséder des opinions qui leur soient propres, et qu'ils aient ensuite le courage de défendre. L'originalité est chose rare.

Ne sera-ce pas une contradiction de dire cepen-

dant que l'exemple peut beaucoup pour le développement des caractères ? Nullement. Il est bien vrai que l'exemple ne crée pas les esprits originaux et fermes, mais ce n'est pas ce dont il s'agit. Il suffit que la contagion des exemples d'indifférence et de passivité n'étouffe pas les caractères qui, naturellement forts, ne demandent, pour se développer et produire, qu'un air libre et pur. Grâce à Dieu, la jeunesse que nous voyons s'élever autour de nous ne manque pas d'une abondante sève. Sur ces jeunes plantes, ces oliviers francs, dites-vous, peuvent se greffer et jaillir en pousses vigoureuses toutes les vertus qui font l'homme et le citoyen ; mais il faut pour cela les soins attentifs et la sollicitude d'une âme, je dirai presque maternelle. Cette âme, suivant vous, respire dans l'Université ; elle a survécu aux liens matériels, aux attaches terrestres qui l'enveloppaient à l'origine. Dégagée maintenant, fortifiée d'ailleurs par la lutte, dans l'atmosphère vivifiante de la liberté, elle enseigne, au profit des générations qui lui sont confiées, les utiles leçons de l'expérience des siècles, elle les met en possession des trésors accumulés par le labeur de tant de générations écoulées, et qui constituent la richesse intellectuelle et morale de l'âme humaine.

Nous aimons à vous entendre, fils respectueux et dévoué, ~~parler~~ ainsi de votre mère, *alma paréns*. Nous sentons circuler dans vos veines ce feu brûlant ;

aux exigences de ma raison, mais je sais que j'ai devant moi quelque chose de respectable et de sacré : la conviction, l'amour du bien.

Toutes les âmes n'en sont pas également animées : il en est que les nécessités de la vie ou ses distractions laissent à l'écart de ce mouvement de l'homme vers le bien. D'autres s'y associent mais du cœur et des vœux seulement. Il leur manque l'énergie ; la lutte les effraye, les périls les épouvantent. Se permettre d'avoir une opinion sur certaines choses leur paraît déjà beaucoup de témérité, mais la laisser voir, et bien plus, la soutenir est au-dessus de leurs forces.

Vous avez signalé ces défaillants dans un remarquable discours sur ce que vous avez appelé la solitude, sur cet état où l'âme se place en face d'elle-même, s'isole pour s'étudier, se connaître et prendre possession de ses énergies.

Le caractère, disiez-vous, c'est la fermeté dans la justice. J'accepte la définition. Il faut d'abord avoir une idée claire et arrêtée de la justice, pour s'y tenir avec fermeté. C'est donc dans la solitude de l'âme qu'on peut acquérir cette base essentielle du caractère. Mais le nombre est bien petit de ceux qui ont assez de ressources et de ressort moral pour posséder des opinions qui leur soient propres, et qu'ils aient ensuite le courage de défendre. L'originalité est chose rare.

Ne sera-ce pas une contradiction de dire cepen-

dant que l'exemple peut beaucoup pour le développement des caractères ? Nullement. Il est bien vrai que l'exemple ne crée pas les esprits originaux et fermes, mais ce n'est pas ce dont il s'agit. Il suffit que la contagion des exemples d'indifférence et de passivité n'étouffe pas les caractères qui, naturellement forts, ne demandent, pour se développer et produire, qu'un air libre et pur. Grâce à Dieu, la jeunesse que nous voyons s'élever autour de nous ne manque pas d'une abondante sève. Sur ces jeunes plantes, ces oliviers francs, dites-vous, peuvent se greffer et jaillir en pousses vigoureuses toutes les vertus qui font l'homme et le citoyen ; mais il faut pour cela les soins attentifs et la sollicitude d'une âme, je dirai presque maternelle. Cette âme, suivant vous, respire dans l'Université ; elle a survécu aux liens matériels, aux attaches terrestres qui l'enveloppaient à l'origine. Dégagée maintenant, fortifiée d'ailleurs par la lutte, dans l'atmosphère vivifiante de la liberté, elle enseigne, au profit des générations qui lui sont confiées, les utiles leçons de l'expérience des siècles, elle les met en possession des trésors accumulés par le labeur de tant de générations écoulées, et qui constituent la richesse intellectuelle et morale de l'âme humaine.

Nous aimons à vous entendre, fils respectueux et dévoué, ~~parler~~ ainsi de votre mère, *alma paréns*. Nous sentons circuler dans vos veines ce feu brûlant ;

cet amour de la vérité, cette jeune ardeur pour le bien qui doit en effet animer ceux dont le devoir est de faire fructifier les semences de l'avenir.

Mais ne croyez pas que vous soyez pour nous un inconnu et que vous ayez besoin de nous dire d'où vous venez, ce que vous avez été, qui vous êtes. Nous vous connaissons, Monsieur.

Vous avez eu une part active et brillante dans le mouvement intellectuel qui s'est produit récemment sous une haute impulsion. L'Académie s'était empressée d'exprimer à M. le Ministre tout l'intérêt qu'elle prenait à des lectures publiques dont l'effet devait être de répandre la lumière et de stimuler le travail et l'intelligence ; elle lui avait annoncé que plusieurs de ses membres s'étaient proposés pour concourir à cette œuvre excellente ; elle ne pouvait rester indifférente à l'éclatant succès que vous y avez obtenu. Vous avez su, Monsieur, attirer sur des questions graves des esprits qui n'y étaient ni exercés, ni même préparés ; vous avez su les y attacher ; vous les avez captivés par le charme d'une parole éloquente, par les grâces d'un style où l'abondance de la pensée n'en détruit pas la vigueur. Vous les avez élevés, et les soutenant en haut, vous leur avez montré, d'un rapide coup-d'œil jeté sur le passé de l'homme, des horizons inconnus. Je n'ai pas besoin de vous dire l'accueil qui fut fait à vos lectures. Une distinction universitaire est venue d'en haut consacrer votre succès. Je n'ai pas besoin non

plus d'ajouter qu'un mouvement ne se produit jamais sans amener une résistance, à moins qu'on ne se meuve dans le vide. Mais le mouvement, l'effort, la lutte, le travail, c'est la loi de notre existence. Croire que l'esprit humain doit et peut s'immobiliser : erreur profonde.

Il faut, au contraire, qu'il agisse, qu'il se remue, qu'il travaille toujours, sans relâche. Et nous devons, autant qu'il est en nous, stimuler le développement de son activité, mais en la tournant vers le bien.

Il est des natures expansives et généreuses dont on connaît du premier jour les aspirations, car elles se montrent tout entières au dehors, n'ayant rien à cacher. Sans les avoir encore rencontrées on les reconnaît; et sentant qu'on a trouvé une âme sympathique, animée de l'amour du beau et de la passion du bien, on dit sans hésiter : Venez parmi nous prendre place, vous êtes des nôtres.





LE LIBRE-ÉCHANGE

PAR M. MATHIEU.

(Séance du 24 Juin 1865).



AVANT-PROPOS.

Avant de faire la lecture prescrite par le règlement, j'éprouve le désir de vous déclarer, avec une entière franchise, quelle est mon opinion sur le choix de mon sujet.

Mon intention est de vous parler aujourd'hui du Libre-échange, et je crois qu'il m'est permis de le faire ;

1° Parce que vos précédents m'y autorisent : en 1847, vous avez nommé une commission, entendu un rapport suivi d'une discussion, et voté sur la question dont il s'agit ;

2° Parce que l'Economie politique, d'après une nouvelle école, se présente à nous comme une science, se place par cela même dans le domaine

des Académies, et doit, par conséquent, se soumettre à l'examen ;

3° Parce qu'il faut faire , pour cet examen , les distinctions suivantes : combattre le Libre-échange, ce n'est pas , il s'en faut bien , attaquer le gouvernement , que le Libre-échange veut entraîner et désarmer par l'application absolue de son principe ; et repousser ce principe, ce n'est pas désirer la guerre, mais simplement le rejet de toute demande contraire aux intérêts nationaux ;

4° Enfin , parce que la précaution très-sage que vous prenez d'éloigner de l'Académie toute discussion politique me paraît , toutefois , admettre une exception, c'est-à-dire la liberté de considérer l'action de l'État dans ses rapports nécessaires avec vos sujets d'étude : l'Agriculture , l'Industrie , le Commerce ; et parce que, s'il vous était absolument interdit de la considérer à ce point de vue, vous seriez obligés de garder le silence sur les questions principales qui intéressent votre pays.

Ce silence , Messieurs , je le garderai dès aujourd'hui, si vous le jugez à propos ; je me conformerai à vos intentions pour l'avenir, et, pour le moment, j'aurai toujours fait preuve de bonne volonté.



ENCORE UN MOT SUR LE LIBRE-ÉCHANGE


MESSIEURS,

Après tous les écrits, toutes les discussions et tous les discours auxquels a donné lieu le Libre-échange, quand on manifeste l'intention de parler encore sur un semblable sujet, la première pensée qui se présente à l'esprit de l'auditeur est celle-ci : mais la question n'est-elle pas épuisée ?... Certainement, s'empressent de répondre les partisans du Libre-échange, la question est épuisée ; les débats sont fermés ; le jugement est prononcé. Désormais, la liberté commerciale sans limite est une *vérité* que le progrès des sciences et de la civilisation a définitivement conquise sur les préjugés de nos pères ; c'est l'exercice d'un *droit naturel*, antérieur et supérieur aux lois civiles, que la Justice défend à tout gouvernement d'entraver ; c'est une *source de prospérité* et de bonheur où doit puiser tout peuple

assez intelligent pour en comprendre le prix. S'il existe encore dans la pratique quelques mesures de protection, ce sont des moyens transitoires qui conduisent à notre but, et qui vont bientôt finir par disparaître.

Maintenant, il ne reste plus qu'à tirer les conséquences de notre admirable découverte, et pour en transmettre les bienfaits aux âges futurs, qu'à faire enseigner dans les lycées l'Economie politique dont le Libre-échange serait la base et le dogme fondamental.

En présence de ce projet, et d'un pareil chant de triomphe, que doivent faire les partisans de la Protection ? Doivent-ils s'incliner profondément, et garder le silence comme des vaincus résignés à leur sort ?... Une foule de motifs s'y opposent, et nous n'en citerons que quelques-uns qui nous paraissent très-dignes de votre judicieuse attention : d'abord, l'extrême importance du sujet ; nous avons vu des puissances de premier ordre sur le point de se faire la guerre pour des questions de tarifs ; ensuite, la certitude que l'erreur existe inévitablement, soit d'un côté, soit de l'autre, puisque les affirmations sont contradictoires ; et, enfin, l'impossibilité de rester neutre, puisque ne pas agir serait prendre parti. C'est pourquoi nous avons pensé qu'il nous était permis ¹ de vous dire encore quelques mots en faveur de la vérité, quand d'autres ne se lassent pas d'en répéter la négation.



Pour la connaître sous ce rapport, on a été jusqu'à employer l'algèbre ; nous ne suivrons pas cet exemple ; mais si nous repoussons aujourd'hui le cortège effrayant des x et des y , nous trouvons utile, toutefois, dans une question si compliquée, présentant une multitude de faces différentes comme ces miroirs mobiles dont on se sert pour éblouir les oiseaux, de suivre la méthode employée par les mathématiciens pour leurs problèmes, leurs équations et leurs formules, et qui consiste à tout réduire à sa plus simple expression. Or, la plus simple expression de la question du Libre-échange nous paraît être celle-ci : existe-t-il, ou n'existe-t-il pas, dans le commerce extérieur, un intérêt national distinct de l'intérêt privé ? Si cet intérêt n'existe pas, ou s'il se confond toujours nécessairement avec l'intérêt particulier, le Libre-échange a gagné sa cause : Pourquoi limiter une liberté qui ne peut nuire à l'ensemble de la nation ? Mais si cet intérêt national existe, s'il est souvent distinct de l'intérêt privé, il ne peut pas être abandonné au hasard ; et qui le défendra, qui le servira, si ce n'est le gouvernement ² dont l'intervention alors est un droit et un devoir ? Dans ce dernier cas, le Libre-échange est condamné ; cela est évident ; cela est plus clair que le jour.

Que toute nation, quelle qu'elle soit, en quel que lieu du monde qu'on la suppose placée, ait un intérêt dans son commerce extérieur, c'est une vérité

tellement évidente qu'elle ne paraît avoir besoin d'aucune démonstration : tous les peuples tant soit peu civilisés l'ont reconnue, et cela se conçoit. Malgré des différences si grandes qu'elles ne permettent pas de comparer, mais qui n'empêchent pas toutefois de faire comprendre, une nation n'est pas tout-à-fait sans rapport avec une société anonyme dont les actionnaires peuvent espérer un dividende plus ou moins fort, ou craindre un sinistre plus ou moins important, selon les gains ou selon les pertes de cette société, et selon la manière plus ou moins intelligente dont ses affaires sont conduites par le gérant : il ne vient à l'esprit de personne d'affirmer que la société n'a pas d'intérêt dans le succès de ses opérations. Pour la nation, le gérant, c'est le gouvernement : tous les individus qui la composent sont actionnaires, et paient leurs actions par les impôts, par le service militaire, et par toutes les fonctions qu'ils remplissent au profit de l'ensemble, de manière que chacun puisse avoir sa part, directement ou indirectement, dans le gain ou dans la perte de l'association. Il nous paraît vraiment inutile d'insister sur ce point, surtout ici.

L'action du gouvernement, pour défendre et pour servir l'intérêt de la nation dans le commerce extérieur, constitue ce que nous avons droit d'appeler la *nationalité* de ce commerce. La nationalité existe pour les territoires, pour les personnes et pour les pavillons, pourquoi n'existerait-elle pas aussi pour



les fortunes mobiles que le commerce international peut augmenter ou diminuer ? Ne serait-il pas étrange que dans un moment où l'on parle tant de nationalité, l'on veuille la détruire partout quand il s'agit du commerce extérieur. Le Libre-échange prétendrait-il que pour ce commerce, bien différent de tous les autres, la perte est impossible ? C'est effectivement l'un des mystères qu'il nous propose à croire, et pour nous l'imposer, voici son motif.

Dans le commerce extérieur, il ne faut pas distinguer entre la vente et l'échange, comme le font, pour la loi civile, les auteurs du Code Napoléon ; tout se réduit à ce dernier contrat ; on donne un produit pour en recevoir un autre, et la nation doit préférer ce que préfère l'individu beaucoup mieux éclairé qu'elle même sur ses propres intérêts ; pour l'une comme pour l'autre les valeurs des objets sont identiques.

Nous ne pouvons accepter un semblable affirmation.

Expression d'un rapport entre un objet et son possesseur, la valeur de cet objet ne peut toujours rester la même, quand l'un des deux termes de ce rapport est changé ; et l'un de ces deux termes change quand on considère la valeur par rapport à l'individu, ou par rapport à la nation dont il est un élément. Arriver à soutenir l'identité de la valeur à ces deux points de vue, serait affirmer l'identité entre la fraction et le tout, entre la vie nationale et la vie individuelle. Sans énumérer toutes les diffé-

rences qui existent entre l'une et l'autre, qu'il nous suffise pour le moment de remarquer que l'individu placé dans la nation dont il fait partie est défendu par elle, c'est-à-dire par les pouvoirs et les forces qui la représentent, tandis que la nation placée entre des peuples rivaux est obligée de se défendre elle-même, et de veiller à son indépendance, à la conservation comme au développement de sa vie. La valeur des objets pour elle consiste donc dans leur degré d'influence sur sa vie, et comme cette valeur n'est pas toujours celle que cherchent les individus, comme tout objet échangeable ne peut pas toujours être échangé, il s'ensuit qu'elle ne peut renoncer à sa liberté d'agir sur le commerce extérieur, et qu'elle doit, par conséquent, repousser le Libre-échange, au moins tel qu'il s'arroge le droit de venir s'imposer.

Ce Libre-échange, en effet, n'est pas la liberté ; bien loin de là ; n'étant rien autre chose que l'anarchie en matière commerciale, il détruit complètement la liberté de la nation, et réduit celle-ci, sous ce rapport, au triste état de l'esclavage. Abaissée jusqu'à ce point, il faut qu'elle achète quand elle ne doit pas le faire ; il faut qu'elle vende quand son intérêt le plus grand lui prescrit de garder : toute condition pour mettre l'intérêt particulier d'accord avec le sien lui est absolument interdite. Et c'est un pareil principe que l'on voudrait imposer comme la base, comme le *dogme fondamental* de l'Economie

politique ! Mais qu'aurait donc de politique, nous le demandons, une semblable économie ? Loin d'être seulement l'auxiliaire de la politique, dans le commerce extérieur, elle en est, au contraire, la négation formelle. L'Economie politique, vous le savez, n'est pas plus la science des richesses que la médecine n'est la science des médicaments, que la stratégie n'est la science des armes, que la peinture n'est la science des couleurs ; pour une nation, c'est *l'art* ⁴ *de posséder justement de la manière la plus utile à sa vie ; à sa vie physique et à sa vie morale, à sa vie dans le présent et à sa vie dans l'avenir ; et cet art indispensable, qui a la possession pour objet, la vie pour but, le travail pour moyen, la justice pour limite*, qui comprend nécessairement la défense, la production et le bon emploi de la richesse, comment une nation pourra-t-elle l'exercer, si elle renonce à la liberté de le faire ? Exercée comment elle doit l'être cependant, cette liberté n'est pas destructive, comme le serait le Libre-échange ; elle se combine avec celle de l'individu, avec celle des autres peuples, et de la juste combinaison des forces résulterait pour tous la liberté ⁵ et la vie.

Et ici, que de choses nous pourrions ajouter à l'appui de notre thèse, soit en vous montrant l'accord de l'Economie politique ou nationale, avec l'Economie individuelle ou domestique, avec l'Economie générale ou humanitaire, chacune d'elles s'exerçant dans ses véritables limites, déterminées

par le droit privé, le droit public et le droit des gens, conformément à l'existence du genre humain tel qu'il est, et non tel que se le figure une dangereuse utopie ; soit en vous prouvant combien grande, pour une nation, est la différence entre des valeurs éphémères, et celles dont la durée, dont l'extrême utilité sont pour elle de la plus haute importance ; mais nous ne devons pas oublier que nous avons voulu tout d'abord nous restreindre ; et nous pensons en avoir dit assez pour faire voir que le prétendu Libre-échange n'est pas une vérité, mais une erreur déplorable ; et qu'il ne peut, par conséquent, invoquer la Justice.

Il n'est pas juste cependant, nous dit notre adversaire, qu'une nation préfère l'intérêt d'un petit nombre de ses nationaux à celui de la majorité ; et comme partout les producteurs sont moins nombreux que les consommateurs, il s'ensuit que partout c'est l'intérêt de ces derniers qui doit être préféré. Tel est son principal argument, qu'il regarde comme accessible même aux intelligences de la plus faible portée. Nous en convenons, et s'il fonde ses espérances sur des intelligences de ce genre, il a des chances pour réussir. Nous ne contestons pas que les consommateurs soient plus nombreux que les producteurs ; et nous trouvons même, sous ce rapport, que le Libre-échange ne va pas assez loin ; dans une nation, les consommateurs ne sont pas une majorité, c'est la totalité, et leur intérêt est un


intérêt national. Mais c'est précisément parce que l'intérêt des consommateurs est un intérêt national, qu'il n'est pas juste d'abandonner le soin de le servir à des étrangers qui peuvent, en un instant, devenir des ennemis, et qu'il faut qu'une nation, pour conserver son indépendance, produise elle-même, autant que possible, sa nourriture, ses vêtements, ses vaisseaux et ses armes.

Si l'agriculture, si l'industrie, si la marine, forment chez elle des minorités par rapport aux consommateurs, ce sont des minorités nécessaires à l'ensemble, et chacune d'elles, par conséquent, doit être protégée par les forces du tout. La main droite dans le corps humain est une faible fraction ; mais c'est une fraction nécessaire à tout le corps, et l'intérêt de celui-ci doit être d'en conserver l'usage, et de ne pas se réduire à la dure nécessité de recourir à des mains étrangères, dût-il même pour cela faire quelques sacrifices. Il n'est donc pas injuste qu'une nation protège son industrie, puisqu'en la protégeant elle se protège elle-même, et qu'il faut bien lui accorder le droit de vivre.

En vain prétendrait-on qu'elle serait injuste alors envers les étrangers auxquels l'égalité des armes serait refusée dans la lutte commerciale. S'il était juste, en effet, qu'une nation, ou l'autorité qui la représente, fût indifférente au succès de cette lutte ; si le résultat, quel qu'il fût, devait toujours tourner à son propre avantage, on conçoit qu'elle pour-

rait offrir à ses rivaux l'égalité des armes, en supposant qu'il fût possible d'y parvenir sans le secours de la protection ; mais il n'en est pas ainsi. La position topographique de chaque nation est plus ou moins avantageuse ; la proportion n'est pas la même chez toutes entre l'étendue du sol et la population ; les prix des terres et les impôts sont différents ainsi que les capitaux possédés. Ces inégalités et beaucoup d'autres, l'habileté de l'ouvrier réduite à ses propres forces ne pourrait pas les surmonter , pas plus que la bravoure du soldat ne peut changer une position mauvaise sans le concours de son chef. En mettant sur la même ligne ses nationaux qui lui paient des impôts de tous les genres, et même l'impôt du sang, avec les étrangers qui la contrecarrent dans toutes ses entreprises , sous l'apparence de l'égalité , une nation commettrait la plus révoltante injustice. Autant vaudrait , dans une armée, enlever aux soldats leurs armes de précision , parce que l'ennemi n'en a pas de même valeur. La Justice n'est donc pas en faveur du Libre-échange , mais bien plutôt en faveur de la Protection.

Injuste et faux comme nous venons de le voir, comment le Libre-échange pourrait-il être une source de prospérité ? Un mauvais arbre ne porte pas de bons fruits. La force vitale qui fait mouvoir l'industrie, c'est le gain ; et point de gain sans acheteurs. Diminuez-en le nombre , vous la faites languir ; supprimez-les, vous la faites mourir. Et cette force



vitale, le Libre-échange s'occupe-t-il de la conserver et de la défendre ? Pas le moins du monde, cela ne le regarde pas. Son but en ce moment se borne à détruire la Protection, et à la faire détruire par ceux-là mêmes qui doivent l'exercer. Une fois ce chef-d'œuvre accompli, comment pourrait-il faire le bonheur d'une nation, puisque son principe précisément consiste à laisser faire ? Dira-t-il que s'il n'agit pas il permettra d'agir, et que cela suffit ; qu'une fois son principe appliqué, et l'action individuelle substituée à l'action de l'Etat, le bonheur public viendra comme de lui-même ? C'est effectivement ce qu'il affirme, quoiqu'il n'en sache rien. Depuis longtemps la Protection avait cru le contraire, et l'histoire est là pour témoigner qu'elle ne s'est pas trompée ; elle avait cru, comme le veut la raison, que pour faire le bonheur d'un peuple, il fallait prendre des mesures capables d'y parvenir. Mais le Libre-échange a découvert qu'une méthode de ce genre est devenue tout-à-fait surannée ; que les hommes se sont tellement perfectionnés qu'ils n'ont plus besoin de secours ; et qu'il suffit de leur dire, quant au commerce extérieur : marchez vers la prospérité comme vous l'entendez, pour que la chose s'opère inévitablement ; la civilisation moderne devra produire cet effet merveilleux, et si vous ne voulez pas le croire, c'est que vous êtes un demeurant d'un autre âge.

Certainement, nous ne le croyons pas ; et quand nous refusons de soumettre notre raison à la volonté du Libre-échange, nous sommes de notre temps, et

nous aimons notre pays. Nous pensons que ce n'est pas encourager l'industrie que d'appeler près d'elle en plus grand nombre les forces qui la combattent ; que c'est plutôt la décourager, au contraire, et lui faire craindre de se voir abandonnée. En suivant des conseils aussi funestes que ceux du Libre-échange, en voulant rendre égales des conditions qui ne peuvent jamais l'être, une nation s'expose à donner outre mesure des valeurs générales ⁷ contre des valeurs spéciales, et à perdre la possession d'une partie de son numéraire pour des objets que la consommation fait bientôt disparaître. Et remarquez que nous disons *la possession* et non pas la présence, car même après avoir changé de maître, le numéraire quelquefois ne change pas de lieu, et reste dans le même pays d'une manière très-onéreuse, et très-capable de faire illusion. Elle peut enlever à beaucoup de ses ouvriers le salaire indispensable à leur existence, et cela pour le donner à qui ?... aux consommateurs, en apparence, mais en réalité aux ouvriers de l'étranger ; elle peut diminuer le produit du sol, réduire à l'état de non-valeur une foule de constructions, et par ses atteintes indirectes contre les personnes et les propriétés, compromettre ses finances, son armée et sa marine. Ainsi désarmée, on la verrait bientôt obligée de subir tristement l'exigence de ses rivaux ; pour elle, le Libre-échange ne serait pas une source de prospérité, ce serait un malheur.


Voilà bien, va s'écrier le Libre-échange, le lan-

gage de ces esprits chagrins, toujours prompts à blâmer, et qui n'avaient que des malheurs à nous prédire, quand la France a voulu faire un pas dans la voie de la liberté ; ce pas a été fait ; que nous est-il arrivé de fâcheux ? Nos fabriques travaillent ; plusieurs sont en prospérité ; nos exportations sont plus importantes qu'elles ne l'ont jamais été ; elles surpassent nos importations ; et l'Angleterre, que l'on nous présentait comme un épouvantail , nous achète beaucoup plus qu'elle ne nous vend ; son exemple devrait nous instruire. En présence d'un résultat si capable de la confondre , au lieu de reconnaître humblement son erreur , la Protection aujourd'hui se tient dans les hauteurs des généralités ; elle promène son regard sur la surface du globe, oubliant que ce qu'il faut en affaires , ce ne sont pas de vaines théories, mais des faits, mais des chiffres, et que tout doit plier devant leur inexorable rigueur. Lorsqu'il ne s'agit entre nous que des luttes pacifiques de l'industrie, toujours favorables au grand nombre, elle va prendre ses comparaisons dans l'armée dont chacun connaît l'organisation spéciale. Cette armée , d'ailleurs , je la rendrais moins nécessaire et moins nombreuse ; en détruisant les barrières que l'erreur a élevées , et que l'erreur maintient encore, j'augmenterais entre tous les peuples les sentiments de fraternité capables de conserver la paix , et je pratiquerais ainsi la meilleure de toutes les morales.

A ce dernier grief répondons tout d'abord.

Ce qui conserve la fraternité, ce n'est pas, comme le veut le Libre-échange, la destruction des limites, c'est le respect de toutes les possessions légitimes ; et l'on n'augmenterait pas la force des sentiments affectueux, par exemple, entre les propriétaires et ceux qui voudraient l'être, en proclamant la suppression des murs, des fossés et des haies, en renonçant pour toujours à tout moyen de défense. Vainement objecterait-on que la comparaison ne peut s'appliquer à la question dont il s'agit, puisque la nation, représentée par les pouvoirs dirigeants, ne possède pas ce que possèdent les particuliers au même degré, certainement ; mais elle les possède toutefois sous un certain rapport qui lui permet de lever des contributions, et qui lui fait en même temps un devoir rigoureux de rendre en protection ce qu'elle reçoit en impôt. Le devoir et le droit sont ici corrélatifs, et ne pas reconnaître ce devoir, c'est, en quelque sorte, et sous un rapport, abandonner la possession, c'est faire un pas vers le communisme. Regarderait-on le communisme comme un moyen d'établir la fraternité ?.. Tel n'est pas notre avis.

Malgré l'ennui que donnent parfois les chiffres, nous ne refusons pas de les employer quand il le faut ; mais si nous nous sommes tenu jusqu'à présent dans les considérations générales, ce n'est pas sans motif. En s'élevant au-dessus d'un horizon borné



qui empêche la vue de s'étendre, on aperçoit et l'on fait apercevoir plus facilement de quel côté se trouve la vérité ; on comprend mieux la nécessité absolue de tenir compte de ces grandes individualités collectives dans lesquelles se partage le genre humain ; on reconnaît avec plus de certitude que le Libre-échange veut les détruire, au moins en matière commerciale, afin d'y substituer nous ne savons quelle chimère de république universelle, disons mieux, afin d'y substituer le chaos qu'aucune intelligence supérieure n'aura le droit de venir débrouiller. Ensuite, dans cette atmosphère élevée, on est plus libre d'exprimer sa pensée sans entrave ; car si tout citoyen doit respecter le gouvernement de son pays, s'il est, sous ce rapport, des limites à observer, des convenances à garder, les généralités de la synthèse lui enlèvent toute crainte à cet égard ; enfin, la vérité, s'il la trouve, ne doit pas être seulement nationale, elle doit être universelle ; nationale, nécessairement, dans ses moyens d'application, elle doit être absolument générale dans son principe.

Notre principe, à nous, est le droit, pour chaque nation, de défendre et d'augmenter sa fortune et sa vie par tous les moyens que permet la Justice, et l'exercice de ce droit implique la liberté. — Notre principe, par conséquent, est aussi la liberté, mais entendue comme elle doit l'être, mais applicable à la nation comme à l'individu. C'est cette liberté que nous réclamons, que le Libre-échange ne veut pas comprendre, et qu'il s'acharne, au contraire, à dé-

truire avec une incroyable obstination. Nous ne voulons pas substituer l'action de l'Etat à l'action de l'individu, ni celle-ci à l'action de l'Etat, pas plus que nous ne voulons remplacer les propriétés particulières par la possession nationale, ou la seconde par les premières ; nous demandons seulement, nous l'avons dit, que les deux forces se combinent dans les limites que leur assignent la Justice et la satisfaction des intérêts véritables. L'observation de ces limites, il est vrai, demande des intelligences au-dessus de cette faible portée dont se contente le Libre-échange. L'art économique vraiment digne de ce nom est nécessairement une partie de la politique, puisqu'il s'applique à la communauté nationale; et pour exercer cet art, *de la manière la plus utile à la vie du peuple*, en respectant d'un côté la liberté individuelle des nationaux auxquels on ne doit imposer que les restrictions nécessaires, et de l'autre, celle des nations étrangères dont il est nécessaire aussi de reconnaître les droits, il faut, nous en convenons, des législateurs éminents, capables de faire autre chose que ce que pourrait dire le plus ignorant comme le plus insouciant de tous les hommes : *laissez faire, et laissez passer*.

Et voyez comme ce principe : liberté pour chaque nation d'acheter ou de ne pas acheter, de vendre ou de ne pas vendre telle ou telle marchandise, ou bien de ne le faire qu'à certaines conditions, selon que son intérêt le demande, serait favorable au maintien de la paix, s'il était une fois admis dans le

droit public des nations ; s'il était bien entendu que le mouvement des tarifs ne deviendra jamais un cas de guerre, quand il ne sera pas contraire aux traités existants ; et si de part et d'autre on renonçait pour toujours à la menace, comme le voulait dernièrement avec tant de raison lord Stanley. Plus de péril alors dans le rejet de toute demande contraire à l'intérêt national ; plus de cette nécessité si fréquente, hélas ! pour la diplomatie de choisir entre deux maux ; plus d'obligation pour un peuple de se laisser ruiner, de se laisser empoisonner, de se laisser désarmer, et même de se désarmer lui-même, comme on prétend qu'il doit le faire pour la plus grande gloire du Libre-échange, et pour le plus grand bien de ceux qui en profitent.

Rien donc de plus favorable à la paix que la liberté nationale pour le commerce extérieur ; et c'est cette liberté que le Libre-échange détruirait sur le champ, s'il ne rencontrait pas dans la nature même des associations politiques une résistance inévitable. Ne pouvant arriver tout de suite à ses fins, il se résigne, et veut bien tolérer que l'on fasse des traités, pourvu qu'il en soit le but. Il ne voit pas qu'un traité commercial est une protestation contre son principe. Que font, en effet, les plénipotentiaires dans un traité ? Ils stipulent ou doivent stipuler pour les intérêts nationaux des peuples qu'ils représentent ; ces intérêts existent donc, et dans ce cas, avons-nous dit, le Libre-échange est

condamné. Mais devant la logique, le Libre-échange ne recule pas ; il veut être la base et le but des traités ; c'est-à-dire que la liberté nationale en vertu de laquelle on traite, doit avoir pour but de s'anéantir elle-même, et d'arriver le plus vite possible à l'heureux moment où elle n'aura plus le droit de faire aucune convention de ce genre.

En 1860, on a fait avec l'Angleterre un traité qui modifie les tarifs dans le sens de la baisse ; mais qui n'abandonne pas cependant la Protection, *il ne faut pas l'oublier* ; et maintenant, des deux côtés du détroit, on se félicite des effets qu'il a produits : il est avantageux au royaume-uni, disent les ministres anglais, il profite à la France répètent nos hommes d'Etat. Toujours est-il que nous faisons des affaires considérables, mais faisons nous de bonnes affaires ? Telle est la question que la Protection s'adresse, et que le Libre-échange ne permet pas même de poser ; pour lui, les affaires sont toujours bonnes, le nombre fait tout. La question, toutefois, n'est pas sans difficulté ; car si d'un côté nous sommes absolument certain que l'expérience ne peut contredire un principe évident ; de l'autre, nous n'avons pas toutes les données nécessaires pour démontrer la solution du problème, comme le voudrait la méthode dont nous avons parlé tout d'abord, et nous devons nous borner à quelques réflexions sur les points que tout-à-l'heure nous signalaient nos adversaires.

Le mouvement est considérable avons-nous dit, mais il augmente depuis plus de quarante ans, et l'on ne peut accuser la Protection de l'avoir arrêté. Il est vrai que depuis 1860 l'augmentation est devenue plus forte, mais les effets n'en sont pas favorables sur tous les points. Il n'y a pas encore longtemps que les Conseils généraux signalaient l'extinction de plusieurs de nos forges, et dernièrement le Conseil général du Cher refusait d'appliquer le mot de prospérité aux établissements métallurgiques de ce département. Cela ne doit pas nous surprendre : en 1841, nous recevions de l'étranger pour sept millions quatre cent mille francs de fer et de fonte ; et, en 1862, nous en recevons pour cinquante neuf millions huit cent mille francs.

Le mouvement le plus visible, d'ailleurs, celui des marchandises, ne représente pas entièrement le compte courant de la France avec l'étranger ; celui des métaux précieux ne peut être exactement constaté, comme le reconnaît l'administration des Douanes ; ⁸ et quand ils entrent en France sous la forme de monnaie, ou bien sous celle de lingots, on ne sait pas s'ils ont pour but un paiement, un emprunt, ou bien une livraison. Ensuite, nous payons à l'étranger des frets considérables, quand ses nombreux navires transportent nos marchandises ; des intérêts et des dividendes, quand ses immenses capitaux prennent part à nos emprunts et à nos entreprises ; des bénéfices importants, quand ses

compagnies font chez nous des spéculations en rapport avec leurs ressources ; enfin, pour toute espèce de services, apparents ou réels, et il ne néglige rien pour nous les rendre nécessaires, il faut payer.

En 1861, quand on se félicitait de voir les blés étrangers arriver promptement et en abondance, pour combler le déficit de nos récoltes, on ne faisait pas attention que le transport en avait lieu presque entièrement par la marine étrangère, et que nous étions obligés de lui payer un fret qui aurait fait le plus grand bien à notre marine marchande.

D'après nos tableaux du commerce, la part de notre marine dans la navigation de concurrence, en y joignant la navigation réservée, aurait été, pour le Commerce général, ⁹ valeurs officielles, ¹⁰ et pour la période de 1827 à 1836, de 51,40 pour cent ; de 46,10 pour celle de 1837 à 1846 ; de 45,60 pour les dix années suivantes, ¹¹ et depuis, la proportion ne va pas en s'améliorant, comme on peut le prouver par des chiffres qu'il serait en ce moment trop long de vous citer. De ces chiffres on peut conclure, sans aucune témérité, que notre marine ne s'est pas développée comme l'on fait les marines étrangères ; et que, relativement aux progrès de celles-ci, nous avons décliné, cela n'est que trop certain. ¹² Nous faisons cette observation avec d'autant plus de regret, que notre marine marchande fournit des matelots à nos vaisseaux de guerre, et que son infériorité relative ne peut que porter pré-

judice à notre puissance maritime. En présence d'un mouvement de ce genre, si l'on enlevait à notre pavillon la part de protection qui lui reste encore, et dont il a besoin, que pourrait-on y gagner?... l'approbation du Libre-échange?... Celui-ci, chacun le sait, ne craint jamais l'étranger, et ne croit pas à l'existence de la guerre aux écus. Peut-être va-t-il penser que l'Angleterre donnera du fret à nos marins; puisqu'elle achète à nos industriels des produits fabriqués; depuis quelques années surtout les achats de nos voisins exaltent ses espérances.

Quand nous considérons, en effet, les tableaux de notre commerce, la différence paraît grande entre ces achats et les nôtres.

En 1862, par exemple, notre exportation en Angleterre, valeurs actuelles, s'est élevée à la somme de 619,524,540 fr.
et notre importation de ce pays à. 525,656,642

Différence en notre faveur . . . 93,867,898 fr.

Mais pendant ce même espace de temps, nous avons reçu en marchandises, déduction faite de nos ventes, des Indes anglaises. . 63,176,031
de l'île Maurice . . . 6,327,669
des possessions angl.
en Amérique 863,921

70,367,621

Ce qui réduit la différence à . . . 23,500,277 fr.

Ensuite, dans notre exportation, se trouvent comprises des matières alimentaires que nous cesserions de fournir, au moins en partie, si nous avions la disette; nous ne parlons pas des vins et des eaux-de-vie que nous vendons toujours très-volontiers, mais des articles suivants fournis en 1862 :

Grains et farine, déduction faite de	
nos achats.	10,404,164 fr.
OEufs	17,249,785
Beurre	18,358,032
Pommes de terre	4,295,300
Fruits.	6,187,990
Légumes secs et leur farine	3,571,992
Bestiaux et viandes, déduction faite	
des importations.	3,515,678
	<hr/>
	63,582,941 fr.

En 1863, les mêmes articles donnent à l'exportation 91,459,816 fr. dont 22,953,539 fr. pour les œufs, et 20,264,147 fr. pour le beurre.

Que deviendrait en cas de disette la balance favorable de 23,500,277 fr. à laquelle nous venons d'arriver pour 1862, s'il fallait cesser d'envoyer pour 63,582,941 de substances alimentaires. Mais laissons de côté, si l'on veut, les œufs, le beurre, les fruits de table, les bestiaux et la viande; ne parlons que de la nourriture indispensable au pauvre, et que nous pourrions être obligés de garder, si l'on avait de mauvaises récoltes : les grains et les farines,

les pommes de terre et les légumes secs. Ces seuls objets nous donnent en 1862 :

Les grains et farine	10,404,164 fr.
» pommes de terre	4,295,300
» légumes secs	3,571,992
	<hr/>
	18,271,456 fr.

Vous voyez que dans ce cas, et toutes choses égales d'ailleurs, notre différence de 23,500,277 fr. n'est plus que de 5,228,821 fr. — On nous dira que pour les années suivantes les proportions ne seront plus les mêmes ; nous le savons bien ; rien de plus changeant que les opérations commerciales ; rien de plus capable de faire illusion ; et c'est à cause de cela qu'en général une nation doit conserver sa liberté, pour prendre les mesures nécessaires en temps opportun, et pour ne pas ressembler à un capitaine de navire qui ferait des dissertations sur l'hydrographie, quand des voies d'eau se déclarent à fond de cale.

Et, d'ailleurs, remarquons-le, la balance favorable pour le commerce extérieur, dont le Libre-échange se vantait tout-à-l'heure avec tant d'inconséquence, c'est l'Angleterre qui nous la procure en ce moment, et si nous faisons abstraction de nos relations avec cette puissance, supposé que tout reste dans les mêmes conditions, l'apparence avantageuse disparaît en grande partie, ou se change en aspect contraire.

En 1863, la balance favorable du commerce spé-

cial, valeurs actuelles, est de . . . 216,200,000 fr.

La différence, en notre faveur,
avec l'Angleterre seule, est de. . . 206,967,388

En retranchant cette dernière, —————
celle de notre commerce se réduit à. 9,232,612 fr.

En 1862, la balance favorable, avec l'Angleterre
seule, était de. 93,867,898 fr.
Celle de notre commerce spécial de . 44,100,000

Donc, si la balance en notre fa- —————
veur avec l'Angleterre n'avait pas
existé, celle de notre commerce au-
rait été défavorable, et présenterait
à notre désavantage une différence
de 49,767,898 fr.

En 1786, après le traité d'Eden, ¹⁴ les Anglais
portèrent à notre industrie un coup terrible ; il y
eut réaction. Maintenant, ils ne paraissent plus vou-
loir la tuer, mais la faire vivre, mais vouloir même
sa prospérité, pourvu, toutefois, que cette prospérité
soit leur ouvrage, pourvu qu'ils puissent l'augmen-
ter, la diminuer ou la faire cesser selon les besoins
de leur politique ; c'est plus prudent et beaucoup
plus habile. Il nous achètent des produits fabriqués,
nous vendent des matières premières, et le font de
telle sorte, que s'ils exigeaient ensuite inopinément
pour leurs ventes des prix trop élevés, ou si, volon-
tairement ou forcément, ils cessaient d'intervenir,
on verrait peut-être nos industriels aux abois de-
mander le concours de leurs adversaires qui seraient

devenus leurs maîtres. Un semblable résultat ne serait-il pas un danger pour nous, et en même temps pour eux un chef-d'œuvre de diplomatie commerciale?... Voyez ce qui se passe sur nos industries les plus importantes, celles des fils et des tissus.

Notre exportation de ces articles s'élève :

en 1841, commerce spécial, va-

leurs officielles, à 374,900,000 fr.

» 1856, » 822,900,000

» 1863, » 1,050,700,000

Sans y comprendre nos modes qui se vendent presque partout en Europe, et dont nous exportons, en 1863, pour. 12,300,000 fr.

Et pendant chacune de ces trois années quelle est notre exportation de fils et de tissus en Angleterre?

En 1841 de 44,901,764 fr.

» 1856 » 136,714,169

» 1863 » 387,081,322

C'est-à-dire que nous exportons plus de fils et de tissus en Angleterre pendant l'année 1863, que nous en exportons dans le monde entier en 1841, et que notre exportation pour ce pays est bien plus augmentée que ne l'est notre exportation totale.

Quant à l'importation totale du commerce spécial pour les fils et les tissus, elle est :

En 1841 de 68,600,000 fr.

» 1856 » 26,800,000

» 1863 » 91,200,000

et sur cette importation la part de l'Angleterre est

en 1841 de	51,612,439 fr.
» 1856 »	9,448,554
» 1863 »	68,243,670

La différence entre notre importation d'Angleterre en 1841 et celle de 1856 provient principalement des fils de chanvre et de lin dont les Anglais nous ont fourni pour 37,165,982 fr. pendant la première année, et qu'ils ont cessé de nous envoyer pendant la seconde ; mais ce qui doit particulièrement appeler votre attention, c'est leur importation chez nous, en 1863, de 68,243,670 fr. de fils et de tissus, malgré les droits existants, et la pensée de ce qu'ils pourraient faire, si l'obstacle n'existait plus.

Leur action sur nos achats de matières premières est aussi devenue très-importante.

Ces achats de toute provenance s'élèvent

en 1841 à	223,700,000 fr.
» 1856 à	427,300,000
» 1863 à	471,700,000

et sur les quantités importées l'Angleterre nous en fournit,

en 1841 pour	7,257,094 fr.
» 1856 »	101,847,937
» 1863 »	191,953,156

de sept millions, en 1841, à cent quatre-vingt-onze millions en 1863, comme vous le voyez, la différence est grande.

Obligé de nous restreindre, nous ne parlerons pas des chanvres et des lins que nous achetons prin-

cipalement en Belgique , en Russie et en Toscane ; ni même des laines dont l'Australie ne nous envoie directement, en 1863, que pour 141,814 fr.; mais dont l'Angleterre nous vend, en 1841, pour 1,724,837 fr., en 1856, pour 22,734,750 fr., et, en 1863, pour 34,721,756 fr.; le temps n'est plus où elle en *prohibait* la sortie sous peine de mort ; nous ferons seulement quelques remarques sur nos achats de soie et de coton.

En 1841, nous achetons à
l'Angleterre pour 4,533,819 fr. de soie
En 1856. » 78,735,077 »
En 1863, » 92,879,641 »

Il y a quelques années, c'était en Italie et en Turquie, principalement, que nous prenions notre soie ; nous le faisons encore, mais voilà maintenant l'Angleterre qui se place au premier rang parmi nos fournisseurs ! Cette soie qu'elle nous vend, où va-t-elle la chercher ? Serait-ce en Chine ? Serait-ce au Japon ? Mais alors pourquoi n'y allons nous pas comme elle ? Notre glorieux drapeau n'a-t-il pas aussi flotté sur les murs de Pékin, devant Nangasaki ? Et serait-elle seule à profiter de la victoire ?

En 1841, le commerce spécial ne reçoit de Chine, Cochinchine et Océanie que pour 1,391,811 fr. de marchandises ; il n'exporte dans ces contrées que pour 61,045 fr., et parmi les marchandises importées figurent quelques tissus de soie, quelques foulards, mais point de soies grèges.

En 1863, nous importons de Chine, Cochinchine et Siam, toujours en ce qui concerne le commerce spécial, pour 6.285.426 fr., nous exportons pour 5,160,040 fr.; et, dans notre importation se trouvent comprises des soies écruës pour 3.980,720 fr., et des soies en cocons pour 14,400 fr. Qu'est-ce que cela sur nos achats. en 1863, de 230,300,000 fr., dont 92,879,641 fr. à l'Angleterre ? ¹⁵

Ce qui s'est passé pour le coton n'est pas moins remarquable. En 1841, nous en achetons pour 98,500,000 fr.: en 1856, pour 149,600,000 fr. Les Etats-Unis nous en fournissent, en 1841, pour 90,629,224 fr., et pour 141.658,837 fr. en 1856. Pendant la première de ces deux années, l'Angleterre ne nous en vend que pour 26,079 fr., et ne fournit rien ou presque rien pendant la seconde... Arrive la guerre d'Amérique. Les Etats-Unis qui nous envoyaient, en 1856, pour 141.000.000 de coton, ne nous en vendent plus, en 1863, que pour 457,593 fr.; au lieu de 11.118.864 fr. de tissus de coton qu'ils nous achetaient en 1841, de 10,224,088 fr. en 1856, leurs achats ne s'élèvent plus, en 1863, qu'à 934,764 fr. De semblables différences inspirent des craintes fondées sur le sort de notre industrie du coton; mais la politique commerciale anglaise parait avoir décidé que cette industrie ne périrait pas, au moins pour le moment. Les Anglais qui ne nous fournissaient pas ou presque pas de coton brut en 1856, nous en envoient d'Angleterre, en 1863.

pour 51,675,562 fr., nous en expédient de l'Inde pour 11,259,388 fr. et nous achètent en tissus de cette matière pour 33,489,193 fr. de manière que nous exportons, en 1863, pour 196,700,000 fr. de tissus de coton, plus que nous n'avions encore fait depuis plus de quarante ans, si nous exceptons, toutefois, 1860, qui ne surpasse 1863 que de 2,500,000 fr. et qui comprend 8,291,124 fr. pour la part des Etats-Unis dans notre exportation de cet article.

D'après cela, vous comprenez toute la portée des changements qui se sont opérés dans le mouvement commercial, et toute la prudence qu'ils nous commandent. N'est-ce pas une chose étonnante, au premier coup d'œil, que l'Angleterre nous achète maintenant plus de tissus que nous ne lui en vendions avant la guerre d'Amérique, elle qui sait si bien en fabriquer, et qu'elle nous fournisse des matières premières en si grande abondance, y compris le coton, quand elle-même en a besoin. Elle peut trouver à ce genre d'opérations plusieurs avantages : d'abord, le bénéfice qu'elle en retire ; puis, la conservation et peut-être la multiplication de ses acheteurs du dehors auxquels nos produits sont revendus, au moins en partie, comme marchandises anglaises ; ensuite le motif qu'elle se ménage pour demander les mesures de réciprocité dont tout-à-l'heure nous vous avons fait voir le danger ; et, enfin, un argument victorieux pour mettre la Protection

en désaccord avec les faits. Cette dernière considération est pour elle de la plus haute importance : il y va de sa grandeur, et de notre abaissement.

Dans un pays éminemment aristocratique comme l'Angleterre, où l'on trouve une aristocratie toute-puissante dans l'agriculture, dans l'industrie, dans le commerce, dans la marine, dans les finances ; où l'on voit, dans ces différentes branches de la richesse publique des fortunes colossales, on peut, au moyen de l'association, des banquiers cosmopolites, et de concert avec le gouvernement, entreprendre de diriger, ou du moins de modifier le sens du mouvement commercial, certain d'être suivi par une foule de négociants du second ordre ; on peut même produire l'abondance ou la rareté du numéraire chez soi et chez les autres ; quelquefois même chez les autres seulement ; cela s'est vu. S'il est des situations plus fortes que les hommes, il en est d'autres que ceux-ci peuvent produire et dominer.


D'ailleurs, il ne faut pas s'y méprendre, les Anglais ne sont libres-échangistes en *apparence*, que parce qu'ils sont protectionnistes en *réalité*.

Ce qu'ils repoussent pardessus tout, chez les autres, bien entendu, c'est l'un des moyens les plus efficaces que l'on puisse employer contre la fraude, c'est la prohibition. Supprimez-la, nous disait le Libre-échange ; diminuez les droits, et vous diminuerez la fraude en même temps. Nous sommes entrés dans cette voie, et qu'avons-nous obtenu ?

En 1841, notre administration des Douanes saisit pour 567,709 fr. de marchandises, et, en 1863, pour 740,375 fr.

D'après un tarif de leurs douanes publié en 1861, nous voyons qu'ils se réservent expressément le droit de prohiber à la sortie, quand ils le jugeront à propos, tout ce qui peut servir à la nourriture de l'homme, et tout ce qui peut être employé pour les approvisionnements des armées de terre et de mer.— Ils ont raison, Messieurs, puisqu'il s'agit ici d'intérêts nationaux, de la défense et de la vie ; et ils auraient également raison de recourir au même moyen, s'il le fallait, pour conserver le travail qui est aussi une condition d'existence.

A l'entrée, sont prohibés chez eux d'une manière absolue les extraits de malt et de houblon, les essences ou les mélanges de café, de chicorée et de thé, le tabac sous diverses formes. Les soieries, les spiritueux, ne peuvent être importés que par des navires contenant au moins 50 tonneaux, et les liquides doivent être logés dans des fûts ou des bouteilles d'une capacité limitée. — Toute marchandise qui passe en transit dans le royaume-uni doit prendre la marque d'une fabrique anglaise. La plupart de leurs droits d'entrée se composent, en grande partie, des droits de consommation qui se perçoivent sur les produits fabriqués chez eux ; mais ils n'en servent pas moins de défense contre la concurrence du dehors.



Les navires construits à l'étranger, et même dans leurs colonies, paient 1 fr. 10 par mètre cube ; les bois à brûler ou de construction, 0 fr. 88 à 1 fr. 77 le stère, selon les sortes ; les sucres, selon leur état, de 31 fr. 16 à 45 fr. 40 les 100 k. ; le papier et le carton, 39 fr. 36 les 100 k. ; la bière, 17 fr. 47 l'hectolitre ; le vin 27 fr. 51 à 80 fr. 25 l'hectolitre, suivant son degré de force ; l'eau-de-vie 286 fr. 59 l'hectolitre, quand son degré de force n'excède pas 56, et 385 f. 20 si elle est édulcorée. Arrêtons-nous.

Et voulez-vous savoir avec quelle rigueur est exigé le paiement de ces droits ? Ce n'est pas nous qui allons vous l'apprendre, c'est notre ministre de la Marine par deux de ses circulaires aux Préfets maritimes et aux Chambres de commerce du 22 juillet et du 7 novembre 1864.

D'après la première, un bâtiment français prêt à partir de Sunderland fut retenu pendant quarante-huit heures par les autorités anglaises ; le capitaine et le second furent arrêtés, une amende de cent vingt-cinq francs, outre les frais, a dû être payée ; et quel était le délit ?.. On avait donné ou vendu, ou bien on avait fourni pour échantillon, enfin on s'était rendu coupable d'avoir fait entrer, sans avoir accompli toutes les formalités requises.... *un litre d'eau-de-vie !* Quel crime !.. La délicatesse de conscience de nos voisins en a été révoltée, et les a forcés de sévir malgré tout le respect que mérite le

pavillon de la France. Pour des libres-échangistes, c'est être bien rigoureux.

La seconde circulaire signale un autre fait. Cette fois, il ne s'agit plus tout-à-fait d'une simple bagatelle, d'une bouteille, mais de trente litres d'eau-de-vie introduits en contrebande dans le port de Llanelly. Le capitaine et deux matelots d'un sloop de Cherbourg furent arrêtés ; le Vice-Consul de France parvint à empêcher *la saisie du navire*, et obtint la liberté provisoire des trois prisonniers moyennant une caution de sept mille cinq cents francs ; le capitaine a été condamné à deux mille cinq cents francs d'amende conformément à la loi. Néanmoins, sur la demande du Vice-Consul, l'amende a été réduite à six cent vingt-cinq francs qui ont été payés immédiatement, ainsi que les frais montant à quatre vingt-dix francs. Si de pareils incidents devaient se répéter, ajoute le Ministre, il faudrait craindre que toute intervention ne fut inefficace.

Vous le voyez, le Ministre fait comprendre qu'il faut s'attendre à tout, de la part de nos voisins, en semblable circonstance, tant est grande leur horreur de la fraude, quand elle ne se fait pas à leur profit !

De la part de ses amis, rien n'émeut le Libre-échange. Au lieu de parler de l'Angleterre comme vous le faites, s'empresse-t-il de nous dire, on ferait mieux de l'imiter. Mais alors, répondons-nous, changez la position de la France ; entourez-la de la mer, augmentez sa marine, donnez lui des colonies

immenses, des capitaux considérables, des établissements industriels comme des villes, et ne cherchez pas à détruire sa politique commerciale. Sachant bien que son pays ne serait pas ce qu'il est sans le secours de la Protection, ¹⁶ le Ministère anglais se regarde comme le premier négociant de la Grande-Bretagne et il fait le commerce avec toutes les forces de l'association politique. Ce n'est pas lui, soyez-en sûrs, qui demande au hasard le succès de son industrie. Quel empire n'exercerait-il pas sur la surface du globe, s'il ne rencontrait partout, sous le rapport commercial, que des multitudes désorganisées dont il ferait très-facilement l'exploitation, et sur lesquelles règnerait son influence au nom de la Liberté ! ¹⁷ Vous serez, leur dirait-il, grandes et puissantes, aussi longtemps que vous aurez mon amitié; et vous serez mes amies, si vous êtes libres-échangistes. A cette condition seulement, je vous proclame intelligentes et libres, tout-à-fait à la hauteur de la civilisation moderne, et dépouillées de préjugés, en attendant que vous le soyez d'autre chose; ces derniers mots, on le comprend, seraient sous-entendus.

En définitive, Messieurs, que le Libre-échange propagé, soutenu par l'Angleterre, fasse des dissertations et des discours autant qu'il le voudra; qu'il entasse sophismes sur sophismes, brochures sur brochures; qu'il monte dans les chaires de l'instruction publique; qu'il pénètre dans les Académies; contraire à la nature des choses, au principe même de

la loi, comme le dit Montesquieu, son adversaire, jamais il ne pourra devenir *une vérité, un droit, une source de bonheur.*

Son idéal est la liberté sans limite de l'individu, malgré toute réclamation, et quels que soient les résultats.

L'idéal de la Protection est l'harmonie parfaite entre les tarifs et les intérêts nationaux ; c'est *la plus grande utilité, la plus grande justice, la plus grande somme de prospérité durable ;*

Il faut choisir.

Avec l'une, la vie, avec l'autre, la destruction.

Le Libre-échange, en effet, vous l'avez vu, est la destruction de l'Economie véritable ; celle-ci, bien certainement, fait partie intégrante d'une bonne politique ; et la bonne politique est essentielle à l'existence de chaque gouvernement ; d'où résulte cette conséquence, et elle n'est pas exagérée, que l'application générale et complète du Libre-échange tend à détruire tous les gouvernements.

Pour y parvenir, il faut qu'il détruise la Protection, et il ne peut le faire qu'en la dénaturant, qu'en l'exagérant pour la rendre vulnérable, qu'en la présentant comme étant la prohibition, comme étant la clôture, ou comme y conduisant toujours nécessairement et dans tous les cas ; qu'en faisant violence à la langue aussi bien qu'au bon sens, ainsi que toute erreur a coutumé de le faire, et qu'en

allant même jusqu'à dire, comme le loup de la fable : c'est moi qui suis la Protection.

Quelle assurance, ou plutôt quelle audace ! Qu'est-ce, en effet, que protéger ? N'est-ce pas faire ce qui serait favorable ? Et son despotisme nous défend précisément de faire ce qui serait favorable à notre agriculture, à notre industrie, à notre commerce, à notre marine, à nos colonies, à nos finances. Conçoit-on que la meilleure manière de protéger des intérêts si grands, si nécessaires à tout le corps politique, soit de les abandonner, quand un devoir sacré oblige de les défendre, et de les abandonner peut-être au profit de ceux-là mêmes qui pensent avoir tout avantage à les détruire ? L'abandon maintenant serait donc ce qui protège ! Quel profond mépris le Libre-échange ne doit-il pas avoir pour une nation, quand il espère la faire tomber, et même la faire rester, dans un pareil éblouissement !

La clôture dont il nous menace n'est pas à craindre ; on connaît trop l'avantage d'un commerce *bien dirigé* pour vouloir s'isoler ; seulement le Libre échange étant lui-même un excès, nous montre un excès contraire afin de se faire admettre.

La prohibition, vous le savez, comme la libre entrée, comme la libre sortie, comme les entrées et les sorties conditionnelles, sont des moyens de protection employés selon les besoins et selon les circonstances ; mais la Protection en elle-même, la

Protection véritable, soit qu'elle ouvre ou qu'elle ferme les barrières, soit qu'elle les élève ou bien qu'elle les abaisse, ne peut avoir d'autre but que la vie et le bonheur du peuple ; jamais, en droit, on ne peut la repousser, jamais, on ne peut la détruire ; jamais on ne peut y renoncer ; jamais on ne peut la remplacer par un prétendu principe auquel une nation devrait tout sacrifier : travail et fortune, morale et liberté. Nous repoussons formellement le principe du Libre-échange, disaient les Ministres français, le 28 juin 1854, et nous le repoussons comme incompatible avec l'indépendance et la sécurité d'une grande nation, comme inapplicable à la France, comme destructeur de nos plus belles industries. La première partie de cette déclaration fut répétée devant le Corps législatif le 16 avril 1856.

Et le Libre-échange voudrait aujourd'hui nous faire dire que nos pères se sont trompés, quand ils ont eu le bon esprit d'exercer la Protection !...

Non, non, vous ne vous êtes pas trompés, Colbert et Louis XIV, République française et Napoléon I^{er}, quand vous avez défendu, par la Protection, le travail, la fortune et la vie de la France ;

Non, vous ne vous trompez pas, vous tous, législateurs éminents, écrivains distingués, qui combattez pour la même cause ;

Vous ne vous trompez pas ; le *Libre-échange est une erreur.*



Aussi, que l'on se place où l'on voudra sur la surface du globe, partout où l'on peut trouver une nation civilisée, que l'on interroge, que l'on écoute le véritable patriote que rien ne peut séduire, il le dira sans hésiter : Ce que je veux comme une justice, ce que mon cœur désire comme un bien, ce que mon intelligence me présente comme une vérité de la plus haute évidence, c'est le droit pour ma patrie de chercher librement son bonheur et son indépendance au moyen de la Protection ; non pas cette indépendance absolue qui lui ferait fouler aux pieds les lois de la Justice, mais l'indépendance que cette même justice lui prescrit de réclamer. Arrière donc la pression si funeste de l'étranger ; arrière cette prétendue science qui choisit des erreurs pour ses points de départ, qui sacrifie l'avenir au présent, l'intérêt national à l'intérêt particulier, et qui conduirait à la ruine en offrant le mirage de la prospérité. O ma patrie ! s'écrierait-il, je t'aime trop pour te voir sans gémir te précipiter au-devant de tant de maux ; j'aperçois trop clairement le péril où tu cours, pour ne pas faire entendre un cri de douleur ; ne va pas te jeter tête baissée dans une voie si dangereuse, et conserve parmi les nations le rang qui t'appartient. ¹⁸



NOTES.



1. L'Académie des sciences morales et politiques a regardé comme permise l'étude de l'Economie; puisqu'elle a couronné des ouvrages composés sur ce sujet, et qu'elle n'a pu le faire sans un rapport et sans un vote préalables. Il est certain, d'ailleurs, que les partisans du Libre-échange ont toute liberté pour soutenir leur opinion; voudrait-on que cette liberté fût pour eux un privilège?

2. Sous le nom générique de gouvernement, nous comprenons ici dans notre pensée toutes les formes de gouvernement, et, en général, tout pouvoir qui concourt à déterminer l'action collective pour l'exercice de l'Economie nationale. Multiple quelquefois, alors qu'il délibère, le Pouvoir est toujours un quand il agit.

3. Quant à l'individu, et sous le rapport physique, ce qu'il faut, en moyenne, à la vie de l'homme, considérée d'après ses besoins véritables, nous paraît être la mesure de la valeur. Si un homme, par exemple, pouvait vivre pendant une année avec trois cents francs à telle époque de notre histoire, et s'il en faut maintenant six cents pour produire le même effet, il s'ensuit que six cents francs n'ont pas plus de valeur aujourd'hui que trois cents n'en avaient alors. Le degré d'influence sur la vie serait donc, selon nous, la mesure de la valeur.



4. L'Economie est l'art de posséder justement de la manière la plus utile à la vie du possesseur.

Son objet est donc la *possession*, la défense, l'augmentation, le bon emploi de la possession ; son but est la *vie*, la *vie physique* et la *vie morale*, puisque l'homme est *esprit et corps* ; son moyen est le *travail*, non pas un travail quelconque, mais le *travail le plus utile* ; sa règle est la *justice*.

Cet art doit favoriser, par conséquent, la *mise en valeur* de la propriété ; que serait la propriété, sans la mise en valeur ? Le gain provenant du commerce extérieur ; que serait ce commerce, s'il ruinait la nation qui le fait ?

Quand le possesseur est l'individu, cet art s'appelle : *économie domestique* ;

Quand c'est la nation : *économie politique* ;

Et quand c'est le genre humain : *économie humanitaire*.

Ces trois économies doivent agir en même temps dans leurs limites, sans se nuire ; mais *en se prêtant*, au contraire, un *mutuel appui*.

Le *droit privé* s'applique à l'Economie domestique, le *droit public* à l'Economie politique ou nationale, et le *droit des gens* à l'Economie humanitaire.

En vertu de ce dernier droit, par exemple, toutes les nations sont libres de parcourir les mers ; puisque Dieu en a donné la possession au genre humain.

5. La liberté est essentielle à la validité du contrat de vente et d'achat ; l'individu doit l'avoir ; mais en tant qu'il ne nuit pas à la nation dont il fait partie. Le Libre-échange ne peut prétendre que la liberté donne le droit de nuire.

6. Une égalité d'avantage sous un rapport, quand il n'y a pas égalité dans les moyens d'en profiter, augmente l'inégalité des forces. On conçoit que la nation la plus forte demande cette égalité plus apparente que réelle, pour devenir plus forte encore, et pour rendre plus grande la distance qui la sépare des nations rivales.

7. Nous entendons par valeurs générales celles qui peuvent s'employer presque toujours, et s'appliquer à la plupart des besoins de la vie, soit individuelle, soit nationale, comme l'or

et l'argent, par exemple, que tous les peuples civilisés s'empres- sent d'accepter; et nous regardons comme valeurs spé- ciales, celles qui n'ont qu'un emploi restreint, qui ne sont pas souvent d'une grande utilité, et qui disparaissent plus ou moins vite par la consommation. Indépendamment de leur valeur comme métaux, car ils ne sont pas seulement signe d'échange comme le serait un papier monnaie, l'or et l'argent servent à défendre, à produire et à employer toutes les autres valeurs; sous ce dernier rapport on peut les considérer comme possédant une valeur générale.

8. Extrait du tableau général du commerce de la France pendant l'année 1863, page VI :

« Une remarque qui a déjà été faite plusieurs fois doit encore être reproduite ici, c'est que les quantités de numéraire reprises aux états de commerce représentent seulement celles qui ont été l'objet d'opérations commerciales ou effectuées pour le compte du gouvernement; en d'autres termes, celles qui ont été déclarées à la Douane. Elle ne sont, dès-lors, que l'expression approximative, mais incomplète, du mouvement effectif d'entrée et de sortie des matières d'or et d'argent; car il est impossible de connaître à titre absolu ou de constater toutes les importations et exportations partielles des matières d'or et d'argent qui ne sont point déclarées à la Douane, et que l'on a toujours tant de facilité et souvent tant d'intérêt à cacher, moins pour éluder le paiement de droits peu élevés que pour la sûreté des transports. Aussi l'Administration s'abstient-elle de les comprendre dans la récapitulation des valeurs du mouvement commercial; elle se borne à en faire un article séparé, tant à l'importation qu'à l'exportation. »

9. Extrait de ce même tableau, page V :

« A l'importation, le *Commerce général* embrasse tout ce qui arrive de l'étranger et de nos colonies, par terre et par mer, sans égard, ni à l'origine première des marchandises, ni à leur destination ultérieure, soit pour la consommation, soit pour l'entrepôt, le transit ou la réexportation. Le *Commerce spécial* ne comprend que ce qui entre dans la consommation du pays.

» A l'exportation, le *Commerce général* se compose de toutes les marchandises qui passent à l'étranger, sans distinction de leur origine, soit française, soit étrangère. Le *Commerce spécial* comprend seulement les marchandises nationales, et celles qui, après avoir été nationalisées par le paiement des droits d'entrée ou autrement, sont exportées. »

10. Extrait du tableau général du commerce de la France pour l'année 1863, page VI :

« Le tableau du commerce extérieur présente deux sortes de valeurs : les valeurs officielles et les valeurs réelles ou actuelles. Ces deux indications, utiles l'une et l'autre, ont chacune un but distinct. Les valeurs officielles reposent sur les bases déterminées en 1826, à la suite d'enquête, et représentent des valeurs moyennes qui ont été approuvées par une ordonnance du 27 mars 1827. Elles servent à ramener toutes les marchandises à une unité commune, ce qui permet de totaliser et de comparer sur une base uniforme, fixe, invariable, les résultats obtenus à différentes époques. On comprend que ce tarif des valeurs officielles, suivi depuis son origine, sans interruption ni modification, doive demeurer permanent ; en effet, les marchandises comprises dans les états de commerce y figurent nécessairement d'après les classifications même du tarif, c'est-à-dire les unes au poids, les autres au nombre, à la mesure ou à la valeur ; d'où il suit qu'elles ne peuvent être totalisées et comparées, dans l'ensemble, pour des périodes plus ou moins étendues, qu'en convertissant les quantités en valeurs.

» Les valeurs actuelles sont, au contraire, essentiellement variables, comme le cours des produits auxquels elles s'appliquent, et ressentent nécessairement l'influence des fluctuations défavorables ou prospères du commerce et de l'industrie. Etablies avec l'aide des Chambres de commerce, par les soins d'une commission instituée à titre permanent près le département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et composée des hommes les plus compétents et les plus expérimentés de la science, du commerce et de l'industrie, elles ont pour objet de déterminer, aussi exactement que possible, le prix moyen de chaque espèce ou de chaque groupe

de marchandises pour l'année à laquelle se rapporte la publication du tableau de commerce dans lequel elles figurent : elles constituent ainsi un chiffre représentatif réel des échanges faits avec l'étranger et les colonies. »

De ces extraits résultent les motifs qui nous ont fait parler tantôt du commerce général, tantôt du commerce spécial, tantôt des valeurs officielles, et tantôt des valeurs actuelles ; ils sont assez faciles à comprendre pour n'avoir pas besoin d'une explication détaillée.

Dans le tableau du commerce, pour l'année 1864, nous voyons que l'Administration ne se sert plus en France des valeurs officielles, et malgré les raisons qu'elle donne pour justifier cette omission volontaire, nous regrettons qu'elle abandonne un moyen de comparaison dont elle connaît si bien l'utilité, quand les obstacles rencontrés ne paraissent pas insurmontables.

11. Tableau décennal du commerce de la France publié en décembre 1858, page LX.

12. Les calculs, d'après le tonnage, ne détruisent pas cette affirmation. Suivant ces calculs et le tableau publié par l'Administration pour l'année 1864, la part de notre marine dans le transport des marchandises aurait été de quarante-quatre pour cent.

13. Le Libre-échange va peut-être nous dire qu'en admettant son principe la disette ne sera plus possible ; que les mauvaises récoltes n'ont pas lieu partout en même temps, et que les bonnes viendront compenser les mauvaises sur un marché universel que ne tardera pas à former la puissance des moyens de transport jointe à celle des capitaux. Il trouve juste que des terres qui peuvent coûter cinq cents fois moins que d'autres d'une égale fertilité, y versent leurs produits en concurrence avec ces dernières dont elles diminueraient l'exploitation. Mais, d'abord, comment sait-il que la compensation sera toujours suffisante ? Ensuite, au pouvoir de qui va se trouver le marché dont il parle ? A-t-il la certitude que le maître de ce marché le tiendra toujours ouvert, même quand son intérêt lui prescrira d'imposer des conditions ? Veut-il que les nations

acceptent la chance d'y aller demander leur pain, n'importe à quel prix, serait-ce même au prix de leur liberté ? Mais pour qui l'accepterait sincèrement, le Libre-échange deviendrait bientôt une cause de servitude !

14. D'après Napoléon premier, les Anglais n'ont obtenu le traité d'Eden qu'en menaçant de la guerre.

15. Il est vrai que d'après le tableau du commerce pour 1863, nous avons exporté dans le royaume uni pour 23,269,224 fr. de soies et de bourre de soie ; mais même en retranchant cette somme du montant de l'importation, on trouve que l'Angleterre est encore de toutes les puissances celle qui nous a fourni le plus de ces matières pendant cet espace de temps.

En 1864, l'Angleterre se maintient au premier rang parmi nos fournisseurs de soie et de coton : Ses livraisons de ce dernier article s'élèvent à 128,944,397 fr. (valeurs actuelles) ; celles de l'Inde anglaise à 62,040,899 fr. ; l'Egypte vient ensuite pour 59,935,923 fr. ; et les Etats-Unis ne nous en vendent que pour 6,777,127 fr.

16. L'histoire le prouve d'une manière évidente ; chacun connaît l'influence exercée par les lois économiques de l'Angleterre, et les effets de ses traités de commerce, notamment de celui de Méthuen.

17. La piperie des mots, comme dirait Michel de Montaigne, fait souvent préférer l'apparence à la réalité, et produit par ce moyen des effets considérables.

18. Ce discours doit être considéré comme l'expression d'une opinion particulière à l'auteur, et n'engage en aucune manière la Compagnie qui l'a fait insérer dans ses Mémoires.



DISCOURS DE RÉCEPTION

DE M. WATTEAU,

AVOCAT GÉNÉRAL A LA COUR IMPÉRIALE D'AMIENS

(Séance du 15 Juillet 1865).




MESSIEURS,

J'éprouve, en venant prendre dans votre Compagnie la place que je dois à vos bienveillants suffrages, un embarras dont je ne chercherai pas à vous dissimuler l'expression. Lorsqu'en effet, laissant à l'écart ces banalités de fausse modestie qui n'en imposent à personne, je me demande sincèrement quels sont mes titres à une pareille faveur, je suis contraint de reconnaître qu'insuffisants par eux-mêmes pour m'ouvrir les portes de cette enceinte, ils n'ont assurément emprunté cette puissance qu'à la double autorité d'un sentiment de déférence pour la Magistrature et d'un récent souvenir. Maintes fois déjà, vous avez rencontré au Palais des hommes qui sachant, par un heureux privilège, réunir les

mérites les plus divers , vous ont apporté le tribut d'une utile et féconde collaboration : hier encore, M. le Procureur général Bécot signalait son rapide passage à l'Académie par des travaux dont l'originalité, la profondeur et l'éclat sont présents à la pensée de tous. Une illusion, que la réalité se chargera trop vite de dissiper, vous a fait supposer, Messieurs, que je pouvais, à mon tour, suivre la trace de mes devanciers, et là est, si je ne me trompe, tout le secret du sympathique accueil fait par vous à une candidature dont l'initiative ne pouvait, sans témérité, m'appartenir. Parmi ceux qui briguent l'honneur d'être des vôtres, les uns vous apportent le fruit de travaux littéraires justement appréciés ; d'autres une expérience scientifique approfondie ; d'autres enfin des œuvres et des aptitudes artistiques ou industrielles dignes d'encouragements et d'éloges : pour moi, j'arrive à vous nanti d'un bagage, hélas ! si mince qu'il ne saurait garantir ni le passé ni l'avenir, et, pour ma responsabilité comme pour la vôtre, j'ai le droit de m'en inquiéter. Cependant, quelque légitimes que soient mes scrupules, je les sens, je l'avoue, s'amoindrir quand, recherchant le but principal vers lequel vous tendez, je trouve le mot Progrès inscrit au frontispice de vos statuts. Favoriser le progrès et la prospérité des lettres, des sciences, des arts, de l'agriculture et de l'industrie, tel est, en effet, le programme de l'Académie. N'est-ce pas indiquer par là que si vos

rangs s'ouvrent toujours avec une déférence empressée devant les instigateurs émérites du libre développement de toutes ces grandes choses qui font la gloire de l'humanité, il reste encore parmi vous une place plus modeste, mais assurément permise, pour tous les hommes amis de leur siècle et de leur pays, dont les vœux, l'intelligence et le cœur applaudissent à l'œuvre de la civilisation et du progrès. C'est à ce titre seulement, Messieurs, que j'ose, car nos aspirations sont communes, m'enrôler comme un soldat obscur mais dévoué sous votre noble drapeau.

Mais, Messieurs, pour mieux poursuivre le progrès en toutes choses, et pour pouvoir plus efficacement en favoriser l'essor, il n'est pas, ce me semble, inopportun de préciser le point auquel il est arrivé à notre époque, et, pareils au voyageur qui, sous le poids de la fatigue d'une longue route, puise un nouveau courage à marcher plus avant en mesurant de l'œil et de la pensée les étapes déjà parcourues, de retremper nous mêmes notre ardeur dans cette considération impartiale et calme des enseignements du passé. Nous serons ainsi plus forts pour triompher des obstacles à venir et pour essayer d'autres conquêtes. C'est à ce rapide examen que je vous convie. J'y trouverai tout à la fois l'avantage de reléguer enfin dans l'ombre ma personnalité que cette solennité met trop en jeu, et de vous intéresser à coup-sûr, en vous parlant du bien que votre association peut et doit réaliser.



Et, d'abord, qu'est-ce que le progrès véritable et sainement entendu ? C'est l'élévation successive et pratique du niveau de l'esprit de l'homme se traduisant par des manifestations infinies aussi bien dans l'ordre matériel que dans l'ordre intellectuel et moral. Aussi éloigné des réminiscences sans portée qu'incessamment amènent et rejettent le flux et le reflux de la pensée humaine, que des chimères de l'utopie et des frivolités de la mode ; le progrès tel que je le comprends, de même qu'un fleuve dont le lit impatient s'élargit peu à peu, suit majestueusement son cours à travers les siècles, parfois rapide et saisissant, souvent lent et presque timide mais toujours avançant, comme un magnifique témoignage de l'immensité de Dieu et de la dignité de sa création. S'il en est ainsi, où en est aujourd'hui le progrès dans les sciences, l'industrie, l'agriculture, le commerce, les arts et les lettres ? Le fleuve est-il partout devenu un torrent dont il faut contenir l'impétuosité ? N'est-il pas, au contraire, sur certains points, un ruisseau bien modeste ; sur d'autres, un ravin désolé ? Et quel est, dans ces conditions, le rôle qui nous est départi si nous voulons accomplir le mandat que nous nous sommes donné ?

Loin de moi, Messieurs, la pensée de venir jeter ici le cri d'alarme et de rompre une lance inutile en faveur du temps passé contre le temps présent. Je n'aime ni n'approuve ces récriminations souvent

injustes et presque toujours sans profit : d'ailleurs, je suis de mon siècle et je l'admire ; et si, par esprit de justice, je ne dois pas taire ses défaillances, par conviction et par sympathie, j'aime mieux applaudir à ses grandeurs. En fût-il autrement, le silence me serait encore commandé, surtout dans cette assemblée où l'un de mes prédécesseurs réhabilitait naguère si spirituellement notre époque et reléguait le *bon vieux temps* dans la sphère respectueuse mais non pas enthousiaste qui lui appartient. Mais, enfin, si disposé que je sois à reconnaître ce que nous devons au passé et à glorifier le présent, je veux être équitable pour chacun, et j'aurai, dès lors, puisqu'il le faut, à mêler quelquefois la critique à l'éloge. Pourquoi hésiterai-je à en agir ainsi ? Les illusions de l'amour-propre sont de toutes les plus dangereuses et les plus stériles, et il n'est ni sage ni prudent de les entretenir : elles peuvent bien, pour un temps, abriter d'un complaisant nuage les plaies de la réalité, mais elles n'empêchent pas le mal caché de s'aggraver sourdement, et quand elles s'évanouissent, il est souvent trop tard pour y porter remède. Arrière donc cette trompeuse sécurité ; arrière cette hautaine satisfaction de nous-mêmes ! Ayons plutôt le courage d'envisager de sang-froid nos travers et nos erreurs, et nous serons ainsi plus près de corriger les uns et de réparer les autres.

Quand on compare l'état actuel des expressions

si variées de l'intelligence de l'homme avec ce qu'il était dans l'enfance de la civilisation, on reste comme ébloui à l'aspect de la lumière éclatante qui, presque de toutes parts, a succédé à l'obscurité de la nuit, et la démonstration la plus convaincante du progrès accompli ressort de ce sentiment même d'admiration qui remplit l'âme. Est-ce à dire que, là même où la perfection semble ne pouvoir pas être dépassée, il n'y ait plus rien à attendre des éclairs du génie et des efforts de la persévérance qui l'égalent quelquefois ? Non, Messieurs, si la Providence, comme pour nous rappeler notre faiblesse, a parsemé notre route d'impénétrables mystères, elle a, d'un autre côté, laissés ouverts devant nous des horizons sans limites dont elle ne nous interdit pas l'accès, et chaque jour apporte une preuve de plus que, notamment dans le domaine des sciences et de l'industrie, elle n'a pas voulu entraver par ce désolant anathème : « Tu n'iras pas plus loin » la marche toujours ascendante de nos découvertes et de nos progrès.

Les sciences ! oserai-je, Messieurs, en parler devant vous quand j'aperçois autour de moi tant d'esprits d'élite qui en font le souci de toute leur vie, qui en ont fouillé tous les replis, médité toutes les applications ? Mais, sans porter une main profane sur les attributions de personne, il me sera, du moins, permis de dire avec assurance que, là plus que partout ailleurs, le progrès est manifeste, pal-

pable pour ainsi parler, et qu'il serait insensé d'en vouloir assigner le terme. Là, en effet, Messieurs, que de sujets inépuisables d'admiration ? Quand nous portons nos regards vers ces merveilleux résultats des sciences physiques et chimiques ; quand nous voyons les distances en partie supprimées par l'accroissement d'une force redoutable jadis indomptée ; — la pensée se transmettant à travers l'immensité des mers aussi rapide que l'éclair même dont elle a surpris le secret ; — la lumière jusqu'ici vacillante et fugitive se fixant et prenant une forme comme pour jeter un défi aux plus habiles pinceaux ; — les métaux s'assouplissant et se transformant dans les combinaisons les plus inattendues ; — les fils s'entrelaçant en tissus sans nombre sur l'ordre d'une machine inerte qui semble avoir ravi au génie de l'homme l'intelligence et la volonté ; — quand nous constatons tant d'autres prodiges encore, rêves impossibles hier devenus aujourd'hui une réalité, ne sommes-nous pas autorisés, Messieurs, au nom de la science et de l'industrie, à revendiquer pour elles cette devise alors présomptueuse mais désormais justifiée d'un financier du grand siècle : « *Quò non ascendam ?* »

J'en pourrais dire autant des perfectionnements de l'agriculture, la première et la plus utile de toutes les sciences, si justement remise en honneur de nos jours, et des développements du commerce, cet aliment si précieux de la vie et de la prospérité

des nations ; mais j'ai hâte, quittant le glorieux empire de ces manifestations matérielles et pratiques qu'il suffit d'avoir des yeux pour percevoir , de me demander si les sciences plus particulièrement morales et philosophiques offrent à notre admiration un aussi splendide contingent.

Qu'il y a loin, par exemple, Messieurs, de la loi des douze tables et de la législation de Justinien à nos codes immortels que nous envient et que nous empruntent tous les peuples civilisés, comme étant l'expression la plus parfaite du droit et de l'équité. Voyez, d'ailleurs, combien , dans cet ordre d'idées, les améliorations se succèdent presque sans relâche : tantôt, c'est la loi pénale qui, s'adoucissant avec les mœurs, supprime peu à peu les rigueurs inutiles et cherche plutôt à moraliser qu'à punir ; tantôt, c'est la loi civile qui, docile aux enseignements de l'expérience et des nécessités sociales, rend la justice plus sûre et plus facile en résolvant par son autorité des problèmes naguère inextricables, et en ouvrant à tous, forts ou faibles, riches ou pauvres, le libre accès de nos prétoires. C'est là encore , Messieurs, un progrès certain qui, grâce à Dieu , n'a pas dit son dernier mot.

Parlerai-je des sciences philosophiques ? Je n'entends, Messieurs, ni soulever à plaisir des questions trop souvent irritantes, ni surtout blesser aucune susceptibilité. Cependant, il faut bien avouer que les études philosophiques, avec leurs écarts, leurs

abus, et si l'on veut leurs erreurs, mais aussi avec leurs aspirations élevées et éminemment morales, ont puissamment contribué au perfectionnement de la nature et de l'esprit de l'homme, et que nous leur devons la plus précieuse conquête des temps modernes : la liberté de penser.

Ah ! si la raison, dans son exercice indépendant et régulier, mais loyal et modéré, devait fatalement amener la rébellion de la créature contre son créateur, et conduire au mépris de ce que la vénération publique a consacré depuis tant de siècles au prix des plus douloureux sacrifices, à quelle sorte de malédiction du Ciel n'équivaudrait pas pour l'homme le don d'une aussi détestable faculté, et combien n'eût-il pas mieux valu pour lui moins de lumières et plus de respect ? Restons, Messieurs, dans la vérité : Ne calomnions pas ces nobles reflets de son essence que Dieu nous a départis, et ne nous consumons pas dans des luttes impuissantes et dans des querelles sans issue ! Un jour viendra, espérons-le, où les vents déchaînés s'apaiseront et où, sous l'empire de sa conscience mieux éclairée, l'humanité marchera enfin sans entraves ni secousses dans sa voie régulière : ce jour-là, le progrès le plus désirable aura été accompli. En attendant, la philosophie spiritualiste du 19^e siècle reste la sentinelle avancée de ce progrès ; elle ne faillira pas à sa mission.

Que si maintenant j'examine si la situation des

arts et de la littérature est aussi florissante et permet d'aussi légitimes espérances de développement progressif, il me faudra bien, pour rester impartial, apporter quelques restrictions à mes éloges et quelques tempéraments à mon enthousiasme. Ici, en effet, le but extrême semble avoir été atteint de longue date, et l'homme paraît désormais condamné sinon à rester immobile, du moins à tourner dans un cercle dont, si présomptueuses que soient ses visées, il ne peut plus guère compter voir s'étendre encore les contours. A quelle phase de cette évolution en sommes-nous parvenus ? L'antiquité et des époques plus modernes nous ont légué, Messieurs, en peinture et en sculpture, des monuments si parfaits que les œuvres modernes ne sauraient avoir la prétention de les surpasser jamais. Le respect de ces admirables modèles et leur intelligente imitation, voilà donc ce qui doit constituer l'idéal actuel, et si ce n'est pas là le progrès absolu tel que je l'ai défini, c'est du moins encore une sorte de progrès relatif qu'il ne faut pas dédaigner. Oui, Messieurs, maintenir le niveau des splendeurs conquises par le génie des âges précédents, ne pas laisser s'amoindrir dans nos mains ce magnifique héritage, c'est encore une tâche digne de notre émulation ; car pour qui est arrivé au faite des grandeurs, n'en pas descendre est un mérite et déjà presque une gloire.

Croyez-vous plus, Messieurs, à la musique qu'à la peinture de l'avenir, et pensez-vous que les

oreilles de nos descendants soient prédestinées à des jouissances inconnues aux nôtres ? Pour ma part, je me permets d'en douter, et je me contente de constater avec orgueil que c'est depuis moins d'un siècle, et surtout de nos jours, que cette limite suprême de l'art musical a été posée, et que les Mozart, les Beethoven, les Rossini et les Meyerbeer ont produit ces accords qui nous enchantent, merveilleux emprunts surpris par leurs inspirations à la source des harmonies célestes.

Sous ce double rapport donc, rester ce que nous sommes, conserver avec ferveur les saines traditions, en propager la vulgarisation, favoriser l'étude des chefs respectés de toutes les grandes écoles, protester enfin par le dédain et, s'il le faut, par la lutte, contre les malencontreux empiétements d'une fantaisie de mauvais aloi, tel est notre lot, tel est notre but, et c'est toujours le progrès ! Que des sectateurs idolâtres s'extasient devant certains tableaux où la composition grotesque, la nature travestie, la couleur mensongère, se heurtent dans un ensemble indigeste ; qu'une foule égarée applaudisse aux éclats les plus extravagants d'une mélodie de hasard, ne nous attristons pas outre mesure de ces aberrations éphémères qui ne peuvent rien contre l'art véritable, et qu'explique ce besoin d'émotions inconnues inhérent à notre nature ; laissons passer la fantaisie, le beau survivra toujours, et le voile importun qui peut un moment l'obscurcir s'écartera

tôt ou tard sous le souffle vainqueur du bon sens et du goût.

Que dire enfin, Messieurs, de notre littérature contemporaine ? Le sujet est immense et dépasserait à lui seul, si je voulais l'aborder avec détails, les bornes d'un entretien que j'ai déjà peut-être trop prolongé. Permettez-moi de l'effleurer. Une littérature qui compte une pléiade de prestigieux génies comme ceux qu'a vus resplendir le 17^e siècle peut-elle, sans témérité, nourrir l'illusion de grandir encore et même de rester toujours à la hauteur de ce passé sans précédent dans l'histoire littéraire des nations ? Non, Messieurs, les Bossuet, les Pascal, les Corneille, les Racine, les Molière, les La Fontaine, tous ces hommes, en un mot, qu'on dirait pétris d'un limon supérieur, semblables à ces géants séculaires parsemés ça et là dans les profondeurs de nos forêts, n'apparaissent sur la terre qu'à de rares intervalles, comme pour fournir un aliment à l'admiration des générations qui les suivent, et pour narguer leur impuissance. Et, cependant, n'y a-t-il donc plus maintenant ni prosateurs, ni poètes, et la muse de l'inspiration a-t-elle fui sans retour nos parages attristés ? A Dieu ne plaise que j'essaie de soutenir une pareille thèse aussi peu consolante qu'exagérée, et que je veuille prématurément verser sur la décadence de notre littérature les larmes du désespoir et du découragement ! Malgré tout, ici encore, il faut voir et dire la vérité. Combien donc ces der-

nières années ont-elles produit d'œuvres, sinon destinées à vivre dans une lointaine postérité, du moins dignes de l'estime justifiée du public contemporain ? Sans nous occuper de ces élucubrations plutôt commerciales que littéraires dont le flot périodique nous inonde chaque jour ; sans nous arrêter davantage à ces livres sans nom qui ne rachètent même pas par le mérite de la forme la pauvreté du fond, et pour ne parler que des ouvrages qui ont droit à l'honneur d'une critique sérieuse, où en sont, de nos jours, la poésie et le théâtre, ces expressions les plus populaires et les plus vivaces des tendances littéraires d'une époque ? Depuis que le chantre harmonieux d'Elvire a brisé son luth dans la tourmente révolutionnaire ; depuis que le scepticisme et l'ennui ont tué l'auteur charmant de Rolla ; depuis enfin que le chef puissant du mouvement littéraire de 1830 n'a pas craint d'échanger les lauriers du poète contre les triomphes problématiques du réformateur social, la langue des Dieux est devenue un idiome à peu près inconnu pour nous et qui menace de tomber bientôt dans le poudreux domaine de l'archéologie. Il est vrai qu'un genre nouveau, dont les essais antérieurs n'avaient qu'imparfaitement fait pressentir l'éclat, le roman a été créé, et, qu'à côté des monstruosité les plus inouïes, il a mis en relief des œuvres spirituelles, ingénieuses, attachantes et des études de sentiments qui, sous de futiles apparences, ont une haute portée

philosophique et morale. Mais ce n'est là, Messieurs, avouons-le, qu'une demi-compensation à l'espèce d'ostracisme dont est frappée la forme poétique, et s'il est injuste de dire que l'or pur s'est changé en un plomb vil, n'est-il pas du moins trop vrai qu'aujourd'hui la littérature a, comme la bijouterie, son procédé Ruolz ? Le théâtre est-il davantage privilégié ? L'enthousiasme de la foule, quelques résultats pécuniaires inconnus jusqu'ici sembleraient suffire à l'indiquer : mais, ôtez à la plupart des pièces même les plus applaudies l'attrait de la nouveauté, le prestige de la mise en scène, le talent des interprètes, et vous serez aussi étonnés de leur succès que de leur inanité.

D'où proviennent donc, Messieurs, ce marasme et cette atonie ? Pour moi, je n'en veux d'autres causes, d'une part, que le positivisme de notre époque qui s'accommode mal des inspirations de l'idéal et qui délaisse volontiers les sentiers escarpés du temple de Mémoire pour le chemin vertigineux qui conduit à la Bourse — de l'autre, que l'influence de la mode dont la tyrannie s'exerce aussi sur les œuvres de l'intelligence et de l'esprit, de la mode qui, favorisant les excentricité les plus bizarres, a pris sous son patronage une école nouvelle qui, sous le prétexte de reproduire une nature réelle et non pas une nature de convention, arrive à la négation la plus absolue de l'art et de la poésie. Mais, c'est là, Messieurs, pour les lettres françaises, une

période de transition qui ne peut tarder à faire place à des temps plus prospères. Le retour définitif aux impérissables modèles que nous possédons sera encore, de même que pour les arts, le signal de la régénération et le gage du véritable progrès.

Toutefois, Messieurs, n'allez pas croire que je veuille prétendre que l'on peut, sans crime de lèse-littérature, sortir de l'ornière de la routine et de l'imitation, et proscrire ainsi des innovations légitimes. Le libre exercice de la pensée que je revendiquais tout-à-l'heure autorise, au contraire, bien des tentatives et bien des essais, et l'imagination, cette sorte de génie de ceux qui n'en ont pas, possède également ses prérogatives et ses privilèges : mais, n'oublions pas qu'il est des lois qu'on ne peut jamais impunément violer, celles de la morale, du bon sens et du goût, et qu'autant l'imagination bien réglée est une force souveraine et féconde, autant est redoutable et traîtresse, cette folle du logis quand on n'en sait pas réprimer avec énergie les écarts et les caprices.

Peut-être aussi, Messieurs, pourrais-je, sans crainte de passer pour un censeur trop chagrin, reprocher à notre littérature contemporaine de faire trop souvent litière de ces salutaires préceptes ; peut-être serait-il facile de montrer que ce soin minutieux apporté par elle à peindre la réalité dans ce qu'elle a de moins noble et souvent de plus grossier — cette tendance coupable à exalter et à absoudre

les passions les plus désordonnées — cette réhabilitation audacieuse de héros déclassés qui se font un monde à part dans la société, en un mot, ces efforts calculés pour parer le fruit défendu des plus séduisantes couleurs, tout cela, à la longue, énerve dans les masses le sentiment du devoir, les habitue à des concessions funestes et porte à la moralité publique une incontestable atteinte. Mais, je sens, Messieurs, que je dois m'arrêter.

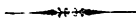
Quoiqu'il en soit, j'en ai dit assez, je pense et je ne voulais rien de plus, pour déterminer nettement la ligne de conduite que nous avons à suivre, et pour montrer que le rôle des sociétés comme les nôtres peut n'être pas entièrement stérile, soit qu'elles secondent par leurs encouragements le généreux élan du progrès réalisable, soit qu'elles sauvegardent par leurs exemples ces notions éternelles du vrai, du grand, du beau et du juste dont le culte assidu suffit, à défaut de gloire et de génie, pour l'honneur et pour la dignité d'une époque. Merci donc, encore une fois, Messieurs, de m'avoir associé à ce patriotique labeur et d'avoir pensé que, pour la cause sainte de la civilisation et du progrès, mon cœur bat à l'unisson des vôtres.



RÉPONSE DE M. DAUSSY

DIRECTEUR DE L'ACADÉMIE

AU DISCOURS DE RÉCEPTION DE M. WATTEAU.



MONSIEUR ,

S'il est vrai que la fausse modestie n'en impose à personne , il faut reconnaître que la véritable modestie rehausse l'éclat du talent par la sympathique estime qu'elle inspire. Le talent seul peut attirer, séduire , éblouir même ; mais il ne suffit pas pour attacher d'une manière durable s'il est accompagné de certaines défaillances du caractère : c'est, au contraire, une grande satisfaction, et qui permet de rendre au talent un hommage plus complet et plus désintéressé, que la sécurité d'un commerce facile avec une personne dont le caractère n'offre que l'attrait de relations agréables Car la modestie vraie est un des traits du caractère ; elle ne tient pas à une fausse appréciation de soi-même ; elle serait alors l'erreur, et ne saurait constituer un



mérite ; mais elle est une juste déférence à l'opinion d'autrui sur ce qui nous concerne , et l'effet d'un détachement de nous-mêmes qui n'est pas dans les facultés de tous.

Vous me permettrez donc de revendiquer pour l'Académie les véritables motifs du choix par lequel elle vous a appelé à prendre part à ses travaux ; et de vous dire qu'il a été dicté par des considérations qui vous sont toutes personnelles.

Certes, nous avons senti vivement la perte de M. Bécot, éloigné de nous par de hautes fonctions ; nous avons trouvé en lui un collaborateur actif, un esprit fécond, vigoureux, original, une plume élégante , un style plein d'éclat et de charme. Il avait eu l'honneur de diriger nos travaux , et il a laissé de son passage parmi nous, des traces qui ne s'effaceront point : je le connais assez pour dire que de son côté il a emporté de nous un souvenir qui restera le lien d'une mutuelle estime.

Mais ce n'est point lui que nous avons cherché en vous ; c'est vous-même. Vous appartenez , par votre naissance , par votre éducation , par vos relations de famille et d'alliance, par vos fonctions, par vos succès enfin , à notre ville d'Amiens , et nous n'avons nul besoin de reporter notre pensée sur autrui pour savoir ce que nous devons attendre de vous.

Les fonctions élevées que vous remplissez auprès de la Cour d'Amiens attireraient naturellement sur

vous l'attention de l'Académie , dont le règlement confère de droit à votre supérieur immédiat, le titre de membre honoraire. C'est qu'en effet il est véritablement impossible de remplir dignement la mission qui vous est confiée sans posséder des qualités et des talents qui sont autant de titres précieux aux yeux de l'Académie.

Improviser, est chose plus difficile qu'on ne croit : cela suppose en même temps qu'un don naturel plus ou moins heureux , une grande habitude du travail intérieur de la pensée ; il la faut, en effet, assouplir, contenir, mesurer, dominer, diriger constamment ; il faut en rester le maître alors qu'on se sent près d'être emporté par son entraînement. Semblable à un coursier impétueux qui s'élance, et qui, volant dans sa carrière, tout entier à sa fougue, ne connaît point les obstacles , elle nous mènerait vite au-delà et loin du but si nous n'avions toujours le soin de réprimer ses écarts. Le besoin de se posséder soi-même est encore plus urgent quand le discours est contradictoire , quand il s'adresse à un adversaire, soit pour lui donner la réplique, soit pour la provoquer, car toute faute est à l'instant saisie , relevée par cet adversaire toujours prêt à profiter de la moindre défaillance. Il faut, par conséquent , qu'une sorte de gymnastique intérieure ait depuis longtemps habitué la pensée à se montrer docile au frein ; c'est le résultat d'une culture intellectuelle qui demande de longs efforts et de patients

retours sur soi-même. On n'arrive pas sans de laborieuses études à conserver dans le feu du discours, dans l'animation de la lutte, dans l'excitation de la contradiction, ce calme intérieur de la raison qui se possède, qui juge de l'opportunité et de la portée de chaque parole, qui règle et l'ordre et le développement de chaque pensée, et qui dirige vers un but constant où elle les amène toutes les forces puissantes qui semblent à chaque instant sur le point d'échapper à ses lois.

Il y a dans l'improvisateur un double personnage, celui qui commande et celui qui exécute; tous deux agissent à la fois, simultanément. Le calme, la sûreté, la promptitude de coup-d'œil, la décision du commandement sont nécessaires à l'un. L'ardeur, l'entrain, la vigueur, la hardiesse, la précision de l'exécution sont indispensables à l'autre. Concevoir, combiner et organiser le discours; et en même temps parler juste, donner à la pensée le développement, la couleur et le ton qui lui conviennent; voilà ce qu'il faut réaliser dans un rapide instant sous un contrôle attentif.

On n'y parvient qu'à la condition d'avoir beaucoup réfléchi dans des méditations antérieures. Il faut avoir, comme dans une réserve où l'on peut sans cesse et à tout instant puiser, les ressources de la littérature, de l'érudition et de l'expérience, toujours prêtes, toujours abondantes. Il faut qu'elles puissent, sans effort, et au moment le plus imprévu,

trouver leur place et leur emploi. Que de réflexions suggérées par une observation sans but déterminé surgissent tout à coup des profondeurs de l'intelligence comme un souvenir, et acquièrent, dans une application instantanée, une vigueur et une force nouvelles !

Des connaissances variées, une abondante réserve des fruits de l'étude et de l'expérience sont donc nécessaires pour improviser. J'ajoute que ces connaissances doivent être solides, ces fruits véritablement parvenus à maturité, lorsqu'il s'agit d'improviser sur des matières sérieuses, sur des sujets graves, des intérêts d'un ordre élevé.

Les fonctions du ministère public vous appellent à porter la parole dans les plus graves et les plus difficiles affaires où se débattent l'état des personnes dans la société, l'intérêt des faibles et des incapables dont la loi vous constitue le défenseur, le conflit de l'intérêt général et de l'intérêt privé, les nécessités de l'ordre public et de la discipline sociale. Vous êtes, d'ailleurs, convié à élever une voix autorisée toutes les fois que les questions qui s'agitent devant vous vous paraissent dignes d'être élucidées par vos recherches.

D'autre part, vous avez la mission toute spéciale d'assurer le bon ordre dans la société et de protéger la personne et les biens de tous les citoyens par une mise en œuvre vigilante, ferme, mais prudente, des dispositions salutaires de notre loi pénale : au mi-

nistère public est réservé le droit redoutable et protecteur de faire rechercher et punir les coupables : sa sagesse doit égaler sa vigueur.

Dans l'exercice de vos doubles fonctions auprès de la justice civile et criminelle, il faut donc apporter les plus précieuses qualités de l'esprit et du caractère. La nature des intérêts que vous couvrez de votre protection exige une aptitude générale de l'esprit, une rectitude et une sûreté de jugement, une fermeté sans ostentation, qui s'appuyant sur un riche fonds d'études et d'observation antérieures, et sur le goût inné de la juste mesure en toutes choses, vous ont conquis auprès des magistrats l'autorité d'une parole aimée. Dans les solennelles discussions des affaires criminelles vous avez montré depuis longtemps que vous saviez allier à la connaissance du cœur humain, et à une sagacité qui pénètre ses replis cachés, les dons heureux de l'éloquence qui persuade. Dans la circonstance présente vous venez de nous prouver une fois de plus avec quelle élégante distinction vous savez manier la plume.

Nous avons gardé souvenir du discours que vous avez prononcé à l'audience de rentrée du 4 novembre 1861, et où vous aviez choisi pour sujet deux des plus belles prérogatives des fonctions que vous remplissez si dignement : l'initiative et l'indépendance. Dans ces solennités annuelles la magistrature renouvelle avec les belles-lettres une alliance toujours féconde en salutaires enseignements. Elle

demande à ceux qui, organes de la loi, en sont les représentants actifs, de produire quelques-unes de ces réflexions qui ne sauraient manquer de frapper leurs esprits, soit sur son insuffisance, soit sur ses avantages, soit sur les conditions de son exercice aux diverses époques de l'histoire. Tantôt le récit d'une grande existence judiciaire, et la résurrection d'une belle figure historique qu'un talent vigoureux sait faire sortir des ombres et de la poussière du passé, nous fait assister au rude travail de la formation de notre droit coutumier ; nous montre les idées juridiques s'y dégageant moins de la spéculation pure que de la nécessité du fait, et de la notion primitive de justice ; et nous fait suivre le bailli à cheval, parcourant sa province, ce bailli *droiturier*, bien moins fort de sa science que de sa conscience et de l'énergie de sa volonté pour le bien. Tantôt l'influence des préjugés et des mœurs contre l'autorité des lois est signalée de haut. Le regard qui se porte sur des abus invétérés, contre lesquels les décisions de nos rois et leurs plus rigoureuses mesures n'ont su prévaloir, en scrute les causes, en perce à jour les faux semblants d'équité et les faux prétextes historiques, en détaille les funestes effets, et après avoir apprécié les réformes qu'apporte le temps, ce grand redresseur de torts, se reporte avec confiance vers l'avenir où les intérêts que le préjugé met en lutte doivent se réconcilier sur le terrain du



droit. Tantôt, ainsi que vous l'avez fait, Monsieur, ce sont ses droits et ses devoirs que le magistrat considère à la lumière de son expérience de la vie, à la clarté d'une conscience qu'il a su pleinement satisfaire. On ne parle ainsi de ses droits qu'avec le sentiment profond de ne les avoir jamais dépassés, et de ses devoirs qu'avec la certitude de les avoir scrupuleusement remplis.

La parole alors coule aisément ; elle est élégante et digne, le style pur et limpide ; on sent combien l'auteur est à l'aise avec son sujet ; le beau est la forme naturelle du bien.

Aussi le goût que vous avez montré pour les lettres, le culte dont vous les honorez, cet art que vous possédez de bien parler et de bien écrire, sont-ils naturellement alliés à un amour du progrès aussi éclairé que sincère. Loin de vous les exagérations de l'Utopie ; ses chimères brillantes mais vaines n'ont jamais pu séduire votre calme raison ; mais la maturité du sentiment qui vous anime le rend d'autant plus fort, qu'il est plus juste. Vous êtes de ceux qui veulent fermement écarter les obstacles pour faire couler majestueux ce fleuve dont vous nous parlez, qui porte les destinées de l'homme.

Sa marche est quelquefois lente ; parfois il semble remonter vers sa source, tantôt il se reporte sur une rive et semble délaisser l'autre à jamais. Vous venez de nous le faire voir portant du côté des

sciences naturelles et des sciences morales, le tribut abondant de sources nouvelles, mais endormi et stagnant du côté des arts et des lettres.

Pourtant il marche : *è pur si muove*.

Pas plus que vous je ne prends plaisir à chercher dans la comparaison du présent avec le passé un texte à de vaines récriminations. C'est le passé qui nous a fait ce que nous sommes ; respectons-le et rendons-lui grâces. Mais c'est vers l'avenir que nous marchons, et c'est vers lui que doivent se tourner nos regards, nos désirs, nos espérances. Pour moi, ce qui caractérise le progrès à notre époque c'est la diffusion qui s'opère, l'expansion de la pensée. Vulgariser me paraît être le besoin actuel auquel nous obéissons.

Il y a quelques siècles un alchimiste était une sorte de personnage mystérieux cachant avec soin les secrets de ses sciences occultes ; un être dont on prononçait le nom avec l'effroi, et dont on redoutait le pouvoir avec la crédulité d'une ignorance profonde.

Aujourd'hui nos savants, qu'on ne redoute nullement, ont un bien autre pouvoir sur la nature ; il lui ont arraché de merveilleux secrets ; ils ont réalisé des prodiges : notre esprit s'y est habitué ; mais c'est qu'on l'a éclairé. C'est que les arcanes sont ouverts, qu'il n'y a plus de pierre philosophale, que tous sont appelés, pour ainsi dire, par les né-

cessités de la vie à se rendre compte des grandes lois de la nature ; et que pour cela mille facilités sont ouvertes à tous ; que la science n'est plus le privilège de quelques-uns ; mais le patrimoine commun où chacun peut puiser, un domaine public auquel les participants sont chaque jour plus nombreux ; une conquête sans cesse agrandie par de patients efforts, mais aussi sans cesse communiquée par un généreux besoin d'expansion.

Et comme tout se tient dans l'homme , qu'on ne peut faire entrer la lumière d'un côté dans l'esprit humain sans jeter sur les autres quelque lueur qui dissipe leurs ombres. Il en résulte que le désir de faire le bien est devenu plus général. Les bons sentiments se sont développés à mesure que les intelligences s'éclairaient. Aussi les conditions du bien-être sont-elles devenues plus généralement accessibles. Sous beaucoup de rapports la vie matérielle est plus facile pour le grand nombre. Moins oppressé par les nécessités de l'existence physique, il éprouve, il connaît le besoin des jouissances intellectuelles et morales. Je regrette comme vous que pour satisfaire à cet heureux besoin , qu'il importe de développer de plus en plus , nous n'ayons point une littérature aussi belle, aussi grande, aussi simple en même temps , que l'exigerait une telle œuvre. Patience , toutefois , nous en sommes qu'aux premiers essais, et le temps viendra où une littérature

tout à la fois populaire et saine rencontrera, pour l'apprécier, un goût plus généralement épuré, des mœurs plus élevées. J'ai foi en cette solide pierre de touche qu'on appelle le sens commun, et à laquelle Molière essayait ses chefs-d'œuvre quand il les lisait à son humble servante.

Vous avez donc raison de le dire, Monsieur, il y a place pour les hommes de bonne volonté, de talent et de progrès ; voilà pourquoi nous avons compté sur vous : L'unanimité des suffrages qui ont accueilli votre candidature atteste les sentiments d'une profonde sympathie que vous serez toujours certain de trouver parmi nous, et dont celui qui écrit ces lignes est particulièrement heureux d'être aujourd'hui l'organe.



1

DES FUMEURS D'OPIUM
ET
DES FUMEURS DE TABAC

PAR M. ALEXANDRE, DOCTEUR EN MÉDECINE.

(Séance du 26 Août 1865).



MESSIEURS,

Je vais essayer devant vous de faire l'analyse d'un livre qui m'a paru bien curieux et qui a pour titre : *les Fumeurs d'opium en Chine*, par M. le docteur Libermann, médecin aide-major attaché au service des ambulances de l'expédition de Chine. La matière n'est pas neuve assurément ; mais cette étude faite cette fois par un médecin à qui la physiologie et la connaissance des maladies viennent en aide, par un médecin appartenant à un corps d'armée vainqueur, pénétrant partout et pouvant partout porter ses investigations, doit à tous ces titres faire espérer des aperçus nouveaux.

Le livre de M. Libermann a été analysé plus

d'une fois déjà, ce qui, selon nous, en fait ressortir l'importance. C'est d'abord dans un feuilleton du journal *la France* (mars 1863), par M. Figuier, ce savant et spirituel écrivain qui a mis la science à la portée de tout le monde dans plusieurs ouvrages pleins d'intérêt et dans une revue que l'auteur appelle *l'Année scientifique*, livre beaucoup lu et que vous connaissez tous, Messieurs. C'est ensuite M. le docteur Fournet, agrégé à la Faculté de médecine de Paris, dans le numéro de décembre 1864 de *la Revue britannique*. Si nous n'avons pas hésité à parler à notre tour de ce livre après deux hommes si distingués par leur science et la manière de dire, c'est que beaucoup d'entre vous, Messieurs, n'auront eu (du moins je puis le supposer) aucune connaissance de ces travaux. C'est encore en me fondant sur la variété des esprits aussi grande que la variété des visages et qui fait que chacun de nous voit les choses à sa manière, c'est-à-dire en ne se plaçant jamais au même point de vue que les autres.

Après l'examen du livre de M. Libermann, je vous dirai quelques mots d'une lecture sur le tabac, faite récemment à l'Académie impériale de médecine par l'un de ses membres, M. Jolly. Enfin je finirai par un parallèle entre les points les plus saillants des deux ouvrages, parallèle qui doit faire ressortir des analogies frappantes et nous conduire à des déductions pratiques qui ne sont pas, selon nous, sans intérêt.

Chose bien singulière, on ne le dira jamais trop, que l'usage de l'opium, substance si contraire à la nature de l'homme ! chose qui resterait incompréhensible si l'on ne se rappelait que la vie est dans la stimulation ; que l'homme, quelle que soit son espèce, à quelque latitude qu'il appartienne, a un tel besoin de stimulation, qu'il la recherche partout, même en dehors des causes qui la produisent le plus naturellement, le plus ordinairement, tels que les aliments, la chaleur, l'air, le travail, les affections, et enfin toutes les émotions de la vie, quelque simple que soit la vie. De là l'usage du vin, de l'eau-de-vie, de la bière, du café, du thé, du haschich, du tabac, du cocca ; de là la recherche des émotions dans les livres et dans une foule de circonstances de la société, qui émeuvent plus ou moins, ou au théâtre qui les représente quelquefois assez fidèlement pour nous émouvoir beaucoup encore. De là enfin l'usage de l'opium chez les Chinois et d'autres peuples de l'Orient.

Ce n'est que vers le milieu du dix-septième siècle que l'usage de l'opium, qui existait déjà dans les Indes et la Perse, s'introduisit en Chine « pour produire des jouissances factices au moyen d'une excitation délétère. »

On a, par les chiffres suivants, l'idée de l'extension considérable et rapide que prit dans ce pays l'usage de fumer l'opium.

En 1798, dit M. Libermann, l'importation était

de 4.172 caisses de 70 à 80 kilos, et revenait de 600 à 800 piastres. En 1859, elle atteignait le chiffre énorme de 70.180 caisses. • Avant la dernière guerre, l'opium ne se vendait que dans les cinq villes ouvertes au commerce européen : Canton, Sang-Hai, Tout-Chao, Ning-Po et Sindao. • Depuis le dernier traité de Pékin (1860), la vente s'en fait librement sur toute la côte de la Chine, et pendant l'hiver de 1861 que M. Libermann a passé à Tien-Tsin, dans le Petchili, un bateau anglais en a vendu pour 2 millions de francs au su et au vu des autorités chinoises. • Ce fait et beaucoup d'autres font voir la part coupable que les Anglais prennent à la propagation de l'usage de l'opium chez les malheureux Chinois.

Voici quelques détails sur la manière de fumer l'opium : • La pipe consiste en un tuyau long de 40 à 50 centimètres environ, du diamètre d'un flageolet ordinaire, en bois ou en métal, quelquefois en jade, selon la condition des fumeurs. A la partie inférieure de ce tuyau se trouve une ouverture dans laquelle on visse la tête de la pipe ; cette tête est creuse, de forme ronde ou cylindrique, ordinairement en terre, quelquefois en métal, et porte, à sa partie supérieure, un godet percé d'un petit trou sur lequel on dépose l'extrait d'opium et qui livre passage à la fumée.

• Pour la charger, on se sert d'un stylet de métal qu'on trempe dans l'extrait d'opium réduit par la

« coction à l'état sirupeux. On en prend 10 ou 15
« centigrammes environ qu'on arrondit et qu'on
« approche de la flamme d'une lampe jusqu'à ce
« que la matière se gonfle, puis on la place sur le
« godet de la pipe, et on y met le feu. On aspire la
« fumée lentement, on l'avale et on ne la rend
« qu'après l'avoir gardée le plus longtemps possible.
« La durée d'une pipe, en moyenne, est d'une mi-
« nute ; 20 à 30 aspirations suffisent pour la ter-
« miner. »

« Certains Chinois, qui usent depuis longtemps
de l'opium, vont jusqu'au chiffre énorme de deux
cents pipes par jour. »

Cette habitude a pénétré dans toutes les classes
de la société ; M. Libermann, lors de son débarque-
ment à Pétang, ville de 30,000 âmes, qui était
abandonnée à l'arrivée de l'armée française, eut
l'occasion, en parcourant tout le campement fran-
çais, composé de 380 maisons, d'en trouver 267
qui contenaient de l'extrait d'opium, des pipes et
les ustensiles d'usage, tels que lampes, stylets, fers
tranchants pour nettoyer la pipe... Enfin il a trouvé
les mêmes ustensiles dans les villes comme dans les
villages, dans les maisons les plus pauvres comme
dans l'habitation fastueuse du plus riche mandarin,
comme dans les camps tartares.

« Un jour, dit-il, en côtoyant les rives du Peï-ho,
« je rencontrai une hutte dont les habitants venaient
« de fuir à notre approche ; une marmite de fonte

« contenait les restes d'un repas de la plus pauvre es-
« pèce, du riz et des débris informes de poisson sec;
« tous les meubles étaient sales et délabrés. Dans
« un réduit obscur, séparé du reste de l'habitation
« par des nattes, je vis étendu sur un misérable lit
« de camp, un Chinois d'une quarantaine d'années;
« il était maigre et décharné et tenait à la bouche
« une pipe à opium dont il paraissait savourer la
« fumée avec délices ; il ne bougea pas cependant.
« Le malheureux avait surmonté la frayeur qu'ins-
« piraient alors les Français; il bravait la mort peut-
« être, pour pouvoir se livrer quelques instants de
« plus à sa funeste débauche.

« Je sortis avec dégoût. »

Partout, l'auteur a vu des boutiques où l'on fume l'opium malgré les prohibitions sans cesse renouvelées des empereurs qui se livrent aux mêmes débauches, comme l'attestent les fumoirs, les approvisionnements d'opium trouvés dans leur palais d'été. Que peut-on attendre des prohibitions lorsque les chefs de la nation donnent pour elles, les premiers, l'exemple du mépris ?

M. Libermann estime qu'un dixième environ de la population mâle et adulte fume l'opium, ce qui porterait en Chine le chiffre des fumeurs à 6 ou 8 millions. On n'y compte que quelques femmes, et encore ce sont celles qui vivent dans la fange.

En général, c'est vers 18 ou 20 ans que l'on commence à fumer : il y a pourtant des enfants de 10 à 15 ans qui le font.

La classe pauvre fume dans des boutiques consacrées à cet usage. C'est, dit l'auteur, dans une salle sombre, noire et humide, au rez-de-chaussée le plus souvent, avec les volets et les portes hermétiquement fermés, ne recevant de lumière que celle des petites lampes à opium ; le long des murs, noircis comme nos tabagies de bas étage sans doute, sont suspendues, sur des rouleaux de papier, quelques sentences de Confucius. Confucius ! que ses compatriotes appelaient le saint maître, le sage par excellence ; Confucius qui s'était appliqué, quand il jouissait de la confiance du souverain de Lu, à réformer les habitudes vicieuses du peuple ! et mettre ses sages maximes dans ces horribles lieux où le peuple s'abrutit ! Quelle dérision ! En entrant dans ces salles sombres on est suffoqué par la fumée âcre et irritante de l'opium. On y voit de 15 à 20 fumeurs étendus sur des lits de camp recouverts de nattes, la tête appuyée sur un rouleau de paille, leur pipe à la bouche, ayant près d'eux une tasse de thé et offrant des aspects différents. Les uns sont loquaces et sont sous le coup d'une forte stimulation ; les autres immobiles, les yeux ternes, sont comme étrangers aux choses qui les entourent. Les gens riches fument chez eux ou dans des fumoirs ornés de peintures lubriques, ou dans des fumoirs publics dont la tenue répond à leur condition.

En recherchant les causes de l'extension rapide de l'usage de l'opium en Chine, l'auteur croit en

trouver une dans l'absence du vin et des alcooliques, dans la mauvaise et repoussante eau-de-vie que produit la fermentation du sorgho, du millet ou du riz, que l'on prend, dit-il, dans des vases microscopiques, afin d'en boire le moins possible. Il croit trouver d'autres causes dans le servilisme d'imitation de la classe moyenne et pauvre pour le riche (car l'habitude de fumer a commencé par les riches et les oisifs); enfin dans le caprice et la mode, etc.

Nous vous disions un jour ici à peu près la même chose, Messieurs, quand nous vous parlions de l'abus du tabac. « On commence à fumer, disions-nous, poussé que l'on est par une espèce d'instinct d'imitation; tendance innée chez l'homme, nécessaire, sans doute, qui fait que tout un peuple vit, se nourrit, s'habille, se loge et pense de la même manière. »

En continuant l'étude des causes, l'auteur combat l'idée de ceux qui ont cru pouvoir expliquer la facile propagation de ce vice par le besoin qu'éprouveraient les peuples orientaux, épuisés par les excès de la polygamie, de réveiller les idées lascives en faisant naître les impressions agréables, les rêves et les hallucinations voluptueuses que donne l'opium. • Cette substance, dit-il, est un excitant du système nerveux central; mais il n'a pas d'action particulière sur les organes génitaux; il ne donne pas une direction spéciale à l'imagination, et ne la lance pas forcément dans le monde des rêves

« voluptueux ou lubriques ; mais à titre du stimulant, il exalte la sensibilité, l'imagination, la volonté, qui acquièrent alors, momentanément, une activité et une puissance plus grandes, mais qui ne s'exercent que dans la sphère d'idées habituelles du fumeur. Ainsi l'ambitieux verra ses plans de fortune réalisés de la façon la plus splendide ; l'avare ses coffres pleins d'or et savourera avec délices la vue de ses lingots imaginaires ; le libertin rêvera des plaisirs inconnus, des femmes aux formes gracieuses et suaves ; le poète sera transporté dans les sphères enchantées de l'idéal.

L'initiation à l'usage de l'opium n'est pas plus facile que celle des fumeurs de tabac, comme on le voit par les essais que M. Libermann a faits sur lui-même :

« . . . Je n'ai éprouvé, dit-il, pendant les deux premières semaines de mon initiation, que des vertiges, des nausées, des vomissements, avec une douleur épigastrique assez vive, sans aucune impression physique ni morale agréable ; mon intelligence au contraire était lourde et pesante, mes idées confuses et pénibles ; en un mot, j'avais les sensations qui accompagnent les débuts d'un fumeur de tabac... »

L'auteur continue son apprentissage, et dans la troisième semaine, il allait jusqu'à six pipes par jour, ce qui faisait soixante centigrammes d'extrait d'opium. « Alors, dit-il, mon intelligence était

• excitée . mes idées devenaient plus nettes , mon
• imagination plus vive : en un mot , j'étais dans
• un état tout semblable à celui où je me trouve
• après avoir bu plusieurs verres de champagne :
• je causais avec gaité et loquacité. Une heure
• après la dernière pipe , je tombais ordinairement
• dans un demi-sommeil , accompagné de rêvasseries
• agréables , mais qui n'avaient rien de déterminé ,
• et qui étaient suivies d'un sommeil profond dont
• il ne restait aucun souvenir. A mon réveil , j'avais
• la tête lourde , la langue pâteuse , l'esprit obtus ,
• la pupille dilatée. »

L'estomac se dérangeant , M. Libermann ne put continuer ses expériences.

Le fumeur d'opium , selon l'auteur , offre dans son existence trois périodes bien distinctes. La première , qui est passagère , est la période d'initiation. Dans la seconde période , l'habitude est prise , et l'on obtient les sensations agréables que l'on cherche. Quelquefois pourtant l'excitation dépasse la limite ordinaire et donne lieu à des symptômes graves qui ont causé parfois la mort. L'auteur appelle cet état narcotisme aigu , à cause de sa grande analogie avec l'alcoolisme aigu que l'on appelle *delirium tremens* ou tremblement des ivrognes.

Disons de suite les symptômes du narcotisme aigu.

« La stimulation est plus prononcée ; le fumeur devient plus gai , plus vif ; ses idées sont riantes ; mais peu à peu elles se troublent ; les mouvements

deviennent incertains , surtout ceux des extrémités inférieures ; les yeux sont hagards, ordinairement injectés, brillants et d'un éclat inaccoutumé ; la pupille est fortement contractée. Souvent éclate alors ce délire furieux qui , à Java, a mis l'autorité hollandaise dans la nécessité de placer à la porte de toutes les boutiques à opium des agents de police chargés de tuer tout fumeur qui tenterait de se livrer à quelque acte de violence en sortant de ces repaires de débauche. A tous ces symptômes d'une grande stimulation succède une période de collapsus ou d'anesthésie , c'est-à-dire la perte de toute sensibilité, »

Enfin on a vu le narcotisme aigu donner lieu à des mouvements convulsifs avec perte de connaissance et de sensibilité conduisant à la mort. Deux fois, sur cinq autopsies cadavériques qu'a faites M. Libermann, il a trouvé un épanchement considérable de sang dans les membranes du cerveau.


La troisième période de l'auteur se caractérise par la désorganisation physique, morale et intellectuelle du fumeur. C'est ce qu'il appelle le narcotisme chronique. La figure alors est pâle et maigre ; les yeux sont caves, entourés d'un cercle brunâtre ; la pupille est dilatée , le regard a une expression d'idiotie hilariante ; la parole est embarrassée, souvent tremblotante ; les membres sont grêles, sans vigueur ; la marche est lente et ressemble quelquefois à celle des hommes ivres. Mais pendant l'action

de fumer le sujet s'anime, ses yeux prennent de la vivacité. il devient loquace; c'est un état de stimulation passagère qui fait bientôt place à la stupeur devenue habituelle.

Arrivé à cette période, le fumeur d'opium offre des symptômes de gastralgie ou de gastro-entérite. des symptômes nerveux qui sont des picotements, des fourmillements pénibles dans tout le corps, une diminution du sens génésique et des sentiments affectifs; souvent aussi il y a diminution de la mémoire et de toutes les facultés de l'intelligence, ce qui le rend incapable de s'occuper de ses affaires. Enfin après tous ces graves symptômes le malade peut arriver à la démence, à la manie aiguë et quelquefois à la paralysie générale, qui sont toujours les prodromes de la mort dont il hâte quelquefois la venue par le suicide.

Après ces bien tristes détails, nous dirons, pour être aussi vrai que l'auteur, qu'il a vu des fumeurs d'opium arrivés à un âge très-avancé, comme 75 ans, 80 ans.

Faut-il, comme le dit M. Libermann, déterminer chimiquement la nature de la fumée d'opium, pour résoudre la question physiologique de ses effets? Nous ne le pensons pas. Il nous suffirait de voir cette fumée produire les effets que produisent toutes les parties actives de l'opium pour deviner qu'elle contient les mêmes éléments; et l'auteur pourrait bien ne pas regretter de n'avoir pu faire des expériences



pour savoir si cette fumée contenait de la narcotine, de la codéine ou de la morphine. Du reste, ces expériences pour vous, Messieurs, ont été faites d'une manière fort ingénieuse par un des vôtres, M. Decharme ; et dans vos Mémoires, année 1861, page 374, on peut lire cette conclusion des expériences de M. Decharme : « *Que c'est à la morphine, peut-être à la morphine seule, qu'on doit attribuer les effets de l'opium fumé.* »

Nous avons vu bien des dégénérescences physiques et morales chez les fumeurs d'opium considérés individuellement. Mais le mal n'est pas là seulement ; ces dégénérescences deviendraient héréditaires, et l'usage de l'opium serait, avec d'autres causes, sans doute, pour une grande part dans l'abâtardissement de la nation chinoise. Selon M. Libermann, on lui devrait encore le défaut de franchise et de loyauté dans les rapports particuliers, la ruse, l'astuce, érigées en système, l'absence d'humanité, la prostitution la plus hideuse, ne faisant pas la différence des sexes, s'étalant partout, à toute heure, en tous lieux, sans que personne s'en étonne, sans que la vindicte publique punisse ceux qui se livrent à ces honteux désordres. Ce qui, du reste, ferait croire avec l'auteur que l'opium est pour beaucoup dans cette dépravation, c'est que ces mœurs dégoûtantes ne sont devenues si communes que depuis son introduction en Chine, et que dans les provinces méridionales de

l'Empire, où l'on en fume beaucoup moins, les vicieuses habitudes sont moins répandues et moins scandaleusement affichées. Aussi n'y voit-on que peu ou point de ces maisons publiques de jeunes garçons voués à la prostitution, si communes dans le Nord.

Cette gangrène morale n'a pourtant pas gagné tous les esprits. Il y a encore en Chine de bonnes âmes, des cœurs d'élite qui cherchent à réagir contre la passion si malheureusement à la mode. La preuve en est dans l'existence d'un album très-répandu dont l'auteur possède un exemplaire trouvé dans le palais de Yen-Men-Yen, et qui représente l'histoire d'un fumeur d'opium. Sur la première planche on voit un riche fumeur couché sur un canapé ouvragé avec soin et entouré de tout le luxe qui caractérise l'existence la plus élégante. Puis, peu à peu, dans les planches suivantes, on le voit passer, par suite de sa paresse et de ses débauches, à une misère profonde, pour mourir sur une natte, quand il a ruiné sa femme et ses enfants.

Après cette rapide analyse, on ne peut que répéter avec l'auteur que l'opium en Chine contribue à affaiblir le moral et la conscience publique, à détruire la famille en y introduisant l'indifférence, la paresse et la débauche; qu'il y engendre l'égoïsme et la dureté de cœur; qu'il peut conduire à l'aliénation mentale, au suicide et à l'assassinat. . . , et qu'enfin il désorganisera complètement la nation chinoise déjà en voie de dissolution.

Enfin, en terminant, M. Libermann dit que, sans vouloir faire de déclamations humanitaires, il appartient à la science de faire connaître les faux-fuyants sous lesquels se cache le mercantilisme homicide des Anglais, en soutenant à la tribune que *« l'opium est loin de produire les effets désastreux qu'on lui attribue, qu'il est même utile aux Chinois dont le tempérament mou et lymphatique a besoin d'un excitant. »*

Nous arrivons, Messieurs, à vous dire quelques mots du travail de M. Jolly, lu à l'Académie de médecine, le 21 février 1865.

Après quelques pages sur l'histoire de l'usage du tabac, M. Jolly, comme d'autres l'ont fait avant lui, rappelle les chiffres suivants qui donnent une idée de l'immense et rapide progression de cet usage en France.

« En 1832, l'impôt fiscal du tabac ne rapportait encore au Trésor que 28 millions, chiffre resté presque invariable depuis 1792, les deux tiers étant attribués au tabac à priser et un tiers au tabac à fumer.

« En 1842, le tabac donnait déjà un revenu annuel de 80 millions, dont le tiers seulement en tabac à priser et les deux tiers en tabac à fumer.

« En 1852, le revenu du tabac s'élevait à près de 120 millions, dont un quart au plus pour le tabac à priser ; les trois quarts environ pour le tabac à fumer.

« En 1862, le chiffre du revenu du tabac a pu
« s'élever à 180 millions, dont un cinquième à peine
« pour le tabac à priser, le reste pour le tabac à
« fumer.

« En 1863, on parle du chiffre de 218 millions,
« représentant un sixième seulement pour le tabac
« à priser, le reste pour le tabac à fumer.

« Pour 1864, *on espère* mieux encore... » M. Jolly
souligne avec ironie les mots : *on espère*.

Nous passerons, comme déjà répété bien des fois,
ce que dit l'auteur des propriétés vénéneuses du
tabac, constatées par l'expérience sur les animaux et
sur l'homme par des accidents ; mais nous donne-
rons son tableau graduant les tabacs, des différentes
provenances, selon la quantité de nicotine qu'ils
contiennent, parce que, comme il le dit, par là
pourraient s'expliquer les divergences d'opinion sur
les effets du tabac, divergences appuyées sur des
exemples.

Voici ce tableau :

Tabac du Levant	0,00	% de nicotine.
— de Grèce	0,00	—
— de Hongrie	0,00	—
— des Arabes	2,00	—
— de la Havane	2,00	—
— du Paraguay	2,00	—
— de Maryland	2,29	—
— d'Alsace	3,21	—
— du Pas-de-Calais	3,96	—

Tabac du Kentoucky . . .	6,09 %	de nicotine.
— d'Ile-et-Vilaine . . .	6,20	—
— du Nord	6,38	—
— Lot-et-Garonne . . .	7,34	—
— du Lot	7,96	—

De là l'on comprend que les Orientaux, les Turcs, les Grecs, les Brésiliens, les Hongrois fument presque impunément quoique fumant beaucoup ; tandis que les Anglais, les Ecossais, les Suisses, les Suédois, les Norvégiens, les Belges, les Français, subissent d'une manière beaucoup plus sensible les effets physiologiques du tabac.

Quant aux mauvais effets du tabac sur les sens et l'intelligence, M. Jolly est bien plus affirmatif que nous ne l'étions ici un jour dans le travail que nous rappelions tout-à-l'heure, où nous vous disions... « Ce ne sera plus cette stupeur dégradante due à l'usage du tabac, dont nous parlent Cullen et Percy ; mais ce sera un état permanent ou passager d'affaiblissement intellectuel, de défaillance de l'esprit qui, sans les rendre tout-à-fait nuls, fait perdre de leur valeur sociale à ceux chez qui ces choses se passent. »

Voici ce que dit M. Jolly : « A ces premiers
« symptômes viennent s'ajouter graduellement l'ob-
« tusion des sens, la lenteur des conceptions, l'af-
« faiblissement de la mémoire, le défaut de préci-
« sion des mouvements musculaires, le tremblement
« sénile... etc... ou l'abolition complète des sens,

« tels qu'en cite M. Bonafont pour l'ouïe et M.
« Sichel, et le docteur Hutchinson pour la vue... »
« Enfin, dit toujours M. Jolly, là ne s'arrêtent
« pas encore les effets de l'abus du tabac. Ce qui
« n'est pas permis de mettre en doute aujourd'hui,
« c'est la part qu'il a pu prendre au développement
« progressif des maladies mentales et particulière-
« ment à la forme désignée sous le nom de *para-*
« *lysie générale ou progressive*, maladie qui depuis
« un certain nombre d'années se multiplie de ma-
« nière à encombrer les maisons de santé consa-
« crées aux aliénés. »

M. Jolly confirme tout ce qu'il vient de dire
les chiffres suivants :

En 1818 jusqu'à 1830, le produit du tabac étant
de 28,000,000, il y avait 8,000 aliénés.

En 1832, le produit du tabac étant de 30,000,000,
il y a 10,000 aliénés.

En 1842, produit du tabac, 80,000,000, 15,000
aliénés.

En 1852, produit du tabac, 120,000,000, il y a
23,000 aliénés.

En 1862, produit du tabac, 180,000,000, et
44,000 aliénés.

Ces chiffres ne comprenant que les aliénés séques-
trés, si l'on ajoute, dit l'auteur, les aliénés traités
à domicile, on aura facilement et sans exagération
60,000 aliénés pour la France de 1862. Nous ne
pouvons passer sous silence les objections faites à

cette statistique relevée par M. Jolly : 1° c'est que le prix de vente des tabacs a été élevé dans une proportion notable par divers actes législatifs; 2° que la population du territoire s'est accrue d'une manière sensible ; 3° c'est enfin que le nombre des aliénés restés dans leurs familles , et non compris , par conséquent , dans les statistiques , était alors plus considérable (*Revue des Cours scientifiques* 1865 page 305). Mais d'autres preuves invoquées par M. Jolly et auxquelles on ne paraît pas avoir fait , ni pouvoir faire d'objections, sont celles-ci : 1° dans les asiles publics ou privés consacrés au traitement des maladies mentales , la paralysie progressive qui mène à ces maladies domine toujours dans le service des hommes ; 2° que dans le service des femmes aliénées on n'y trouve pour ainsi dire que les formes classiques de la folie , c'est-à-dire le délire maniaque (folie furieuse), le délire lypémaniaque (folie avec tristesse), le délire monomaniaque (folie sur un seul objet), et autres, soit aigus, soit chroniques , en un mot toutes les maladies nerveuses inhérentes à la vie morale de la femme et ayant leur source commune dans l'organisation même, dans une physiologie toute sexuelle... ; 3° les militaires, les marins surtout qui surpassent les autres dans l'excès de la pipe et du cigare, figurent toujours en première ligne dans le chiffre des aliénés paralytiques ; 4° Les femmes , au contraire , et les aliénés des populations qui ne fument qu'un tabac sans

nicotine , sont généralement exempts de paralysie générale.

L'auteur va droit à cette autre objection qu'on peut lui faire, que le fumeur et le buveur d'alcool ou d'absinthe se confondent si souvent dans le même individu, qu'on peut se demander laquelle de ces deux causes produit la paralysie générale ?

M. Jolly répond à cette grave objection en disant « qu'il a vu des paralytiques ne buvant que de « l'eau, mais ayant fumé beaucoup ; que M. Maillot, « président du Conseil de santé de l'armée, a vu « que dans le chiffre sensiblement progressif des « cas de paralysie générale qui s'offrent chaque « année à l'inspection, il s'en trouve un certain « nombre, plus même que l'on avait pensé, qui « étaient autant d'exemples de sobriété à l'égard « des spiritueux, bien que les malades eussent sou- « vent fait abus de la pipe ou du cigare ; que dans « certaines provinces de France, la Saintonge, le « Limousin, le Languedoc, où l'on ne fume encore « que très-peu, la paralysie progressive est à peu « près inconnue. »

M. Jolly, continuant ses recherches sur les effets les plus généraux de l'usage du tabac, arrive à penser qu'il n'est pas sans influence sur le mouvement de la population, et qu'il doit être la cause de l'augmentation de mortalité observée en certaines années. Il trouve même, en décomposant les tables de mortalité pour les vingt dernières années ; un

résultat qui doit éclairer la question ; c'est une proportion plus élevée de décès pour les hommes de trente à cinquante ans que pour les femmes , de telle sorte que le nombre des femmes qui , avant cette époque, était inférieur à celui des hommes, le dépasse de plus en plus en avançant dans la vie. Et, cependant, ajoute avec raison l'auteur , on ne peut attribuer ce vide dont la population masculine de trente à cinquante ans, ni à la guerre ni aux maladies de l'adolescence, fièvres éruptives, fièvres typhoïdes, maladies tuberculeuses.

M. Jolly termine sa lecture à l'Académie en cherchant les moyens de remédier au mal dont il vient de faire ressortir tous les caractères. On le pourratt, selon lui :

1° En substituant dans le commerce , dût-on les payer bien cher, les tabacs du Levant, de Grèce, des Arabes, du Paraguay, du Brésil et autres lieux , ne contenant que de faibles proportions de nicotine, aux tabacs qui en sont plus ou moins saturés. On rendrait par là, à l'agriculture, les quelques 20,000 hectares d'excellentes terres consacrées à la culture de la plante vénéneuse ;

2° Ou bien en dépouillant nos tabacs indigènes de nicotine , ce que peut faire la chimie , dût-on remplacer ce principe toxique par des parfums.

Nous vous ferons remarquer , Messieurs , que ce moyen n'atteindrait jamais le but. Des parfums remplaçant la nicotine, le tabac alors n'est plus du

tabac ; et les différents effets sur le système nerveux que le fumeur recherche, qu'il attend, n'étant plus produits, il n'y a plus de raison de fumer ;

3° En éclairant la raison publique... oh ! c'est là sans doute un moyen bien lent ; mais c'est encore un des plus efficaces.

4° En proscrivant l'usage du tabac dans toutes les institutions universitaires et les écoles du Gouvernement ;

5° En appliquant à la vente du tabac , comme mesure prohibitive et tout aussi nécessaire, la disposition de police administrative qui interdit la vente des spiritueux à toute personne âgée de moins de seize ans.

M. Jules Guérin , membre de l'Académie de médecine, rédacteur en chef de *la Gazette médicale*, de Paris, dans quelques lignes écrites à la hâte dans ce journal , fait sur le travail de M. Jolly les réflexions suivantes :

Tout en reconnaissant ce qu'il y a de vrai dans ces accusations contre le tabac , il voudrait que la science pût ajouter à ces vérités sommaires des faits physiologiques et pathologiques sur les effets nuisibles de cette substance. Ce serait , ajoute-t-il , un beau sujet de discussion pour l'Académie ; et quoique ses membres, pour la plupart, soient intéressés dans la question (il admet que la majorité des académiciens fume), M. J. Guérin reste convaincu que si chacun apportait le produit de son expé-

rience personnelle et ses observations sur les autres, la question serait bientôt complètement élucidée.

Il va sans dire qu'une discussion à l'Académie avancerait la question. Mais les faits pathologiques et physiologiques que demande M. Guérin, les médecins les rencontrent à chaque pas dans leur pratique, et chaque jour, depuis quelques années surtout que l'éveil est donné, ils les signalent à l'attention des corps savants et du public.

Ainsi, M. le docteur Triquet, s'occupant spécialement des maladies de l'oreille, rapporte dans ses leçons de cliniques des cas de surdité chez des fumeurs dûs à l'abus du tabac. Il revient sur ce genre d'accidents dans *la Gazette des Hôpitaux*, n° 61, de l'année 1865.

Le 30 mai 1864, le docteur Decaine communique à l'Académie des sciences des observations sur les intermittences du cœur et du pouls par suite de l'abus du tabac à fumer. Sur 88 fumeurs incorrigibles observés en trois ans, M. Decaine cite 21 cas d'intermittence du pouls indépendante de toute lésion organique du cœur. Je ne puis résister, Messieurs, malgré l'étendue déjà bien longue de cette lecture, à la tentation de vous citer, en l'abrégeant, celle de ces observations qui mit M. Decaine sur la voie, tant les faits y sont palpables.

« Au mois de septembre 1861, je parcourais, dit M. Decaine, les galeries du palais Pitti, à Florence, avec un correspondant des journaux de Paris, hom-

me d'esprit, plein de verve et d'animation, paraissant jouir d'une bonne santé, un peu pâle et âgé de 40 à 50 ans. Pendant les deux heures que nous passâmes ensemble à admirer les chefs-d'œuvre de l'art italien, je le vis 3 ou 4 fois s'arrêter au milieu de la conversation et se tâter le pouls avec anxiété.

« De retour à l'hôtel, je ne pus m'empêcher de lui demander l'explication de cette préoccupation qui m'avait frappé. Il me dit qu'ayant éprouvé deux ans auparavant des palpitations de cœur qui le fatiguaient beaucoup, il lui arriva, un jour qu'il se tâtait le pouls, de s'apercevoir que les mouvements de son cœur n'étaient pas réguliers, et qu'un battement ainsi qu'une pulsation à l'artère radiale, manquaient de temps en temps. Il eut l'idée alors de recourir aux livres de médecine pour avoir l'explication de ce phénomène. Après bien des recherches et des lectures, il demeura convaincu qu'il était atteint d'une maladie du cœur.

« Un médecin distingué de Turin lui dit qu'il avait le cœur un peu gros, et lui prescrivit le repos, un régime sévère, quelques saignées et des pilules de digitale. Au bout de deux mois de ce traitement, il éprouva des syncopes, des étourdissements, une grande prostration des forces et de l'insomnie, sans pour cela voir disparaître l'intermittence des battements de cœur, qui lui parut, au contraire, devenir plus fréquente.

« Il renonça alors aux remèdes et reprit sa vie

ordinaire. Les syncopes, les étourdissements disparurent et les forces se rétablirent en partie. Mais cette idée d'une maladie du cœur ne l'abandonnait pas, car les intermittences persistaient toujours. Il se consolait cependant à la pensée qu'un état comme celui-là n'avait rien de bien immédiatement dangereux, et qu'on pouvait vivre longtemps avec *le cœur un peu gros*. Cependant il suivait avec attention la marche de sa maladie et il s'aperçut que les intermittences devenaient plus fréquentes lorsqu'il fumait plus que de coutume.

« De 12 à 14 cigares qu'il fumait par jour il s'était réduit à 7 ou 8, et il avait cru voir que son pouls devenait plus régulier. Lorsqu'il dépassait ce nombre, il lui paraissait que l'irrégularité était plus prononcée.

« Depuis deux jours il avait fumé outre mesure et son pouls l'inquiétait beaucoup.

« J'examinai le cœur avec le plus grand soin. L'inspection, la palpation, la percussion ne m'apprirent rien. A l'auscultation, je trouvai 64 battements par minute, correspondant à 64 pulsations de l'artère radiale, mais de temps en temps une pulsation manquait....

« Je rassurai mon malade, je lui fis promettre de s'abstenir de fumer pendant un mois, sachant bien pourtant qu'il en est des serments des fumeurs comme de ceux des ivrognes...

« Deux mois après, je revis mon malade à Paris.

Il avait suivi ma prescription et il était, disait-il, débarrassé de ses intermittences... J'ai revu mon journaliste en 1863 ; je l'ai examiné de nouveau, et j'ai pu me convaincre qu'il est tout à fait débarrassé de ses intermittences. Il fume encore ; mais il m'a affirmé qu'il ne dépassait jamais deux cigares par jour. (1)

En novembre 1864, M. Decaine présentait encore à l'Académie des sciences, un mémoire ayant pour titre : *Des effets du tabac à fumer chez les enfants*.

M. Sichel, un très-fort spécialiste pour les maladies d'yeux, a parlé de l'amaurose, (paralysie de la vue) chez les fumeurs.

M. Woodsworth, médecin anglais, a publié trois cas de cette même affection observée sur des jeunes gens qui n'étaient intempérants que dans l'usage du tabac.

Le 9 juin 1862, M. Beau, aujourd'hui membre de l'Académie de médecine, lisait à l'Académie des sciences un mémoire sur la fumée de tabac considérée comme cause de l'angine de poitrine, (cette maladie qui foudroie comme l'apoplexie), et ce mémoire donne à l'appui huit cas bien observés.

M. Ségalas, cité par M. Jolly, dans le mémoire que nous analysons, lui a communiqué le fait d'un jeune homme qui passait une partie de sa vie dans un cercle où, en respirant une atmosphère toute

(1) *Gazette des Hôpitaux*, 1864, page 263.

chargée de vapeurs de tabac, il fumait plus de vingt cigares dans les 24 heures du jour et de la nuit. On vit ses fonctions digestives s'altérer, sa mémoire et son intelligence s'affaiblir, les forces musculaires défaillir. M. Ségalas, consulté, lui prescrivit d'occuper autrement ses loisirs, de quitter le cigare et de fuir les milieux nicotisés. Ces sages conseils fidèlement observés pendant quelques semaines rendirent au malade toute les attributions de la santé.

Dans le travail que j'avais l'honneur de vous lire, il y a quelques années, je vous citais comme ayant noté les mauvais effets du tabac, Alibert, Percy et notre collègue Barbier. Je vous citais Cullen, médecin anglais du 18^{me} siècle, dont je copiais le passage suivant :

« Quoique les personnes qui prennent beaucoup
« de tabac par le nez paraissent, par la puissance de
« l'habitude, être à l'abri de ses effets narcotiques,
« j'observerai qu'étant sujettes à en prendre beaucoup plus que de coutume, il est à craindre que
« ces effets n'arrivent sur elles d'une manière insensible. J'ai plusieurs fois remarqué qu'elles
« étaient affectées de la même manière que ceux
« qui sont accoutumés depuis longtemps aux autres
« narcotiques tels que le vin et l'opium, c'est-à-dire
« qu'elles perdent la mémoire, deviennent imbéciles et éprouvent, avant le temps ordinaire,
« d'autres symptômes qui sont un état de faiblesse
« ou de décrépitude du système nerveux. »

Enfin, tout récemment, M. Grisolles, professeur à la Faculté de médecine de Paris, et notre jeune compatriote, M. Fauvel, s'occupant, à Paris, spécialement des maladies du larynx, consulté par un de nos concitoyens pour un affaiblissement du timbre de la voix et une certaine difficulté de déglutition, n'hésitèrent pas un seul instant à attribuer ces symptômes graves à un commencement de paralysie due à l'usage immodéré de la pipe.

Vous le voyez, Messieurs, pour répondre au vœu de M. Guérin, qui demande à l'appui du travail de M. Jolly, des faits physiologiques et pathologiques, je fouille une demi-heure seulement dans ma bibliothèque, ou je cherche autour de moi, et j'y trouve plus de faits que je ne vous en voulais citer.

Maintenant que vous pouvez avoir quelque idée des ouvrages de MM. Libermann et Jolly, permettez-moi d'en faire ressortir les propositions les plus saillantes dans un parallèle qui est déjà dans vos esprits, tant l'analogie les rapproche.

1° L'opium et le tabac sont des poisons énergiques;

2° Ils agissent d'une manière élective sur le système nerveux, et là se trouve la cause de leur commune vogue en produisant des sensations internes que l'on finit par trouver agréables ;

3° L'une et l'autre substance produisent d'abord, pendant un temps plus ou moins long que l'on peut appeler période d'initiation, des effets désagréables,

tels que nausées, vomissements, perte d'appétit, vertiges, sorte de mauvaise ivresse ;

4° Chez quelques sujets l'initiation à l'usage de l'opium et du tabac est si désagréable et si difficile, qu'ils sont obligés de renoncer à l'idée d'en contracter l'habitude ;

5° Ce n'est guère qu'après le temps d'initiation de l'usage des deux substances que les effets agréables recherchés, arrivent à se produire ;

6° Il y a passablement de fumeurs d'opium qui, sachant rester dans certaines limites de cet usage, ont pu vieillir en offrant des exemples d'innocuité ; il en est de même chez les fumeurs de tabac avec cette différence pourtant, que chez ceux-ci les cas d'innocuité forment la grande majorité, et qu'ils paraissent être en minorité dans les autres ;

7° L'un des premiers effets de l'opium étant un trouble cérébral causant l'obnubilation intellectuelle avec paresse et diminution de la mémoire entraînant l'incapacité aux affaires, ne peut-on pas dire, par analogie, la même chose des effets du tabac, quand on observe que ce sont souvent les habitués de tabagie chez nous qui négligent leurs affaires et arrivent à la ruine ?

8° Si M. Libermann a remarqué qu'après ces premiers et désastreux effets observés chez les fumeurs d'opium, viennent souvent les tremblements, l'atrophie musculaire et la paralysie progressive, M. Jolly, comme beaucoup de médecins avant lui, n'a-t-

il pas rencontré ces graves et trop souvent incurables affections chez eux qui ont abusé du tabac ?

9° Les maladies organiques du cœur ne sont pas rares, dit M. Libermann, chez les fumeurs d'opium; M. Jolly dit, avec un grand nombre de médecins, qu'un effet fréquent du tabac est de produire des palpitations nerveuses du cœur : maintenant est-ce forcer l'analogie que de dire que l'hypertrophie du cœur commence quelquefois par de simples palpitations ?

10° M. Libermann dit pertinemment que les fumeurs d'opium finissent souvent par le ramollissement cérébral, et l'aliénation mentale : M. Jolly dit-il autre chose de ceux qui ont abusé du tabac ?

11° Enfin après les dégénérescences physiques et morales observées chez les individus, nos deux auteurs se rencontrent encore sur les dégénérescences héréditaires produites par les deux genres d'abus.

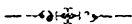
Quelles conséquences tirer, Messieurs, de ces études, de ces faits, de ces raisonnements, de ces analogies, de ce parallèle ? C'est d'abord que l'usage abusif de l'opium, en dégradant les individus, a évidemment abâtardi la nation chinoise, à ce point qu'elle sera un jour ou l'autre la proie de quelque conquérant ; c'est ensuite (ne peut-on pas le craindre ?) que l'usage abusif du tabac dont les effets nuisibles sont çà et là si bien constatés, sans avoir de conséquences aussi immédiatement désastreuses

sur la plupart des peuples actuels que protège , d'ailleurs, une vie luxuriante ; c'est, disons-nous, que cet abus, se généralisant de plus en plus , doit néanmoins faire quelque tort à la richesse intellectuelle de ces peuples, et pourrait devenir aussi pour eux, à la longue, une cause de dégénération.

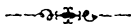
Prenons y garde ! n'oublions pas que les nations sont des êtres collectifs ; (j'aurais dit des individus collectifs, ces si deux mots avaient pu s'allier); retenons bien que , comme les individus proprement dits, les nations ont leur enfance, leur adolescence, leur maturité et leur âge de décrépitude; que comme les individus elles ont aussi leur hygiène, et que leur régime doit être mis au nombre des causes puissantes qui peuvent hâter ou ralentir la marche de leur existence.



PROMENADE SUR LA MONTAGNE



Ce que l'on voit du haut de Melibocus. ⁽¹⁾



CAUSERIE PAR M. H. DAUSSY.

(Séance du 41 Novembre 1865.)



Au pied de la montagne un assez gros village,
Zwingenberg (2) est son nom, sur les pentes s'étage :
Zwingenberg à bien prononcer
Est un nom qui n'est pas facile ;
Mais autre chose encor vient nous embarrasser
En descendant du train ; on n'est pas à la ville ,
Pas d'omnibus, ni de facteur
Pour transporter notre bagage,
Et la gare est loin du village —

Le postillon hessois nous sert de conducteur ;

(1) Pour une montagne d'Allemagne, située dans le Grand duché de Hesse-Darmstadt Le Melibocus (prononcez Melibocus), a un nom de tournauc bien latine. Cela veut-il dire Bris de miel ? Je n'en sais rien. Mais je sais que du haut de cette montagne qui appartient à la chaîne de l'Odenwald et qui s'élève à son extrémité Nord, au bord même de la très-large vallée du Rhin, près de son confluent avec celle du Mein, on a une vue très-belle et très-étendue.

(2) Tsuin-ghen-berg.

Il porte nos colis, il cause, il nous renseigne :
Au détour d'une rue on voit pendre une enseigne,
C'est le Lion ; nous arrivons enfin.
Mais tout est plein. —

Pourtant on nous loge à la fin,
Pour le Melibocus on nous procure un guide
Et nous partons —

La montée est aride ;
Aux rayons du soleil nous marchons découverts ,
Et le soleil est chaud. Voici les arbres verts ,
Faisons à l'ombre une première pause.
Le site est ravissant ; pendant qu'on se repose
On admire déjà, la lorgnette à la main,
Les montagnes dans le lointain
Et plus près le Rhin qui serpente.
Plus haut nous verrons mieux : du courage, avançons.
Nous grimpons une longue pente,
Nous traversons des champs dépouillés de moissons ;
Nous retrouvons les bois, et nous retrouvons l'ombre
Du chêne verdoyant, du mélèze plus sombre ;
Halte encore une fois auprès de ce rocher !
Dans la source, plus bas, le guide va chercher
Une eau fraîche, délicieuse ;
Nous repartons. Des bois l'ombre silencieuse
Nous protège toujours des ardeurs du soleil,
Et nous montons toujours...

Mais un rayon vermeil
Dans les rameaux perce, éclate, pétille ;
Au pied des grands sapins bientôt le soleil brille ;
C'est le sommet du mont. Halte sur ce plateau.

Ici le vin du Rhin est préférable à l'eau.
Nous avons prudemment fait porter par le guide
Un long flacon du généreux liquide ;
Car là haut on ne trouve rien ;
Pas de cabaret, pas de source,

Et l'on a pour toute ressource
L'eau de la cruche du gardien.

Un grand duc de la Hesse eut la galanterie
De faire en cet endroit élever une tour
D'où l'on découvre au loin le pays tout autour.
Un soldat, fatigué de servir sa patrie,
Garde ce monument et l'habite le jour.

Rafraichis, reposés, dans cette tour obscure
Nous montons. — Le soleil, dans toute sa splendeur,
De sa lumière la plus pure
Illumine pour nous un spectacle enchanteur.
Aussi loin qu'on peut voir, une immense étendue
De tous côtés se présente à la vue :
Au Nord est le Taunus, (1) à l'Occident le Hardt,
Au Sud la Forêt Noire, au Levant le Spessart ;
Entre ces chaînes de montagnes
Les villes et les bois, les fertiles campagnes,
Le grand fleuve, le Rhin, suivant majestueux
Dans sa large vallée un parcours sinueux.

Ce ne sont point des Alpes orgueilleuses
Les fiers aspects, les sauvages beautés ;
Ce ne sont point des rochers tourmentés,
Aux aiguilles capricieuses,
Aux profils droits, aux plans heurtés :
La nature n'est point violente, stérile,
En proie à des convulsions ;
Elle apparaît calme, fertile
Puissante en ses productions.
La montagne descend en pentes allongées,
Et l'on voit au loin prolongées
Ses larges ondulations.

(1) Ta-ou-nous

On dirait une mer houleuse
Dont les flots tout à coup furent pétrifiés ;
Haute de mille pieds
La vague a conservé sa courbure onduleuse.

De tous côtés les sommets sont couverts
De sapins noirs, de chênes verts ;
De tous côtés des villages, des yilles,
De vieilles tours, des champs fertiles ;
La vigne escaladant les premières hauteurs,
Et les ravins cachant leurs noires profondeurs,
Et les moissons au soleil qui jaunissent,
Et les chemins qui serpentant gravissent.
Par tant d'objets divers nos yeux sollicités
De tous côtés,
Ne savent se fixer : on s'écrie, on s'appelle.
Viens donc voir par ici — Quelle est cette tourelle ?
Là bas est-ce le Rhin ? Et quel est ce clocher
Si fièrement planté sur le haut du rocher ?
Le gardien n'en peut mais. Comment à tout le monde
Veut-on qu'à la fois il réponde.

Procédons avec ordre, et tournons nous d'abord
Vers le Nord.
Non loin de nous l'Odenwald se termine ;
De ce côté la montagne s'incline ;
Après sa dernière colline
S'ouvre une vaste plaine où débouche le Mein,
L'un des tributaires du Rhin.
Ces monts dont on voit au lointain
Courir à l'horizon la chaîne dentelée
Ce sont ceux du Taunus qui bordent la vallée
Sur la rive droite du Mein.
C'est là que sont les vignes renommées,
Des fins gourmets tant estimées ;
Au pied de ces grands monts les côteaux allongés
Contre le froid sont protégés ;

Le soleil du Midi de sa chaude lumière
Echauffe la fertile pierre ;
Là sont les crûs fameux
De ces vins généreux
Avec soin cachetés dans la longue bouteille,
Et dont l'illustre nom fait mal à notre oreille.

Du Mont Taunus la chaîne à l'Occident
S'étend :
Le Rhin, grossi des eaux de son riche affluent ,
Se détourne à Mayence, et bientôt il s'engage
Dans les trous de Bingen, (1) dans le rocher sauvage ;
Nous voyons dans le bleu les monts du Niederwald (2)
Et nous voyons entr'eux et l'Odenwald
Le confluent des deux larges vallées
Si riches, si peuplées.
Au loin Francfort, assise au bord du Mein,
Francfort la ville antique,
La cité germanique,
Où du Saint Empire Romain, .
Au milieu des cris d'allégresse
De toute une foule en liesse
A qui l'Elu faisait largesse.
Jadis par les sept électeurs
Se couronnaient les Empereurs.

Plus près de nous, dans la plaine, s'étale
De la Hesse la capitale.
On compterait les maisons de Darmstadt.
Plus près encore est Eberstadt ;
Entre les deux villes s'aligne
Dans la forêt la route rectiligne ;
Et sous nos pieds, sur les côteaux,
Dominant les vertes collines,

(1) Binn-ghen.

(2) Ni-der-vald. La montagne en face de Bingen



Les vieilles tours des vieux châteaux
Se dressent parmi les ruines.

Maintenant au Levant tournons notre regard.
A l'horizon grisâtre, au loin, c'est le Spessart,
Et devant nous ces montagnes, ces cîmes,
Ces frais vallons aux verdoyants abîmes,
Dans un pli de terrain ces villages couchés,
D'autres sur un sommet coquettement perchés,
Cette église plantée en haut de la colline,
Et son village au fond que derrière on devine,
Ces bois entourant les guérêts
Couvrant les monts ces immenses forêts,
Ces chemins en zig-zag qui sur les monts gravissent,
Dans les sombres sapins ces maisons qui blanchissent,
Ces plateaux ondulés,
Ces monts accumulés,
C'est l'Odenwald aux rochers granitiques,
Aux bois peuplés de contes fantastiques,
C'est la forêt et sa sublime horreur,
C'est la forêt où règne le silence,
C'est la forêt où l'on a peur,
C'est la forêt, c'est la forêt immense.

Dominant de ces monts les immobiles flots,
Vers le Midi le Chat (1) fait le gros dos,
Et vers le Rhin, bornant la vaste enceinte
S'élève la montagne sainte : (2)
Le temps, qui détruit tout,
A cependant laisse debout
Sur son sommet une antique chapelle
Où se rend la troupe fidèle
Des pèlerins.

Derrière, dans le fond,
Ce grand ravin qui paraît si profond,

(1) Le Katzenbuckel, le dos du Chat.

(2) Le Heiligenberg.

C'est le Nickar, à la gorge étranglée,
Qui court au Rhin, se jette en sa large vallée
Et côtoie, en passant, Heidelberg, (1) la cité
Où les étudiants de l'Université.

Boivent la bière

De Bavière,

Et pour un rien

Se taillent la figure à grands coups de rapière.

Là, cela fait très-bien

D'avoir une balafre au travers du visage ;

Cela vous pose un personnage.

Au pied des monts, dans un espace étroit,

Au bord du Neckar allongée,

La ville dans la plaine au loin s'est prolongée :

Séduisante, elle jette au devant du touriste

Qui descend de wagon, sa riche et longue liste

De charmantes villas et d'hôtels fastueux,

Entourés de bosquets, de jardins somptueux.

Là brillent à l'envi les plus riches toilettes,

Comme aux villes de bains bizarres et coquettes

Dont le caprice est la suprême loi.

Où vont ces fringants attelages ?

Où vont ces riches équipages ?

L'un vers le Puits du loup, (2) l'autre au Siège du roi. (3)

Une autre au Châlet suisse, (4) un autre sur la Chaire, (5)

Dans cet heureux séjour des heureux de la terre,

Pour les sites charmants de montagne et de bois

On n'a que l'embarras du choix.

Le fils de la raide Angleterre,

Le Russe sémillant, la Française légère,

Le Valaque, l'Américain,

Le Scandinave, le Germain,

(1) Ha-il-berg.

(2) Le Wolfbrunnen.

(3) Le Königsstuhl.

(4) Le Schweizerhaus (ou Mollencus, cure de petit Lait).

(5) Le Kanzel.

Là tous ensemble se coudoient
Et là tous ensemble festoient.
Car, malgré le nom du châlet
Qu'on voit là haut sur la montagne,
On y flûte plus de champagne
Que l'on n'y boit de petit lait.

Sur la ville entière domine
Debout encor sur la colline
Du château la rouge ruine.
Des français, les soldats du farouche Mélac,
Château, ville, ont tout mis à sac,
Et la ruine, déchirée,
Mais fière encor, découvrant à nos yeux
Sa grosse tour éventrée,
Ses murs qu'ont ravagés nos soldats furieux,
Nous reproche une barbarie
Indigne de notre patrie
Louvois, par ces cruels excès
Fit détester alors le nom français.
Mais c'est peu que la guerre ait détruit ces murailles ;
Non moins cruel,
Le feu du ciel
A brûlé ce qu'avaient épargné les batailles.

Sur la cime du mont apparaît une tour
Dominant au loin la campagne,
La Forêt Noire, la montagne,
C'est le Siège du roi : nous étions l'autre jour
Là haut, comme aujourd'hui nous sommes
Sur le Melibocus, contemplant à nos pieds
Les humbles demeures des hommes,
Leurs travaux assidus, hardis, multipliés,
Mais si petits, auprès des œuvres grandioses
De celui qui fit toutes choses.

Fermant le cercle, et portant le regard
Du Sud à l'Occident, nous voyons la vallée,
Large immense, au loin étalée
Et qui se perd dans le brouillard.
A l'Occident, on découvre la chaîne
Des montagnes du Hardt : on distingue sans peine
Des sommets arrondis les superbes contours,
Et l'œil jusqu'à Bingen en poursuit les détours.
Au milieu d'eux, au-dessus de leur groupe,
Le Mont Tonnerre étend sa longue croupe ;
On dirait, au-dessus des flots,
D'une baleine énorme
Montrant son large dos
L'immense forme.

Nous retrouvons, notre œil aisément peut saisir,
Non sans plaisir,
Dans une découpure,
D'une rivière l'embouchure. (1)
Là se trouve Neustadt, et plus loin le Maxbourg ;
Là bifurquent les trains : les uns vont à Strasbourg
Et les autres à Metz, et tous deux vers la France.
Là bas est le pays qu'après un mois d'absence
On aime tant à revoir.

A gauche de Neustadt je crois apercevoir,
Oui c'est bien le dôme de Spire
Qui perce à l'horizon brumeux ;
Reliquaire du Saint-Empire,
Tombeau des empereurs fameux ,
Tout couvert de riches peintures,
Tout étincelant de dorures,
Une église de marbre et d'or.
Plus près, c'est Worms, la ville fatidique,

(1) Le Hochspeyer.



La ville et la légende antique
D'ace et d'argente fantasmagorie,
N'est pas Venedigien, mais le pauvre épique,
Le Rhin et son engourdi et sonner.
Même, un jour d'une fois l'Allemagne troublée
On regrette ses festins par la Bière allemande ?

C'est le souvenir attaché
À ce grand fleuve, à ses bords,
À ses rivières, à ses rivières,
À ses canaux, qu'on voit sur les rives perchées,
Et qui, le long du Rhin, font encore sentinelle ?

De là les chevaliers-brigands
Aux empereurs, aux lois troupe rebelle,
Pouvaient dévaster les marchands,
Ils les guettaient au passage
Le voyageur, qu'il vint ou par terre ou par eau,
Et, sous prétexte de péage,
Confisquaient voiture et bateau.
Ils se faient en l'épaisse muraille
De leur formidable donjon,
En leur fossé large et profond,
En leur bon cheval de bataille,
En leur farouche valetaille,
Et contre leurs vassaux, contre leurs ennemis,
Contre les étrangers, se croyaient tout permis :
L'Empereur essayait d'opposer une digue
À ce brigandage effronté ;
Les villes formaient une ligue
Pour assurer du Rhin la liberté.

Que de combats dans cette plaine !
Que de fois la guerre inhumaine
Ensanglanta ces bords heureux !

Mais aussi quels grands faits d'histoire,

Quels souvenirs de notre gloire
Nous reviennent à la mémoire !

Ici nos soldats valeureux,
Dignes de leur grand capitaine,
Sous la conduite de Turenne,
Ont battu les Impériaux.
Ici de jeunes généraux,
Aux accents de la Marseillaise,
Ont promené les fiers drapeaux
De la République française.

Puis, avec l'Empereur, de succès en succès
Nous marchions, et le Mont-Tonnerre
Devint département français.
Nous avons eu le Rhin, ce beau pays !... La guerre
A de bien terribles retours.
Pour nous vinrent les mauvais jours :
L'Etranger reprit cette terre. —
Et le Rhin, poursuivant son cours
Majestueux coule toujours.

Il coule, et dans la vaste plaine
Le superbe fleuve apparaît
Comme un ruban d'argent qui traîne
Dans les arbres de la forêt.
Il coule, et sur ses flots il porte
Les richesses des nations ;
Vers la mer lointaine il emporte
Les tristes émigrations.
Quel mouvement sur ses rivages !
Quelle activité sur ses eaux !

Ses trains de bois sont presque des villages,
Ses bateaux à vapeur sont presque des vaisseaux.
Nous voyons onduler la blanchâtre fumée
D'un bateau qui va contournant,
En remontant,
Une île dans le Rhin formée.



Sur les chemins de fer, à travers champs et bois,
On voit filer les rapides convois.
Que de forêts, qui semblent sur la terre
Une mousse légère !
Que de superbes champs étalés à nos pieds !
De chemins dessinés par les grands peupliers !

Ces blanches tours, dans la campagne,
C'est Lorsch, que fonda Charlemagne ;
Fabrique maintenant, abbaye autrefois.
Nous avons remarqué déjà plus d'une fois
Que les moines avaient fait choix
Sur le côteau, dans la prairie,
Des bons endroits ;
Et qu'aux besoins de l'industrie
Un vieux couvent
Se convertit assez souvent.

Car ici-bas tout change, et tout se renouvelle ;
D'autres siècles encor viendront,
Hommes et choses passeront
Et tout prendra forme nouvelle :
Mais le Rhin, poursuivant son cours,
Superbe coulera toujours.

Quel beau ciel ! quel soleil splendide
Pour nous éclairer ce tableau !
Le ciel est bleu, l'atmosphère est limpide,
Jamais le jour ne fut plus beau.
De ce tableau pourtant détachons notre vue,
Car du retour l'heure est venue.

Adieu large horizon, côteaux, vignes, forêts,
Adieu châteaux, clochers, villages et guérêts ;
Adieu les monts boisés, adieu la verte plaine,
Adieu le Rhin superbe, adieu la tour lointaine,
Nous descendons par le sombre escalier.

Notre guide attendait au bas, sur le palier.



Il nous mène, au retour, par une route aisée ;
La montagne, au revers, tout entière est boisée ,
Nous descendons à l'ombre ; il ne fait pas trop chaud,
Et cela semble bon. Chacun parle, raconte,
Le cœur encore ému de ce qu'il vit là haut :
A nos lèvres du cœur l'émotion remonte.
C'est la fin d'un beau jour, et nous marchons joyeux,
Tout enivrés de ce qu'ont vu nos yeux.

Sous les branches des sapins sombres
S'épaississent déjà les ombres ;
Et le soleil, pour nous caché,
Est peut-être déjà couché.

Nous traversons un pont, gravissons la colline,
Nous voici devant un château :
C'est Auerbach, c'est la ruine
Que le Melibocus domine
Nous grimpons lestement à la tour.

Quel tableau !

Quel spectacle admirable, éblouissant, magique !
Un coucher de soleil, éclatant, magnifique,
Tout droit devant nos yeux, sur les crêtes du Hardt,
De ses rouges rayons éblouit le regard.
Il inonde les monts de leur pourpurine,
Leur frange, leur contour nettement se dessine :
Les nuages, dorés des plus vives couleurs,
Elèvent dans le ciel leurs brillantes vapeurs ;
Sur ce ciel orangé leurs fantastiques formes
Nous montrent un château flanqué de tours énormes,
Des arbres et des monts et mille objets divers ;
L'n vaisseau naviguant radieux dans les airs :
Le regard se complait à ce spectacle étrange —
Il était temps. Bientôt tout s'efface, tout change ;
Derrière la grande forêt
Le globe rouge disparaît,

Nous descendons de la montagne
En traversant les noirs sapins ;
Et l'ombre de la nuit nous gagne :
Nous suivons le fond des ravins.
La forêt est silencieuse,
Et silencieux nous marchons ;
Notre route est capricieuse,
Sur les pierres nous trébuchons.
Dans la gorge sombre , encaissée
Il fait chaud.—

Mais nous remontons
Et du bois enfin nous sortons
Sur la colline caressée
Par la fraîche brise du soir.
Le crépuscule laisse voir
Devant nous une route verte
Entre les vignes au fruit mûr
Dont notre colline est couverte.
Le vent est frais, le ciel est pur,
Sa voûte s'étend étoilée
Sur les ombres de la vallée.
— Bientôt dans un ravin obscur,
Sous les arbres au noir feuillage,
Nous descendons. — Voici le mur
D'une chaumière du village.
Sur le chemin nous rencontrons
Les filles, et les vigneron
Qui reviennent de la montagne,
Et leur bonsoir nous accompagne.
Plus loin, un chariot qui rentre les moissons,
Voici le pavé, les maisons,
La grande place, la fontaine,
Et les pignons dressant leur façade hautaine :
Enfin voici l'hôtel, auberge si l'on veut,
Mais en voyage,
Et surtout au village,
On se loge comme l'on peut.

On y trouve après tout bon gîte, bonne table,
Du lait délicieux, du vin fort agréable.

Après souper, le soir, se reposer,
A la clarté de la lune qui brille;
Sous les platanes, en famille;
Parler français et deviser
De ce que l'on a vu, de souvenirs d'enfance,
Et du vin que l'on boit, du pays, de la France,
C'est bien bon. Mais pourtant à tout ce qui se dit
Je préfère. . . . mon lit.



Dont les douze deniers avaient cet avantage ,
D'offrir exactement les chiffres d'un partage ;
Notez que trois d'entr'eux équivalaient au liard
Qui de ma quotité représentait le quart ;
Or, du nouveau système, ils n'ont, tristes victimes,
Laissé, pour successeurs, que cinq pauvres centimes
Qu'on ne peut diviser en nombre bien égal,
Grâce aux combinaisons du calcul décimal.
Et puis de ma valeur il me fallut rabattre,
L'objet coûtant deux sous, en coûte aujourd'hui quatre,
Ce qui, soit dit ici, non sans justes regrets ,
Pour la pâle indigence est un fâcheux progrès.
Des révolutions, de leur effet terrible ,
Mes destins malheureux sont la preuve sensible :
Au gré des accidents dont je fus le témoin,
Par différents pouvoirs j'ai vu changer mon coin.
Les lis disparaissant, le bonnet de Phrygie
Sur moi vint remplacer la royale effigie,
Mais les républicains me trouvaient encor bon,
Quoique je fusse empreint du portait d'un Bourbon.
Les rois peuvent tomber, les éclats de la foudre
Peuvent, en les frappant, mettre leur trône en poudre,
Mais bravant la tempête et poursuivant son cours,
Ce qu'ils ont monnayé leur survivra toujours.
Aujourd'hui plus mignon que mon ancien module,
Passant de mains en mains, en tous lieux je circule ;
Par le riche, le gueux, possédé tour à tour,
Je suis utile à tous ; au commerce, à l'amour ;
Là je seconde un vice, ici j'aide à l'aumône ,
Je passe du prodigue à qui jamais ne donne,
Du théâtre à l'église et du riche banquier
Aux doigts laborieux du modeste ouvrier.

Un sou ! qu'est-ce qu'un sou ? cette modique somme
D'embarras a partout su tirer plus d'un homme ;
Don de la charité parfois un sou de pain
Soustrait un malheureux aux horreurs de la faim.



Mon sort est de courir, pourtant il n'est pas rare
Que tombant, par malheur, aux griffes d'un avaré,
Je sois, loin du grand jour, caché par ce grigou
Qui se fait un plaisir d'entasser sou sur sou.
Vienne son héritier, soudain à la lumière,
Plus actif que jamais, je reprends ma carrière.

Jadis sur certains ponts on ne pouvait passer
Sans un sou qu'aux abords il fallait déboursier,
Ce tarif importun trompait l'exactitude
Qu'exigent les amours encor plus que l'étude.
Voyez ce jouvenceau qui suivant, pas à pas,
Le cœur tout palpitant, un objet plein d'appas,
Espère en obtenir le prix de sa constance.
Ne vous étonnez pas de sa persévérance,
Car pour faire un heureux, grâce au plus doux lien,
La dame est accomplie, il ne lui manque rien.
D'attraits et de vertus, délicieux modèle,
Elle est jeune, elle est riche, elle est libre, elle est belle;
Et notre homme, à coup sûr, ferait bien des jaloux,
S'il pouvait, quelque jour, devenir son époux.
Un regard séduisant de la beauté qu'il guette
Lui fait s'imaginer qu'elle est un peu coquette;
Or, sur elle attachant ses avides regards,
A sa suite il arrive auprès du Pont des Arts,
Elle le passe, et lui veut imiter sa reine,
Mais il lui faut un sou pour traverser la Seine.
O désappointement déplorable, inoui !
Il ne l'a pas, ce sou, car sa bourse est chez lui,
Sur un meuble oubliée; envain au buraliste,
Il offre ses bijoux : le cerbère résiste,
Et très-résolument lui dit, devant témoins,
« C'est un sou qu'il me faut, Monsieur, ni plus ni moins. »
Consigne rigoureuse ! exigence fatale !...
La plainte du jeune homme avec fracas s'exhale ;
Lorsque quelqu'un lui dit, d'un ton aimable et doux :
« Passez, passez, Monsieur ; je vais payer pour vous,

« Heureux de vous offrir ce léger sacrifice.
« Ah ! merci mille fois pour un si grand service ! »
Dit l'autre ; et sur le pont soudain il s'est lancé,
Mais, par la dame, hélas ! largement distancé,
Vainement il la cherche ; elle échappe à sa vue,
Son espérance meurt et sa peine est perdue.
Et voilà comme quoi, manquant l'occasion,
Il perd, faut d'un sou, peut-être un million !
Or, il est bien prouvé, par cette circonstance,
Que je puis acquérir une haute importance ;
Qu'à propos employé, mon pouvoir est égal
A celui dont se targue un épais capital,
Et que, faisant défaut à la main qui m'appelle,
Je puis faire avorter la chance la plus belle.

Vous donc, qui m'écoutez, faites-vous une loi
De ne jamais sortir, ni cheminer sans moi ;
Afin d'être à l'abri de regrets, de reproches,
Songez, en ayant soin de garnir votre poche,
Que de Londres à Berlin, de Paris à Moscou,
Le pire des destins, c'est d'être sans le sou.



LES DUNES DU NORD

ET DU

SUD-OUEST DE LA FRANCE

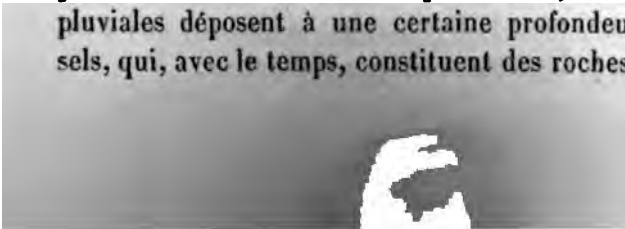
PAR M. BÉRAUD, CONSERVATEUR DES FORÊTS.

(Séance du 18 Janvier 1866).

I.

Depuis les bouleversements qu'il a subis pendant l'époque tertiaire de sa formation, depuis le cataclysm diluvien, notre globe n'a éprouvé aucune grande révolution du même genre; cependant il s'opère à sa surface des modifications incessantes dont l'eau si abondante et qui joue un rôle si important dans la nature est, sans doute, la cause principale.

Des géologues assurent, qu'en s'infiltrant à travers le sol après avoir dissous certains sels minéraux répandus dans ses couches superficielles, les eaux pluviales déposent à une certaine profondeur ces sels, qui, avec le temps, constituent des roches dont



la formation est ainsi continue et, par conséquent, beaucoup plus récente qu'on l'avait cru pendant longtemps.

C'est ainsi que ces géologues expliquent l'existence de certains bancs calcaires, de minerais de fer et d'autres roches qu'on croyait appartenir à des époques très- reculées dans l'histoire géologique, et, pour notre modeste part, nous nous rangeons à cette opinion en nous rappelant que nous avons vu dans les landes de la Guienne de nombreux minerais dont la formation n'avait pas d'autre cause que celle dont nous parlons.

Sur le grès ferrugineux et imperméable dont se compose le sol superficiel de ces landes, les eaux pluviales se sont bientôt chargées d'oxide de fer. Elles entraînent, d'ailleurs, dans les dépressions du sol quantité de débris minéraux et végétaux qui, baignés par ces eaux et pénétrés des éléments ferrugineux qu'elles contiennent, se transforment avec le temps en minerais de fer par gisements assez puissants pour alimenter des hauts fourneaux considérables.

Ce sont les eaux qui, en descendant des montagnes, entraînent la terre végétale, quand celles-ci sont déboisées et qui, en s'écoulant impétueusement par mille torrents, se réunissent en plaine dans la vallée principale pour la dévaster momentanément, mais aussi pour la fertiliser par la quantité de limon qu'elles y déposent à chaque inondation.



Ce sont les dépôts formés, soit par les eaux douces des fleuves se déversant à la mer, soit par les eaux de mer refluant vers le continent, qui ont amené l'atterrissement successif de baies si étendues autrefois, si réduites ou entièrement comblées aujourd'hui.

Ce sont les eaux de la mer qui, lorsqu'ils sont formés de roches friables ou peu consistantes, entament certains promontoires et avancent de plus en plus leurs limites vers les terres, obéissant ainsi à une sorte de loi de nivellement qui ne paraît avoir rien que de très-naturel, si on considère que la mer doit nécessairement se faire ailleurs la place qu'elle occupait et dont elle a été dépossédée dans les baies.

Enfin ce sont aussi les eaux de la mer qui ont rejeté sur les plages ces masses de sables siliceux que les vents d'Ouest ont ensuite transportés et continuent à transporter sur les terres où ils s'accumulent en monticules des formes les plus diverses, séparés entre eux par des plaines sablonneuses aussi irrégulières, et qui composent dans leur ensemble une chaîne de monts obéissant à l'action des vents, tant que la main de l'homme n'est pas parvenue à les arrêter.

Cette formation connue partout sous le nom de Dunes, du mot celtique Dun (hauteur), occupe, en France, une partie des côtes de l'Océan. Elle s'étend de l'embouchure de l'Adour à celle de la Gironde. On la retrouve sur les côtes de la Saintonge à Royan, aux îles de Ré et d'Oléron, sur quelques côtes du

Poitou , de la Bretagne et de la Normandie et elle reparait sur le littoral de la Manche, du Pas-de-Calais et de la Mer du Nord.

C'est de ce genre de formation et c'est principalement des Dunes des départements du Nord que je parlerai aujourd'hui ; mais comme je dois à certaines circonstances de connaître les côtes du Golfe de Gascogne , cette terre classique des Dunes , et comme les formations naturelles, ainsi que beaucoup d'autres choses ne peuvent être convenablement étudiées que par comparaison , je descendrai quelquefois jusque dans la Guienne pour mieux établir les différences qui existent entre les Dunes du Nord et celles du Midi.

II.

Nous avons lu dans certains ouvrages que les sables des Dunes étaient généralement de provenances lointaines ; on allait même jusqu'à soutenir qu'ils avaient été apportés par la mer de continents éloignés.

Sans doute , il ne serait pas impossible que des grains de sables pouvant , en vertu d'une loi physique, se tenir en suspension dans la mer et obéissant à l'action des flots , voyageassent ainsi et fussent transportés à de très-grandes distances ; mais on se demande pourquoi on irait chercher si loin l'origine de ces Dunes , quand on trouve si facilement près

de soi, dans la nature minéralogique des terrains environnants, la cause de leur formation.

Nous avons dit que le terrain superficiel des Landes de la Guienne se composait d'un gisement de sable cimenté par l'oxide de fer. En se prolongeant à une grande distance vers l'Ouest, ce grès ferrugineux sert de lit à l'Océan. Dans ses agitations violentes la mer en désagrége les diverses parties, dissout l'oxide de fer et il ne reste plus que les grains de sable que les courants marins transportent le long des côtes et que le flot pousse sur le rivage d'où le vent les emporte sur les terres pour former les Dunes du Golfe de Gascogne.

La formation des Dunes du Nord a une origine analogue.

La Manche est bordée du côté de la France par le terrain crétacé supérieur qui constitue les reliefs du haut Boulonnais, de l'Artois et d'une partie de la Picardie ; qui contient dans ses assises supérieures, notamment du côté de St-Valery-sur-Somme, une puissante couche sablonneuse et dans les roches crayeuses de laquelle se trouvent des quantités considérables de rognons siliceux.

Cette formation, en s'abaissant sur certains points, sert de lit à la mer ; en s'exhaussant sur d'autres, constitue, depuis le bourg d'Ault jusque près du Hâvre, des falaises élevées.

Depuis longtemps la mer a désagrégé la couche

sableuse sur laquelle elle reposait. Une portion des sables, poussée par les flots, a contribué, avec les limons argileux et calcaires amenés principalement par les rivières, ou par les eaux descendant des côteaux vers la mer, à former dans la baie de Somme de riches alluvions analogues à celles qui existent dans la Flandre, dans le Poitou et dans d'autres contrées maritimes ; mais quoiqu'elle ait été refoulée dans son lit par ces atterrissements naturels, la mer n'a cessé d'apporter sur ses bords d'autres sables qui, rencontrant les terrains d'alluvion qu'elle avait formés et élevés à son niveau, ne pouvaient plus, lorsqu'ils étaient chassés par les vents, que s'amonceler au-dessus de ces terrains sous la forme de Dunes.

Chaque jour les falaises crétacées et peu consistantes dont je parle, sont minées et entamées par la mer qui en détache des masses considérables.

Bientôt la mer dissout la craie qui sert d'enveloppe aux rognons siliceux. Ceux-ci fortement agités par les flots se brisent, et de leurs débris arrondis par un frottement incessant, provient une partie des sables qui, dans ces parages, tapissent le fond de l'Océan.

Mais avant qu'ils ne soient entièrement usés par ce frottement, quantité de ces débris réduits en galets et charriés du Sud au Nord par un fort courant marin, sont jetés sur le rivage et forment depuis

le bourg d'Ault jusqu'à l'embouchure de la Somme, une puissante digue littorale. (1)

L'existence bien constatée et la puissance de ce courant le long des côtes de France expliquent, d'ailleurs, facilement comment les sables provenant des terrains situés au Sud de la baie de Somme ont pu contribuer à la formation des Dunes beaucoup plus au Nord.

Enfin il ne faut pas perdre de vue que l'Angleterre est bordée vis-à-vis les côtes de France non-seulement par le terrain crétacé inférieur qui comprend les grès verts ; mais aussi par le terrain crétacé supérieur, et que les débris siliceux et insolubles de ces terrains ont pu , transportés par les

(1) Entre cette embouchure et les falaises du bourg d'Ault, il existe près de la côte d'anciennes Dunes produites par les sables de la mer, mais aux bancs de sables qui couvraient le rivage et qui, pendant longtemps ont alimenté ces Dunes, ont succédé les galets dont je parle.

Poussés par les flots, ces galets remontent de plus en plus vers le Nord ; ils menacent même d'envahir l'embouchure de la Somme et il ne serait pas impossible que, chassés d'un côté à l'autre du fleuve, ils finissent un jour par former au Nord comme au Sud de la baie qui porte son nom, une digue entre la chaîne des Dunes et la mer.

On comprend, d'ailleurs, que les sables qui, à l'exclusion de presque tout autre élément, formaient le rivage de l'Océan, ne pourraient plus alimenter que difficilement pendant un temps les Dunes partout où, comme au Sud de la Somme, ils auraient à franchir une chaussée de galets.

Ce serait une phase toute nouvelle dans l'existence des Dunes de la Manche ; mais à cette phase pourrait en succéder



courants qui leur ont fait traverser le Pas-de-Calais, contribuer également à la formation des Dunes de notre littoral.

C'est toujours sur les terrains qui sont au niveau de la mer, ou qui s'élèvent en pente douce au-dessus de ce niveau comme certains côteaux de l'Artois, que s'accumulent les sables et que se forment les Dunes ; on conçoit , en effet , que , partout où les côtes se relèvent assez brusquement pour ne pouvoir être franchies par les sables , ceux-ci , sans cesse ballottés par les flots d'autant plus agités qu'ils rencontrent plus d'obstacles , soient charriés par les courants qui longent le continent et qu'ils ne s'arrêtent que sur les côtes basses et unies où la mer s'étendant plus librement jusqu'aux limites qu'elle

une autre ; car si on considère que la formation crétacée d'où se détachent les galets dont l'invasion vers le Nord est si rapide , n'a que peu d'épaisseur , et qu'à raison de son peu de consistance , elle peut , dans un délai assez court , eu égard à la durée des temps géologiques , être entièrement minée et détruite sur certains points ; si on considère , en outre , qu'après cette destruction , la mer attaquera une roche *argilo-siliceuse* beaucoup plus friable , de l'époque tertiaire , on peut supposer , avec toute apparence de raison , qu'obéissant au courant qui a amené la superposition des galets aux sables du littoral , les limons provenant de la décomposition de cette roche se déposeront à la partie inférieure des bancs de galets . On peut penser aussi que si cette roche contient des couches très-siliceuses , les sables qui en proviendront se superposeront à leur tour aux galets et que , chassés bien au-delà par les vents , ils viendront alimenter les Dunes actuelles ou en constituer de nouvelles .

s'est tracées elle-même depuis des siècles, et étant, par conséquent, moins agitée qu'ailleurs, peut déposer les éléments qu'elle tient en suspension.

III.

Pourquoi et de quelle manière, dans la formation des Dunes, les sables s'amoncellent-ils les uns sur les autres en monticules séparés entre eux par des intervalles inégaux ? Y a-t-il, en un mot, une loi qui préside à cette formation ?

Rejetés sur le rivage, les sables sont repoussés par les grandes marées jusque sur la chaussée littorale où participant à l'humidité de la mer, ils se dessèchent trop lentement pour obéir à l'action des vents les plus ordinaires ; mais quand, par un ciel sans brouillards ou par un soleil longtemps radieux, les sables sont devenus plus secs, et quand les vents soufflent avec violence, ceux-ci les chassent au-delà de la digue ; leur marche est cependant toujours lente, et ils s'élèvent peu les uns au-dessus des autres tant qu'ils restent près de la mer.

A mesure qu'ils s'en éloignent et qu'ils perdent de leur humidité, les sables les plus superficiels et les plus secs obéissent plus facilement à l'action des vents et glissent sur les sables inférieurs. S'ils rencontrent quelque obstacle, la moindre éminence, un arbuste, ils s'amoncellent en ce point pour former un monticule qui, par une pente doucement

inclinée de l'Ouest à l'Est, s'élève d'autant plus haut, que la masse en mouvement est plus grande. Du sommet de cette Dune le sable retombe sur le sol par une pente versant rapidement à l'Est ⁽¹⁾ et ne tarde pas à recouvrir l'obstacle dont je parle ; on conçoit que successivement mis au jour par l'ascension des sables supérieurs, les sables inférieurs, chassés à leur tour par le vent parviennent, à la même hauteur pour retomber aussi, et que, quand cette Dune a ainsi roulé pendant longtemps sur elle-même, l'obstacle qui en avait été et la cause et le centre finisse par se découvrir pour être un jour encore recouvert par d'autres sables.

Si le vent soufflait toujours dans la même direction sur un plan parfaitement uni, les sables formeraient dans leur marche une nappe uniforme et continue, s'avancant parallèlement à elle-même.

Mais les choses ne se passent pas aussi régulièrement. J'ai parlé des obstacles au-dessus desquels ces sables s'amoncellent pendant que sur d'autres points ils continuent à s'avancer.

D'un autre côté les vents soufflent et chassent les sables dans toutes les directions, tantôt perpendiculairement, tantôt parallèlement à la côte, tantôt en formant avec elle les angles les plus divers.

Ce sont, il est vrai, les vents de mer qui, sur les côtes, sont les plus fréquents et les plus violents,

(1) Généralement 1^m 50 de base pour 1^m de hauteur.

ce sont eux surtout qui mettent les sables en mouvement ; mais la marche de ces sables de l'Ouest à l'Est est, en certains temps, contrariée par les vents de terre qui les repoussent quelquefois dans une direction opposée à celle qu'ils suivent le plus souvent.

On comprend que, par toutes ces causes, il s'opère dans ces masses de sables des écartements, des déchirures en tous sens, et que les intervalles qu'on remarque entre les Dunes et qui constituent les vallées des chaînes de cette formation s'agrandissent ou s'amoindrissent ; en un mot, se modifient plus ou moins à chaque tempête.

Il est facile aussi de comprendre qu'aucune loi régulière ne préside à la formation des Dunes et que, dans leur marche, les sables n'obéissent qu'au caprice des vents.

IV.

C'est un spectacle grandiose et des plus singuliers que les Dunes de Gascogne par une tempête violente. Sous forme d'une vapeur épaisse, les sables obéissent à l'impulsion du vent ; ils vous frappent et vous aveuglent, et à l'aspect de ce désordre extrême, on comprend la rapidité avec laquelle ils s'avancent jusqu'à ce qu'avec le calme des vents, l'immobilité des Dunes succède à leur agitation et que leurs masses effrayantes l'arrêtent pour recommencer à se



mettre en mouvement quand survient une tempête nouvelle.

Le long du Golfe de Gascogne la chaîne des Dunes a une largeur moyenne de 5000 mètres ; sa plus grande hauteur est de 80 mètres et elle occupe une surface de 88,000 hectares environ, dont 57,000 de monts et 31,000 de plaines ou vallées intérieures, non compris les vastes étangs et marais qui en dépendent. Dans les départements maritimes des anciennes provinces de la Saintonge, de l'Aunis, du Poitou, de la Bretagne et de la Normandie leur contenance est de 19,600 hectares.

Dans la Picardie, l'Artois et la Flandre lès Dunes, d'une largeur moyenne de 1,500 mètres et d'une hauteur *maxima* de 12 mètres, s'étend sur près de 12,000 hectares.

En totalité 119,600 soit 120,000 hectares sur les côtes de l'Océan.

On calcule qu'avant d'être fixées comme elles le sont aujourd'hui, la masse des Dunes du Golfe de Gascogne s'avancait de quatre à cinq mètres par an dans les terres, tandis qu'on ne peut guère estimer qu'à un mètre la marche annuelle des Dunes de la Manche.

On serait presque tenté de conclure du rapport qui existe entre la largeur actuelle de chacune de ces chaînes et la distance annuellement parcourue par l'ensemble de leur masse, que les sables de la première chaîne ont commencé, il y a douze à treize



cents ans, et ceux de la seconde, il y a 4500 ans à envahir les lieux qu'elles occupent actuellement ; mais il est évident qu'un calcul arithmétique aussi simple ne peut suffire pour un pareil problème dont la solution est impossible faute de savoir le temps qu'il a fallu pour la formation des alluvions sur lesquelles reposent le plus généralement les Dunes. On ignorera, d'ailleurs, toujours si la marche de ces Dunes n'a pas été dans le principe beaucoup plus lente qu'à partir du moment où les sols d'alluvion, après être restés pendant longtemps peu solides, se sont complètement raffermis.

Il est donc permis seulement d'assurer que si la mer a pu commencer à rejeter des sables sur ses rives dès l'existence du continent actuel, les Dunes, avec les caractères physiques qu'on leur connaît depuis longtemps, sont postérieures non-seulement à l'époque diluvienne, mais aussi à la formation des alluvions sur lesquelles elles reposent.

Dans leur marche rapide les sables de la Guienne ont envahi des habitations et des forêts, et plusieurs fois, sur le sommet des Dunes, nos pieds ont foulé la toiture d'anciennes constructions ou la cime de chênes et de pins élevés.

Nous ajouterons que quand ils étaient déblayés des sables qui les pressaient de toutes parts depuis des siècles, on reconnaissait que, privés d'air et préservés dans cette enveloppe contre toute cause d'altération, ces arbres, quoique entièrement desséchés,

étaient restés, jusqu'à présent, dans un état remarquable de conservation.

Les invasions des Dunes du Nord n'ont jamais été si rapides, et, en les parcourant, je n'ai découvert aucun vestige d'objets analogues à ceux qui s'aperçoivent au sommet des Dunes du Midi. Cependant sur le sol débarrassé des sables qui le recouvraient dans le bas Boulonnais, on a trouvé récemment, en quantité considérable, des haches celtiques qui semblaient indiquer, soit un ancien champ de bataille, soit le lieu d'une ancienne fabrication de ces armes.

V.

A la surface des Dunes du Midi, les sables échauffés, desséchés par un soleil brûlant, ont une mobilité telle, qu'aucun végétal ne peut s'y implanter naturellement et ce n'est que dans les parties les plus basses et les plus humides, près de la mer où le sable se meut plus difficilement qu'ailleurs, qu'on rencontre à l'état naturel le gourbet (*arundo arenaria*) et l'immortelle de mer; mais aucune végétation n'apparaît spontanément ailleurs et n'apporte le moindre obstacle à la marche des Dunes qui conservent partout la teinte blanchâtre des sables dont elles sont formées.

Sous un climat plus froid et plus humide, les sables des Dunes du Nord sont moins secs à la surface, et il faut des vents plus violents pour les mettre

en mouvement. Ces sables sont même, sur plusieurs points, si stationnaires pendant certaines saisons de l'année, que quelques maigres graminées et le gourbet auquel, dans le Nord, on donne le nom d'oyat, s'y implantent naturellement même loin de la mer.

Aussi est-ce dans la Guienne qu'ont été tentés les premiers efforts pour prévenir, par des travaux de fixation, notamment par des reboisements, les invasions des sables mouvants.

Il est certain, d'ailleurs, que ces efforts ont été couronnés de succès, si l'on en juge par l'existence de très-anciennes forêts sur des Dunes très-avancées dans les terres et tout aussi élevées que les Dunes d'une formation beaucoup plus moderne.

Ces faits dont l'antiquité est constatée non-seulement par des arbres plusieurs fois séculaires, mais aussi par des titres remontant à des temps très-reculés et constitutifs de droits de propriété ou d'usage en faveur de plusieurs communes, prouvent, d'une manière irrécusable, que ces Dunes ont été fixées par la main de l'homme à une époque reculée, car on ne peut admettre que celles-ci se soient assez immobilisées pendant un temps pour avoir pu se repeupler spontanément, comme les terrains fermes ordinaires se couvrent de plantes naturelles.

De tout temps, en effet, quelques propriétaires plus ingénieux que d'autres, ou plus soucieux de la défense de leurs terres, ont mis en usage certains procédés de fixation enseignés par d'anciennes tra-

ditions ; mais ces efforts étaient très-limités , et la stérilisation de tant de terrains recouverts par les sables sur les diverses côtes de la France démontre que généralement autrefois les populations et l'Etat ou se résignaient patiemment à l'invasion des Dunes, on n'avaient que peu de moyens de l'arrêter.

Mais il n'en est plus ainsi.

Vers les premières années du 19^{me} siècle, après plusieurs essais commencés dès 1788 et 1789 , le célèbre Brémontier fit adopter par l'Etat un système général de fixation des Dunes dans tous les départements maritimes.

D'un autre côté , l'Etat se décida à prendre en mains la défense du pays contre le fléau dont je parle, et il intervint, en 1810, un décret qui, prévoyant le cas où les propriétaires des Dunes n'auraient ni la volonté ni les moyens d'arrêter la marche des sables, donna au Gouvernement la faculté de se substituer à eux et de combattre le fléau par les puissants moyens dont il dispose.

Ainsi, aux termes de ce décret dont je ne cite que la disposition générale , l'administration publique peut , dans l'un ou l'autre de ces cas , être autorisée à pourvoir à la plantation à ses frais ; elle conserve , d'ailleurs, la jouissance des Dunes et recueille les fruits des coupes qui peuvent y être faites jusqu'à l'entier recouvrement des dépenses et des intérêts , après quoi, les Dunes retournent aux propriétaires , à la charge , par eux , d'entretenir convenablement les plantations.

C'est dans les Dunes de Guienne que le nouveau système commença à être appliqué au moyen de semis de pins maritimes, et il faut que les résultats obtenus aient été satisfaisants pour qu'on n'ait pas cessé, jusqu'à ce jour, d'employer les mêmes moyens de fixation.

Tout le monde sait comment s'opèrent les commencements dans les terrains ordinaires; mais dans le sable que le moindre vent soulève et déplace, la graine serait promptement dispersée et mise à jour, si on ne parvenait à fixer le sable, non-seulement jusqu'à la germination de la semence, mais jusqu'à l'enracinement du jeune plant.

Répandre à la surface des sables la graine du pia mélangée à celles du genet, empêcher que celles-ci ne soient emportées ou bouleversées par la tempête en y superposant des broussailles dont l'approvisionnement à de grandes distances, le transport et la pose sont la principale dépense de l'entreprise, recouvrir graines et broussailles, avec la pelle, d'une couche de sable, quelquefois défendre l'ensemble du travail par une enceinte de clayonnages qui défie les vents, telle est, en quelques mots, l'opération du reboisement.

Semées généralement à l'automne avec ces précautions, les graines lèvent au printemps suivant. A partir de ce moment les sables sont solidement fixés et les vents sont sans action sur eux. On cherche, d'ailleurs, autant que possible, à préserver les

forêts ainsi créées contre de nouvelles invasions. Dans ce but, on dispose au haut du rivage de la mer des clayonnages en broussailles destinées à arrêter les sables qui, en se superposant les uns aux autres entre ces obstacles, constituent avec le temps une falaise artificielle qu'on appelle Dune littorale et qui est assez élevée pour que les sables marins ne puissent de longtemps la franchir ; cependant, quand ils sont trop violents, les vents ouvrent des brèches qu'il importe de refermer au plus tôt. D'ailleurs, la butte ou chaussée littorale résistera-t-elle toujours aux forces naturelles ? Les sables vomis par la mer ne s'amoncèleront-ils pas à une assez grande hauteur pour franchir cet obstacle, puis, en s'avancant vers les terres ne s'élèveront-ils pas au-dessus des forêts des Dunes ? En un mot, qui sera vainqueur, l'homme ou la nature ? C'est le secret d'un avenir heureusement éloigné. Toutefois, pour conserver son œuvre, l'homme sera tenu à une lutte constante contre la mer et les vents et les sables.

Le genêt, qui croît rapidement dans ces terrains siliceux et qui résiste aux chaleurs intenses, protège d'abord le pin contre les ardeurs trop brûlantes du soleil ; mais quand il a achevé toute sa croissance, le genêt sèche et meurt pendant que le pin le dépasse.

Il est à observer que sur une zone de 200 mètres environ à partir de la Dune littorale, il ne peut croître que du gourbet et de l'immortelle de mer ; que sur une autre zone de 200 mètres, le pin des-

séché en tête par le vent marin s'étale péniblement sur le sol, sans pouvoir s'élever, et qu'il ne commence à prospérer qu'au-delà de ces 400 mètres.

Croissant naturellement dans les landes sablonneuses de la Gascogne, et trouvant dans les Dunes toutes les conditions d'une végétation luxuriante, les pins y constituent en ce moment d'immenses forêts dont les principaux produits consistent dans les sucres résineux à l'extraction desquels elles sont soumises.

Malheureusement il n'était pas facile d'user des mêmes moyens pour la fixation et la mise en valeur des Dunes du Nord de la France. On craignait que le pin maritime, si approprié aux Dunes du Midi, ne le fût beaucoup moins, sous un climat beaucoup plus froid, aux Dunes de la Manche, et pendant longtemps on a reculé devant l'emploi de cette essence.

Cependant le génie entreprenant des habitants du Nord ne devait pas rester indéfiniment inactif, et il était dans sa nature de finir par opposer les plus grands efforts à l'invasion des sables sur des terrains de grande valeur, et dont l'ensablement était, par conséquent, autrement désastreux que celui des landes infertiles de la Gascogne.

Faute de confiance dans le pin maritime et dans toute autre essence forestière, on eut d'abord recours dans le Nord, comme on le fait souvent encore aujourd'hui pour fixer les sables, à une plante sans valeur, à l'oyat.

VI.

Ainsi que je l'ai dit, l'oyat ou goubet est plus répandu à l'état naturel dans les Dunes du Nord que dans celles du Midi, et il se propage assez facilement sur beaucoup de points des premières, soit par la graine, soit par le drageonnement des racines.

C'est, d'ailleurs, dans les parties les plus rapprochées de la mer qu'il est le plus abondant, et c'est là qu'on s'en approvisionne pour garnir les Dunes mobiles.

On comprend, du reste, que plus les oyats sont nombreux, plus la fixation des sables est assurée ; mais plus aussi la dépense de cette fixation s'élève.

L'expérience a démontré que, suivant que les sables sont plus ou moins mouvants et, par conséquent, plus ou moins difficiles à fixer, la distance en tous sens des plants d'oyats doit être à peu près de 0,25 au minimum et de 0,40 au maximum, c'est-à-dire que la quantité de ces plants doit s'élever dans le premier cas à 160,000 et dans le second à 62,500 par hectare.

La dépense dépend aussi de la distance à laquelle on va chercher l'oyat et des soins qu'on apporte à son extraction.

L'extraction avec racines coûte plus cher qu'une simple coupe, rez sable, de cet arbuste. Malheureusement les propriétaires sont souvent trompés par

les ouvriers qui, lorsqu'ils sont payés au millier de plants, sont intéressés à les extraire et à les mettre dans le sable avec le moins de racines possible. Quelquefois ce sont les propriétaires eux-mêmes qui, par motif d'économie, ne demandent à leurs ouvriers que des touffes d'oyats sans racines et les font planter comme des boutures.

Ainsi est-ce le plus souvent à la mauvaise exécution du travail qu'il faut attribuer l'insuccès des plantations qui, mourant en grande partie faute d'un enracinement convenable et, par conséquent, incapables de maintenir les sables, ont besoin d'être remplacées avec des frais qui s'ajoutent aux premiers pour former un ensemble de dépenses beaucoup plus élevé que la dépense d'une plantation exécutée dans les conditions les plus convenables et dont la réussite serait dans ce cas infaillible.

L'oyat ne remplit, d'ailleurs, que très-incomplètement les intentions des propriétaires de Dunes.

Cette plante est trop dure pour pouvoir être mangée par le bétail envoyé dans les maigres pâturages des plaines sablonneuses des Dunes, et elle n'est guère broutée que par les lapins qui pullulent dans ces parages et qui, en l'attaquant, obéissent presque autant à leur instinct de destruction, qu'au besoin de s'en nourrir.

Aussi les plantations d'oyats ne pourront-elles réussir complètement tant qu'on ne se décidera pas

à détruire ces animaux ou tout au moins à en diminuer considérablement le nombre.

D'un autre côté l'oyat ne sert qu'à des industries infimes, à la fabrication de paillassons avec sa tige et à celle de brosses, improprement dites de chien-dent, avec ses racines.

De si minimes industries ne procurent, on le conçoit, à l'oyat aucune valeur ; elles ne peuvent, d'ailleurs, s'alimenter que par le maraudage au moyen d'extraction et de déracinement de cet arbuste, qui, en bouleversant les sables, compromettent le succès des travaux de plantations et de fixation.

Enfin, quoique longues et nombreuses, les racines d'oyats sont trop menues et trop faibles pour maintenir longtemps les sables dans les parties les plus exposées aux vents de mer.

Il arrive souvent, en effet, que la tempête ébrèche le sommet des Dunes, que la brèche s'élargit, que les oyats placés dans cette ouverture sont emportés avec les sables, et qu'il faut réparer le mal en procédant à de nouvelles plantations.

On conçoit qu'après tant de déceptions et de mécomptes avec une plante aussi ingrate que l'oyat, et qui demande tant d'entretien, les propriétaires des Dunes du Nord aient cherché à y introduire une culture plus avantageuse.

VII.

Les merveilleux résultats obtenus dans les Dunes du Midi, par la culture du pin maritime, finirent par encourager quelques particuliers à introduire le même pin dans les Dunes du Nord ; ils se sont mis à l'œuvre et depuis une trentaine d'années on a, à diverses reprises et sur plusieurs points, procédé à des semis de cette essence.

Les Dunes du Midi sont contiguës à de vastes terrains en friche à base siliceuse, dans lesquels des arbustes silicicoles croissent naturellement avec la plus grande vigueur. Les bruyères, les genêts et les ajoncs y acquièrent des dimensions extraordinaires, et ce sont ces arbustes qui ont commencé à fournir les couvertures dont j'ai dit qu'on se servait pour maintenir les sables et la graine après l'ensemencement.

Plus tard, quand les premiers pins furent devenus grands, on utilisa leurs branches quoiqu'elles ne valussent pas les ajoncs, sous les gras détritiques desquels les jeunes plants levaient beaucoup plus vigoureusement que sous les maigres débris des pins.

Mais, dans le Nord, toutes les terres limitrophes des Dunes sont soumises aux plus riches cultures. Les arbustes sauvages dont je parle y font donc défaut, et ceux qu'on trouve dans les fonds incultes de la chaîne des Dunes, les saules nains ⁽¹⁾ et les

(1) *Salix arenaria*.

épinés marines ⁽²⁾ ne sont pas assez abondants et n'ont ni la contexture, ni la consistance nécessaires pour servir de couverture aux semis de pin.

Des propriétaires ont essayé de couper l'oyat rez du sol et d'en planter la tige sous une certaine inclinaison pour retenir les sables ; mais ainsi coupés et plantés les oyats ne tardaient pas à mourir.

Aussi, c'est le plus généralement à l'aide d'oyats plantés avec leurs racines dans le sable qui couvre la graine de pin qu'on garantit celle-ci contre l'action des vents, jusqu'au moment où le plant de cette essence soit capable de se défendre lui-même et de fixer la Dune. Ce procédé a la plus grande analogie avec celui qu'on a quelquefois employé, pendant les premiers temps, dans les Dunes du Midi, sous le nom de mode par aigrettes, qui consistait à garantir la graine au moyen de rameaux de genêts, de bruyères et même d'ajoncs plantés en quinconces, mais ce mode, qui n'avait d'autre avantage que de ne pas nécessiter une aussi grande quantité de broussailles que celui par couvertures, a été abandonné, dès que cela a été possible, comme étant beaucoup moins favorable que ce dernier à la réussite des semis.

Nous avons dit dans quel but on mélangeait, dans

(2) *Argousier faux nerprum Hippophae rhamnoides*. Arbrisseau à branches épineuses, de la famille des Eléagnées, très-répandu dans les plaines sablonneuses et humides de la chaîne des Dunes du Nord.

le Midi, la graine de genêt à celle du pin. Mais dans le Nord le pin n'ayant point à redouter les rayons d'un soleil beaucoup moins ardent, n'a pas besoin de la protection du genêt, et se contente de celle de l'oyat.

On comprend d'ailleurs que quand il est planté dans le but seulement de prévenir pendant quelques mois le bouleversement de la graine de pin par les vents de mer, l'oyat doit être en moindre quantité que quand il est seul et destiné à fixer la Dune par lui-même.

Semer la graine de pin et planter en oyats immédiatement après l'ensemencement, c'est le plus sûr moyen de réussir dans les sables les plus mouvants et les plus exposés à la tempête, mais dans les sables déjà suffisamment fixés par des oyats ou par des graminées venus naturellement, on se contente de jeter la graine dans le sillon tracé par une charrue et renfermé avec la herse ou dans la fente faite par le fer d'une bêche, ou même dans le trou ouvert par une simple canne-semoir.

VIII.

L'atmosphère, ce réservoir inépuisable d'acide carbonique, ne manque jamais à sa fonction de fournir aux plantes leur carbone ; mais l'eau ne joue pas un rôle moins important. Elle ramollit, ameublir la terre et la rend pénétrable à l'air ; elle

sert de véhicule et de dissolvant aux principes minéraux nécessaires à la formation des végétaux ; elle fournit l'oxygène et l'hydrogène entrant dans leur composition élémentaire ; elle contribue à la formation de la sève annuelle et enfin elle pénètre à l'état naturel dans tous les arbres dont les pores la soutirent du sol.

Aussi, en considérant que l'eau est nécessaire à la végétation et que, sans être en excès, sa quantité doit être proportionnée au volume des plantes, ne peut-on s'empêcher de reconnaître que de la constitution physique et hygroscopique du terrain dépend principalement la végétation. Il est, en effet, facile de remarquer que, partout où l'eau est insuffisante, cette végétation languit malgré l'abondance de l'acide carbonique de l'atmosphère et des principes minéraux du sol.

Le pin maritime, qui se plante dans les terrains à base siliceuse, trouve, d'ailleurs, dans les sables, beaucoup plus qu'on le croit généralement, les conditions hygroscopiques dont nous parlons.

Doués d'une puissance de capillarité qui est en rapport direct avec leur ténuité, les sables ont la propriété d'attirer jusqu'à une certaine hauteur l'eau tombée à la surface du terrain sur lesquels ils reposent. C'est ce qui explique la fraîcheur et l'humidité qui existent presque toujours sinon à la surface même, du moins à l'intérieur d'une masse sablonneuse ; c'est ce qui explique pourquoi, en creusant

certaines Dunes, on y trouve l'eau qu'on ne trouve pas dans les plaines d'alentour, pourquoi, par conséquent aussi, ces Dunes sont à l'intérieur plus humides que ces plaines.

Il s'ensuit que dans les landes de la Guienne, dont le sous-sol, composé d'un grès ferrugineux imperméable, retient toutes les eaux pluviales, les sables qui les couvrent et, par conséquent, ceux des Dunes sont toujours très-mouillés jusqu'à une assez grande hauteur. Aussi, avec la chaleur humide qu'ils trouvent dans la partie basse de ces Dunes qu'échauffe l'ardent soleil du Midi, les semis de pin ont-ils la végétation la plus remarquable, tandis qu'elle s'amoindrit à mesure qu'en s'élevant les sables sont moins humides. On peut assurer, du reste, que la végétation du pin est d'autant plus active, que les sables ont plus de ténuité, plus de fraîcheur et moins d'altitude.

En parcourant les Dunes de la Manche, on reconnaît bientôt que les terrains sur lesquels elles reposent sont généralement beaucoup plus perméables que celui des landes de Gascogne, que l'eau y séjourne moins longtemps, que, par conséquent, les Dunes y sont beaucoup moins humides, et c'est autant à cette circonstance qu'à une moindre clémence du climat qu'il faut attribuer l'infériorité de la végétation des pins dans le Nord relativement à celle de la même essence dans le Midi.

Mais, comme partout ailleurs, quand les plaines

sur lesquelles s'élèvent les Dunes du Nord retiennent en quantité suffisante les eaux pluviales, et quand, par conséquent, en vertu de leur capillarité, les sables sont saturés d'assez d'humidité, le pin acquiert un développement considérable. C'est ce qui se remarque dans les environs de Boulogne-sur-Mer où les sables reposant sur des couches argileuses aquifères du terrain jurassique du Bas-Boulonnais, ont toute l'humidité nécessaire pour la végétation des pins, qui est, en effet, remarquable depuis que leurs racines se sont assez allongées pour participer à cette humidité.

Nous ajouterons que les plaines de cette partie de la chaîne des Dunes sont, par la même raison, assez fertiles pour la complète réussite des diverses autres essences forestières que le propriétaire y a introduites et qu'il cultive, d'ailleurs, avec la plus grande intelligence.

Sur d'autres points du littoral de la Manche, les Dunes sont assises sur des alluvions marines argilo-sablonneuses reposant elles-mêmes sur des couches tellement perméables du terrain crétacé, que les sables manquant de l'humidité suffisante, les pins sont loin d'y avoir une végétation aussi vigoureuse.

IX.

Il n'est, d'ailleurs, pas possible de prédire quel sera l'avenir des pins dans les Dunes du Nord, jus-

qu'à quel âge ils pourront vivre, à quel âge ils pourront servir, et quelle valeur ils acquerront.

Le climat n'est pas assez chaud pour que le pin y produise les sucs résineux qui font en ce moment la fortune des landes et des Dunes de Gascogne. Cette essence ne pourra jamais y être soumise qu'à des exploitations moins avantageuses : il est permis cependant d'espérer qu'elle acquerra les dimensions voulues pour les perches destinées au soutènement des mines du Nord.

Il faut, d'ailleurs, que la première génération des pins soit épuisée pour qu'on juge de ce qu'elle aura produit et de ce que celle qui lui succèdera pourra produire.

Nous inclinons à croire, cependant, que les pins actuels ne pourront se reproduire suffisamment par les moyens naturels, et qu'ils devront être remplacés artificiellement.

Du reste, malgré les primes accordées, par l'un des départements du Nord, pour les plantations d'oyats opérées dans certaines conditions réglementaires, malgré les subventions en graines accordées par l'État pour semis de pins maritimes, quelques propriétaires ne paraissent pas encore sûrs que la voie qu'ils ont suivie en plantant l'oyat, ou en introduisant le pin dans les Dunes, ait été la meilleure et ils essaient de nouvelles cultures. Actuellement, ces propriétaires n'ont plus confiance que dans les peupliers de Virginie, du Canada et de la Caroline,

très-répandus et qui réussissent bien dans les terres basses des départements du Nord, et ils les plantent non-seulement dans les plaines mais même jusqu'à une assez grande élévation dans les Dunes.

Après examen des peupliers plantés depuis plus ou moins de temps, il est difficile de partager cet engouement. Quelle que soit, en effet, l'humidité à l'intérieur des sables, les peupliers, en supposant même qu'ils puissent acquérir une certaine hauteur dans les plaines les plus fertiles de la chaîne des Dunes, ne trouveront jamais, sur les monts où ils seront toujours contrariés par la violence des vents marins, les conditions naturelles nécessaires à leur entier développement; ils n'y croîtront jamais comme ils croissent sur les bords d'une eau courante ou dans les frais terrains d'une profonde vallée, et ils n'y réussiront qu'à la condition d'être récoltés, comme j'en ai vu un grand nombre, à de courts intervalles, mais dans ce cas ils ne seront que d'un produit très-minime

Dans les environs de Dunkerque, un propriétaire de Dunes ne s'est pas contenté d'y planter le peuplier, il y a semé de la luzerne sur de grandes surfaces.

La luzerne avait bien levé et donnait de belles espérances; déjà même on avait proclamé un progrès nouveau.

L'infertilité relative des sables, en produits agricoles, était un préjugé des anciens temps, et on dé-

cernait les plus grands éloges à celui qui avait mis ce préjugé à néant, par une admirable conquête sur la nature ingrate des Dunes.

Malheureusement, on s'était trop hâté, car au moment même où s'imprimait l'annonce de ce nouveau progrès, l'intempérie d'une seule nuit avait suffi pour presque tout détruire; malheureux résultat qui n'a pas cependant entièrement découragé le propriétaire entreprenant dont je parle, et qui ne l'empêchera sans doute pas de tenter un nouvel essai.

Enfin, un autre propriétaire a tenté la culture des topinambours, mais ceux-ci ayant été détruits par les lapins qui foisonnent dans les sables, on ne peut savoir ce que serait devenue cette culture si elle avait été respectée par la dent de ces animaux.

Dans la Gascogne, les Dunes généralement situées sur les vastes terrains en nature de landes que possèdent les communes, étaient également la propriété de ces dernières; mais non-seulement ces sables mouvants étaient sans la moindre valeur, c'était de plus un fléau redoutable qu'à raison, soit de leur peu de ressources, soit de leur peu d'initiative, les communes étaient impuissantes à arrêter, et c'est l'Etat qui, prenant en mains la défense du pays et agissant en vue d'un intérêt public de premier ordre, a fait, dans le Midi, par application du décret de 1810, tous les frais de la fixation et du reboisement des Dunes.

Dans le Nord, les Dunes sont presque générale-

ment les propriétés propres auxquelles le ferraillage de la chaîne des dunes et du pâturage donnent une certaine valeur.

Communes et particuliers faisant preuve, d'ailleurs, de plus d'initiative que dans le Midi, ont cherché à les mettre en valeur au moyen de plantes à enracinement profond sans lequel elles périraient faute de trouver à la surface l'humidité suffisante.

X.

L'humidité est indispensable à la végétation des plantes, mais l'eau n'est pas la seule condition nécessaire.

Le sable des Dunes, il est vrai, n'est pas de la silice pure : il est mélangé de sels marins et d'éléments calcaires provenant de débris de coquilles marines : mais ces éléments sont insuffisants pour la formation de certaines plantes et c'est à l'absence ou à l'insuffisance d'autres éléments qu'il faut attribuer l'insuccès de la culture des céréales dans les terrains presque exclusivement siliceux, tandis que la réussite de plusieurs autres plantes, telles que les pins et autres silicicoles, y est complètement assurée.

On sait que les terrains argilo-siliceux calcaires, quand ils contiennent en proportions convenables leurs principes minéraux constitutifs, sont à raison, soit de l'abondance et de la diversité de ces prin-

cipes, soit des propriétés physiques qui résultent de la composition élémentaire du sol, propres à la plupart des cultures ; mais qu'une terre est réfractaire à plusieurs de celles-ci, quand l'un ou plusieurs de ces principes y font complètement défaut.

C'est ainsi que la Sologne, argileuse ou sablonneuse, suivant les lieux, et manquant de l'élément calcaire, est rebelle aux riches cultures ; qu'elle ne supporte que celle de certains bois, et qu'elle ne peut produire de céréales que moyennant l'immixtion du calcaire à l'élément siliceux.

C'est ainsi que partout où les terrains des landes de Gascogne sont exclusivement siliceux, ils ne conviennent presque qu'à la culture de certains arbres, principalement à celle du pin maritime, et qu'en les supposant même débarrassés de la couche de grès ferrugineux qui en forme le sous-sol et qui s'oppose à l'infiltration des eaux, ils ne pourront être appropriés à la culture des céréales que moyennant l'introduction des éléments minéraux qui leur manquent.

C'est ainsi que les terrains argilo-siliceux de la Mayenne, résultant d'une décomposition de schistes et dont les couches superficielles manquent aussi de l'élément calcaire, ne produisent le froment que depuis qu'elles sont amendées et divisées par la chaux provenant de la calcination des roches de marbre extraites des profondeurs du sol

Enfin, c'est aussi l'absence ou l'insuffisance des

éléments argileux ou calcaires dans les Dunes qui y explique l'impossibilité d'autres cultures que celle des plantes silicicoles, tant qu'on n'y aura pas introduit ces éléments au moyen des amendements nécessaires.

A l'Ouest de Dunkerque, certaines Dunes sont devenues des terres très-productives, depuis leur amendement par les limons du pont de Dunkerque dont elles sont rapprochées ; mais on comprend qu'une pareille amélioration soit impossible dans les Dunes trop éloignées.

Cependant avec le temps, avec les besoins des progrès agricoles, correspondant au développement de la richesse publique et à l'augmentation de la population, les diverses Dunes du Nord de la France ne peuvent manquer d'être également l'objet d'améliorations, et peut-être résultera-t-il de ces effets la possibilité de tirer des sables un meilleur parti que celui qu'on en tire en ce moment.

Mais en attendant, et à moins que les plantations de peupliers dont j'ai parlé n'aient des résultats inespérés, je pense que de toutes les cultures tentées jusqu'à ce jour, c'est encore celle du pin maritime qui, dans les Dunes du Nord, offre le plus d'avantages.

Si, en effet, on considère qu'avec ses longues racines pivotantes et traçantes, ce résineux fixe le sable beaucoup plus solidement que toute autre plante ; que la fixation coûte par hectare moins cher

en pins mélangés avec oyats qu'en oyats purs, par la raison qu'il faut beaucoup moins d'oyats dans le premier cas que dans le second; que, d'ailleurs, les résineux très-résistants contre les vents sont d'un entretien beaucoup moins coûteux que les plantations d'oyats, et enfin que le produit de ces résineux sera toujours plus avantageux que celui des plantes qui ont été cultivées jusqu'à ce jour, on restera convaincu que c'est encore aux pins qu'il convient de donner la préférence.

Un progrès considérable a, d'ailleurs, été accompli.

Il y a cinquante ans les Dunes du Nord non-seulement présentaient l'aspect de la plus complète stérilité, et personne ne songeait à apporter obstacle à leur marche envahissante.

Mais depuis lors on en a fixé la plus grande partie au moyen des plantes connues jusqu'à ce jour comme plus appropriées à la nature du sol. Ces essais ne peuvent encore être tous définitivement jugés; mais je ne doute pas qu'avec leur esprit d'initiative et leur aptitude pour les travaux agricoles, les habitants des départements du Nord de la France ne finissent par obtenir dans les Dunes des résultats aussi satisfaisants que le permet la difficulté de l'entreprise.

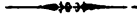




LES DEUX AMOURS

Par M. le Docteur COURTILLIER.

(Séance du 21 Février 1866).



Circé, suis-je déjà banni de ta pensée ?
Qui remplace, en ton cœur, mon image effacée ?
Pour qui m'es-tu perfide et quel objet nouveau
Fait, par tes sens troublés, délirer ton cerveau ?
Alors que, vainement, ma confiante ivresse
Se flatte de fixer ta mobile tendresse,
Qui donc se laisse prendre à tes semblants d'amour ?
En vain — ainsi que toi, plus belle que le jour —
De fleurs et de flambeaux, la nuit, dans ta demeure,
Resplendit ; du plaisir en vain a sonné l'heure :
Au sourire glacé qui m'accueille ce soir,
Je sens de mon bonheur s'évanouir l'espoir.
Hier, à tes côtés, j'étais roi de la fête ;
Aujourd'hui mes rivaux proclament ma défaite,
Et leurs dédains amers, qu'imitent tes valets,
Me disent que je suis de trop dans ce palais.

Il est donc vrai, je fus le jouet d'un caprice !
Et, de tes jeux cruels, mon cœur dupe et complice,
Quand il croit de l'Eden entrevoir l'horizon,
Vers un écueil mortel entraîne ma raison !

Dans un sein vierge encor des orages de l'âme,
On dit que ton regard aime à porter la flamme,
Mais qu'il devient railleur et perfide, le jour
Où, pour notre supplice, il voit naître l'amour.
Alors, dans son triomphe, insultant à sa proie,
On dit que ton cœur bat d'une infernale joie.
Courtisane de marbre, insensible aux douleurs,
On dit que, sans pleurer, tu vois couler des pleurs ;
Que ton œil desséché ne contient plus de larmes ;
Qu'il regarde en pitié nos terrestres alarmes,
Et que, pauvre ou proscrit, qui vers toi tend la main,
S'éloigne en gémissant de ton seuil inhumain.

Au sombre Dieu du mal par quel pacte enchaînée,
Abjures-tu, dis moi, ta noble destinée ?
Toi que le ciel doua de grâce et de beauté,
Dis-moi comme en ton sein germa la cruauté.
Si ce n'est au berceau que ces fatales haines
Avec un lait impur ont passé dans tes veines,
Daigne me révéler pour quel sanglant affront
La pâleur à jamais repose sur ton front.
On parle, en te nommant, de raison égarée,
De suprême douleur dans l'ombre dévorée :
N'as-tu connu l'amour que par ses trahisons ?
Sais-tu ce qu'en notre âme il verse de poisons ?
Oh ! réponds ! quelle soif de tristes représailles
Fait qu'une femme ainsi déchire nos entrailles
Et, sous ces noms sacrés, amante, mère ou sœur,
Quel fiel peut de son âme altérer la douceur ?
Moi, qui souffre par toi du mal qui t'a blessée,
Laisse-moi pénétrer ta muette pensée.
O désenchantement ! Jour affreux que le jour
Qui flétrit dans sa fleur notre premier amour !
Jour où de l'espérance on voit pâlir l'étoile,
Où des illusions se déchire le voile !
Mais faut-il, pour venger cet affreux souvenir,
De tant de nobles cœurs éteindre l'avenir ?

Deux amours ennemis se partagent la terre,
Et des mondes, par eux, s'accomplit le mystère.
L'un, du ciel descendu, comme nous exilé,
N'aura point de repos qu'il n'y soit rappelé.
Epris de l'idéal, si la beauté l'enflamme,
C'est qu'il y voit briller comme un rayon de l'âme ;
Mais, trop souvent, hélas ! dans son espoir déçu,
Il a beaucoup donné sans avoir rien reçu.
C'est l'amour vrai, l'amour qui tout entier se donne,
Qui souffre, sans se plaindre, alors qu'on l'abandonne ;
C'est, dans l'isolement de ce triste abandon,
L'éternel sacrifice et l'éternel pardon.
Alors qu'autour de lui tout périt et s'efface,
Il demeure, il survit à la beauté qui passe ;
Car le bien qu'il poursuit c'est, dans leur noble attrait,
La vérité sans fard, la vertu sans apprêt,
La lumière inconnue au milieu des ténèbres
Et qui brille au-delà de nos cippes funèbres.
Ainsi de l'amour vrai.

L'autre, issu de l'enfer,
Sous un trône de fleurs cache un sceptre de fer.
En lui, jusqu'à son nom, tout est faux. Ce qu'il aime,
Dans l'objet qu'il convoite et poursuit, c'est lui-même ;
C'est, dans l'enivrement de son brutal désir,
La mordante saveur d'un sensuel plaisir.
Epris de la matière et son abject esclave,
Est-il, dans ses excès, quelque loi qu'il ne brave ?
Est-il, pour fasciner et tromper la vertu,
Quelque masque imposteur qu'il n'ait pas revêtu ?
L'âme n'est rien pour lui si, par son maléfice,
De son fatal délire il ne la rend complice,
Alors que, dans l'orgie et l'ivresse du vin,
Il lui fait abjurer son principe divin.
Profanant cette loi, la première du monde,
Qui veut que de l'hymen la couche soit féconde,
Il étouffe au berceau, dans son germe il détruit
Et renvoie au néant l'être qu'il a produit.

Ce despote jaloux, et cependant perfide,
C'est l'amour impudique, adultère, homicide.
Ah ! si lorsqu'il nous dit : « Je suis la volupté ! »
De la sainte pudeur l'instinct est révolté,
Qui ne redouterait d'affronter sa blessure,
S'il disait sans détour : « Je m'appelle Luxure ,
« Et le feu que j'allume en un cœur innocent,
« Trop souvent ne s'éteint qu'avec des flots de sang. »

Toi qui nourris la haine et sèmes la vengeance,
Qui n'as point de pardon pour celui t'offense ;
Toi de qui la beauté, dans son rêve d'orgueil,
Des âmes qu'elle attire est le mortel écueil ;
Toi qui tiens de Satan, pour mieux perdre ces âmes ,
Le pouvoir d'allumer les passions infâmes,
L'art d'attiser leur feu, d'irriter le désir,
Jusqu'à lui présenter la coupe du plaisir,
Qu'il ne videra pas — supplice de Tantale,
Torture qui t'apporte une joie infernale,
Angoisse qui fait vivre et mourir l'insensé —
Pour tes enchantements funestes, ô Circé,
Sois maudite à jamais, et que sur toi retombe
Le sang des nobles cœurs dont tu creusas la tombe !



BUREAU ET OFFICIERS DE L'ACADÉMIE

Pour 1861-1863.

MM. DAUSSY, *Directeur.*

ALEXANDRE, *Chancelier-Trésorier.*

ANSELIN, *Secrétaire-Perpétuel.*

DE MARSILLY, *Secrétaire-adjoint.*

GARNIER, *Archiviste-permanent.*

Pour 1865-1866.

MM. DE MARSILLY, *Directeur*, jusqu'au 10 Février 1866

BOUTHORS, *Directeur*, depuis le 24 Février 1866.

WATTEAU, *Chancelier-Trésorier.*

ANSELIN, *Secrétaire-Perpétuel.*

E. YVERT, *Secrétaire-adjoint.*

GARNIER, *Archiviste-permanent.*



TABLEAU






DES MEMBRES DE L'ACADÉMIE

MEMBRES TITULAIRES

DANS L'ORDRE DE RÉCEPTION.

MM.

- 21 Mars 1819.** ANSELIN, ✱, Avocat, Conseiller de Préfecture honoraire.
30 Avril 1830. OBRY, Juge honoraire au Tribunal civil.
21 Juillet 1837. GARNIER, Professeur, Conservateur de la Bibliothèque communale.
10 Févr. 1838. TAVERNIER, O. ✱, Directeur de l'Ecole de Médecine.
10 Mars 1838. ROUSSEL (Martial), ancien Directeur de la Maison de correction.
10 Mars 1839. BOR, Pharmacien.
25 Juin 1842. DAUPHIN, ✱, Conseiller à la Cour impériale.
19 Août 1842. MATHIEU, ancien Négociant.
19 Août 1846. BOUTHORS, ✱, Conseiller de Préfecture.
13 Févr. 1847. G. FORCEVILLE, ancien Banquier, Statuaire.
22 Juillet 1848. ALEXANDRE, ✱, Médecin des épidémies, Professeur à l'Ecole de Médecine d'Amiens.
24 Janv. 1851. DAUSSY, Avocat.
12 Févr. 1852. YVERT, Homme de lettres, Imprimeur.

- 28 Janv. 1851. DE MARSILLY (DE COMMINES), , Ingénieur des Mines à Amiens.
- 11 Févr. 1851. DENEX (Jules), , Président de la Société Philharmonique.
- 12 Janv. 1856. GAND (Edouard), Dessinateur industriel.
- 12 Janv. 1856. MANCEL, , propriétaire.
- 21 Févr. 1858. TIVIER, Professeur de Rhétorique au Lycée impérial.
- 11 Juin 1858. BERTON (l'Abbé).
- 13 Janv. 1859. COURTILLIER, Docteur en Médecine.
- 11 Févr. 1859. CORBLET (l'Abbé), historiographe du diocèse.
- 10 Mai 1859. VION, Chef d'Institution.
- 22 Juin 1860. FUIX, , Ingénieur en chef du Département.
- 14 Mars 1862. RIGAULT, Pharmacien, Licencié ès-sciences.
- 13 Juin 1862. MOLLET (Vulfran), , Manufacturier, Membre du Conseil général et de la Chambre de Commerce d'Amiens.
- 13 Juin 1863. HENRIOT, propriétaire.
- 25 Juillet 1863. LENOEL, Docteur en Médecine.
- 23 Juillet 1863. HERBET, Docteur en Médecine.
- 14 Mai 1864. PONCHE, Négociant.
- 14 Mai 1864. POIRÉ, Professeur de Physique et de Chimie au Lycée.
- 31 Déc. 1864. DAUPHIN Fils, Avocat.
- 11 Févr. 1865. BOHN, Professeur de Philosophie au Lycée impérial.
- 11 Mars 1865. WATTEAU, premier Avocat général.
- 29 Avril 1865. BÉBAUD, Conservateur des Eaux et Forêts.
- 10 Févr. 1866. DUBOIS, Avocat, Docteur en droit.
- 13 Avril 1866. GUÉRIN, Conseiller à la Cour impériale.
-

MEMBRES CORRESPONDANTS

MM.

D'AULT-DUMESNIL , à Oisemont.

DELORME, Censeur honoraire à Paris, rue Férou, 6.

CHOPIN-DALLERY, Prop^{re}., rue de Braque, 6, à Paris.

DOVERGNE, à Hesdin.

BOISTEL, Professeur de Seconde au Collège Rollin , rue
Neuve S^{te}-Généviève, 22. à Paris.

MACHART ✻, Ingénieur en chef des Ponts et Chaussées ,
à Orléans.

DUPONT ✻, Colonel du Génie, rue Castellane, 11, à Paris.

HECQUET, Docteur en médecine, à Abbeville.

MARCOTTE, Bibliothécaire d'Abbeville.

DUSOUCHE ✻, Inspecteur des Mines, à Paris.

VERET, Docteur en médecine, à Doullens.

LEFILS (Florentin), Homme de lettres, à Abbeville.

COËT, Pharmacien à Roye.

FERRAND ✻, Préfet de la Savoie, à Annecy.

VINCENT ✻, Membre de l'Institut, à Paris.

SOUPÉ, Professeur à la Faculté des lettres de Besançon.

SERRES, Docteur médecin à Uzès (Gard).

Le Comte DE VIGNERAL, à Ry (Orne).

V. DE BEAUVILLÉ, ancien Magistrat, à Montdidier.

J. LEFEBVRE, Secrétaire de la Société d'Émulation , à
Abbeville.

HUARD (Adolphe) , Homme de lettres , rue Dauphine, 5,
à Paris.

COURBET-POULART , ✻, Président de la Chambre de
Commerce d'Abbeville, Membre du Conseil général.

DUPARQUE, ✻, Docteur en médecine , à Paris.

BUTEUX, ancien Membre du Conseil général, Maire de
Fransart.

MEMBRES HONORAIRES

DE DROIT.

MM.

Le Premier PRÉSIDENT de la Cour impériale.

Le PRÉFET de la Somme.

M^{sr} l'ÉVÊQUE d'Amiens.

Le MAIRE d'Amiens.

Le PROCUREUR-GÉNÉRAL près la Cour impériale.

L'INSPECTEUR de l'Académie universitaire.

MEMBRES HONORAIRES

ELUS.

MM.

BERVILLE, O ✻, Président honoraire à la Cour impériale de Paris.

DAMAY, ✻, Procureur général à Poitiers.

DUVAL (Raoul), ✻, Procureur général à Bordeaux.

DUROYER, ✻, Ancien Membre titulaire.

POLLET, Inspecteur d'Académie universitaire, ancien titulaire

DECAIEU, ✻, Président honoraire à la Cour impériale d'Amiens, ancien titulaire.

BELIN-DELAUNAY, Professeur d'Histoire au Lycée impérial de Bordeaux, ancien titulaire.

LAURENT, Propriétaire, Vice-Président du Comice agricole, ancien titulaire.

BOUCHER DE PERTHES, ✻, Président de la Société d'Émulation d'Abbeville.

DUBOIS (Amable), Docteur médecin, ancien titulaire.

DEQUATREFAGES DE BRÉANT, ✻, Membre de l'Institut.

DAVELUY, ✻ ancien président du Tribunal et de la
Chambre de commerce d'Amiens, ancien titulaire.

FUSTEL DE COULANGES, professeur d'histoire à la Faculté
des lettres de Strasbourg, ancien titulaire.

PÉRU-LOREL, ✻, Négociant, Président de la Chambre
de Commerce, ancien titulaire.

HARDOUIN, Président du Tribunal civil de Béthune,
ancien titulaire.

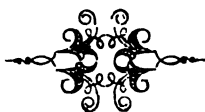


TABLE DES MATIERES

	Pages.
ESQUISSE HISTORIQUE SUR LE DROIT DE L'INDIVIDU, discours prononcé à la séance publique du 20 Août 1865, par M. DAUSSY, directeur.	1
COMPTE-RENDU DES TRAVAUX DE L'ACADÉMIE, par M. ANSELIN, Secrétaire-perpétuel	19
RAPPORT SUR LE CONCOURS DU PRIX D'ÉLOQUENCE, par M. H. DAUPHIN.	35
NOTICE SUR M. CRETON, par M. Henri HARDOUIN.	49
LE QUARTIER S ^t -LEU, LE FAUBOURG S ^t -PIERRE ET LA CITADELLE, dialogue en vers, par M. E. YVERT.	71
DISSERTATION HISTORIQUE SUR LE PREMIER CONCILE ŒCUMÉNIQUE DE LYON, par M. l'Abbé CORBLET.	79
ÉTUDE SUR REBOUL, le poète de Nîmes, par M. TIVIER	95
RAPPORT SUR L'HISTOIRE DE LA PEINTURE, ouvrage de M. Rigollot, par M. ANSELIN	115
APPLICATION A LA MARCHÉ CHEZ L'HOMME DE QUEL- QUES PRINCIPES DE LA THÉORIE DE L'ÉQUIVALENCE DE LA CHALEUR ET DU MOUVEMENT, par M. le D ^r LENOEL.	125



	Pages.
RAPPORT SUR LES BIBLIOTHÈQUES DES ÉCOLES PRI-	
MAIRES , par M. J. GARNIER.	139
DISCOURS DE RÉCEPTION de M. Albert DAUPHIN	149
RÉPONSE de M. DAUSSY, Directeur.	171
DU CULTE DES MANES , par M. J.-B.-F. OBRY.	179
NOTICE HISTORIQUE ET TECHNOLOGIQUE SUR L'HOR-	
LOGE DU BEFFROI D'AMIENS , par M. Martial ROUSSEL.	235
DISCOURS DE RÉCEPTION de M. BÉRAUD	281
RÉPONSE de M. DAUSSY, Directeur.	293
OEDIPE ET LE SPHINX , étude mythologique, par M. Henri	
DAUPHIN	299
DISCOURS DE RÉCEPTION de M. BOHN	319
RÉPONSE de M. DAUSSY, Directeur.	347
LE LIBRE-ÉCHANGE , par M. MATHIEU	359
DISCOURS DE RÉCEPTION de M. WATTEAU	405
RÉPONSE de M. DAUSSY, Directeur.	422
DES FUMEURS D'OPIUM ET DES FUMEURS DE TABAC,	
par M. le Dr ALEXANDRE	433
PROMENADE SUR LA MONTAGNE , causerie par M. DAUSSY.	465
UN SOU , monologue, par M. E. YVERT.	481
LES DUNES DU NORD ET DU SUD-OUEST DE LA FRANCE,	
par M. BÉRAUD	485
CIRCE , poésie, par M. le Dr COURTILLIER	521



MATIÈRES ET SUJETS

TRAITÉS DANS LES SÉANCES DE L'ACADÉMIE

ET NON INSÉRÉS DANS CE VOLUME



- 26 Mars 1864. ABOLITION DE LA MISÈRE, par M. FUIX.
- 28 Mai 1864. RAPPORT SUR LES POÉSIES DE M. CHALMETON ,
par M. E. YVERT.
- 11 Juin 1864. RAPPORT SUR LES DEUX DERNIERS VOLUMES DE
L'ACADÉMIE DE METZ, par M. VION.
- 25 Juin 1864. ÉTUDE SUR LE TRANSPORT DES CAILLOUX POUR
L'ENTRETIEN DES ROUTES, par M. MANCEL.
- 25 Juin 1864. NOTE DÉVELOPPÉE SUR LA MANIÈRE D'ÉTABLIR
ANALYTIQUEMENT LES FORMULES QUI SERVENT
À LA RÉOLUTION DES TRIANGLES RECTANGLES,
par M. FUIX.
- 9 Juillet 1864. DISCOURS de réception de MM. POIRÉ et PONCHE. —
Réponses de M. le Directeur.
- 23 Juillet 1864. DISCOURS SUR LES EFFETS DE LA MARCHÉ DU
PROGRÈS FAVORABLE À L'AMOUR DU BIEN ET
DU BEAU, par M. RIGAULT.
- 17 Déc. 1864. LE BON SENS, étude morale, par M. HENRIOT.
- 17 Déc. 1864. ÉTUDE SUR L'USAGE DU TABAC PAR LES MARINS,
par M. MANCEL.
- 17 Déc. 1864. L'ÉGOISTE, comédie en vers, par M. E. YVERT.
- 14 Janv. 1865 RAPPORT SUR L'OUVRAGE DU D^r BERTILLON : *de
l'Acclimatement*, par M. HERBET.

- [illegible]





UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 04890 3937

Filed by Preservation CIC 199

